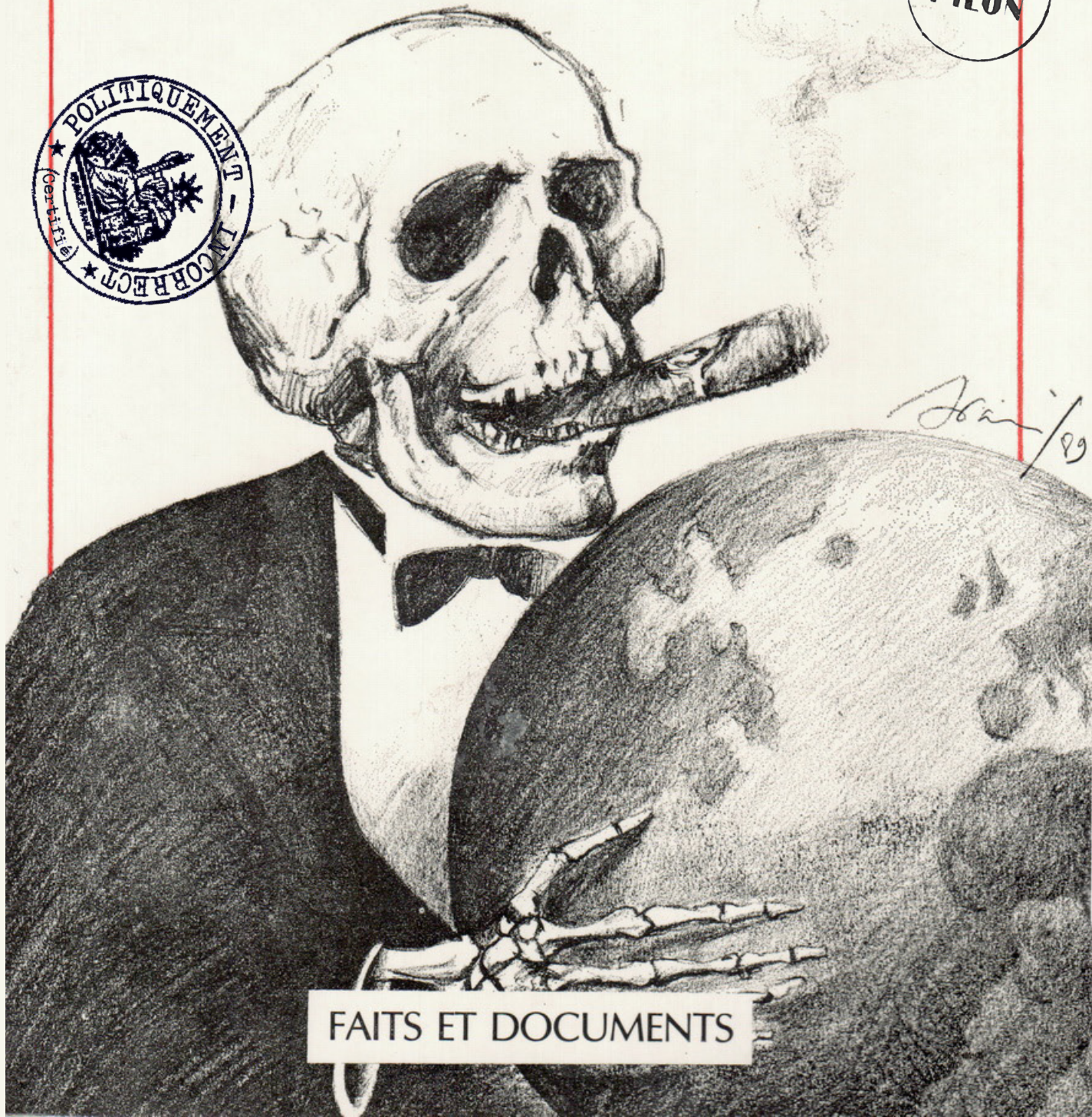


YANN MONCOMBLE

PRÉFACE DE HENRY COSTON

# LE POUVOIR DE LA DROGUE DANS LA POLITIQUE MONDIALE



FAITS ET DOCUMENTS



YANN  
MONCOMBLE

**LE POUVOIR DE LA DROGUE DANS LA POLITIQUE MONDIALE**

FAITS ET  
DOCUMENTS

LE POUVOIR  
DE LA  
DROGUE  
DANS LA  
POLITIQUE MONDIALE

## Du même auteur

*La Trilatérale et les secrets du mondialisme*

(Editions Faits et Documents, 1980).

*L'Irrésistible expansion du mondialisme*

(Editions Faits et Documents, 1981).

*Les Vrais responsables de la Troisième Guerre mondiale*

(Editions Faits et Documents, 1982).

*Du Viol des foules à la synarchie ou le complot permanent*

(Editions Faits et Documents, 1983).

*La Maffia des Chrétiens de gauche*

(Editions Faits et Documents, 1985).

*Quand la Presse est aux ordres de la Finance*

(Editions Faits et Documents, 1986).

*Les Professionnels de l'anti-racisme*

(Editions Faits et Documents, 1987).

*La Politique, le Sexe et la Finance*

(Editions Faits et Documents, 1989).

YANN MONCOMBLE

LE POUVOIR  
DE LA  
DROGUE  
DANS LA  
POLITIQUE MONDIALE

*Préface d'Henry Coston*

FAITS ET DOCUMENTS

Cet ouvrage introuvable nous a pris beaucoup de temps en recherche du fait de son contenu dérangeant pour beaucoup de personnalité et pour sa reprise numérique.

## Cette diffusion est gratuite

Ceux qui auraient l'opportunité de le mettre en vente seront châtiés par la mise en ligne de tout leur catalogue, sauf bien entendu les *ayant-droits* (à qui nous offrirons le résultat de notre travail sans autre contre-partie que nos remerciements), qui n'ont jusqu'à ce jour offert à la populace avide de connaissance aucune réédition connue.

Cela est dit et sera, car il suffit...

*Transmet fidèlement ce que tu as reçu fidèlement, sans altération ni rajout.*

Imprimé en France

© 1990 by Yann Moncomble, PARIS

Tous droits réservés pour tout pays, y compris l'U.R.S.S.

Veuillez adresser toutes communications concernant cet ouvrage à  
Yann Moncomble, B.P. 24, 27330 LA NEUVE-LYRE

Ceux qui trouvent sans chercher, sont ceux qui ont longtemps cherché sans trouver.

*Un serviteur inutile, parmi les autres.*

**Octobre 2011**

Scan, ORC, Mise en page

**LENCULUS**

pour la Librairie Excommuniée Numérique des CUrieux de Lire les USuels

*À Nasser*





## PRÉFACE

---

Le théoricien du libéralisme et du capitalisme, Guy Sorman, dont l'influence dans les milieux d'affaires et les médias conformistes n'est pas négligeable, déclarait un jour que le meilleur moyen de combattre la toxicomanie était de mettre la drogue à la portée de tous, sans obstacle.

Il était relayé, à quelque temps de là, par *The Economist* de Londres<sup>(1)</sup>, journal connu pour refléter l'opinion des financiers internationaux qui, après avoir reconnu que « les drogues sont dangereuses », ajoutait doctement que « l'illégalité qui les entoure ne l'est pas moins ».

Et il préconisait la vente libre des drogues, se bornant à recommander qu'une étiquette mentionne, sur chaque paquet, « leurs effets nocifs ». Selon le porte-parole du capitalisme cosmopolite, cette « légalisation du commerce » des stupéfiants aurait pour conséquence que les drogues « empoisonneraient moins de consommateurs, tueraient moins de dealers, corrompraient moins de policiers et rapporteraient des revenus à l'Etat ».

« La dépénalisation est risquée, concluait l'éditorialiste du journal financier, mais la prohibition l'est encore plus. »

Un juriste de même tendance a écrit, sur le sujet, un volume paru récemment pour donner une base légale à la dépénalisation de la drogue. Francis Caballero — c'est le nom de ce juriste — constatant que « le système bancaire est contaminé par le recyclage de l'argent du trafic », que le « coût de la lutte antidrogue augmente sans cesse » et que « les prisons se remplissent alors que l'offre des stupéfiants ne fait que croître », estime que « la répression s'énerve et devient de plus en plus attentatoire aux libertés individuelles<sup>(2)</sup> ».

« Les droits élémentaires des personnes sont bafoués, ajoute-t-il, indigné, des lois anticonstitutionnelles sont votées, le droit à la drogue empoisonne l'atmosphère de la planète. »

Il est difficile de ne pas faire un rapprochement entre le laxisme des uns et l'esprit de lucre des autres. À moins d'être aveugle ou de mauvaise foi, comment peut-on pré-

---

1 — 2 septembre 1989.

2 — Francis Caballero, *Le Droit de la Drogue*, Paris, 1989.

coniser la vente libre d'un produit nocif quand on sait qu'elle ne ferait que multiplier le danger ?

L'exemple des Pays-Bas est là pour nous convaincre de l'inefficacité de la solution proposée. La tolérance de la législation néerlandaise à l'endroit des drogués et le laxisme des autorités espagnoles et italiennes dans le même sens a pour résultat une augmentation de la toxicomanie dans les pays concernés, mais aussi une recrudescence du trafic de la drogue en Europe. Le monopole de l'Etat a transformé les Pays-Bas en véritable entrepôt de drogue pour les trafiquants internationaux.

Quant à l'Espagne, elle est devenue « la tête de pont du trafic » sur le continent. « Nous pensons que la principale voie d'accès de la cocaïne en Europe est la péninsule ibérique, déclarait récemment John Lawn, directeur de la *Drug Enforcement Agency*, et nous savons que le Cartel de Medellín a des relations directes en Espagne. »

Les chiffres lui donnent raison. En 1989, 3 471 kilos de cocaïne ont été saisis sur le territoire de la République espagnole. Ce qui représente trois fois ce que la police avait saisi l'année précédente en Espagne et davantage que dans le reste de l'Europe. Pour le haschich, la République espagnole arrivait également en tête des saisies européennes, avec plus de 90 tonnes.

Les banquiers qui, ici et là, participent au blanchiment de « l'argent sale » et des *narco-dollars*, sont connus de la police, mais leur habileté et le secret dont ils s'entourent — et pas seulement en Suisse — les mettent à l'abri des poursuites. Sauf très rares exceptions, la presse se garde bien de publier le résultat des enquêtes de ses reporters.

En faisant paraître ce livre explosif, Yann Moncomble prend le problème de la drogue à bras le corps. Il ne se borne pas à dénoncer le péril que les stupéfiants font courir à nos enfants, il soulève un coin du voile qui recouvre pudiquement les agissements des *dealers*, il nous montre que sans le concours actif de banquiers influents et d'hommes d'affaires aux relations politiques étendues, ces pourrisseurs de notre jeunesse ne pourraient se livrer leur honteux, à leur criminel trafic. Une fois de plus, il nous permet de prendre la main dans le sac, ces financiers qui mènent le monde <sup>(1)</sup>.

Admirons son courage et aidons-le à répandre ces vérités.

Henry COSTON

6 février 1990

---

1 — Titre du livre de Henry Coston : une nouvelle édition, augmentée, actualisée et illustrée des *Financiers qui mènent le monde*, vient de paraître. (Publications Henry Coston, B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18.)

Dans son bulletin *Le Mois*, du 7-8-1989, revue de la Société de Banque Suisse (S.B.S.) on pouvait lire, non sans s'empêcher de sourire : « Le 1<sup>er</sup> décembre 1987 a été inauguré l'agence de Miami. Objectif de cette dernière, permettre à la clientèle privée fortunée d'Amérique latine et du sud des Etats-Unis d'accéder plus facilement aux prestations de service de notre banque qui lui sont destinées. »



## LE CAPITALISME DE LA DROGUE... DE BANQUES À BANQUES

---

« Comment blanchir des narco-dollars ? » C'est ainsi que débute une remarquable étude parue dans *Science et Vie Economie Magazine* de novembre 1989, sous la signature de Mohsen Toumi. Nous la lui empruntons car c'est clair, net et précis.

« Le 18 septembre dernier, les représentants de quinze pays riches se sont réunis à Paris pour renforcer la coordination internationale contre le « blanchiment » de l'argent de la drogue. Nos responsables politiques se sont en effet aperçus que la lutte portait surtout sur le trafic des produits eux-mêmes et très peu sur les circuits financiers. Et que, au-delà de la guerre contre les intermédiaires et les producteurs (comme en Colombie), il serait au moins aussi efficace de frapper les gros trafiquants au tiroir-caisse.

« Il faut dire qu'il y a de quoi faire : l'ensemble du trafic de stupéfiants aurait généré, en 1988, 500 milliards de dollars. Soit l'équivalent du PIB de la France en 1985 ! Ce chiffre repose bien entendu sur l'estimation du volume physique de drogue consommée. Et dans ce domaine on ne peut qu'extrapoler à partir des saisies effectuées. Les autorités américaines et françaises estiment, dans le cas de l'héroïne, que ces saisies représentent tout juste 5 % de la production mondiale. Au total, l'an dernier, la consommation de feuilles (coca, marijuana, haschisch) aurait atteint 30 000 tonnes et celle de poudre (cocaïne et héroïne) 800 tonnes. En multipliant ces quantités par les prix de vente au détail pratiqués un peu partout dans le monde, on obtient des montants variant entre 300 et 500 milliards de dollars. M. Kendall, secrétaire général d'*Interpol* penche plutôt pour le second chiffre<sup>(1)</sup>. Mais quel que soit leur montant, ces narco-dollars représentent une énorme masse d'argent liquide. Et c'est là que commencent les problèmes pour tous ceux qui perçoivent la majeure partie de ce pactole. C'est-à-dire les transformateurs de produits-base, les transporteurs et les grossistes.

Le premier est tout bêtement un problème physique : comment stocker et transporter une telle quantité de billets ? Il paraît difficile de se déplacer à longueur de journée avec un fourgon blindé en guise de porte-feuille et, naturellement, il est suspect

---

1 — Interview accordée au *Middle East Insider*.

d'effectuer toute une série de transactions en liquide. D'ailleurs, dans de nombreux pays, au-delà d'un certain montant, les paiements en cash ne sont pas admis. Impossible, par ailleurs, de déposer une valise entière de billets à la banque ; c'est la meilleure manière d'éveiller les soupçons, du moins dans les grands établissements qui ont pignon sur rue. Deuxième problème : cet argent, s'il reste liquide, ne rapporte rien. Il faut donc l'investir et le placer.

« D'où la nécessité de le « blanchir », c'est-à-dire à la fois de lui faire changer de nature (le transformer en monnaie scripturale), de lui donner une apparence respectable (en dissimuler l'origine délictueuse) et de l'utiliser de manière profitable (le transformer en actifs mobiliers ou immobiliers). *L'Expression* de « blanchiment » n'est pas récente : elle remonte à l'époque de la prohibition aux Etats-Unis, où les revenus des ventes d'alcool illicite, tous en billets de banque, étaient investis dans des blanchisseries de quartier, légalement inscrites au Registre du commerce. Le système était simple. À l'époque, il était tout à fait possible d'acheter une boutique en liquide. L'avantage était double : d'une part l'argent « sale » était investi dans un commerce légal, d'autre part, les clients payant tous en espèces, il était facile d'augmenter la recette normale de la semaine en y ajoutant les bénéfices provenant du trafic d'alcool. Le gérant portait le tout à sa banque qui n'y voyait que du feu.

« Aujourd'hui, il existe de nombreux et souvent meilleurs moyens pour blanchir les narco-dollars. Pour commencer, le vieux système de la « blanchisserie » du temps de la prohibition est encore utilisé. L'achat d'un commerce, dans lequel les clients paient en liquide, est une valeur sûre. Encore que, selon les spécialistes, il est difficile de faire la part dans ces investissements de ce qui provient de la drogue, ou d'autres formes de délinquance.

« Certains capitaux d'origine douteuse utilisent aussi le monde du show-business pour se refaire une virginité. Le procédé est apparemment très développé en Italie, en France et en Belgique. La « tournée triomphale » de la vedette (qui en réalité fait un bide partout) permet de mettre sur un compte en banque tout l'argent « sale » qui est présenté officiellement comme la recette des spectacles. De même, certaines sociétés créées dans des paradis fiscaux servent de relais pour recueillir les recettes de films diffusés dans de nombreux pays. S'il est impossible de vérifier le nombre exact de spectateurs, il est facile en revanche de recycler ainsi de l'argent douteux.

« Plus sérieux, car portant sur des sommes nettement plus importantes, le système du casino. Le principe est simple : on achète pour 500 000 dollars (par exemple) de jetons dans un casino. On ne joue à rien mais quelques heures plus tard on échange les plaques contre un chèque du casino, de même montant, que l'on va tout simplement déposer sur son compte. Officiellement, il s'agira, en cas de contrôle, d'un gain au jeu. Le système fonctionne très bien dans sa variante internationale. Après avoir échangé un gros paquet de billets contre des jetons qu'on n'utilise pas, grâce à un simple télex on peut transférer la somme dans un casino américain ou moyen-oriental appartenant à la même chaîne. Là on va prendre ses jetons, on ne joue toujours à rien et on va tranquillement les changer contre un chèque à la caisse en sortant. Rien à dire. Et l'argent est bel et bien blanchi. Même si ces méthodes permettent de traiter de gros montants, le blanchiment bancaire est, de loin, celle qui permet actuellement d'en recycler la majeure partie. Certaines affaires ont permis depuis quelques mois aux autorités internationales de se faire une idée assez précise sur les mécanismes mis en



œuvre. Comme on va le voir, les trafiquants ont su largement exploiter la mondialisation des transferts de capitaux qui caractérise la finance moderne.

« Aéroport de Los Angeles, 27 novembre 1986. Craignant un attentat à la valise piégée, la police décide de faire sauter trois valises laissées dans un coin par leur propriétaire. Elles se révèlent inoffensives : elles contiennent deux millions de dollars en petites coupures ! La police américaine a, sans le savoir, mis la main sur un transfert de narco-dollars. Partout dans le monde, des passeurs transportent l'argent liquide, en utilisant les mêmes chemins et les mêmes techniques que pour transporter la drogue. L'objectif est de pouvoir déposer cet argent dans une banque. Mais pas n'importe quelle banque : il faut un guichet complaisant pour accueillir les liasses suspectes. En réalité, il existe principalement deux catégories de banques susceptibles d'accepter de tels dépôts : les banques installées dans des paradis fiscaux, qu'elles soient ou non filiales de grandes banques internationales, et les banques suisses.

« Les places financières *offshore* que sont les Bahamas, Panama, les îles Vierges, les îles Caïmans, Chypre, etc., ne sont pas vraiment regardantes sur la nature et l'origine des fonds qui sont déposés à plein tombereau. Les autorités de ces petits Etats ont parfois permis aux banques de disposer de postes de débarquement spéciaux dans les aéroports, sans contrôles policier ou douanier contraignants. Aux îles Vierges britanniques, une filiale de la vénérable *Barclay's Bank* a même installé un héliport privé. Dans tous ces endroits de la zone caraïbe, les trafiquants peuvent donc déposer tranquillement leurs liquidités en provenance directe de Colombie ou de Miami. À ces paradis fiscaux, il faudrait ajouter toute une série de places financières où le fait de déposer une valise entière de billets de banque n'étonne personne : toute l'Amérique centrale, certaines places du Moyen-Orient (le Souk El Manach à Koweït, le Liban), la Malaisie, l'île Maurice, Hong Kong...

« La Suisse, c'est bien connu, offre depuis longtemps une entrée libre et illimitée pour l'or et les devises de toutes provenances. Il se réalise chaque année en Suisse 65 milliards de dollars de transactions diverses en billets, soit 8 % de l'ensemble de ces transactions dans le monde ! Et certaines affaires récentes ont mis en évidence le rôle particulièrement actif de quelques-unes des principales banques du pays dans le recyclage de narco-dollars : l'Union de banque suisse et le *Crédit Suisse*.

« Le système helvétique comporte deux phases. Dans un premier temps, les passeurs déposent de grosses quantités de narco-dollars chez un intermédiaire qui peut être un avocat, un notaire ou un agent de change. En Suisse, ces professions ont la particularité de pouvoir fonctionner comme un établissement financier sans être soumis à la législation bancaire. Un passeur peut donc tout à fait légalement déposer une caisse entière de billets de banque dans le cabinet d'un avocat. Cette première opération correspond à ce que les spécialistes appellent le « prélevage ». Dans un deuxième temps, après avoir perçu ses honoraires, cet avocat va déposer ces sommes dans des banques réputées, sans être obligé de révéler l'identité de son client. L'argent ainsi déposé sur un compte numéroté, en vertu du fameux secret bancaire suisse, est bon pour le service : on pourra effectuer des virements de compte à compte sur toute la surface du globe. La Suisse, outre ces facilités, est très prisée en raison de la qualité du service offert : les transferts peuvent se faire en quelques heures seulement.

« Mais pour justifier ces virements, encore faut-il pouvoir fournir des raisons honorables. Ces justifications constituent la seconde étape du blanchiment. Les tech-

niques utilisées sont toujours assez simples quant à leur principe mais complexes dans leur mise en œuvre : les virements sont multipliés d'un point à l'autre du globe au profit de multiples intermédiaires ou hommes de paille.

« Deux moyens principaux ont été découverts : les fausses factures et les prêts apparents. Dans le premier cas, il suffit qu'un gros bonnet de la drogue dispose d'une officine de complaisance, par exemple aux Etats-Unis. Celle-ci émet des factures pour une prestation de service fictive, et se fait rémunérer à partir d'un compte détenu par une société écran dans une banque, par exemple aux Bermudes. Ledit compte en banque étant alimenté en liquide comme on sait.

« Dans le second cas, notre gros bonnet désire investir dans l'immobilier de tourisme, par exemple sur la Côte d'Azur. Pour cela il va demander un prêt (comme tout le monde) dans une banque à Genève. Grâce à des complicités, le prêt accordé sera « garanti » par le montant du compte numéroté qu'il détient dans la même banque. Il s'en fera virer le montant sur son compte, dans une filiale de la banque helvétique en France. Le montant du prêt correspondra au montant du dépôt et les intérêts à payer correspondront aux intérêts perçus sur le compte numéroté, moins les commissions bien entendu. C'est comme cela notamment que la BCCI lavait les narco-dollars en provenance du cartel de Medellín.

« Cette fois, ça y est : l'argent de la drogue est blanchi, il est de nature bancaire et il a une origine légale. Dés lors il peut être investi dans des secteurs de l'économie (le « high tech » est, paraît-il, très prisé), placé dans des titres de père de famille (les bons du Trésor américain par exemple), voire utilisé dans des actions de raiders puisque les OPA ont besoin de fonds importants en peu de temps.

« Mais le blanchiment a également des conséquences plus qualitatives sur l'ensemble des économies concernées. Pour recycler une telle masse d'argent, il faut des réseaux, des complicités, des protections.

« A Paris, dans un arrondissement chic, une société de communication, dont le siège social se trouve dans un paradis fiscal de la Méditerranée, fait des études pour le compte d'entreprises, édite des revues techniques et a une petite activité de publicité. Une cinquantaine de personnes sont employées : économistes, journalistes, secrétaires, etc. Le loyer des locaux est réglé à 50 % en liquide et une bonne partie du personnel est rémunéré en petites coupures usagées (billets de 10, 20, 50 et 100 dollars). Le même groupe possède d'autres officines aux activités similaires en Suisse, en Espagne, en Grande-Bretagne et en Italie. En un an, c'est environ 11 millions de dollars en liquide qui sont convertis en prestations de service et dépenses de fonctionnement. Cette activité a un double objectif : blanchir des narcodollars naturellement mais aussi « acheter » de l'influence.

« Les partis politiques n'ont rien à voir avec la drogue... mais dans tous les pays, ils ont besoin d'argent. Les grandes firmes internationales ne sont pas des trafiquants de cocaïne... mais elles ont parfois besoin d'intermédiaires et de services en tout genre pour exporter. Jusqu'où vont les responsabilités à l'intérieur des banques suisses que nous avons citées ? Chaque fois, c'est une branche, un échelon seulement de l'institution qui s'est révélé fautif. Mais ce système de corruption « mouille » l'ensemble. Du coup, ce sont les plus grands noms de la finance qui sont périodiquement mis en cause.

« Aux Etats-Unis, la *First Bank of Boston*, seizième banque du pays, s'est trouvée, en 1985, incapable de justifier des transactions avec l'étranger pour un montant de 12

milliards de dollars ! Toujours en 1985, la respectable firme de courtage new-yorkaise Hutton a été directement accusée d'avoir blanchi 13,5 millions de dollars avec l'aide (encore) du *Crédit Suisse*.

« Dans une enquête sur l'argent de la drogue diffusée par Canal +, Jean-Pierre Mascardo a récemment mis en cause une bonne partie du gratin de la banque américaine : *Chase Manhattan, Irving Trust, Bank of America*, etc. Le plus grand scandale narcobancaire de ces derniers mois est certainement celui de la BCCI (Bank of Commerce and Credit International).

« Cette banque n'est pas une petite officine miteuse d'un pays en voie de développement : domiciliée aux Luxembourg, elle compte 400 agences dans 73 pays et s'appuie sur 20 milliards de dollars de dépôts. L'affaire de la BCCI montre bien à la fois, les liens financiers entre les réseaux compromis de la banque et le monde bancaire officiel, la volonté de « mouiller » des hommes d'affaires connus, des hommes politiques en vue et même des organisations caritatives, comme celle de l'ancien président Carter. Du coup, on ne sait plus qui est honnête et qui ne l'est pas, qui est complice et qui est naïf. Car, et c'est le dernier échelon, les narcodollars peuvent corrompre jusqu'aux Etats. Certes, l'Iran encourage ouvertement le trafic de drogue pour la « bonne cause ». Mais, même les Etats qui, officiellement, se disent prêts à combattre le fléau par tous les moyens, ont eux aussi leurs faiblesses. Notamment lorsque le trafic de la drogue rejoint le trafic des armes. Les spécialistes estiment que le trafic mondial des armes est au moins égal aux ventes officielles, soit 50 milliards de dollars par an.

« Il y a de nombreux conflits sur le globe (Afghanistan, Nicaragua, Liban, Iran-Irak, etc.) où les parties en présence sont soutenues plus ou moins discrètement par les « grands » pays. Pour les aider, il faut leur fournir des armes. Mais pas au grand jour. Quelle aubaine pour les détenteurs de narcodollars en peine de recyclage ! D'un côté, celui de l'ombre, il faut acheter des armes discrètement (en contrebande ou auprès de marchands de canons ayant pignon sur rue) et les faire passer clandestinement. Tout ceci coûte cher mais les narco-dollars sont là. De l'autre, il faut pouvoir se faire payer le plus légalement du monde. Les fonds spéciaux de tous les gouvernements du monde sont là. Entre les deux, toute une série d'intermédiaires, de banques *offshore*, de certificats d'exportation bidon, de sociétés écrans. À cet égard, l'affaire de l'*Irangate* est exemplaire : un pays, les Etats-Unis, qui d'un côté lutte contre la drogue et de l'autre fournit discrètement des armes à l'Iran (producteur de drogue) avec la complicité de citoyens israéliens qui eux-mêmes entraînent les milices privées de trafiquants colombiens !

« On le voit, le blanchiment a plusieurs dimensions. Dès lors qu'au sein des mécanismes financiers internationaux se mêlent étroitement l'argent sain et l'argent sale, l'officiel et le clandestin, la logique des trafiquants et la raison d'Etat, il peut paraître dérisoire de vouloir coordonner la lutte internationale contre le blanchiment. Pourtant, il est vrai, à la base de tout l'engrenage, les différences de législation entre les pays constituent autant de failles exploitées par les trafiquants.

« Deux catégories de pays s'opposent : certains comme la France ont eu longtemps un système de contrôle des changes, qui les a sûrement protégés contre les trafics importants, et une législation stricte contre les paiements en liquide. Mais par contre, les mesures législatives permettant de condamner le recyclage de l'argent sale sont soit inexistantes, soit récentes (loi du 31 décembre 1987 pour la France). D'autres

pays ont en revanche un arsenal juridique visant spécifiquement le blanchiment (l'Italie depuis 12 ans pour lutter contre la mafia et surtout les Etats-Unis). Mais d'un autre côté, ils sont très laxistes sur les transferts de fonds.

« Enfin, que faire face aux paradis fiscaux, si tolérants l'égard des narco-dollars mais aussi tellement accueillants pour de nombreuses et respectables sociétés fuyant les tracasseries administratives de leur pays d'origine ? »

Voyons maintenant ces affaires en détails.

Quand ils reçoivent le carton d'invitation très *gentry* leur annonçant le mariage de Robert L. Musella et de Kathleen Corrine Erickson, des relations d'affaires devenus des amis, Ian Howard, directeur de la *Bank of Credit and Commerce International* (B.C.C.I.) à Paris, et son assistant Sibte Hassan, n'hésitent pas, tout comme Syed Aftab Hussein, le manager de la B.C.C.I. à Panama, Akbar Ali Bilgrani, un des dirigeants de la division latino-américaine de la banque, en compagnie d'Amjad Awan, de Miami, ils sautent dans un avion via la Floride. À l'aéroport, ils sont attendus par des limousines noires à vitres fumées. Le lendemain, ils se retrouvent en compagnie de deux autres cadres de la B.C.C.I. de Miami.

Ils ne soupçonnent rien. C'est lorsque les portes de l'ascenseur s'ouvrent que le piège se referme définitivement. En quelques secondes, les cartons d'invitation sont alors prestement échangés contre une paire de menottes et un « *Welcome to Tampa, you are under arrest!* » (Bienvenu Tampa, vous êtes en état d'arrestation !) Surprise totale : l'un des banquiers rigole même franchement en croyant à un raffinement comique de la soirée, s'exclamant : « Formidable ! Que la fête commence... » On le comprend... quelques semaines plus tôt, on lui avait fait le même coup. Lors d'une soirée de rêve, une strip-teaseuse de choc lui avait déjà passé les menottes. C'était prémonitoire.

Ainsi se terminait un des épisodes les plus rocambolesques d'une enquête extraordinaire menée aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne, au Luxembourg, en Suisse, en Amérique latine. Les autorités chargées de lutter contre les trafiquants de drogue internationaux avaient décidé de frapper un grand coup contre les institutions financières qui mettent leur expérience au service des criminels pour blanchir l'argent de la drogue.

Le lendemain, William Von Raab, patron des douanes américaines, présentait les résultats de la plus longue et la plus complexe enquête jamais réalisée sur le blanchiment de l'argent de la drogue, en ces termes : « Au cours des dernières soixante-douze heures, nous avons réalisé notre premier raid financier, et donné au terme "OPA hostile" une nouvelle signification. » Quatre-vingt-deux inculpations et trente-neuf arrestations opérées le 10 octobre 1989 par ses services, en collaboration avec les douanes françaises et anglaises, qui effectuaient des perquisitions aux sièges locaux de la B.C.C.I.

Comment en était-on arrivé là ? Simplement, si l'on peut dire. Un jour, les services ont eu l'idée géniale — digne du feuilleton « *Un flic dans la Mafia* » — d'introduire des agents dans les réseaux financiers, se prêter aux magouilles des banquiers de la drogue, leur proposer même des moyens de rendre leurs stratagèmes plus efficaces.

Pour préparer leur fausse cérémonie de mariage, Robert et Kathleen ont passé plus de deux ans comme agents infiltrés dans les rouages américains du fameux cartel de Medellín. D'après les documents officiels de la justice américaine, la première rencontre des trafiquants avec les agents clandestins des Douanes, a lieu à Miami, le



14 juillet 1986, Robert Musella et Kathleen Erickson, ont, à leur service, une société du nom de *Financial Consulting* basée à Port Richey, sur la côte ouest de la Floride, à quelques kilomètres au nord de Tampa. C'est par l'intermédiaire de celle-ci que Gabriel Jayme Mora, dit « Jimmy », sollicite leur aide afin d'ouvrir des comptes bancaires à Miami. Un mois plus tard, Gonzalo Mora Junior fait son apparition et leur remet 16 400 dollars, à déposer sur l'un de ces comptes.

La confiance règne car Robert Musella n'a pas son pareil pour transformer d'énormes quantités d'argent liquide provenant des ventes de cocaïne en argent propre. Il ouvre de multiples comptes dans de nombreuses institutions financières, multiplie les transferts de compte bancaire à compte bancaire, souscrit des emprunts au nom de sociétés écrans créées de toutes pièces et remboursées par d'autres sociétés écrans. Au bout du compte, il blanchira dit-on, pour monter son stratagème, 18 millions de dollars pour le compte des trafiquants colombiens.

Gabriel Jayme Mora est un client de grand calibre. Il récolte des fonds en Floride, à Los Angeles, à Houston, à Detroit, New York, Chicago et Philadelphie. Robert et Kathleen gagnent progressivement sa confiance et les sommes augmentent jusqu'à 200 000 dollars, au printemps 1987. Mora présente alors à ses nouveaux amis Roberto Baez Alcaino, un gros fournisseur de drogue de Los Angeles surnommé « le Joaillier », dont la bijouterie de Los Angeles est utilisée comme couverture. Il sera arrêté à New York le 14 septembre 1988 au moment où il prenait livraison de plusieurs kilos de cocaïne, cachés dans des boîtes d'anchois. Mora fait aussi la liaison pour John Doe, alias Don Chepé, alias Arturo, alias Kiku, un autre blanchisseur de premier plan.

Le 11 février 1987, nos agents touchent au but en étant mis, pour la première fois, face à Ricardo Argudo, un Panaméen employé de la B.C.C.I. de Tampa. C'est un premier contact. Le 3 avril, Ricardo Argudo vient discuter avec Musella de l'utilisation de comptes ouverts dans des succursales étrangères de la B.C.C.I. « afin d'échapper à l'identification par les autorités de transactions financières effectuées pour les clients de la banque ». Progressivement, les versements confiés à Robert et Kathleen atteignent des sommets. Une remise atteindra 750 000 dollars en octobre 1987, une autre de 980 000 dollars en novembre. En janvier 1988, ce sont 1 500 000 dollars qui sont livrés.

Le 22 décembre 1987, Syed Aftab Hussein, un des responsables de la B.C.C.I. à Panama, téléphone à un agent des douanes, infiltrés dans le réseau à Tampa, pour lui recommander de prendre contact avec Amjad Awan, directeur adjoint de la division latino-américaine de la B.C.C.I., en poste à Miami. Awan est soupçonné d'avoir géré — pour le compte de Noriega — quelques 20 millions de dollars « sales » sur un compte de la B.C.C.I. L'avocat d'Awan essaya de disculper son client, affirmant que celui-ci a d'ailleurs accepté de coopérer pleinement avec la commission sénatoriale. « Faux, réplique tranquillement Mark V. Jackowsky, assistant du procureur général de Floride à Tampa. Awan a même dit [la conversation est enregistrée] : si je coopère avec le Sénat, j'enterre la B.C.C.I. et je m'enterre moi-même. »

Le 22 décembre 1987, en tout cas, Hussein mentionne au téléphone à Awan le blanchiment de 1 500 000 dollars. Un mois plus tard, Awan et un autre invité de la noce, Akbar Bilgrani, ouvrent un compte au nom d'un associé de Musella à la *Banque de Commerce et de Placements* (B.C.P.), place Cornavin, à Genève, les représentants en Suisse de la B.C.C.I.

Le 29 avril 1988, Awan parle d'ouvrir des comptes destinés à blanchir l'argent dans la filiale française de la B.C.C.I. Musella viendra lui-même à trois reprises à Paris — la dernière fois au mois de septembre — discuter, au siège de la B.C.C.I. aux Champs-Élysées, avec les responsables de la filiale française.

Avec l'aide d'un cabinet d'avocats genevois, Musella crée une myriade de sociétés fictives qui serviront à faire tourner l'argent. 7 millions de dollars sont ainsi passés par la succursale de la B.C.C.I. La B.C.C.I. va alors offrir toutes les ressources de son réseau international. En mai 1988, les agents infiltrés rencontrent à Paris, lors de plusieurs rendez-vous, Nazir Chinoy, ressortissant pakistanais, le directeur général pour l'Europe et l'Afrique, et Ian Howard, ressortissant indien, pour y discuter en clair du blanchiment des fonds de Mora et Don Chepé. Ils mettent même au point des codes téléphoniques. Puis ils se rendent à la B.C.C.I. de Londres. L'institution financière est désormais trempée jusqu'au cou dans le recyclage de l'argent sale.

L'ampleur des accusations visant la B.C.C.I. et ses employés — ceux-ci avaient blanchis 14 millions de dollars, mais les autorités laissent entendre que les sommes totales pourraient être plus importantes — a donné l'occasion à l'administration des Douanes américaines de lancer un avertissement solennel et spectaculaire aux banquiers du monde entier, devenus soudain suspects de mille maléfices.

« S'il y a des voyous parmi vos clients, a lancé William Von Raab, vous risquez de le devenir vous-mêmes. Mon message aux banquiers internationaux est clair. Si vous ne savez pas d'où vient l'argent de vos clients, vous pourriez êtres les prochains sur la liste. »

Déclaration de guerre que n'acceptent pas les dirigeants de la B.C.C.I. Ils affirment dans un communiqué que la banque n'a été « à aucun moment impliqué sciemment dans le blanchiment d'argent lié au trafic de drogue... Les accusations se réfèrent à des personnes qui, à la connaissance de la banque, sont des victimes innocentes ».

Alors, pourquoi une banque d'une telle dimension, qui pèse 20 milliards de dollars de dépôts, possède quatre cents agences dans soixante-treize pays embauchant treize mille cinq cents personnes, s'est-elle mêlée du blanchiment des narco-dollars ? Tout simplement parce que le métier d'une banque, c'est de faire de l'argent. La B.C.C.I. a une politique commerciale agressive et son taux de croissance dépasse largement celui de ses concurrents. Elle a fait sa fortune et sa renommée en gérant l'argent de Pakistanais immigrés et celui des émirs de l'or noir. Avec ces derniers, elle a pris l'habitude de tenir des gros comptes un peu spéciaux : une de ses succursales londoniennes a ainsi été ouverte pour un unique client de poids, dont la taille justifiait à elle seule l'investissement

De plus, elle a été inquiétée par une commission du Sénat américain pour s'être occupée des comptes du général Noriega, entre 1982 et 1988, ainsi qu'elle a permis au milliardaire Adnan Khashoggi de transférer 12 millions de dollars de l'agence de Monte Carlo au profit d'un marchand d'armes en 1986, afin d'acheter du matériel utilisé dans l'affaire de l'« *Irangate* ». Les innombrables sociétés que contrôle Adnan Khashoggi ont un point commun : leur discrétion. Pourtant, on connaît les principales structures de la « Khashoggi connection » : trois holdings, dont le plus important, *Triad International Marketing* (Liechtenstein) et une filiale de la *Triad Holding Corporation* dont le siège est à Luxembourg.

Adnan Khashoggi était arrêté et mis en prison début 1989, pour avoir aidé le président Ferdinand Marcos à mettre à l'abri des millions de dollars appartenant à l'Etat



philippin. Il aurait donc été le complice de Marcos. Et ledit Marcos, qui serait le principal auteur du délit, est libre comme l'air à Hawaï, sur le sol américain ! Etrange, non ?

La vérité, c'est que l'affaire Marcos ne serait qu'un prétexte. Si les Suisses ont mis Khashoggi à l'ombre, à la demande des Américains, c'est parce qu'on veut le faire parler d'une autre affaire sur laquelle on pense qu'il en sait très long. Khashoggi a, en effet, depuis longtemps parmi ses relations d'affaires un homme que l'on soupçonne être le grand blanchisseur de l'argent sale de la drogue, le véritable « cerveau » mondial du trafic.

Il est un fait certain que l'on retrouve beaucoup de Saoudiens<sup>(1)</sup> au sein de la B.C.C.I. Parmi ses principaux actionnaires, on trouve non seulement l'émir d'Abu Dhabi, Zayed Ben Sultan an Nayane, mais aussi Kamal Adham, chef des services secrets saoudiens, Gaith Pharaon, un des hommes d'affaires saoudiens les plus puissants, qui, par l'intermédiaire de la *Pharaon Holding Ltd*, détient 26 % du capital de *Primistères Félix Potin* et 28,5 % du capital de *Paris-Parc*, société qui construit et gère le parc d'attractions de Mirapolis à Cergy-Pontoise et Salem Ahmed Ben Mahfouz, un Saoudien, propriétaire de la plus grande banque locale de son pays, la *National Commerce Bank*, et grand ami de Khashoggi. Or, il faut souligner que ces alliés puissants des Etats-Unis dans le Golfe possèdent la majorité de la B.C.C.I., et que cette dernière n'avait pas non plus lésiné pour se faire des amis au plus haut niveau de l'administration américaine. Ainsi *Global 2000*, un organisme de charité fondé par l'ex-président Jimmy Carter, membre de la *Trilatéral*, a reçu des dons représentant plusieurs millions de dollars de la part de la B.C.C.I. Le président fondateur de la B.C.C.I., Agha Hassan Abedi, était très lié à Jimmy Carter et à Alan Garcia, le président du Pérou. Carter ira jusqu'à coopter M. Abedi comme vice-président de *Global 2000*. M. Abedi, de son côté, offrira, en le faisant payer par l'agence de la B.C.C.I. à Londres, un Boeing 727 privé à l'ancien président des Etats-Unis. Certes, M. Carter va utiliser cet avion dans le cadre de sa fondation pour semer la bonne parole à travers le monde. Mais l'argent de la drogue trouve là un extraordinaire canal de blanchiment à la fois financier et moral.

Bert Lance, ancien directeur du Budget dans l'administration Carter, et ami de longue date avec Agha Hassan Abedi, deviendra l'un des directeurs de l'I.C.I.C. (International Credit and Investment Co), une filiale de la B.C.C.I. basée aux îles Caïmans. Celui-ci était d'ailleurs déjà associé à Gaith Pharaon dans le cadre de la *National Bank of Georgia*, avec pour mission précise d'acquérir la *Financial General Bankshares* de

---

1 — Certains scandales ont défrayé la chronique. Il y eut l'arrestation d'un neveu du roi Fahd d'Arabie Saoudite, le prince Ben-Saoud Abderlazizi qui fut arrêté à deux reprises pour avoir organisé l'importation de cocaïne... et a été libéré après avoir payé une caution de 150 000 livres (1 750 000 francs) ; ainsi que celle du petit neveu de Sir Winston Churchill, James Spencer, marquis de Blandford, fils et héritier du duc de Marlborough, l'une des grandes familles de l'aristocratie anglaise ! En Italie, un scandale défraie la chronique. Il s'agit d'un trafic illégal d'armes vers l'Irak qui a donné lieu à une commission de 180 millions de dollars. La justice italienne accuse Michel Merhej, syro-saoudien installé en France, d'être l'un des bénéficiaires de ce trafic tandis que le colonel Giovannone, dans une note au juge Carlo Palermo, fait allusion à un trafic de drogue. Le même Michel Merhej est en outre l'un de ceux qui approvisionnait l'Iran en munition. Suliman Olayan, l'un des plus riches businessmen d'Arabie Saoudite, gros actionnaire de la *Chase Manhattan* Blaziziank et de la *First Chicago Bank* — deux banques impliquées dans le blanchiment des narco-dollars, est le personnage clé de la fusion entre le *Crédit Suisse* et la *First Boston*.

Washington (F.G.B.I.) pour le compte de M. Abedi. Il n'y réussira pas. Mais le banquier pakistanais, par l'intermédiaire de la société financière de M. Pharaon, la *Koweit International Finance Co* (K.I.F. Co, basée aussi aux îles Caïmans), parviendra finalement à prendre le contrôle de l'établissement de Washington. Grâce à l'appui de M. Carter, plusieurs personnalités américaines entreront dans le conseil d'administration de la F.G.B.I. : on peut citer entre autres. Clark Clifford, Symington W. Stuart, membre du C.F.R. et James Gavi, qui appartiennent tous deux au célèbre cabinet d'affaires Arthur D. Little.

À cette filiale de la B.C.C.I., l'I.C.I.C., au sein de laquelle Bert Lance occupait un poste important, il se vit dans l'obligation de rembourser une « avance » qui lui avait été consentie sur une affaire n'ayant finalement jamais eu lieu, en sorte que les commissaires aux comptes de la firme spécialisée de Price Water House furent satisfaits. Mais l'argent du remboursement avait été fourni à M. Lance <sup>(1)</sup> par une autre société du même groupe que Price Water House ! Le système de la B.C.C.I. tel qu'il est organisé le permet...

Autre personnage important lié à la B.C.C.I., Clark Clifford, conseiller de tous les présidents américains depuis Harry Truman et ancien secrétaire d'Etat à la Défense de Lyndon Johnson. Eminence grise du C.F.R., lié à Henry Kissinger depuis les années 1960, président de la *First American Bank*, Clifford « a été de 1966 à 1972, un des partisans acharnés de l'abandon du Viêt-nam du Sud aux communistes. Il est à ce point compromis que dès qu'il est averti, il se rend auprès du sénateur démocrate John Kerry (responsable de la sous-commission adéquate du Sénat) et lui enjoint d'étouffer son nom et le fait qu'il soit intervenu continuellement pour défendre le général Noriega, lié comme lui à la B.C.C.I. Kerry refuse. Clifford téléphone aussitôt à Miami pour conseiller à son ami Amjad Awan, un des fondateurs de la banque et directeur de ses opérations latino-américaines, « de disparaître avant d'être appelé à déposer ».

Clifford ignorait qu'Awan avait déjà déposé en secret au Sénat le 30 septembre précédent <sup>(2)</sup>.

Autre scandale où l'on retrouve la B.C.C.I. : l'affaire Yorgos Koskotas, magnat de la banque et de la presse helléniques. Qui est ce Grec ? En 1979, après une douzaine d'années d'émigration américaine, il entre comme employé à la *Banque de Crète*, le dixième établissement privé du pays. Trois ans plus tard, il en est le propriétaire. Entre-temps, en 1983, il crée un groupe de presse : *Grammi* qui va d'*Ena*, l'équivalent de notre *Paris-Match*, devenu premier sur son créneau, à Mark), mensuel culturel et branché.

Entre l'automne 1987 et l'été 1988, Koskotas construit sur la route de Marathon, au nord d'Athènes, le complexe d'édition le plus moderne d'Europe : béton, or et marbre blanc, truffés d'électronique dernier cri, informatisation de la rédaction aux rotatives qui débitent 45 000 exemplaires à l'heure. L'investissement est à la hauteur : 8 milliards de drachmes (350 millions de francs). Il lance à grands frais un journal tout en couleur : *24 heures*, copie conforme de l'américain *U.S.A. Today*, rafle deux titres conservateurs, puis s'oriente vers le PASOK, le parti socialiste au gouvernement en rachetant en décembre 1987 *I Kathimerini* et six mois plus tard, *Vradyni* dont il censure la Une, compromettante pour le Premier ministre Andréas Papandréou.

1 — Directeur de la *First National Bank* de Calhoun, en Géorgie, en 1977, Lance avait été accusé d'avoir utilisé les fonds de cette dernière, pour lui, et pour ses amis politiques.

2 — C.E.I., 27 octobre 1988.

Trop c'est trop, surtout qu'il refuse obstinément de dévoiler l'origine de fonds apparemment inépuisables. Après de multiples pressions — Koskotas n'a pas que des amis —, une enquête est ouverte sur les comptes de la *Banque de Crète*, quartier général du holding de Koskotas. La commission parlementaire révèle l'existence de sociétés financières rattachées à la banque ayant leur siège social au Luxembourg, comme la société *Medit Fin International*. Selon le quotidien *I Proti* du 13 février 1989, celle-ci serait impliquée dans le trafic d'armes et de stupéfiants avec de grandes banques transnationales, telles que la *Credit Bank* et sa filiale le *Credit Trust*.

Les marchés visés étaient l'Afrique du Sud, l'Iran et l'Irak. Les entreprises publiques grecques d'armement, *EBO* (Industrie hellénique d'armements) et *Pyrkal* sont compromises. En 1985, *EBO* aurait conclu un accord avec l'Irak de 70 millions de dollars pour la livraison d'armes par l'intermédiaire de sociétés commerciales situées hors de Grèce. Principal accusé de ces malversations : l'ancien directeur d'*EBO*, Stamatis Kambanis, et trois de ses collègues, Dimitri Halatsas (conseiller juridique), Ioannis Papadopoulos (directeur des achats) et Dimitri Kyriakarakos (directeur financier). Kambanis, directeur d'*EBO*, en fuite, doit répondre de diverses malversations ayant coûté 9 millions de francs aux contribuables helléniques, d'une fraude de 21 millions de francs sur l'achat de matériel canadien et d'un versement de 36 millions de francs de pots-de-vins à des sociétés fantômes censées ouvrir le marché irakien aux obus grecs. Ces firmes-couvertures sont la *Getaway*, la *Coastal* et l'*Assas*, selon la presse grecque.

Le dirigeant de l'une d'elles, un Américain du nom de Baumgart, se serait d'ailleurs plaint de ne pas avoir touché sa commission, qui aurait atterri directement dans la poche de Kambanis. Or, ce dernier aurait eu, d'après le très sérieux périodique athénien *Anti*, des contacts étroits avec la *Banque de Crète*, propriété de Koskotas, et avec la B.C.C.I. luxembourgeoise. Or, les mêmes noms réapparaissent : Agamemnon Koutsogiorgas, dauphin officiel du Premier ministre, et George Louvaris, ami de la maîtresse d'Andréas Papandréou, et représentant en Grèce de la société *Matra*.

Il a été également révélé que *Medit Fin International* entretient d'étroites relations avec la B.C.C.I. impliquée dans le trafic de cocaïne. La commission conduite par la *Banque de Grèce*, chargée de contrôler les affaires de la *Banque de Crète*, a montré l'existence d'une demande de transfert de fonds de 70 millions de dollars de la part de la *Banque de Crète* à l'intention de la B.C.C.I. au moment des faits. Bien qu'elle nie, argumentant la falsification, la *Banque Merryll Lynch*, également impliquée dans le blanchiment de la drogue, aurait tenu un compte de 13 millions de dollars pour Koskotas, que ses adversaires accusent d'avoir blanchi l'argent de la mafia gréco-américaine de la drogue. Ce qui expliquerait l'origine de fonds apparemment inépuisables...

Mais pour comprendre la B.C.C.I., il faut vous faire un peu d'histoire. La *Bank of Credit and Commerce International* a été fondée en 1972. À sa fondation, elle figurait déjà au 49<sup>e</sup> rang des banques de dépôt du monde et avait un des taux de croissance les plus rapides du globe. En moins de dix ans, elle était devenue l'une des banques arabes les plus importantes, au niveau de l'*Arab Bank* de Jordanie qui se trouvait au 23<sup>e</sup> rang des banques d'affaires mondiales. Mais elle est la première vraiment internationale dans sa catégorie.

Si elle n'est pas la première banque du tiers-monde, elle est en tout cas la première banque « tiers-mondiste » du globe. Son activité est au service du « concept ». Lequel ? Celui de son fondateur, Agha Hassan Abedi, Pakistanais d'origine. Mais ce

«concept»-là ressemble plutôt à celui d'une secte qui demande intronisation. Suffisamment en tout cas pour que le directeur de la filiale de Paris, en 1982, M. Deane, pourtant prêt à donner tous les nombreux renseignements chiffrés à l'appui, sur l'entreprise, préfère ne pas entrer dans de tels détails.

Autour de la B.C.C.I. et de son fondateur s'est développé un réseau d'influence qui plante ses ramifications dans les circuits d'information, principalement à partir de Londres. M. Abedi est à l'origine de la *Third World Foundation* (Fondation du tiers-monde), dirigée par M. Althaj Gauhar, également d'origine pakistanaise, et ami de Abedi. Cette fondation, dont les activités sont multiples, publie notamment le *Third World Quarterly* qui assure *L'Expression* de multiples personnalités du tiers-monde et la publicité politique à de nombreux autres magazines tiers-mondistes, souvent d'inspiration socialiste ou marxiste. Mais, surtout, la Fondation a conclu avec le quotidien de Londres, *The Guardian*, propriété du *Scott Trust*, dont on sait qu'il ne manque pas comme la plupart des quotidiens de problèmes économiques, un accord au terme duquel celui-ci publie chaque semaine un supplément sur le tiers-monde, dont les éléments rédactionnels lui sont fournis, directement ou indirectement par la *Third World Foundation*.

C'est plus encore l'efficace monopolisation indirecte et discrète de l'information que l'impact de ses activités financières, pourtant non négligeables, qui rend les activités de la B.C.C.I. particulièrement dignes d'intérêt.

À côté des comptes de filiales sur papier glacé et des conseils d'administrations peuplés des éternels notables locaux rassurants, les structures à partir desquelles les fils de cette affaire sont tirés, sont opaques. Un holding situé au Luxembourg (B.C.C.I. S.A.), et l'autre (B.C.C.I. Overseas Ltd), dans l'île de Grand-Caïman, aux Bahamas. La filiale de Londres, dépend du Luxembourg, alors que celle de Paris dépend de Caïman, où plusieurs sociétés entrecroisées contrôlent la principale, en sorte qu'il est en définitive extrêmement difficile de savoir qui sont les actionnaires ayant la haute main sur l'ensemble.

Il y a bien d'autres bizarreries. Par exemple, les autorités bancaires londoniennes n'ont pas accordé à la branche britannique de la B.C.C.I. le statut plein de banque reconnue, mais celui de «*licence deposit taker*» de seconde catégorie. Le fait que le groupe n'ait aucune base nationale d'origine et ne soit qu'un montage international en est la raison principale, les possibilités de contrôle étant, dans ces conditions limitées... Ce qui arrange bien du monde. Au Pakistan même, la B.C.C.I. est considérée comme banque étrangère, bien que ses dirigeants entretiennent les meilleures relations avec le régime d'Ali Bhutto.

Autres curiosités, la *Bank of America* qui se trouvait associé au démarrage de la B.C.C.I., a liquidé progressivement sa participation à partir de 1979, en dépit de la spectaculaire croissance de la B.C.C.I. Version officielle : d'après une étude de la revue *New Statesman* du 18 octobre 1981, quand les auditeurs de la banque américaine sont arrivés pour vérifier une branche de la B.C.C.I. dans l'un des émirats du Golfe, ils auraient découvert... qu'elle n'existait pas, en sorte qu'un divorce poli aurait été par la suite organisé d'un commun accord. Divorce auquel nous ne croyons pas étant donné que la *Bank of America* est l'un des établissements bancaires inquiétés dans l'enquête sur le blanchiment des narco-dollars !

Dès 1982, la B.C.C.I. avait plus de quarante-cinq succursales en Grande-Bretagne où elle réalisait environ 15 % de son chiffre d'affaires, et réalisait quelque 45 % de ses activités en Afrique. Elle est l'une des rares institutions financières à être installée



aussi bien en Afrique francophone, au Nigéria — une des plaques tournantes de la drogue en Afrique comme par hasard — et au Zimbabwe, où elle fut la première et la seule banque étrangère autorisée après l'indépendance.

En 1980, elle se permettait de racheter la Hong Kong Metropolitan Bank, et dans le même temps, la Banque de commerce et de placement, à Genève — bien que le groupe B.C.C.I. ne figura pas sous ce sigle en Suisse — et arborait un vice-président d'Hoffman La Roche, sur la page de garde de son rapport annuel, à côté d'un « ancien » vice-président de la *Bank of America* !

Aujourd'hui, l'actionnariat privé détient 88,4 % du capital, les 11,6 % restant étant entre les mains de l'*I.C.I.C. Foundation* et de l'*I.C.I.C. Staff Benefit Fund*, deux organisations créées par la B.C.C.I. et contrôlées par ses directeurs, l'une à vocation charitable, l'autre consacrée à la gestion collective. À ces titres, la B.C.C.I. a versé des sommes qui ont atteint 21 millions de dollars en 1987.

Quand ses neuf responsables ont été emmenés, menottés et enchaînés en 1989, la banque est tombée des nues, voyez-vous ça... Alors que les liens de la B.C.C.I. avec les milieux de la drogue ne sont pas récents : en 1980, deux de ses représentants à Bogota avaient déjà été impliqués dans un trafic de haschisch. En 1986, on la retrouve mêlée à l'Iran-gate à travers Adnan Khashoggi, trafiquant d'armes. Ce qui n'empêche pas John Hillbery, directeur de la division internationale d'affirmer qu'une « campagne pernicieuse se développe contre la B.C.C.I., qui n'est au courant d'aucune prétendue violation de la loi ». Mais le lendemain, il rectifie le tir, en diffusant une seconde déclaration destinée à « procurer une perspective correcte face aux accusations des douanes américaines ». Mais ses arguments sont bien faibles... Hillbery essaie de nous faire croire que les directeurs arrêtés sont de « jeunes cadres », à l'exception de Nazir Chinoy, le directeur pour l'Europe et l'Afrique, arrêté à Londres. Ce n'est pas un hasard si la B.C.C.I. possède trois branches en Floride et seulement trois autres pour le reste des Etats-Unis.

Alors pourquoi cette banque n'a-t-elle pas fait parler d'elle plus tôt ? Pour deux raisons : son organigramme est particulièrement complexe et surtout elle bénéficie de parrainages prestigieux et de protections politiques au plus haut niveau, comme nous l'avons vu.

Le circuit était le suivant : remise de l'argent liquide à une agence B.C.C.I. en Floride ; virement des sommes déposées vers plusieurs succursales de la banque à New York, Londres et Paris, où l'on émet des certificats de dépôt à 90 jours. En retour, un prêt est consenti par une filiale de la B.C.C.I. (Bahamas) à l'agence de Floride. Dépôts et prêt sont évidemment du même montant. Il ne reste plus à la succursale de Miami qu'à virer le montant du prêt sur un compte appartenant aux gros bonnets de la drogue en Uruguay ou ailleurs. Suite à ces affaires, la B.C.C.I. devait comparaître en Floride pour blanchiment d'argent. Eh bien, ceux qui croyaient encore à une justice égale pour tous et espéraient avoir de nouvelles informations sur l'étendue du trafic des narco-dollars, en seront pour leurs frais. Le 16 janvier 1990, la *Banque de Crédit et de Commerce Internationale* (B.C.C.I.) du Luxembourg, parvenait à un accord avec le tribunal de Tampa, en Floride, afin d'échapper à ses juges : elle a plaidé coupable et accepté une « mise à l'épreuve » de cinq ans, assortie d'une perte d'actif de 14 millions de dollars. Une misère...

Les manipulations d'argent sale effectuées par la B.C.C.I. ne sont pourtant ni la première ni la plus importante des affaires de blanchiment de fonds déjà découvertes par les limiers américains.

Le *Times* du 6 juillet 1981 écrivait déjà : « Ce n'est pas une coïncidence si la seule des filiales de la Banque centrale (*Federal Reserve Board*) à présenter un excédent de liquidités qui s'élève à 4,7 milliards de dollars est celle d'Atlanta en Floride. » Ces liquidités en petites coupures proviennent en effet de la vente au détail de la drogue.

En 1982, la *Capital Bank* de Floride avait hébergé 242 millions de dollars apportés à ses guichets par les trafiquants au rythme de plus d'un million par jour. C'est un personnage nommé Beno Ghithis, installé à Miami, qui révéla qu'il avait blanchi plus de 240 millions de dollars en huit mois, soit une moyenne de 1,5 million de dollars par jour ouvrable. Son bureau était installé à proximité du siège de la *Capital Bank* et certains de ses courriers chargés des dépôts, connaissaient si bien les employés qu'ils les appelaient par leurs prénoms, et n'attendaient même que l'argent soit compté. D'autres courriers allaient déposer l'argent dans des banques du Texas, de Californie et du Canada <sup>(1)</sup>. Ils effectuaient jusqu'à trente ou quarante transactions par jour. Pour ne pas attirer l'attention des caissiers (!) ils réduisaient la taille de chaque dépôt à 5 ou 7 000 dollars. Bien qu'elle aurait blanchi à elle seule pour huit milliards de narco-dollars, la *Capital Bank* fut acquittée, comme fut acquittée la *Banque de Nova Scotia* qui avait encaissé au Canada 12 millions de dollars remis dans des sacs de sport par des écoliers pour le compte de Gary Hendin, un avocat ayant monté dans son étude un faux bureau de change.

Mis en cause en 1985 dans l'affaire de la *Pizza Connection* — une chaîne de pizzas new-yorkaises avait servi à blanchir près de 700 millions de dollars — le fameux courtier de Wall Street E.F. Hutton, a eu de son côté beaucoup de chance. Sa branche de Providence (Etat du Maine) avait reçu 13,5 millions de dollars en petites coupures et les avait transférées sur son agence de Lugano (Suisse), via le *Crédit Suisse* et différentes banques des Bahamas et des Bermudes. La Hutton les plaçait sur les marchés à termes pour le compte de Della Torre, un lieutenant du boss de la mafia, Giuseppe Bono ; la firme s'en tira avec 2,75 millions de dollars d'amende, et la promesse (!) de ne plus recommencer. En juin 1987, pourtant, Yuri Androwitz, un de ses brokers de New York et Arnold Phelan, un de ses cadres dirigeants, blanchirent de nouveau, chacun de leur côté, des millions de dollars pour le compte de « citoyens suisses »...

Une autre partie de cet argent fut déposée dans des établissements financiers réputés comme *Merril Lynch*, dont les grands patrons sont tous membres de la *Pilgrims Society* ou du C.F.R., et dont la banque française *Paribas* détient 3 % du capital. *Paribas* se trouve être au premier rang des « étrangères » en Suisse par le montant de ses bénéfices. Des enquêtes ont révélés que des personnages chargés de blanchir l'argent avaient effectués des dépôts dans deux des plus grandes banques helvétiques, le *Crédit Suisse* et la *Suisse Bank Corp.*

Des banques aussi prestigieuses que la *Sanwa Bank*, un établissement japonais classé au 5<sup>e</sup> rang mondiale, la *Chemical Bank of New York* et la *Citizen and Southern Bank* d'Atlanta, deux organismes contrôlés par la *Pilgrims*, viennent d'être condam-

---

1 — Les autorités canadiennes estiment que près de 7 milliards de dollars provenant de l'argent de la drogue circulent à travers leurs banques, dont bon nombre ont des filiales dans les paradis fiscaux des Caraïbes.



nées pour avoir accepté de blanchir les narco-dollars... En tout, c'est plus de quarante banques aux Etats-Unis qui font l'objet d'enquêtes !

La *Chase Manhattan Bank*, de David Rockefeller, la *Bank of America*, l'*Irving Trust*, toutes banques participant au financement du C.F.R. et de la Commission *Tri-latérale*, le courtier en devises *Deak and Co*, la *Crocker Anglo* de Californie... ainsi que la *Banque Nationale de Mexico* et l'*A.B.N. — Algemene Bank Nederland* — la première banque des Pays-Bas, toutes deux citées, avec la B.C.C.I., par Jean-Pierre Moscardo, dans son enquête « L'argent de la drogue <sup>(1)</sup> » : autant d'institutions financières mises en cause dans le recyclage des fonds des trafiquants.

Là aussi, on retrouve la liste d'un des plus riches businessmen du royaume d'Arabie Saoudite, Suliman Olayan, gros actionnaire de la *Chase Manhattan Bank* et de la *First Chicago Bank* — entre autres — qui est, en même temps, le personnage clé de la fusion actuellement en cours entre le *Crédit Suisse* et la *First Boston*, toutes banques également inquiétées dans le blanchiment de l'argent de la drogue.

En 1985, déjà, une plainte avait été déposée concernant l'« étouffement d'une affaire concernant le lessivage de 1,2 milliard de dollars provenant de la drogue par la *Bank of Boston*, banque qui a des liens financiers étroits avec l'institution financière appartenant à la famille du procureur William Weld. À l'époque, William Weld, en tant que procureur, avait demandé une amende minime de 500 000 dollars contre la *Bank of Boston* pour clore les enquêtes, protéger les intérêts financiers de sa famille et ceux de plusieurs responsables de la *Bank of Boston* qui avaient contribué au financement de ses campagnes électorales.

Le 20 janvier 1987, le procureur William Weld était pris la main dans le sac à intervenir en faveur de la mafia du Cartel de Medellín. Il avait classé dans ses tiroirs des informations que lui avait fourni un sénateur américain, et qui impliquait la *Southern Air Transport* dans le trafic de drogue. Selon le *Washington Post* de l'époque, le conseiller spécial chargé de l'affaire de l'*Irangate*, Lawrence Walsh, avait reçu un rapport portant sur les liens entre la *Southern Air Transport* et la mafia colombienne de la drogue. Le journal rapportait que le sénateur John Kerry, membre de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, s'était entretenu avec Weld le 26 septembre 1986 pour l'informer de quelqu'un qui aurait été un témoin oculaire du rôle de la *Southern Air Transport* dans le trafic de drogue. Ce témoin aurait rapporté au F.B.I. qu'il avait vu un avion-cargo portant la marque de la *Southern*, utilisé pour un transfert de drogue contre des armes sur la base aérienne de Baranquilla en Colombie. Selon ce témoin, Jorge Ochoa, un des cinq patrons du Cartel de Medellín, supervisait directement l'opération. Le récit du témoin ne fut pas pris au sérieux par le F.B.I. — étant donné que, selon le directeur de l'agence William Webster, cette chose qu'on appelle narcoterrorisme n'existait pas.

Quelques temps après l'entretien entre le sénateur Kerry et Weld, on lui répondit : « Le département de la Justice considère que l'information fournie jusqu'à maintenant est insuffisamment détaillée. »

L'idée qu'a Weld de la confiance à accorder à ce témoin diffère beaucoup de celle du sénateur Kerry qui, selon le *Post*, a déclaré à son équipe : « L'informateur nous a donné des informations précises concernant les liens entre le trafic de drogue et les

1 — Diffusée par Canal Plus.

gouvernements étrangers, la corruption impliquant des fonctionnaires du gouvernement américain passés et actuels liés au trafic de drogue, et nous a rapporté ce qu'il a vu du trafic de drogue contre des armes impliquant la *Southern Air Transport*. »

Cela est à rapprocher du cas Barry Seal. Ce dernier, qui avait aussi travaillé pour la *Southern Air Transport*, était devenu un informateur de la Brigade des stupéfiants américaine (D.E.A.) pour dénoncer le trafic auquel se livrait son ancienne compagnie, liée, d'après certains renseignements à la C.I.A. ! Il fut abattu à Baton Rouge (Louisiane) par le Cartel...

Alors, entre la *Bank of Boston*, William Weld, le F.B.I., la C.I.A., la drogue et le trafic d'armes...

Autre affaire étouffée : l'enquête ouverte sur les activités illicites de lessivage d'argent organisées par un certain Marvin Warner, propriétaire de la *Great American Bank*, siégeant en Floride. Warner avait déjà joué un rôle important dans la faillite de la *Home State Bank* d'Ohio, qui créa un scandale international. Des élus de l'Etat d'Ohio, y compris le gouverneur, le procureur et le président du *Parti républicain*, avaient reçu des sommes considérables de M. Warner, et aidèrent à étouffer les enquêtes.

Or l'avocat de Marvin Warner était Edward Bennett Williams, un associé intime de Henry Kissinger. Et ce n'est rien à côté de la *California's Crocker Bank*, qui négocia quelque temps plus tard une amende de 2,25 millions de dollars avec le fisc, pour avoir transféré 4 milliards de dollars sans les déclarer, vers six banques de Hong Kong, sans compter des opérations similaires avec sa filiale au Mexique. Quant la *Bank of America*, les fonds ainsi transférés auraient atteint 12 milliards de dollars... et l'amende négociée, 4,75 millions. Et, pourquoi en Floride, la Banque fédérale américaine accepte-t-elle de mettre en service plus de billets de 1 000 dollars que partout ailleurs aux Etats-Unis ?

Pourtant, même si les caisses de documents saisis aux sièges de la B.C.C.I. aggravent encore les charges retenus contre la banque et même si d'autres affaires semblables surgissent, la guerre contre les financiers de la drogue a quelque chose de dérisoire. Les 32 millions de dollars blanchis découverts par Robert et Kathleen ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan. Moins d'un millième de ce que rapporte chaque année le trafic mondial des stupéfiants.

Nicolas Pless et Jean-François Couvrat, auteurs de l'ouvrage « *La Face cachée de l'économie mondiale* », expliquaient :

« Tous les mois, on peut trouver dans la revue *International Financial Statistics*, les mouvements de capitaux transitant par les sept principaux paradis fiscaux : Bahamas, Caïmans, Panama, Bahrein, Hong Kong et Singapour. Au total on peut estimer que 1 000 milliards de dollars sont déposés dans des fonds *offshore*. Cela représente 20 % des dépôts bancaires dans le monde. Le cas des îles Caïmans est spectaculaire. À un heure de Miami en avion, de l'autre côté de Cuba, cette colonie britannique, cinq fois plus petite que l'agglomération parisienne, occupe le septième rang dans la liste des pays classés selon le montant des dépôts faits par des étrangers : 242 milliards de dollars y ont trouvé refuge. C'est-à-dire à peu près autant qu'en France (266 milliards). Cela représente la modique somme de deux millions de dollars déposés par habitant. »

« À Miami, une banque est parvenue à blanchir jusqu'à 4 millions de dollars par jour. À la fin, ils ne comptaient même plus les billets. Ils les mettaient dans des grands

cartons et les pesaient. Quand les flics ont débarqué, les cartons étaient maculés de cocaïne<sup>(1)</sup>...

La Bourse américaine est elle-même touchée de plein fouet. Le Trésor de Washington observe que des fonds exorbitants et de provenance douteuse sont injectés dans des opérations financières.

Et bien que George Bush ait souligné le 12 septembre 1989 que son gouvernement allait poursuivre toutes les pistes possibles pour remonter les filières d'argent, et pour frapper les seigneurs de la drogue là où ça fait mal», le monde de la finance montre une résistance. Le message paru dans le *Wall Street Journal* du 1<sup>er</sup> septembre 1989 est le plus parlant. Sous le titre « Si l'argent de la drogue a contribué au boom économique, que va-t-il se passer si la guerre à la drogue réussit ? », l'article cite Lawrence Kudlow de la banque *Bear Stearns* : « Il est presque indéniable que le trafic de drogue a, malheureusement, servi de stimulateur à l'économie. » Le quotidien de Wall Street estime que le trafic de drogue représente 10 à 15 % du produit national brut des Etats-Unis.

En septembre 1987, seize agents de change et trois employés de Wall Street étaient arrêtés pour possession et trafic de cocaïne. Ces arrestations étaient l'aboutissement d'une enquête de quatre ans qui a permis à un agent des stupr de se faire embaucher comme assistant courtier dans la firme *Brooks Weinger*. Un des directeurs de Brooks, Weinger, Robins & Leeds Inc, Wayne Robbins, était interpellé après des perquisitions dans deux bureaux new-yorkais de cette compagnie implantée dans neuf villes américaines. La police arrêta également des employés de quatre autres sociétés présentes à Wall Street : *Prudential-Bache* — mêlée de très près à l'affaire *Triangle-Péchiney* — *Advest Corp.*, *Allied Capital* et *The New York Depository Trust*.

Les courtiers échangeaient des informations confidentielles contre de la cocaïne, expédiaient des échantillons gratuits d'héroïne via des sociétés de messages ou se voyaient confier la gestion de comptes parce qu'ils étaient de bons fournisseurs de stupéfiants, selon les déclarations du procureur new-yorkais Rudolph Giuliani. « La cocaïne était régulièrement utilisée comme monnaie d'échange », ajoutait-il, précisant que des « opérations d'initiés » ont à l'occasion permis à certains accusés de faire des profits illégaux en bourse. Ainsi un responsable d'une société dont les titres devaient être introduits sur le marché par Brooks, avait reçu de la cocaïne en échange de 10 000 dollars d'actions de son entreprise. Un autre homme aurait été engagé comme courtier parce qu'il pouvait assurer un approvisionnement régulier en cocaïne !

Autres réseaux de blanchiment de la drogue, le réseau de distribution des salles de cinéma américaines, où il n'y a aucun contrôle de la billetterie. Selon certains renseignements, une grande partie pourrait, d'ores et déjà, être la propriété de la mafia colombienne et américaine. De la même manière, plusieurs équipes de football américaines du Nord et du Sud, constituées en sociétés, seraient, elles aussi, contrôlées par les narco-trafiquants. C'est ainsi que ces derniers glissent dans leurs recettes l'argent de la drogue. Impur à l'origine, celui-ci en ressort blanchi pour être déposé dans les banques sans que l'on puisse en vérifier la source.

Martin Fitzwater, porte-parole de George Bush, confiait à Jacques Chirac, le plus sérieusement du monde : « Nous nous sommes dit que plusieurs O.P.A. pourraient

1 — *Le Nouvel Observateur* du 16-22 mars 1989.

être financées avec l'argent de la drogue. Imaginez que la mafia se porte acquéreur d'une société d'armement... Poussons encore plus loin l'hypothèse votre marché est porteur pour l'héroïne. Imaginez qu'un réseau de Marseille s'approprie l'une de vos sociétés d'armes....

La même menace pèse-t-elle sur la France ? La réponse doit être nuancée, même si la commission des Finances de l'Assemblée nationale et les conseillers de Pierre Bérégovoy ont été intrigués par l'O.P.A. conduit sur *Pathé-Cinéma*. La puissance et le volume d'argent déployés par les acheteurs italo-américains et les circuits encombrés utilisés ont convaincu le ministre de l'Economie et des Finances d'intervenir et de freiner l'acquisition de la grande société cinématographique française.

Il est vrai que Giancarlo Parretti, racheteur de *Pathé* et de *Cannon*, patron d'une multitude de sociétés espagnoles, hollandaises et luxembourgeoises, a, récemment, évité de peu la prison. Le 27 juillet 1989, le juge d'instruction madrilène Soto Vazquez lançait un mandat d'arrêt contre le financier italien pour évasion illégale de devises. L'enquête menée en Espagne a mis au jour un réseau d'évasion monétaire impliquant dix-neuf personnes. Ce trafic, qui a pu servir à blanchir de l'argent, a écoulé plus de 25 millions de francs vers la principauté d'Andorre. Les accusations de plusieurs médias espagnols, qui liaient Parretti aux finances de la Mafia, se trouvent du coup réactivées.

Giancarlo Parretti est non seulement l'un des bailleurs de fonds du Parti socialiste italien, mais détient des amitiés un peu partout dans le monde et, en France, il en a jusqu'à l'Élysée. Il faut savoir en effet que l'achat du groupe *Pathé-Cinéma* par une coalition franco-italo-américaine a été mené par Max Théret, socialiste, ex-patron de la F.N.A.C. et ancien président de la société des actionnaires du *Matin*, associé au groupe cinématographique... *Cannon*, et Jean-René Poillot, P.-D.G. de la société *Média-Communication* (*Le Matin*) et homme-lige de Paul Quilès, membre du P.S. Or, comme par hasard, c'est Paul Quilès qui a fait le forcing auprès de Pierre Bérégovoy pour que les étrangers de *Cannon* soient autorisés par les Finances à participer à l'achat de *Pathé*.

C'est en effet un drôle de cinéma que l'entrée de Parretti dans *Pathé*. On retrouve derrière tous ces gens un acheteur obscur, Florio Fiorini, financier italien installé à Genève, et patron de la S.A.S.E.A. (Société anonyme suisse d'exploitations agricoles), associé et grand ami de Giancarlo Parretti. Le holding de ce dernier, basé dans le paradis fiscal luxembourgeois, *Interpart*, a beaucoup d'affaires en commun avec la S.A.S.E.A.

D'où vient, en effet, le milliard de francs qu'a coûté *Pathé* ? Pour le moment, on ne trouve trace que de 480 millions. Ils proviennent d'un crédit relais accordé à M.T.I. par la filiale néerlandaise du *Crédit Lyonnais* (C.L.B.N.). Or, pour réaliser cette opération de rachat, Parretti a constitué une société de droit français à laquelle Max Théret a complaisamment prêté son nom : *Max Théret Investissement* (M.T.I.).

Dans M.T.I., explique *Valeurs actuelles* du 27 février 1989, Théret ne détient que 30 % des actions à travers sa maison d'édition *Le Signe*. Le reste du tour de table est assuré par une autre société française — *Média Cinéma Communication* —, une personne physique, Salvatore Picciotto, homme lige de Parretti, et une société holding de droit néerlandais, *Cannon International BV*, contrôlée par Parretti.

En direct, celui-ci ne détient que 10 % du capital de M.T.I. Le plus gros actionnaire est *Média Cinéma Communication* pour 40 %.

Le président de cette dernière société est M. Jean-René Poillot, ancien directeur



de cabinet de M. Paul Quilès, déjà apparu au côté de MM. Thérét, Parretti et Picciotto lors de la tentative de rachat du *Matin de Paris*. La participation de 40 % qu'il détient dans *Média Cinéma Communication* lui a coûté un franc symbolique. Voilà pour les capitalistes français !

L'argent a été directement versé à Rivaud qui l'a rétrocédé aux actionnaires minoritaires de *Pathé* : *Suez-Lyonnaise des Eaux-Générale de Belgique* (42 %) et le public (6 %), pour acheter leurs parts.

La banque *Rivaud* a accordé à M.T.I. un délai de paiement pour le solde, 52 % des titres, détenus par les sociétés du groupe et conservés dans ses coffres en attendant le règlement définitif.

Autrement dit, MM. Parretti, Thérét, Poillot et consorts ont acheté *Pathé* à tempérament, sans apport de fonds propres ou quasi. Au passage, ils ont raflé l'affaire à *Suez* et à la *Lyonnaise des Eaux* qui, avec l'aide de la Caisse des Dépôts, avaient fait une contre-proposition sensiblement au même cours (900 francs l'action) et se proposaient de payer comptant.

Sur quel critère la filiale néerlandaise du *Crédit Lyonnais* a-t-elle accordé son prêt à M.T.I. ?

— Dans l'audiovisuel, 480 millions de francs ne sont pas une somme considérable, a plaidé dans une interview au *Monde* M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire de la filiale néerlandaise du *Crédit Lyonnais*.

Cette banque paraît effectivement très puissante. Son portefeuille de prêts s'établit à 51 milliards de francs sur un total de bilan de 75 milliards. Spécialisée dans le financement du cinéma après la reprise en 1981 de l'ancienne banque *Slavenhurg*, la filiale néerlandaise du *Crédit Lyonnais* a récupéré une activité cinématographique qui représente aujourd'hui un peu plus de 4,5 milliards de francs. Rapporté à ce dernier chiffre, le prêt accordé à M.T.I. constitue donc plus de 10 % de l'ensemble de l'activité films de la banque.

Ce n'est pas une broutille. La banque ne s'est pas engagée sans garantie. Lesquelles ?

« *No comment* », répond-on au siège de la filiale néerlandaise du *Crédit Lyonnais*. Un homme pourtant connaît la réponse : M. Jean Naville.

Soixante ans, portant beau, M. Naville a récemment pris sa retraite du *Crédit Lyonnais* où il était chargé des affaires internationales à la direction centrale. M. Naville n'a cependant pas totalement « décroché ».

Il est toujours administrateur de la filiale néerlandaise du *Crédit Lyonnais*. Il est encore directeur financier de *Cannon France*, la filiale distribution dans l'Hexagone de M. Parretti. Il est surtout depuis le mois d'octobre le président d'une petite société belge — *Crégéfonds* — localisée depuis le 6 février 1989 dans un cabinet d'expertise-comptable et fiscale, le cabinet Guy Cahn de Bruxelles.

Qu'est-ce que cette société ? Jusqu'à ces dernières semaines, *Crégéfonds* était une société « sœur-mère-fille » (la Bourse de Bruxelles n'a jamais éclairci le mystère) d'un autre holding belge très connu, la *Socfin*, propriété en partie de M. Philippe Fabri, un allié de toujours de Rivaud !

L'actionnariat de *Crégéfonds* a changé dernièrement. Elle est contrôlée à hauteur de 96 % par un holding suisse basé à Genève, la *Sasea*, qui s'est fait connaître en France,

à l'automne dernier, en rachetant un « paquet d'action Rivaud » (38 %) au tandem Dumenil-Stern qui s'en était emparé dans des conditions rocambolesques.

Aujourd'hui *Crégéfonds* a pour actifs 17 % de la *Socfin* et une participation non révélée dans *Socfinal* : deux des trois holdings de tête du groupe Rivaud.

Inconnue en France jusqu'à ces derniers mois, la *Sasea* est en passe de devenir une des nouvelles « coqueluches » de la place de Genève.

Au printemps, elle va procéder à une augmentation de capital de 1,6 milliard de francs français. Tous les membres de son « noyau dur » (51 %) suivront.

Ancien établissement du Vatican, passé en 1985 sous la férule de M. Florio Fiorini, administrateur délégué, ancien directeur de l'*Eni* (holding public italien), la *Sasea* est aujourd'hui contrôlée à hauteur de 26 % par un holding luxembourgeois (*Transmarine*), ex-propriété d'une vieille famille d'armateurs norvégienne, les Krohn.

L'identité des actionnaires qui sont derrière *Transmarine* est mystérieuse. *Valeurs actuelles* a pu identifier l'actionnaire français (6,25 %) en la personne de la famille Sénéclauze qui agit à travers son gendre, M. Jean-René Bickart. 10 % du capital ont pu être localisés à Londres chez *Gyllenhammar & Partners* (le frère du président de Volvo). 4 % sont dans les mains d'une vieille famille néerlandaise, les Fentener Van Vissingen. 5 % sont détenus par un autre holding luxembourgeois — *Euro-belge* — fédérant des capitaux italiens. Le reste est dans le public.

Au 30 juin 1988, le capital de la *Sasea* s'élevait à 900 millions de francs, le total du bilan à 2,08 milliards de francs et le bénéfice net à 48,5 millions de francs.

La *Sasea* exerce quatre métiers principaux : banque et services financiers, commerce international (céréales, pétrole), assurance, tourisme et loisirs.

Pour l'essentiel, tout se joue depuis Amsterdam où la *Sasea* contrôle trois holdings clés : *Sasea holding BV*, *Chamotte Unie BV* et *Bobet NV*. Ces deux dernières cotées à la Bourse.

Tous les interlocuteurs que nous avons rencontrés ont insisté sur l'absence de liens entre la *Sasea* et le groupe *Interpart* de M. Parretti. C'est jouer sur les mots. En réalité, les deux holdings ont l'habitude de travailler ensemble.

Aux Pays-Bas, *Sasea* et *Interpart* se partagent à parité (42 % chacun) *Melia International BV*.

*Melia* porte une participation de 7 % dans *Cannon Group*, et contrôle (plus de 50 %) une société espagnole, la *Renta Immobiliaria* (Madrid) qui a récemment racheté pour 300 millions de dollars les actifs immobiliers (salles) américains de *Cannon Group*. Un accord qui a déclenché une enquête de la S.E.C. aux Etats-Unis.

En Italie, la *Sasea* a racheté une société d'assurance, *De Angeli Frua*, à M. Parretti. Auparavant, d'autres sociétés (*Ausonia*, *Intercontinentale*) avaient été rachetées par M. Parretti, puis cédées à la *Sasea* qui, depuis, les a revendues...

*Cannon Group* et *De Angeli Frua* sont deux cas intéressants. Dans ces sociétés, M. Parretti a mis beaucoup d'argent.

Quelques mois après, la *Sasea* prenait le relais en apportant des capitaux et en prenant une participation importante. Est-ce à la réédition de ce scénario que l'on va assister avec *Pathé* ? M. Parretti ne serait-il que le « faux nez » de la *Sasea* ?

Les méthodes du financier italien ne font pas l'unanimité. M. Bettino Craxi, an-



cien président du conseil, a éprouvé le besoin de démentir tout lien d'amitié avec M. Parretti. M. Paul Quilès tient à signaler qu'il n'entretient plus aucun contact avec lui depuis l'épisode du *Matin*, même s'il accorde des entretiens à sa revue *Europa*. À la *Sasea* aussi, cet associé qui se met trop en avant, qui parle trop, gêne un peu. M. Parretti entraîne-t-il ses alliés plus loin qu'ils ne le souhaiteraient eux-mêmes ? M. Eric Kistler, le secrétaire général de la *Sasea*, fait remarquer « que Parretti n'est pas le super-capitaliste qu'il prétend être ».

Habitué à jongler avec les règles financières et fiscales, M. Parretti est parvenu, jusqu'à présent, à entretenir le flou sur sa situation réelle.

En Italie, il est actuellement en délicatesse avec la *Banca del Lavoro* pour non-paiement d'un crédit consenti à sa société *Cannon* ; et, dans le même temps, il s'offre *Pathé*. Il est vrai qu'il ne manque pas d'amis : en 1986, sa société a procédé à une augmentation de capital de 265 millions de francs. Elle a été entièrement souscrite en espèces !

Toujours est-il que beaucoup de gens se demandent d'où vient l'argent et si tout cela ne serait pas, en final, qu'un magnifique « écran »...

En France, toujours, tombait, en avril 1989, Hector Cuellar originaire de Colombie, de nationalité américaine, accusé d'avoir lavé l'argent sale de la drogue pour le compte d'un agent de change colombien, un nommé Alfaro, actuellement impliqué aux Etats-Unis dans une affaire de blanchiment de fonds provenant d'un trafic de cocaïne entre les U.S.A. et la Colombie.

Or, Hector Cuellar, n'est pas n'importe qui. Cet homme de 50 ans, qui fréquentait le Tout-Paris des finances et de la Bourse, était le président d'*American Express Carte France*.

En France, Daniel Lebègue, directeur général de la B.N.P., n'hésita pas à dire, afin de se dédouaner : « Nous sommes dans la situation des compagnies aériennes qui savent qu'il peut y avoir des bombes à bord, mais qui ignorent quand et où elles peuvent exploser. » Voilà maintenant les banquiers qui deviennent de pauvres victimes... « Elle ferait bien (la B.N.P.), comme le souligne fort judicieusement la revue économique française *L'Expansion* dans son numéro du 8-21 février 1990, aussi de s'inquiéter de sa filiale B.N.P.I., qui prospère curieusement dans un Liban en guerre et étend ses activités dans les Caraïbes et au Panama, sous l'œil soupçonneux des Américains. »

« Mais tout l'argent des Caraïbes n'est pas criminel ! » plaide un des dirigeants du *Crédit Lyonnais*, dont les bureaux des Bahamas, de Curaçao, de Panama et de Grand Caïman intriguent le F.B.I. Avec la *Barclay's Bank*, la *Dresdner Bank*, la *Sogénal*, *Indosuez*, *Paribas*, le *Crédit Lyonnais* s'est fait prendre en sandwich entre deux virements douteux. Sa filiale du Luxembourg gérait, pour le compte d'une société baptisée *Piducorp*, un compte de 1,2 million de dollars, provenant d'un transfert de la *Citicorp*, filiale de la *Citibank*. Ordre fut donné de faire passer cette somme le 25 octobre 1989 sur un compte du *Banco Cafetero* (grande banque colombienne) à la *Chase Manhattan Bank*, de la famille Rockefeller. L'argent ainsi blanchi était destiné à Gonzalo Rodriguez Gacha, numéro 3 du Cartel de Medellín. Les Américains, qui pistaient sur informatique les transactions du Colombien, obtinrent des banques l'annulation de l'opération et le gel de 60 autres millions de dollars en Europe.

Plus récemment, le *C.I.C. Paris* signalait aux douanes françaises que des proches du général Noriega disposaient chez lui de comptes bien garnis. Une intervention judi-

ciaire a permis le blocage de l'argent. Mais cet exemple est révélateur car cela fait des années que le dirigeant panaméen était connu comme trafiquant aux Etats-Unis. Le *C.I.C. Paris* a attendu... qu'il soit capturé pour prévenir les autorités !

Ces faits-divers illustrent le formidable appareil que les parrains de la drogue sont parvenus à installer sur toutes les places financières du monde. Une gigantesque machine à laver les dollars qui utilise de moins en moins les truands, trop voyants, et de plus en plus des hommes « au-dessus de tout soupçon ».

À New York, à Londres, à Paris, à Genève, ainsi que dans tous les paradis fiscaux, sont recrutés des personnalités qui disposent d'une « surface financière » suffisante pour ne pas attirer l'attention sur eux lorsqu'ils signent des chèques de 500 000 millions de dollars. Ce sont le plus souvent des hommes d'affaires, des banquiers, mais aussi parfois des fils à papa, des sportifs ou des gros propriétaires.

Bill et Don Wittington, deux champions automobiles célèbres aux États-Unis, ne risquent plus d'être oubliés. Non pas parce qu'ils ont remporté les Vingt-Quatre Heures du Mans en 1979 devant Paul Newman, mais parce qu'ils doivent 7 millions de dollars à l'Etat pour avoir organisé un énorme trafic de cocaïne et recyclé les bénéfices en achetant tout et n'importe quoi.

Les frères Wittington étaient parvenus à tromper tout le monde en multipliant les achats de sociétés et en justifiant très vite leur fortune par ces entreprises toutes neuves. Quant à l'argent, il passait pour les bénéfices d'une société écran américaine, repartait ensuite dans une banque de Mexico d'où il revenait doté de certificats d'investissements en bonne et due forme.

Mais les parrains sont des gens prudents. S'ils peuvent utiliser la méthode la plus simple, ils n'hésitent pas. Or, le fin du fin pour faire de l'argent propre avec de l'argent sale, c'est de s'adresser à un professionnel. Un banquier ou un agent de change. Moyennant une commission, le premier acceptera d'ouvrir un compte avec, mettons 10 millions de francs. Il suffira de contracter un emprunt d'une somme inférieure — amputée du dessous-de-table au financier — pour obtenir des billets utilisables dans le commerce légal. Ni vu ni connu.

Plus sophistiqué, est le recours au marché boursier. Vous achetez à Paris, Londres ou Chicago un « contrat de taux d'intérêt » au marché à terme. Vous vendez à la baisse et déposez les gains sur un compte spécial qui, petit à petit, génère de l'argent propre. Le volume formidable des ordres à la Bourse assure la dilution de l'argent sale dans l'argent propre. Certaines sociétés financières, installées dans les paradis fiscaux, n'hésitent pas à faire de la retape dans les journaux économiques du monde entier. Par petites annonces, ils garantissent des « services confidentiels pour toutes opérations de placement Leur signe de reconnaissance ? Ces officines se prétendent souvent « compagnies off-shore ».

Et, bien entendu, les « blanchisseurs » de l'argent de la drogue sont carrément les banques elles-mêmes. Nous avons déjà vu l'exemple de la B.C.C.I. Qui oserait soupçonner en effet un établissement qui possède des filiales dans le monde entier et un siège aux Champs-Élysées. Que peuvent demander de plus les trafiquants en matière d'honorabilité ?

Ce qui nous amène tout naturellement à ouvrir le dossier de l'affaire des narco-dollars suisses. La révélation de l'affaire de la connexion libanaise, le plus important

réseau de recyclage de narco-dollars jamais découvert en Suisse, a écorné les certitudes helvétiques. La connexion libanaise a provoqué la chute de M<sup>me</sup> Elisabeth Kopp, ministre de la Justice, et révèle un monde d'affairisme insoupçonné derrière la façade respectable des institutions.

Comme s'il suffisait de tirer un fil, c'est une vraie pelote qui commence à se dévider.

À l'automne 1985, la police réussit à Lausanne un double coup de filet en arrêtant deux cousins, Rami et Zekir Soydan, et un transporteur turc, coincé à Milan avec trente kilos d'héroïne. Leurs aveux font soupçonner la *Shakarchi Trading*, société que l'on va retrouver tout au long de cette étude, de transformer en or expédié au Proche-Orient les bénéfices de la drogue recyclés sur des comptes bancaires suisses. Sollicité par les demandes d'entraides judiciaires du juge turinois Vandano, le parquet de Zurich fit bloquer les comptes de la *Shakarchi*. Le séquestre est levé dans les vingt-quatre heures sur l'intervention d'un ancien partenaire du vice-président de la société, l'incontournable Hans Kopp.

Décidés à frapper le talon d'Achille du réseau turco-libanais, les *Narcotic's* américains vont alors donner un coup de pouce décisif aux investigations de leurs homologues italiens et tessinois. Au début de 1986, ils parviennent à infiltrer une taupe, « Sam le Blond » qui gagne la confiance d'un importateur de pamplemousse, Haci Mirza, établi avec sa famille à Zurich depuis 1979, et déjà titulaire d'un compte de trois millions de dollars à l'*Union des Banques suisses* (U.B.S.). En juin 1986, l'agent de change tessinois, Adriano Corti, se voit proposer par Gaetano Petraglia, commerçant italien domicilié à Lugano, une tractation portant sur 600 kilos d'héroïne devant servir à financer un marché d'armes, les deux trafics devant emprunter les mêmes filières. Petraglia servant d'intermédiaire à un autre italien, né à Istanbul, Nicola Giuletti, bras droit du gros bonnet turc de la drogue, Haci Mirza. Corti, dont le nom avait été mentionné dans l'affaire de la « Pizza connection » avant qu'il ne soit blanchi par la justice, s'empresse d'en informer la police. L'agent de change devait servir d'appât pendant plusieurs mois.

Le 27 novembre 1986, tandis que se prépare le piège à la frontière italo-suisse, dans la lointaine Californie, ce sont la D.E.A. et le F.B.I. qui saisissent à l'aéroport de Los Angeles trois valises en partance pour Zurich, bourrées de trois millions de dollars en petites coupures, fruit d'une livraison de cocaïne colombienne. Destination, deux Libanais, les frères Jean et Barghev Magharian, connus comme cambistes sur cette place financière, où ils exercent sans autorisation de travail ou de résidence dans une suite de la chaîne hôtelière Nova Park. Barghev a reçu son premier visa d'entrée en 1976 sur référence du *Crédit Suisse* de Zurich et a d'abord travaillé pour la *Shakarchi Trading*. Jean l'a rejoint en 1984 pour ouvrir un bureau de change privé. À la fin de 1986, la police cantonale vient les interroger propos d'un virement erroné sur leur compte bancaire commun... et ne s'étonne pas de voir cinq courriers employés à leurs commerces de devises.

Début 1987, le piège de « Sam le Blond », se referme avec le départ d'Istanbul, le 29 janvier, d'un camion de plaques de verre commandées par une vitrerie de Bienne. Plus, dans son double fond, vingt kilos d'héroïne pure et quatre-vingts kilos de morphine-base. Le 18 février, le poids lourd entre sans encombre en Suisse par la douane de Chiasso, livre le verre à Bienne et se gare à Zurich, où les deux chauffeurs téléphonent à leurs commanditaires qui leur donnent rendez-vous sur un parking proche du tunnel du Gothard. Le 21, saisie du camion et de son chargement. Le lendemain,

les chauffeurs, qui ont empoché 80 000 FS, sont cueillis à l'Hôtel Unione. Au même moment, Haci Mirza, qui fête son gain de 2,6 millions de francs suisses dans un palace de Lugano, L'Excelsior, est ceinturé avec Giuletti. Puis c'est le tour de Petraglia. Un numéro de téléphone va mettre les enquêteurs tessinois sur la piste des frères Magharian.

En septembre, le nouveau procureur du Tessin, Dick Marty, réunit secrètement un sommet américano-italo-helvétique à Bellinzona, pour orienter les recherches sur les liens des deux Libanais avec les trafiquants de drogue internationaux et préciser leur rôle dans le lavage d'argent sale. Il accumule les preuves durant encore dix mois et, le 7 juillet 1988, ramène dans ses filets, outre les deux frères, quatre autres Libanais logés au Nova Park, un Syrien et deux Turcs, passeurs ou convoyeurs de fonds entre Sofia, Zurich, Genève, Bâle, Chiasso...

Les documents décodés parlent : les frères Magharian ont brassé pour plus de sept milliards de francs suisses en devises diverses acheminées par valises pleines et réparties sur une multitude de comptes bancaires pour acheter, notamment à la *Shakarchi*, des dizaines de tonnes d'or expédiés en toute légalité au Liban... Sans compter les trente millions de dollars d'une vente de cocaïne, en Californie, par une banque de Colombie, un marché qui leur vaudra, le 23 mars 1989, d'être jugés extradables vers les Etats-Unis.

Le système des frères Magharian était simple. Ils s'adressèrent au *Crédit Suisse* (encore) qui a réalisé la plus grosse opération en acceptant le dépôt d'un milliard et demi de francs suisses. L'*U.B.S.*, pour sa part, a pris livraison de 87 millions de francs en billets et leur a vendu (contre paiement cash) 960 kilos d'or et crédita les comptes qu'elle leur a ouverts de 130 millions de francs. La presse suisse ayant révélé l'affaire, la commission des banques s'est vue dans l'obligation d'ouvrir une enquête en novembre 1988. Les banques ont répondu qu'elles avaient fait leur travail, qu'elles s'étaient renseignées sur l'honorabilité des frères Magharian et qu'elles n'avaient trouvé aucun élément rédhibitoire. Le *Crédit Suisse*, par exemple, a questionné ses clients, lesquels lui ont répondu qu'avec l'accord tacite des autorités turques, ils se livraient à un trafic de devises entre la Turquie et la Suisse, via la Bulgarie. Ce sont là, en Suisse choses courantes. L'enquête de la commission des banques a conclu que les établissements incriminés se sont bien conformés à la convention de diligence et qu'au pire on pouvait seulement leur reprocher d'avoir manqué de vigilance...

C'est se foutre de la gueule du monde !

Surtout lorsque l'on sait que : 1) c'est le *Crédit Suisse* qui leur suggéra de créer une société à Beyrouth — une autre sera créée au Tessin ; 2) c'est la direction du *Crédit Suisse* qui intervint auprès des ambassades suisses à l'étranger afin qu'elles facilitent les déplacements des convoyeurs de Magharian. Exemple : dans un télex du 7 septembre 1987, le *Crédit Suisse*, par le biais de son *Middle East Department*, rappelle à l'ambassade de Suisse de Sofia que Walid Abdul-Rhaman Alayli travaille pour les frères Magharian et recommande un second « employé » des Magharian, Issam Mukhtar Kaissi, un Libanais de vingt-quatre ans.

Bien que les frères Magharian se défendent comme de beaux diables, attaquant journalistes, télévision, clamant leur innocence ou plaidant leur émouvante ignorance, la Commission fédérale des banques n'hésite pas à écrire : en ressort en particulier la preuve qu'au cours de l'année 1986, les frères Magharian ont réceptionné à Zurich, de la part des courriers d'un intermédiaire arménien, au total 36 millions de dollars en diverses coupures provenant des Etats-Unis. Ces fonds provenaient du trafic de co-



caïne d'une bande colombienne. Ils furent versés par les Magharian sur leurs comptes auprès du *Crédit Suisse* et de l'*Union des Banques suisses*, et, en grande partie, immédiatement transférés vers des banques au Panama <sup>(1)</sup>.

Les autorités helvétiques admettent qu'elles n'ont pas encore compris comment les deux frères purent opérer pendant aussi longtemps en toute tranquillité, à partir de leur chambre d'hôtel, sans aucun permis de résidence. Et, bien évidemment, personne n'a encore posé la question de savoir qui aurait bien pu les protéger. Incriminés, les grandes banques suisses ont immédiatement réagi en rendant public le montant des comptes tenus par les Magharian, entre 14 et 10 000 F. suisse : une misère. Où est donc passé le reste ?

Au départ, la *Drug Enforcement Administration* (D.E.A.), mena deux opérations d'enquêtes sur un réseau suisse qui recyclait des milliards de dollars provenant de la drogue, réseau dirigé par les deux frères libanais, Jean et Barghev Magharian. La première opération de la D.E.A., *Polar Caf*, a suivi l'itinéraire des revenus sur la cocaïne du Cartel de Medellín. En passant par une série de comptes bancaires et sociétés bidons, comme une chaîne de bijouterie à Los Angeles, New York et Houston, et une société traitant l'or en Floride, ces fonds finissaient via l'Uruguay, dans les comptes bancaires du *Banco de Occidente*, dont le siège est à Cali (Colombie). La seconde opération, baptisée *Moonbeam*, enquêtait sur un trafic d'héroïne et d'armes turco-bulgare, dirigé par la société d'import-export bulgare *Globus* (auparavant *Kintex*).

Selon les documents publiés en mars 1989, les deux opérations de la D.E.A. aboutirent à un seul compte bancaire à New York au nom de *Shakarchi Trading*, une agence de change et d'achat-vente d'or de Zurich, dont les activités recourent, comme nous l'avons vu, celles des frères Magharian.

Un élément crucial du réseau est l'implication de l'homme d'affaires Edmond Safra, d'origine syrienne, qui détient 4 % des actions de la fameuse *American Express / Shearson / Lehman*, et qui préside aussi la *Republic National Bank of New York*. Selon les documents obtenus de la D.E.A. par le quotidien *New York Newsday*, un compte de Mohamed Shakarchi à la *Republic National Bank of New York* s'est trouvé être une vraie « blanchisserie » pour l'argent provenant des ventes de cocaïne du Cartel de Medellín aux Etats-Unis et des ventes d'héroïne turco-bulgare et de morphine-base au Proche-Orient.

Les relations entre Safra et Shakarchi remontent à plusieurs années, selon les dossiers de la D.E.A., puisque le père de Mohamed Shakarchi était un vieil ami de Safra. Le père, qui se lança dans le change et l'achat-vente d'or dès le début des années soixante, était en plein cœur d'un réseau turco-bulgare de trafic d'armes, d'héroïne et de morphine-base et d'or. Ce réseau fut aussi au centre de la célèbre « *Pizza connection* » <sup>(2)</sup>.

La société mère a été fondée par un banquier libanais, Mahmoud Kassem Shakarchi, établi à Genève à la fin des années 1970. En 1979, il cède une filiale, la *M.K.S.*, à son fils cadet Marwan, qui va s'associer avec le cheikh saoudien Zaki Yamani (membre

1 — Document donné par Jean Ziegler dans *La Suisse lave plus blanc*, Le Seuil.

2 — Il faut souligner que le 24 juillet 1989, le P.-D.G. de l'*American Express*, James Robinson, présenta publiquement ses excuses Edmond Safra, « qu'une rumeur, infondée, avait accusé de « blanchir » de l'argent « sale ». Comble du comble : à la lettre de contrition était jointe la promesse de verser 4 millions de dollars (24 millions de francs) destinés à quatre œuvres charitables.. (*Le Canard Enchaîné*, 2 août 1989.)



du conseil d'administration) pour acheter une usine d'or dans le Tessin (suisse italienne). À sa mort, en 1983, son fils aîné Mohamed *Shakarchi*, qui a hérité de la *Shakarco zurichoise*, la transforme en *Shakarchi Trading*, société anonyme dont il offre la vice-présidence à l'influent avocat d'affaire de la place, Hans Kopp, et utilise ses « relations spéciales » avec la *Republic National Bank of New York*, pour poursuivre ses activités de blanchissage.

Le 11 avril 1989, le procureur de New York annonçait que les enquêtes sur le compte bancaire de *Shakarchi* à la *Republic National Bank of New York* avait cessé et que le compte avait été dégelé. Néanmoins, les frères Magharian, dont le système de courrier se servait du personnel de *Shakarchi*, selon les documents de la D.E.A., ont été inculpés à Los Angeles, alors que les *Shakarchi* n'ont pas été inquiétés...

Selon un rapport de la D.E.A. écrit le 3 janvier 1989, il en ressort de l'enquête sur les frères Magharian que *Shakarchi* avait l'« une des plus grandes entreprises de recyclage d'argent de la drogue en Suisse ». Le plus gros des affaires *Shakarchi* se faisait avec le réseau d'héroïne turco-bulgare. Les revenus de l'héroïne, de la morphine et des ventes d'armes au Proche-Orient étaient transportés en liquide ou en or par des autobus touristiques voyageant d'Istanbul à Sofia (Bulgarie). Là, les fonctionnaires de la société d'import-export, appartenant au très socialiste Etat bulgare, transféraient les fonds dans des avions allant à Zurich. Les employés de *Shakarchi* prenaient l'argent, le déposaient dans des comptes bancaires suisses et le transféraient outre-atlantique, souvent dans des comptes bancaires de New York.

Les documents de la D.E.A. contiennent des dizaines de noms de fonctionnaires bulgares vivant à Sofia qui participèrent aux opérations de *Shakarchi*. Retiennent l'attention, ceux de Ivanoff Tochkov et Stoyan Paunov, qui travaillent à *Globus*. Tochkov était le chef de *Kintex*, la société d'import-export précédant *Globus*.

Autre aspect troublant où l'on retrouve la *Shakarchi* : le dossier *Triangle-Péchiney*. Résumons l'affaire : les actions de la société *Triangle* ont été achetées au bon moment par une série de gens qui bénéficièrent d'informations d'inités et revendus quelques jours plus tard avec un bénéfice de 500 %. Autrement dit, ils ont été prévenus par des gens qui participaient en tant qu'acheteurs à l'opération de rachat d'*American Can* par *Péchiney*. Parmi les principaux acteurs : Pierre Bérégovoy, Alain Boubilil, Roger-Patrice Pelat, intime de François Mitterrand, Max Théret, tous membres ou proches du pouvoir socialiste, Roger Tamraz, financier libanais et Samir Traboulsi, intermédiaire entre *Péchiney* et *Triangle*, et ami d'Alain Boubilil...

Dernier personnage haut en couleur mêlé à cette affaire, Yves-André Istel, ancien conseiller financier du général de Gaulle et ami du comte Richard Coudenhove-Kalergi, dont j'ai abondamment parlé dans mon ouvrage *L'Irrésistible expansion du mondialisme*. Ce banquier français travaille pour la société américaine *Wasserstein et Pedella*, qui a servi de conseil à *Péchiney* dans sa négociation avec les dirigeants de *Triangle*. Cet « ouvreuse de portes » français n'est pas totalement un inconnu. Ancien adjoint de Pierre Mendès-France à la conférence de Bretton-Woods, il fut l'un des piliers de la firme *Kuhn and Loeb* avant de passer chez *Wasserstein*.

Istel a fait une partie de sa carrière auprès de Jean Riboud qui fut, jusqu'à sa disparition, patron du groupe Schlumberger et ami personnel de François Mitterrand<sup>(1)</sup>.

1 — Jean Riboud fut notamment honoré par François Mitterrand de la présidence du Comité

Istel est aujourd'hui installé aux Etats-Unis où il siège dans plusieurs conseils d'administration. En France, il siège notamment au fauteuil d'administrateur d'une SICAV créée par Georges Pébereau, de la C.G.E., et ami de Roger-Patrice Pelat. Or l'un des membres de ce conseil d'administration n'est autre que Jean-Pierre Brunet, ancien patron, lui aussi, de la C.G.E., et P.-D.G. d'une filiale de *Drexel Burnham Lambert* par où sont passés une partie des achats d'actions *Triangle*.

Parmi les nombreuses banques ou sociétés écrans mêlées à cette affaire, citons tout d'abord *Experta Treuhand*, société fiduciaire de Zurich qui a de multiples relations avec des sociétés liées, ou ayant été liées, à Roger-Patrice Pelat, comme la société *Vibrachoc*, créée dans les années 1950 par Pelat et revendue en 1982 à *Alsthom* (C.G.E.) (51 %) à la B.N.P. (24,5 %) et au *Crédit Lyonnais* (24,5 %). La société financière *Arfina*, mystérieuse société installée au Liechtenstein, qui servait de prête-nom facilitant l'évasion de capitaux, actionnaire de l'ex-entreprise *Vibrachoc*, partage les mêmes dirigeants que la « fiduciaire » de Zurich, *Experta Treuhand*, et les révélations du livre *Le Piège de Wall Street* de Gilles Sengès et François Labrouillère, sur Roger-Patrice Pelat, comptent parmi les plus étonnantes. On y apprend par exemple que François Mitterrand a été appointé au titre de « conseiller juridique » (?) par la société *Vibrachoc* (60 000 F par an à l'époque), jusqu'à son élection à la présidence de la République en 1981, date à laquelle son fils, le député Gilbert Mitterrand, a profité à son tour de ces versements.

Les profits de 759 000 dollars réalisés par *Experta Treuhand*, ont été déposés sur un compte à la Banca della Svizzera Italiana, filiale d'*Unigestion*. L'opération avait été menée par l'intermédiaire de la *First Boston Corporation* de Zurich. Par le plus grand des hasards, la *Banca della Svizzera Italiana* est impliquée dans l'affaire des narco-dollars...

Parmi les autres organismes mêlés à l'affaire *Triangle Péchiney*, nous citerons la *Banque Cantonale Vaudoise* ; *Petrusse Securities*, qui aurait travaillé essentiellement pour la *Banque de Participation et de Placements* que dirige Roger Tamraz et dont le mystérieux propriétaire de cette société située au Luxembourg serait un Canadien recherché par *Interpol*, Irving Kott. La gestion de *Petrusse Securities* était assurée par un homme d'affaires de Toronto, Arie Fromm qui, selon le *Toronto Post*, serait un des maillons du système Irving Kott, impliqué dans une série de délits boursiers internationaux. *Unigestion*, société financière suisse qui a acheté des actions *Triangle* par l'intermédiaire, d'*Experts Treuhand* ; la *Schweiz Volksbank*, par l'intermédiaire de *Merrill Lynch*, nommée dans le blanchiment des narco-dollars, et de *Prudential Bache*, à Lugano. Or, comme par hasard, la *Schweiz Volksbank* est également impliquée dans le blanchiment des narco-dollars ; la *Banque Rothschild* ; le *Crédit Suisse* ; la *Banque Morgan Stanley*, à Londres, pour le compte de Max Théret ; *Drexel Burnham Lambert* à New York, pour le compte de Pierre-Alain Marsan de la charge *Ferri-Ferri Germe*<sup>(1)</sup>.

---

pour « L'année de l'Inde », comité dont le vice-président n'était autre que... Roger-Patrice Pelat. Comme le monde est petit.

1 — Pierre-Alain Marsan est un ami de Patrick Gruman, directeur financier de la *Compagnie parisienne de placements* dirigée par ... Max Théret. Encore un hasard. Il faut souligner également que *Triangle Industrie* est une société récente née de l'imagination fertile de Michaël Milken, inventeur des Junk Bonds (littéralement : obligations pourries), grande vedette de *Drexel Lambert*, que la justice américaine cherche à faire tomber. C'est cette dernière banque

Cinq mille actions furent achetées par Ricardo Zavala de la charge Maguin-Cordelle, par l'intermédiaire de *Prudential Bache* à Paris ; 10 000 actions achetées par Roger-Patrice Pelat, par l'intermédiaire de la *Banque Hottinger* à Paris, et 650 actions achetées par M<sup>lle</sup> Isabelle Pierco, sur les conseils de Pelat, ordre passé par la *B.N.P.* au bureau parisien du broker Smith Barney, sans oublier la *Prudential Bache* — inquiétée dans le blanchiment de narco-dollars — et *Soco Finance*. C'est surtout avec ces deux dernières que l'on retombe sur la fameuse *Shakarchi*.

En effet, Mark Lowe, le trader londonien de *Prudential Bache* qui a acheté pour le compte de *Soco Finance* 88 000 actions *Triangle* entre le 18 août et le 11 novembre, ne travaille plus aujourd'hui dans la firme financière qu'il a quitté le 31 décembre 1988... Il s'occupe du bureau à Londres : de la société suisse *Shakarchi S.A.*, spécialisée dans l'achat : et la vente de devises et de métaux précieux. Le président, Marwan Shakarchi, est le demi-frère de Mohamed Shakarchi, patron de *Shakarchi Trading S.A.* de Zurich, également spécialisée dans le négoce de devises et de métaux précieux, société impliquée dans le blanchiment de l'argent de la drogue. Officiellement, *Shakarchi S.A.* (Genève) n'a aucun lien juridique ni aucun actionnaire commun avec *Shakarchi Trading S.A.* (Zurich).

Or, comme nous venons de le voir, c'est un trader londonien de *Prudential Bache* qui acheta les actions pour le compte de *Soco Finance* et qui se retrouve aujourd'hui chez *Shakarchi* ! *Prudential Bache* est cette banque américaine qui a été le principal intermédiaire financier des acheteurs d'actions de *Triangle*, les ordres ayant été transmis par ses filiales de Paris, Londres, Luxembourg et Lugano. Or la C.O.B. libanaise a réussi à découvrir que *Cincinnati Holding*, officine financière contrôlée par Roger Tamraz — aujourd'hui sous la protection des services syriens qui sont les principaux pourvoyeurs de drogue dans cette région avait servi pour constituer la moitié du capital de *B.P.P. Lugano*, dont on retrouve les administrateurs à *Soco Finance*, comme par hasard.

La *Banque de Participation et de Placements* (B.P.P.) dont la filiale suisse fut présidée par Max Théret de 1972 à 1974, et l'*Arc International Consultants*, société de sécurité et de conseil en armements avaient convié en mars 1988 ses plus fidèles clients à un séminaire en Israël où le *Mossad*, par le truchement d'un « organisme de lutte antiterroriste — tout comme en Colombie — leur a donné de précieux conseils.

Y avait-il dans cet « organisme » des généraux israéliens impliqués dans le scandale de l'*Irangate* ? Mais quittons le Liban pour les Antilles où a son siège l'*International Discount Bank and Trust* (I.D.B.). Les 88 000 titres achetés par *Soco Finance* — via *Prudential Bache* — le furent pour le compte de l'I.D.B. C'est par cette banque que furent opportunément achetées puis vendues quand les négociations semblaient sur le point de capoter entre *American-Can* et *Péchiney*, et enfin massivement rachetées — les ordres d'achat et de vente ayant servi, au jour le jour, les aléas des négociations entre *Péchiney* et *Triangle* — après -que le ministère de l'Economie eut donné son feu vert, les :88 000 actions de *Triangle*, via Traboulsi.

Coïncidence supplémentaire, tout comme *Shakarchi*, la *Soco Finance*, installée rue de Hesse à Genève, ainsi que l'I.D.B., sont contrôlées et dirigées par des Libanais qui se connaissent tous entre eux. Or, qui retrouve-t-on chez I.D.B. ? Un actionnaire,

---

qui a transmise à la SEC le nom de la *Compagnie parisienne de placements*. (CPP) que dirige Max Théret, haute figure du socialisme mutualiste et l'un des fondateurs de la FNAC.

Chaker Khoury, et des dirigeants libanais comme l'avocat Joseph Abousleiman. Qui retrouve-t-on pour 80 % du capital chez *Soco Finance* à Genève, William Haddad et Charbel Ghanem, principal actionnaire, beau-frère d'Abousleiman, proche de Khoury et ami de longue date de Samir Traboulsi, l'intermédiaire entre *Péchiney* et *Triangle...* qui se trouve être par ailleurs le conseiller de *Thomson C.S.F.* en matière d'exportation vers le Moyen-Orient, *Thomson C.S.F.* qui possède 20 % de... *Soco Finance* dont les dirigeants sont des amis de Traboulsi ! Sans oublier que le patron de Thomson n'est autre qu'Alain Gomez !

À Genève, I.D.B., filiale de la *Soco Finance*, a comme correspondant aux U.S.A. la *Banque Cœn*. En Suisse, encore, c'est l'homme d'affaires français, résidant en Suisse, Joseph Jossua qui faisait l'acquisition de 3400 titres. Au Luxembourg, la charge *Pretusse Securities* a acquis près de 15 000 actions. Le 17 septembre 1988, Petrusse avait ouvert un compte (fermé le 16 janvier 1989) à la *Banque de Participation et de Placements* (B.P.P.) présidée par Roger Tamraz, contrôlée par le groupe libanais *Intra Investments* et qui a racheté en décembre 1987 la *Banque Libanaise pour le Commerce* à M. Ricardo Abou-Jaoudé, lequel possède des parts importantes dans *Soco Finance* et dont les actions acquises par *Thomson* avaient été achetées à Félix Abou-Jaoudé, cousin de Ricardo !

« Il faut se garder de tout amalgame », répète Samir Traboulsi. Difficile... car entre ce qu'on appelle le « délit d'initié », le financement des partis politiques et de trafics d'armes, certains émettent l'hypothèse que ces réseaux bien organisés auraient même pu servir à blanchir l'argent de la drogue, hypothèse qui se confirmerait au vu du nombre important de banque liées à l'affaire *Triangle-Péchiney* et impliquées dans le blanchiment des narco-dollars.

Ce qui nous amène à reprendre cette histoire racontée par *L'Hebdomadaire Minute* dans son numéro du 7-13 juin 1989. Le 21 mai 1989, la police allemande intercepte au poste de Bad-Reichenhall un individu porteur d'un passeport syrien diplomatique. Ce « touriste » n'est autre que le milliardaire Moundher al-Kassar, « connu de tous les services de police occidentaux comme un rouage important de soutien en armes et en argent à des dizaines de groupes terroristes du Moyen-Orient ». Les Allemands interrogent donc *Interpol* et apprennent que la D.S.T. possède un dossier assez convaincant sur l'individu pour qu'il ait été condamné par contumace en 1986, dans notre pays, à huit ans de réclusion pour constitution d'une association criminelle. Sautant sur l'occasion, ils envoient un télex à Joxe : « Avons arrêté Moundher al-Kassar. Envoyez-nous, s'il vous plaît, une demande d'extradition. Salutations. »

On ne saurait être plus clair. Mais la place Beauveau ne répond pas. Un responsable téléphone alors au cabinet de Pierre Joxe et s'entend répondre que « le gouvernement français ne désire pas exécuter le mandat d'arrêt et qu'il n'y a donc pas lieu d'extrader le criminel ». Les Allemands, dont la justice n'a rien à reprocher à Al-Kassar, décident alors, la rage au cœur, de le relâcher... et *Minute* de se poser la question : « Pourquoi Mitterrand a-t-il peur d'Al-Kassar ? Cet homme qui est peu ou prou mouillé dans tous les trafics d'armes, dans le blanchiment d'argent, dans le trafic de drogue à une grande échelle, en sait-il trop sur les aspects ténébreux des fortunes aussi colossales que rapides -édifiées par des proches de « Dieu » ?

« Plusieurs pistes de l'affaire *Péchiney* menaient au Proche-Orient, et ce scandale n'est pas le seul où soient apparus, trafiquants libanais ou syriens et dignitaires socialistes. »



Enfin, avant de sortir de la connection libano-arabe, il nous faut dire deux mots sur un personnage clé dans ces affaires : Roger Tamraz.

En 1982, le président libanais, M. Amine Gemayel, nouvellement élu, invite à Beyrouth un financier libanais, M. Roger Tamraz, installé aux Etats-Unis depuis plusieurs années. Bien introduit dans les milieux bancaires, M. Tamraz est nommé président du conseil d'administration de la *Banque Intra* dont l'Etat libanais contrôle 34 % du capital par l'intermédiaire de la *Banque Centrale du Liban*. Grâce aux appuis politiques dont il dispose, Roger Tamraz accède à la présidence de la *Banque du Moyen-Orient*, *Al Machreq Bank*, contrôlée justement par l'*Intra*.

Moins d'un an après cette promotion, une société financière appartenant à M. Tamraz, la société *Melchior*, rachète à la *Morgan Guaranty Trust* les parts qu'elle détient dans la *Banque du Moyen-Orient*. Le financier libanais va désormais aller très vite : il acquiert 30 % du capital de la *Banque Libanaise de Dépôt*, il prend ensuite le contrôle de la *Banque de Participation et de Placements* (B.P.P.) de Paris (en 1987) par l'intermédiaire de la *Banque du Moyen-Orient* avant d'ajouter à son tableau de chasse la B.P.P. de Zurich par l'intermédiaire de l'*Intra*.

En août 1987, la *Banque Centrale Libanaise*, jugeant que certaines de ses activités et l'origine de certains des moyens financiers qui lui avaient permis de constituer son empire n'étaient pas très transparents, l'écarte de la direction de la *Banque Intra*. Mais Roger Tamraz parvient à conserver la présidence de la *Banque du Moyen-Orient*. En 1988, le nom de Tamraz devient familier au grand public en France après son implication dans le délit d'initié de l'affaire *Péchiney*. Mais il se trouve accusé aussi de participer à plusieurs opérations à caractère délictueux, y compris le maniement de capitaux aux origines peu claires. En décembre 1988, M. Tamraz est obligé de démissionner de la B.P.P., à laquelle la *Banque de France* retire son agrément. Il doit démissionner aussi de la *Banque du Moyen-Orient*. Les avoirs de M. Tamraz, selon des milieux libanais bien informés, s'élèveraient à 700 millions de dollars.

L'image trouble de Roger Tamraz, des frères Magharian et de Khashoggi ont plané, en France, sur les «défaillances de quatre banques arabes en 1988-1989 : la B.P.F., l'U.B.C. (*United Banking Corporation*) dont le directeur a été convaincu de détournements d'un montant de 56 millions de francs, la L.A.B. (*Lebanese Arab Bank*) et l'*Al Saoudi Bank*. Cette dernière a accusé des pertes énormes de l'ordre de 2,1 milliards de francs et ses dirigeants n'ont pas fourni d'explications convaincantes sur l'origine de ces pertes.. L'U.B.C. a mené des opérations aux montants absolument disproportionnés par rapport à ses fonds propres. L'enquête (aux conclusions non encore publiées) s'oriente vers le blanchiment de narco-dollars.

Ce qui nous amène infailliblement à dire un mot de l'*United Banking Corporation* (U.B.C.) installée sur les Champs-Élysées. D'abord dénommée *Saudi Lebanese Bank*, puis rebaptisée à l'automne 1988 pour ne pas être confondue avec la *Al Saudi Bank* qui défrayait alors la chronique, l'U.B.C. est contrôlée en majorité par Joe Kairouz. Membre d'un clan maronite influent, ce Libanais possède de gros intérêts dans la banque et l'assurance à Beyrouth (avec notamment le *Crédit Populaire Libanais*), et il est également propriétaire de l'Hôtel Méridien de Limassol, à Chypre. Ses ennuis commencent le 12 avril 1989, avec l'arrestation devant la banque de l'un de ses clients, Selim Laoui, un Libanais, avec une valise contenant 3,5 millions de francs. en liquide. Gérant d'une société de souvenirs pour touristes-installée à Pantin, la C.D.F. (Cen-



trale de Diffusion Française). Selim Laoui, selon la lettre d'informations financières en langue arabe *Al Aamal*, pourrait être impliqué dans un trafic de drogue et d'armes. Son arrestation ferait partie d'une vaste opération de la D.E.A. américaine, portant sur un millier de comptes utilisés dans quelques 400 banques à travers le monde pour blanchir d'énormes sommes d'argent. Hani Hammoud, l'auteur de l'article d'*Al Aamal* précise que, depuis un an, Laoui venait quasiment chaque matin au siège de l'U.B.C. retirer entre 2 et 6 millions de francs en liquide !

L'affaire Laoui n'est pas la seule qui mette en cause la gestion de la banque libanaise... Outre les versements quotidiens en échange de chèques non provisionnés, l'U.B.C. avait consenti des prêts sans garanties, dépassant largement la limite légale autorisée. Principaux bénéficiaires ? La *Centrale de diffusion française* de Selim Laoui, Joe Kairouz — le patron de l'U.B.C. — à travers plusieurs de ses sociétés, un certain Maxime Sadowski, et le groupe Stambouli. Cette curieuse entreprise créée à Beyrouth en 1965, -et dirigée par trois frères, Elliot, Joe et Robert Stambouli, -a son siège principal à Paris, mais elle est aussi implantée aux quatre coins du monde, de New York à Tokyo et de Londres à Johannesburg. Possédant même des intérêts en Yougoslavie et en Bulgarie... Quant à ses activités, elles vont de l'import-export, l'équipement et la gestion de -machines à sous et autres jeux de casinos, développement 'de centres de sports et de parcs d'attractions, toutes activités qui cachent bien souvent le blanchiment de l'argent sale...

Toujours est-il qu'avec l'arrestation des deux frères Magharian, tout a basculé. Naguère encore portée au pinacle, M<sup>me</sup> Elisabeth Kopp, la première femme élue au Conseil fédéral se retrouve subitement au banc des accusés, et se voit dans l'obligation de démissionner. Cette affaire de blanchiment de narco-dollars menace toute la classe politique et c'est l'ensemble du gouvernement helvétique qui est éclaboussé par ce que toute la presse appelle le « Kopp-Gate ».

C'est elle, en effet, qui averti son mari, M. Hans Kopp, un avocat d'affaires à la vie tumultueuse et au passé controversé, d'avoir à quitter le conseil d'administration de *Shakarchi Trading* de Zurich, une des sociétés impliquées dans le blanchiment de l'argent de la drogue. Après l'avoir nié pendant des semaines, Elisabeth Kopp admettait, le 8 décembre 1988, dans une interview à un journal local qu'après avoir appris de source officielle » que la *Shakarchi Trading* allait être nommée publiquement dans le scandale, elle aurait immédiatement conseillé à son mari de démissionner.

Sans compter que l'*Illustré*, révèle que Hans W. Kopp prenait une part non négligeable aux activités gouvernementales de son épouse et que des documents en principe confidentiels lui passaient entre les mains. Il se permettait même d'annoter des projets de loi. Quant au quotidien *Le Matin*, il met tout simplement en cause le procureur général de la Confédération, Rudolf Gerber. Il aurait demandé, que l'on édulcore les dossiers mettant en cause la *Shakarchi Trading*, accusé d'avoir lavé l'argent sale de la drogue et dont Hans Kopp était le vice-président. « Le procureur général aurait bloqué la transmission des rapports aux autorités tessinoises, afin de retarder les poursuites pénales. »

À ce propos, un juge italien, Mario Vandano, vide carrément son sac dans *L'Hebdo*. « Quand la justice suisse met trois ou cinq ans pour me transmettre des documents, on ne peut plus parler d'entraide. Le résultat ? Des personnes sont relâchés parce que la Suisse nous transmet trop tard les preuves de culpabilité », affirme-t-il, avant d'ajou-

ter que les banques, elles, font pire que de l'obstruction, elles vont jusqu'à informer leurs clients que des enquêtes pénales ont été ouvertes contre eux et les laissent tranquillement vider leurs coffres.

Bref, on savait la Suisse propre, on la découvre véritable salon-lavoir. Et rappelons que cette affaire de recyclage de narco-dollars porte tout de même sur la bagatelle de 1,5 milliard de dollars. Alors à force de dénoncer la gabegie, l'incompétence et le laxisme qui règnent à l'échelon de la Confédération dès que l'on touche de près ou de loin au trafic de drogue et au recyclage de l'argent sale, d'aucuns franchissent le pas et se demandent carrément s'il n'y aurait pas tout simplement certaines formes de complicité entre le pouvoir et la mafia...

« Il se confirme de toute part que le ministère public de la Confédération a laissé se développer en Suisse des trafics de drogue et d'argent sale à grande échelle », écrit *L'Hebdo*, ajoutant, volontairement provocateur : « Les hypothèses que nous sommes en devoir de suggérer peuvent nous attirer-évidemment de sérieux ennuis. Nous assumons les conséquences de notre démarche. » Et le journaliste Yves Lassueur, qui empile depuis plusieurs semaines les révélations n'y va pas avec le dos de la cuillère lorsqu'il évoque le possible noyautage de la démocratie helvétique par le crime organisé : « Depuis une dizaine d'années, écrit-il, ces policiers, ces fonctionnaires, ces magistrats honnêtes, y perdent leur latin à voir leurs efforts réduits en miettes, torpillés à chaque fois qu'ils mettent sur pied une opération visant à démasquer non plus la piétaille des trafiquants, mais des têtes pensantes du réseau, les grands pontes, les, chefs d'orchestres du trafic de drogue et du blanchiment de ces milliards puants. »

L'accusation n'est pas nouvelle. En 1985, un courtier libanais, naturalisé français et résidant en Suisse depuis cinq ans, Albert Shammah, est arrêté le 5 octobre à Genève sur mandat d'un juge de Turin, Mario Vandano, qui, à partir d'écoutes téléphoniques, le tient pour un important relais du blanchiment de narco-dollars. L'homme admet que de l'argent de la drogue a pu passer entre ses mains, mais à son insu ! Le dossier d'extradition est jugé incomplet et, fort de lettres de recommandation de hautes personnalités italiennes, dont le maire de Milan et surtout de celui qui était alors le Premier ministre, le socialiste Bettino Craxi, il bénéficiera d'une relaxe.

Ce dernier, qui ne connaissait pas personnellement Albert Shammah mais sa fille, écrivait à cette dernière : « Ce qui arrive à ton père me paraît absolument absurde... Les citoyens de la Rome antique jouissaient de plus de garanties que n'en disposent aujourd'hui les citoyens de ce qui devrait être la patrie du droit <sup>(1)</sup> ... »

En Italie, la Mafia « recycle » l'argent de la drogue en achetant des titres d'Etat, finançant ainsi la dette publique italienne, déclarait le ministre de l'Intérieur Antonio Gava, en juillet 1989, dans un rapport présenté à la Commission parlementaire antimafia. D'autre part, un rapport de la *Guardia di finanza* affirme : « Grâce aux liens étroits noués avec certains milieux financiers, la Mafia est aujourd'hui en mesure de provoquer des phénomènes d'hyper-réaction des marchés boursiers, entraînant l'oscillation des taux de change et d'intérêt.. »

Le 24 février 1989 se déroule une séance de nuit au Parlement. Thème : « Blanchiment de l'argent sale — sociétés à Genève — quelles mesures prendre ? » La séance est consacrée essentiellement aux affaires de Shammah et de la *Mirelis S.A.* Dans ce

1 — Cité par *L'Hebdo* du 23 février 1989 dans son enquête sur cette affaire.

document officiel : le *Mémorial du Grand Conseil de Genève*, on peut y lire : « Albert Shammah. Il opère depuis 1964 en toute impunité à partir de Genève, à travers sa société *Mazalcor S.A.* Inculpé en Italie sur la présomption de recyclage d'argent sale pour la bande de trafiquants de drogue Soydan-Tirnovali, il est arrêté en octobre 1985 et emprisonné à Champ-Dollon... Le procureur de la Confédération s'opposant à son extradition, Albert Shammah est libéré... Bien plus, la justice genevoise a refusé de fournir au juge d'instruction enquêtant sur la bande Soydan-Tirnovali les informations qu'il réclamait au sujet des activités de la société d'Albert Shammah à Genève, Apparemment, ce dernier est intouchable.

« La société financière *Mirelis S.A.*, installée depuis 1949 à la Corraterie, fondée par deux citoyens irakiens est vouée à la gestion de fortunes... La société *Mirelis* a pris la précaution, dès 1949, de placer à la tête de son administration des personnalités politiques appartenant aux partis bourgeois (...) et servant de paravent face aux autorités locales... On notera à cet égard que la société genevoise d'Albert Shammah — la *Mazalcor S.A.* — a eu, de 1964 1968, le même président que la société *Mirelis S.A.*, soit le conseiller national radical genevois, M. André Guinand... Aujourd'hui, on trouve même parmi les responsables de cette société le président de la commission des Finances de la ville de Genève. Or, les justices italienne et tessinoise accusent aujourd'hui cette société d'avoir servi, à plusieurs reprises, d'instrument de blanchiment d'argent de la drogue. Le nom de la société *Mirelis* comme celui d'Albert Shammah figurent dans les agendas des trafiquants turcs arrêtés ou sont « balancés » par eux à la police ou aux juges lors des interrogatoires.

« La société *Mirelis*, comme une vingtaine d'autres sociétés financières du même type domiciliées à Genève, fait l'objet d'un nombre incroyable de commissions rogatoires — vingt-trois, dit-on — ordonnées par les juges, dont aucune n'est exécutée par la justice genevoise à l'heure actuelle <sup>(1)</sup>. »

Le rapport de la *Guarda di finanza* contient des pages et des pages de photocopies d'extraits de comptes de la *Mirelis*, appartenant à des narco-trafiquants recherchés, inculpés ou condamnés. Plusieurs des trafiquants les plus notoires ayant joué un rôle clé dans les scandales les plus récents ont un ou plusieurs comptes à la *Mirelis*.

Ainsi, Irfan Parlak, le parrain du réseau turco-libanais, a-t-il versé, entre juillet et novembre 1981, sur son compte (nom de code « TAC ») à la *Mirelis*, la modeste somme de 10,616 millions de marks, puis, en versements de 300 000 dollars, la somme totale de 4,085 millions de dollars !

Se référant à un rapport ultra confidentiel de l'Office central de la police, L'Hebdomadaire *Sonntagszeitung*, de Zurich, avait révélé que pendant plusieurs années, des trafiquants internationaux de drogue avaient pu opérer en toute impunité à partir du territoire helvétique. Parmi eux, Béchir Celenk, commanditaire présumé de l'assassinat manqué contre le Pape, Mehmet Cakir, directeur de la compagnie « *Ovaras* », neveu de feu Béchir Celenk, et surtout Yasar Avni Musullulu, l'un des parrains de la « Pizza connection » également impliqué dans la « Libanaise connection ».

Considéré comme l'un des pontes du double trafic d'armes et de drogue entre l'Europe et le Proche-Orient, Avni Musullulu, bien que fiché à *Interpol*, aura eu tout le loisir d'opérer à partir de la Suisse en échappant au mandat d'arrêt délivré le 28 février

1 — Document cité par Jean Ziegler dans *La Suisse lave plus blanc*, Le Seuil.

1983 par les autorités turques. Deux ans plus tôt, il avait fondé à Appenzell une société... d'armateur, dont il a confié l'administration à un jeune avocat d'affaires de Zurich, Christian Schmid, collaborateur de Hans W. Kopp...

Or, les bateaux de l'*Oden Shipping*, d'Appenzell auront pas moins acheminé près de sept tonnes d'opium et de morphine-base aux laboratoires siciliens qui alimentent alors en héroïne (825 kilos de « pure ») les pizzerias de la côte est des Etats-Unis, la fameuse « Pizza connection » démantelée en partie au printemps 1984 ! Quand un journaliste retrouve Musullulu au bord du lac de Zurich, où il mène une vie de pacha, la police cantonale ne bouge pas. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'Office fédéral de la police avait apposé au bas de l'avis d'*Interpol* cette incroyable mention : « Ne pas arrêter ». Le magazine *L'Hebdo* publia même le fac-similé de ce document ! En guise d'explication, le département de la Justice avait fait valoir que la Turquie qui réclamait l'extradition de son ressortissant pour trafic d'armes, avait « omis de préciser le calibre des pistolets » ...

On croit rêver !

Avant de disparaître en août 1984, en pleine enquête sur la filière financière suisse de la « Pizza connection pour se réfugier à Sofia, en Bulgarie, Musullulu était domicilié à l'adresse zurichoise de la société *Shakarco Trading*, devenue la *Shakarchi*, dont le nom, nous l'avons vu, fit tomber, par l'intermédiaire de son mari, M<sup>me</sup> Elisabeth Kopp !

Le nom de la *Shakarchi* va également apparaître dans la procédure d'un procureur du Tessin, Paolo Bernasconi, qui, en novembre, fait arrêter un caissier du *Crédit Suisse* de Chiasso, puis le soi-disant interprète vaudois de Musullulu, Paul Waridel, qu'il accuse d'avoir fait transférer des Etats Unis en Suisse, par le biais de deux agents de change de la Bourse de New York, une partie des bénéfices de ce réseau.. Le 25 septembre 1985, ce magistrat obtenait de la cour criminelle de Lugano la condamnation des deux blanchisseurs de narco-dollars, respectivement à deux ans et treize ans de prison — une première ! Mais c'est en vain qu'il demanda à son collègue de Zurich d'ouvrir une enquête sur la *Shakarchi*, mise en cause par Waridel au cours de son interrogatoire.

La responsabilité du procureur général de la Confédération, Rudolf Gerber a été mise en cause. La presse en profita pour rappeler que son nom avait été cité en 1976 lors du meurtre, jamais élucidé, d'un de ses amis dans la banlieue zurichoise. Après avoir demandé un rapport sur les reproches adressés au ministère public, le gouvernement décidait, le 6 mars 1989, de mettre le procureur à la retraite anticipée et d'ouvrir une enquête disciplinaire.

Tout en contestant et en atténuant certaines accusations, le rapport arrivait à la conclusion qu'il y avait laxisme dans la lutte contre le trafic de drogue et que M. Gerber avait commis des erreurs fondant le soupçon de « manquement à la discipline. Autre conséquence : le gouvernement décidait la mutation du chef de la section chargée de la répression du trafic de stupéfiants, M. Adrian Bieri, nommé en 1988 par M<sup>me</sup> Kopp, jugeant « intolérable » que ce service soit dirigé par le fils de l'administrateur d'une société horlogère de Bienne, appartenant à un Libanais soupçonné de blanchir les narco-dollars, Hovik Simonian, que nous allons retrouver plus loin.

Officiellement, la démission de M<sup>me</sup> Elisabeth Kopp serait donc dû au rôle de son mari, dans la compagnie *Shakarchi Trading*. Mais comme le faisait remarquer *Le Monde* du 14 décembre 1988, là n'est peut-être pas la seule raison de sa démission.



Depuis des mois, Elisabeth Kopp s'efforçait de faire passer une nouvelle loi bancaire sur le blanchissage d'argent sale qui, tout en étant limitée, a déjà provoqué l'opposition des grands milieux bancaires. Dans une série d'interviews/explications, les dirigeants de l'*Union des Banques suisses*, du *Crédit Suisse* et d'autres institutions, tel Robert Jeker du *Crédit Suisse* et Walter Frehner de la *Coopération bancaire Suisse*, s'écrièrent que « l'argent sale ne sent pas mauvais » et qu'il « est impossible d'imposer aux banques des devoirs et responsabilités qu'elles ne pourront mener à bien ».

Ainsi, le même article du *Monde*, titrant : « M<sup>me</sup> Kopp a aussi été sacrifiée sur l'autel du secret bancaire », ajoutait : « Peut-être plus encore que les démêlés de son mari, certains milieux qui lui sont pourtant proches ne lui ont pas pardonné le zèle qu'elle manifestait pour accélérer la révision du code pénal en vue de réprimer plus sévèrement le blanchiment de l'argent sale (...) ».

Deux autres personnes font l'objet d'une enquête pénale dans cette affaire : M<sup>me</sup> Katharina Schoop, conseillère personnelle de M<sup>me</sup> Kopp et M<sup>me</sup> Renate Schwob. Fait étrange révélé par le journal suisse « *24 Heures* », du 23 mars 1989 : c'est cette dame, Renate Schwob « fonctionnaire de l'Office fédéral de la justice qui transmis le « document *Shakarchi* » à M<sup>me</sup> Schoop », qu'elle-même le transmis à M<sup>me</sup> Kopp. Or, en juillet 1989, M<sup>me</sup> Renate Schwob était nommée « spécialiste des questions d'argent sale » au sein de la direction d'une grande banque : le *Crédit Suisse*, bien qu'elle fasse elle-même l'objet d'une enquête pour « violation du secret de fonction » dans le cadre de l'affaire Kopp !

Donc nous venons de voir les différentes explications concernant l'affaire Kopp, dont celle du journal *Le Monde*. Mais selon d'autres sources bien informées, il ne s'agirait pas d'une simple affaire d'indiscrétion entre époux. Nous savons que la *Shakarchi* servait de couverture au « blanchissage » d'argent, impliquant notamment Richard Secord, Albert Akim et William Zucker, personnage clé de l'*Irangate*.

Or, Elisabeth Kopp est juive. « Son père s'appelle Max Iklé et sa mère Béatrice Iklé-Heberlein de Saint-Gall. » (*Israelitisches Wochenblatt* du 12 octobre 1984.) Et un de ses cousins, n'est autre que Fred C. Iklé, membre du C.F.R. de David Rockefeller, ex-Under secretary of Defense (Ministre délégué de la Défense), conseiller de Ronald Reagan, et supérieur direct de Richard Armitage, Assistant secretary of Defense.

Coïncidence trop extraordinaire pour être fortuite, car les liens d'Armitage avec des « narco-trafiquants internationaux », furent explicitement mis en cause le 28 mars 1988 par le Lieutenant-colonel James « Bo » Gritz, le vétéran le plus décoré de la guerre du Viêt-nam qui précisait notamment : « Ces officiels ramassent de l'argent provenant du trafic de drogue pour financer des opérations militaires secrètes et des ventes d'armes. »

Alors qu'en penser ? Tout cela ne relèverait-il pas d'une guerre d'usure menée à coup de narco-dollars ? Israël a vendu depuis huit ans pour plus d'un milliard de dollars carmes à l'Iran. Ce que le général Ariel Sharon justifie en privé en disant : « Tant que les Iraniens et les Iraquiens s'entre-tuent, nous pourrions dormir tranquillement la nuit <sup>(1)</sup>. »

Ceci est à rapprocher des spécialistes israéliens qui travaillent auprès du Cartel de Medellín... et ailleurs. C'est une hypothèse comme une autre qui trouverait sa confirmation par *Tribune Juive* du 9-15 octobre 1987 qui écrivait sous le titre : « Des

1 — *La Croix*, 6 octobre 1987.



milliers de juifs ont pu quitter l'Iran » : « Du côté israélien, il n'y a aucune confirmation sur l'émigration juive d'Iran. Personne n' imagine cependant qu'elle pourrait correspondre à un geste gratuit des autorités de Téhéran, si bien que rien n'interdit de penser que l'implication d'Israël dans les livraisons d'armes à l'Iran, est en relation directe avec l'éventuel départ des juifs qui sont restés en Iran après l'avènement de l'Imam Khomeiny.

Il faut reconnaître que certaines histoires sont pour le moins étranges. En août 1987, Augusto Lama, juge d'instruction de Massa-Carrara (Toscane) lance pas moins de quarante-cinq mandats d'arrêts dans le cadre d'une affaire liant les marchands d'armes, les terroristes au Proche-Orient, les trafiquants de drogue et les parrains de la Mafia. Dans un premier temps, il fait mettre en prison le patron de la firme *Valsella-meccano-technica*, rachetée depuis deux ans par la *Fiat*, Ferdinando Borletti, représentant d'une vieille famille de l'establishment industriel italien, entre autres président du conseil d'administration du prestigieux quotidien économique *Il Sole 24 Ore*. Il est accusé, en même temps que son fils Giovanni, directeur de *Valsella*, d'avoir, en toute connaissance de cause, violé l'embargo vis-à-vis de l'Iran ; en 1986, il a vendu par l'intermédiaire d'une société paravent espagnole — via le Nigéria et la Syrie

30 000 mines anti-personnelles au régime de Téhéran. Une nouvelle commande de deux millions de pièces était arrivée au début de cette année.

Dans le cadre de cette enquête, le juge Augusto Lama fait arrêter une demi-douzaine de cadres supérieurs de *Valsella*, mais aussi deux « boss » de la Mafia de Trapani, en Sicile, deux officiers des services secrets syriens, deux armateurs grecs, ainsi que le commandant et les dix-sept membres de l'équipage d'un bateau libanais, le « Boustang I », arraisonné le 31 août au large des côtes de Bari. À bord de ce cargo, les enquêteurs trouvèrent 2 kilos d'héroïne, 15 kilos de haschisch, un missile portable américain, un lance-roquettes, un lance-grenade soviétique et quelques armes légères. Ce qui laisse à penser que les hommes du « Boustang I » ont eu le temps de se débarasser d'une partie de sa cargaison avant d'être arraisonné.

Autour de l'affaire du « Boustang I », les fils de deux enquêtes s'emmêlent inextricablement. Premier dossier : les ventes d'armes à l'Iran. La police italienne soupçonne depuis quelque temps la société *Valsella meccano-technica* qui appartient pour 50 % au comte Borletti et le reste à la société *Fiat* de se livrer à des exportations prohibées de matériel de guerre — mines navales, antichars et antipersonnelles — vers l'Iran.

Il faut souligner également que le patron de *Fiat* n'est autre que Giovanni Agnelli, membre de la *Trilatérale* et membre du conseil de la *Chase Manhattan Bank* de son ami David Rockefeller, banque impliquée dans le blanchiment de la drogue !

Second dossier : les filières d'approvisionnement en armes des groupes terroristes opérant en Italie. D'informations en informations, les services secrets italiens en sont venus s'intéresser de très près à une société d'import-export : *Eurogross*. Des écoutes téléphoniques confirmèrent les tuyaux des informateurs : *Eurogross* est au centre d'un double trafic. Le juge Lama la soupçonne de faire entrer en Italie, pour le compte de mouvements terroristes arabes, des armes et de la drogue. Celle-ci serait revendue par les soins de la Mafia, qui percevrait sa commission au passage. Les bénéfices de la vente des stupéfiants financeraient les campagnes terroristes. Les écoutes ont révélées que les dirigeants d'*Eurogross* sont en relations avec des cadres de *Val-*

*sella*. Les mêmes filières étant utilisées par les uns et par les autres.

Le hasard faisant bien les choses, un Italo-suisse, administrateur de sociétés, Aldo Anghessa, mi-trafiquant, mi-indic, qui attendait le « *Boustang I* » à Bari, s'enfuit en « oubliant » dans sa chambre d'hôtel une pleine valise de documents — contrats, photocopies de virements bancaires incriminant largement les dirigeants de *Valsella*. Aldo Anghessa ayant la mauvaise réputation de travailler à la fois pour les services secrets suisses et italiens, et, sans doute, pour les américains, on peut évidemment s'interroger sur le rôle exact du destin dans cette histoire. Toujours est-il que dès le 14 septembre 1987, le juge Lama prenait ses distances en accordant la liberté provisoire au comte Borletti et à son fils. Y a-t-il eu pressions ? Nous ne savons. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que l'on n'a plus jamais entendu parler de cette affaire.

Mais ne nous emballons pas et revenons à nos banquiers suisses.

Le 10 septembre 1989, le quotidien italien *La Repubblica* publiait un article intitulé « Trafic de drogue et recyclage, c'est la Swiss connection ». L'auteur, Carlo Chianura, fait état d'un nouveau rapport publié par la Police financière, service qui comprend entre autres les douaniers et la police des frontières. Ce rapport affirme que de nombreuses banques suisses sont soupçonnées de blanchir l'argent des trafiquants colombiens de cocaïne.

La liste des instituts de crédits considérés comme suspects par la Police financière est la suivante, par ville :

- Zurich : *Suiss Bank, Union des Banques suisses, Société de banque suisse, Crédit Suisse, Bank Len, Banque populaire suisse, Banque de commerce et de placements, American Express Bank, Banque Louis Dreyfus en Suisse, Schweiz Volksbank, Schweiz Bankgesellschaft, Schweiz Kreditanstalt, Banca svizzera italiana.*
- Genève : *Trade Development Bank, Allgemeine Bank Nederland.*
- Lugano : *Allgemeine Bank Nederland, Banca svizzera italiana, Union des Banques suisses.*
- Chiasso : *Allgemeine Bank Nederland, Société de banque suisse.*
- Lausanne : *Union des Banques suisses, Crédit Suisse.*

La liste est impressionnante. Impressionnant également les chemins parcourus par les blanchisseurs d'argent sale. Pour preuve, cette remarquable étude du journaliste Jean-Marie Størkel, parue dans le mensuel *Vrai*, numéro 1 de mars 1988. Nous la lui empruntons et compléteront au fur et à mesure.

Bâle, le 19 mai 1983 : le procureur Jörg Schild, chef de l'office anti-drogue de la ville, lance l'opération « *Korn* » (graine, en allemand). Avec ses policiers, il arrête ce jeudi soir, dans le quartier Matthaus, principalement à l'Anatole Club, onze Turcs, dont un financier du trafic de drogue, Erol Oezerol, et un Libanais domicilié à Bienne, Hovik Simonian. Il saisit sur eux un million de francs suisse. L'opération « *Korn* » est coordonnée avec les polices ouest-allemandes et italiennes. Le même jour, les enquêteurs italiens découvrent à Milan 35,5 kilos d'héroïne dans un camion arrivant de Turquie.

Trois jours plus tard, les policiers de Jörg Schild suivent un Turc qui descend du train d'Amsterdam et s'apprête à monter dans une voiture immatriculée aux Pays-Bas, stationnée près de la gare de Bâle. Dans le véhicule, dont le Turc possède les papiers et

les clés, il y a un kilo d'héroïne. Le 1<sup>er</sup> juin suivant, les mêmes détectives bâlois arrêtent à Wadenswil, près de Zurich, un Turc de vingt-trois ans, Nad Ustegelen, qui a acheté un camion deux ans auparavant pour se mettre à son compte. Il travaillait avant dans une société de transport de Weifelden qui était apparue en 1980-1981 dans une vaste enquête menée à travers plusieurs cantons de la Confédération sur une contrebande de stupéfiants à l'aide de poids-lourds en provenance du Proche-Orient». L'un des principaux suspects du dossier, Otto Steffen, apparaissait également dans l'instruction sur le trafic international de cigarettes du juge Germain Sengelin à Mulhouse.

Les commandes reçues par Otto Steffen arrivent de Georg Kastl c/o Weitnam A G représenté par *Basilo A G* Bâle. Georg Kastl ne serait en Suisse que la partie visible de l'iceberg, écrivait, le 17 juin 1980, Monika Berher, qui centralisait les écoutes téléphoniques à la police de Zoug. Mais Steffen ayant pris la fuite au Togo, ce dossier fut rangé dans les tiroirs.

Celui d'Ustegelen, en revanche, allait prospérer. Jarg Schild a des biscuits les rapports des écoutes téléphoniques et des surveillances mises en place au début du printemps, la découverte, sur Oezerol lors de son arrestation le 19 mai, du numéro de téléphone d'Ustegelen et de celui de son correspondant en Turquie, Muhsin Karahan, et la mise en cause, sur procès-verbal, d'Ustegelen par Oezerol.

Avant de se rétracter à la suite de menaces reçues en prison, Nuri Ustegelen reconnaît de façon circonstanciée qu'il a transporté de Turquie à Milan 90 kilos d'héroïne en quatre voyages, entre juillet 1982 et février 1983. Son ami Muhsin Karahan, qui l'escortait lors de ces voyages avec sa Mercedes 450 SE ou son propre camion également chargés de drogue, et impliqué aussi dans la saisie des 35,5 kilos d'héroïne à Milan, sera arrêté en mai 1984 à Istanbul. « C'est vrai. J'ai moi-même livré au total 210 kilos d'héroïne en Italie, pour pas loin de deux cents millions de francs suisses », avouera-t-il aux enquêteurs qui saisissent encore chez lui des procès-verbaux de l'instruction à Bâle.

Le procès d'Ustegelen, qui a lieu à Bâle début 1984, a surtout le mérite de montrer comment cette organisation turco-italo-américano-helvético-libanaise, qui à l'évidence a bénéficié de complicités pour faire passer la drogue à travers la Bulgarie, lave l'argent de l'héroïne en Suisse, après que la Mafia italienne l'ait apporté dans le Tessin. Au cours des semaines qui ont précédé la rafle de l'Anatole Club, les policiers de Rirg Schild ont pris en filature Oezerol, le financier turc de Bâle. Des photos le montrent par exemple devant une petite société financière de Lugano, la *Danafin* Finanziara, tenant en main un sac dont on saura par l'enquête qu'il contient 468 000 deutschesmarks.

Les sommes déposées à la *Danafin* étaient ensuite transférées à la *Finter Bank* à Chiasso. Parenthèse : la *Finter Bank*, liée à l'*Ambrosiano* de Calvi, de la loge maçonnique P2 et de la banque du Vatican, servait aussi aux transactions financières de Jean-Dominique Fratoni, le Napoléon des jeux sur la Côte d'Azur. Quand Frank Garbely, journaliste d'investigation à Genève, l'interroge sur ce mécanisme, Chris Schmid, le responsable de la *Danafin* ne nie pas :

Oui, j'ai viré cet argent sur la *Finter Bank*. Pour cette action j'avais été contacté par le directeur de la *Finter*. Mais je ne savais pas que c'était de l'argent de la drogue. Je croyais qu'il s'agissait du trafic de devises habituel, et celui-ci n'est pas punissable chez nous, vous le savez bien... .

La *Finter Bank* de Chiasso, où curieuse coïncidence, Vittorio Tamani, l'un des organisateurs italiens de la filière a aussi un compte, revirait-elle l'argent à la *Migros*

*Bank*<sup>(1)</sup>, agence de la Claraplatz à Bâle, sur le compte d'Erol Oezerol. D'autres sommes partaient sur des banques à Zurich. Sur l'ordre d'un autre Turc également arrêté à Bâle, Yasar Gueul, Oezerol faisait virer ensuite des grosses sommes de la *Migros Bank* à Bienne, sur des comptes du Libanais Hovik Simonian. Un seul de ces virements porte sur un montant de 350 000 francs suisses.

Simonian, sans doute le plus intéressant des douze personnages arrêtés à l'Anatole Club, est un caïd. Il possède alors à Bienne quatre sociétés, notamment la *Abiana*. Dans la capitale horlogère suisse, il a repris en partie l'activité d'exportateur de montres suisses que menait avec succès Bechir Celenk, le « buyuk baba » le parrain, de la Mafia turque considérée comme le financier de l'attentat contre le pape, place Saint-Pierre à Rome, le 13 mai 1981.

« Simonian est un personnage très important dans le trafic de drogue. Nous avons établi qu'il recevait sur ses comptes des millions de francs, parfois de gens qu'il ne connaît même pas. L'argent de l'héroïne passait dans les montres de ses sociétés », déclare un policier au procès d'Ustegelen. Cela ne gêne pas les autorités bernoises : avec le chômage et l'industrie horlogère qui périclité, c'est une aubaine. Et les montres de Simonian, comme au temps de Celenk, partent en contrebande en Turquie et dans le Proche-Orient : la boucle est bouclée. Mais Jörg Schild est furieux et parle de scandale : sous prétexte que Simonian est domicilié à Bienne où il faisait déjà l'objet d'une enquête, il a dû le remettre à la justice du canton de Berne (dont dépend Bienne)... qui le remit rapidement en liberté. Et le gouvernement de la Confédération, estimant que ce lavage d'argent sale « n'est que des délits fiscaux », a interdit au procureur bâlois de communiquer à son homologue milanais les documents sur le blanchissage de l'argent à travers les banques helvètes.

L'affaire Hovik Simonian débute dès 1982 : des trafiquants sont arrêtés en Italie, à la suite de la saisie de 35 kilos d'héroïne à bord d'un poids-lourd venu de Turquie. Ils finissent par désigner un Libanais établi à Bienne, comme le blanchisseur de leur réseau : Hovik Simonian, venu de Beyrouth pour s'installer dans le Jura bernois en 1977

---

1 — En décembre 1987, le démantèlement d'un réseau brésilien montre avec quelle facilité la machine à laver peut fonctionner dès lors qu'elle est régulièrement alimentée... Chaque semaine, la drogue arrivait en Suisse dans les valises de touristes sud-américains. De là, elle partait pour Milan d'où elle était détaillée et distribuée en Italie du Nord, en France et en Allemagne. Le produit de la vente, en liras, en francs et en deutschen marks, repassait la frontière suisse, toujours dans des valises, en direction du bureau de change de la *Banque Migros*, à Genève. Deux fois par semaine, quelques 2 millions de francs étaient ainsi convertis puis virés par la *Banque Migros* au compte numéro 132.77201 — nom de code « Austral » de la *Banesto Corporation Banking* à New York, appartenant à la société brésilienne *Walter Exprinter*. Retour à l'envoyeur. La banque suisse ne pouvait pas ne pas être au courant, ce qui prouve que le blanchiment des narco-dollars repose bien sur le secret bancaire helvétique.

C'est là que s'arrête l'enquête : derrière la *Walter Exprinter* se cacheraient — d'après des informations détenues par la justice italienne et la D.E.A. — des généraux de l'armée brésilienne. La justice brésilienne, prudente, refuse donc de collaborer à l'enquête. Quant à la banque suisse, interrogée, elle déclare que « rien ne peut leur être reproché ». (*Tribune de Genève* du 18 août 1989.) Toujours est-il que le résident suisse du réseau brésilien, Michel Frank, fils de riches industriels helvético-brésiliens, a été retrouvé, le 24 septembre 1989, criblé de balles dans le garage souterrain de sa maison. Les parrains du Brésil ne lui ont probablement pas pardonné le démantèlement du réseau européen...



où il se livre donc, officiellement, à un commerce de montres avec le Proche-Orient.

Pour administrer la société anonyme *Abiana* qu'il a fondée en 1979, il a trouvé un expert fiduciaire de la ville, Walter Bieri, dont le fils Adrian entame une carrière de... magistrat ! Sur mandat du parquet de Milan et du procureur de Bâle, Simonian est arrêté le 19 mai 1983 par les autorités du canton qui se saisissent du dossier.

Sa comptabilité, jugée « très bien tenue », montre qu'en trois ans il a réalisé des transactions s'élevant à une cinquantaine de millions de francs suisses avec des sociétés montées à Zurich par des hommes d'affaires levantins — notamment la *Shakarco* — spécialisées dans l'exportation d'or.

L'enquête a beau établir que 350 000 francs suisses provenant du trafic de drogue démantelé à Milan ont transité par les comptes d'*Abiana*, Simonian est libéré au bout de deux mois. Mieux : il sera acquitté en novembre 1988 avec un dédommagement de 60 000 francs suisses, tandis qu'Adrian Bieri, le fils de son administrateur, juge d'instruction à Bienne depuis 1987, sera promu en avril 1988 à la section 4 du ministère public fédéral, poste clé dans la lutte antidrogue, par le ministre de la Justice, Elisabeth Kopp !

On comprend encore mieux la fureur de Jörg Schild.

L'acte d'accusation du juge italien Carlo Palermo sur le vaste trafic d'armes et de drogue découvert à Trente (4 000 kilos d'héroïne et de morphine base contre toutes sortes de matériels de guerre : des chars, des hélicoptères de combat, des navires, des missiles, des fusils d'assaut...) relève aussi :

Les enquêtes des polices suisses indiquent l'existence d'un cercle occulte du trafic de drogue qui a son centre à Bienne dans les sociétés *Ovaras* et *Abiana*. » Le directeur de *Ovaras* est Mehmet Cakir, le cousin de Celenk, et celui d'*Abiana* son ami Hovik Simonian.

« Si, à l'époque, on avait saisi la signification de la contrebande des cigarettes, les organisations du trafic de drogue ne disposeraient pas aujourd'hui de liaisons aussi éprouvées et aussi efficaces », dit l'ex-procureur tessinois Paolo Bernasconi, rendu célèbre par son enquête sur la « Pizza connection ». Cette nébuleuse de trafiquants de drogue entre le Proche-Orient, l'Italie, les Etats-Unis et l'Europe du Nord a été baptisée ainsi parce que les organisateurs se servaient en Amérique de pizzerias pour répartir l'héroïne et laver l'argent avant de l'envoyer dans des sociétés fiduciaires tessinoises comme la *Varidel*. « La Mafia et d'autres organisations du crime sont obligées de blanchir leur argent illicite. Pour cela il leur faut des spécialistes. Ces blanchisseurs d'argent n'appartiennent pas aux réseaux internes des organisations. L'argent illégal est le talon d'Achille du crime organisé. C'est de cette façon qu'on peut briser le maillon et, avec un peu de chance, démasquer les têtes des organisations. La plupart du temps, seuls sont découverts des transports de fonds en liquide. En réalité ce n'est qu'un tout petit pourcentage des gains frauduleux qui est amené en liquide aux guichets des banques. Les trafiquants de la « Pizza connection » ont réalisé un trafic d'héroïne d'une valeur marchande d'au moins 1 650 millions de dollars, mais seulement quelques centaines de millions de dollars ont pu être saisis. La police et la justice cherchent encore en vain plus d'un milliard de dollars », explique Paolo Bernasconi à Frank Garbely dans un article paru en décembre 1986 dans L'Hebdomadaire suisse alémanique la *Weltwoche*.

Si l'ancien procureur de la République de Lugano insiste sur l'importance des



contrebandiers de cigarettes, ce n'est pas seulement parce que leurs filières sont utilisées dans une large mesure par les trafiquants de drogue et d'armes (quand on a un vecteur, on passe n'importe quoi : le premier à l'avoir appliqué fut Lucky Luciano) mais aussi parce que les gros bonnets de la drogue utilisent les circuits financiers des premiers.

Exemple tiré du dossier d'un des procès de la « Pizza connection » à Florence. Le 11 mars 1983, à 9 h 51, la police italienne enregistre une conversation téléphonique entre Tommaso Spadaro, un des caïds de la drogue en Sicile, et son correspondant suisse, Georg Kastl, celui-là même qui est déjà apparu dans les rapports étouffés de Zug « la partie visible de l'iceberg » et dans le dossier du juge Sengelin à Mulhouse. Le mafioso demande au Suisse le numéro d'un compte bancaire. Le même jour, à 17 h 51, Kastl le rappelle au même numéro 32.29.98 dans une pension de Palerme et lui indique le compte numéro 209 301 au *Crédit Suisse* de Lugano. Ce détail conduit les policiers italiens à un fabricant de chaussures à Florence, Gaetano Giuffrida chez qui ils saisissent 80 kilos d'héroïne cachés dans 160 paires de chaussures prêtes à être expédiées aux Etats-Unis. Cela vaudra à Spadaro et à Giuffrida 30 ans et 29 ans de prison. Kastl est condamné par le même tribunal de Florence à 26 ans de prison, ramenés à 24 ans en appel. Mais comme il habite en Suisse, il est condamné par défaut.

L'enquête des magistrats florentins révèle que l'argent de la drogue est lavé dans des banques de Lugano, de Zurich et de Bâle par l'intermédiaire d'une société panaméenne ou par l'achat d'or. « Avec le bénéfice de l'héroïne, Giuffrida a acquis en Suisse au moins 400 kilos d'or », note le jugement de Florence. Des sommes de plusieurs millions de dollars (notamment neuf chèques d'un montant total de 6,2 millions de dollars sont passés entre le 1<sup>er</sup> octobre 1981 et le 10 janvier 1982 sur le compte de la *San Marco Shipping and Trading* à Panama dont Georg Kastl est le correspondant en Suisse. Quand il est entendu, en mars 1984 à Zurich, par des magistrats et des policiers de New York et de Florence, Kastl reconnaît ses liens avec Spadaro, Giuffrida et la *San Marco Shipping*, mais « uniquement pour le commerce de cigarettes ». Il précise qu'il est dans ce négoce depuis 1966 et que la société dont il était gérant à Bâle, la *Basilo AG*, était de fait un satellite du puissant groupe *Weitnauer Trading Compagny* (W.T.C.), qui a son siège à Bâle et de nombreuses filiales dans le monde entier. « Je tiens à dire que Spadaro était client de la W.T.C. depuis 1958, bien avant mon arrivée dans la société dit Kastl sur procès-verbal.

La Suisse n'extrade pas ses ressortissants. Georg Kastl est donc libre et on peut le rencontrer chez lui, dans sa ferme équipée de télex, dans les montagnes d'Argovie. Ses avocats parlent d'un « jugement inique » à propos de sa condamnation à Florence.

Kastl : « Ma vie est impossible, je ne peux pas quitter la Suisse. Mais je ne suis pas un trafiquant de drogue : j'ai des enfants. C'est vrai, je connais Spadaro et Giuffrida. Ce sont seulement pour moi des clients pour les cigarettes. J'ai été condamné sur des écoutes téléphoniques où je parlais avec eux de rouges, de jaunes et de blanches. En code de contrebandier, cela veut dire Marlboro, HB et Muratti. Les enquêteurs estiment que blanche veut dire héroïne. Ils se trompent : l'argent que j'ai placé en Suisse pour les Italiens n'est pas celui de la drogue mais des cigarettes. Et en Suisse la contrebande de cigarettes n'est pas un délit tant que la marchandise n'est pas vendue dans notre pays. »

Le 21 octobre 1980, après une course poursuite sur l'autoroute depuis Mulhouse,

avec les douaniers qui ont ouvert le feu plusieurs fois, un camion de 38 tonnes immatriculé dans les Pyrénées-Atlantiques pulvérise un portail pour entrer dans la zone suisse de l'aéroport de Bâle-Mulhouse. Officiellement, il transporte de la litière pour chat, mais aussi cent millions de pesetas (5,7 millions de francs). Arrivé à Bâle, le chauffeur, Martin Goyenetsche, un contrebandier basque, téléphone depuis une cabine et revient à son camion pour enlever tranquillement les débris de verre dans la cabine et sur le pare-brise, en attendant l'avocat, M<sup>e</sup> Urs Flachsmann, un ancien procureur, avocat à Bâle de plusieurs contrebandiers.

Lors de mes premières rencontres avec lui, Georg Kastl m'a expliqué en 1983 que les cent millions de pesetas étaient destinés à la *Basilo AG*. C'est à elle que Goyenetsche avait téléphoné. Georg Kastl : « On était embarrassé. Patrick Laurent qui travaillait avec nous à la *Basilo* m'a demandé d'aller m'occuper de l'affaire avec la douane suisse. Ça lui était difficile puisqu'il est français. Aussi c'est moi qui ai appelé M<sup>e</sup> Flachsmann. J'ai été emmerdé pendant trois semaines, les autorités suisses voulaient me faire admettre que l'argent n'était pas destiné à payer des cigarettes mais des armes. Je vous assure pourtant que c'était le paiement de cigarettes envoyées en Espagne depuis Anvers par l'intermédiaire de Laurent. Pourtant, Laurent et ce cher Adolphe Westman n'ont jamais été inquiétés... »

Patrick Laurent, âgé aujourd'hui de 40 ans et toujours installé à Bâle, est dans le « négoce » des cigarettes et des parfums depuis vingt ans. En 1976, alors qu'il habitait au Brésil, les douanes brésiliennes avaient saisi un bateau « Le Tempesta » parti d'Anvers via Brest avec une importante cargaison de whisky et de cigarettes de contrebande. L'enquête identifia parmi les organisateurs Patrick Laurent et un certain Barbey ou Barbé. Ce dernier fut emprisonné au Brésil. Laurent eut plus de chance. Il partit s'installer en Suisse, d'abord à Zurich, puis à Bâle, où il entra dans la *Basilo AG*.

Le « cher Adolphe » n'est autre qu'Adolphe Weitnauer, P.-D.G. de la W.T.C. jusqu'à sa mort en août 1983 dans son château d'Hégenheim en Alsace. Les circonstances brutales de son décès sont encore mystérieuses aujourd'hui. La W.T.C. a récemment été rachetée par la société *Indelec*, une filiale de la *Société des Banques Suisses*. Ses nouveaux propriétaires ont indiqué qu'ils entendent bien débarrasser la W.T.C. de son image trouble. En cet automne 1980 les cent millions de pesetas ramenés in-extremis en Suisse par Martin Goyenetsche ne restèrent pas longtemps sans fructifier. Placés dans trois cartons de Johnny Walker's et deux malettes apportées par des collaborateurs de la W.T.C., ils furent transportés au siège de la banque S.B.S. de Bâle par Gloor Chiavi, le bras droit de Laurent et Kastl, accompagné de trois douaniers bâlois. « En moyenne, il arrivait à Bâle un camion par semaine qui amenait d'Espagne 1,5 à 2 millions de francs suisses. L'argent était récupéré par les gens de *Basilo*. »

Après l'affaire de Goyenetsche, on a utilisé des Golf Volkswagen qui livraient l'argent espagnol dans le garage, Eldgenossenweg, près du grand stade Sank Jacob à Bâle. Cela finançait aussi des trafics d'armes achetées à l'ancienne firme allemande *Merex*, dirigée par un ex-nazi, où d'autres sociétés suisses, allemandes ou espagnoles, par exemple *Contraves*, une filiale de *Bührlé, Hispano* ou *Koch and Heckler* » explique un ancien responsable de la W.T.C.

Giovanni Falcone, l'un des plus brillants magistrats italiens dans la lutte contre la Mafia a un jugement lucide : « Cela fait longtemps que la Mafia n'est plus un phénomène italien ou américain, elle a des filiales dans le monde entier. » Comme en écho,

Heinrich Boge, le président du Bundeskriminalamt (B.K.A.) à Wiesbaden, dit : « Le crime organisé menace la sécurité intérieure de l'Europe. Des bénéfices énormes provenant du trafic de drogue se déversent dans des affaires tout à fait légales et pourrissent des secteurs entiers de l'économie. »

En 1986, la conférence anti-drogue de l'O.N.U. à Vienne, en Autriche, a établi ce constat : « Si l'on veut venir à bout du trafic des stupéfiants, alors il faut lui ôter sa base financière. Cela ne peut se faire que si l'on viole le secret bancaire. »

Autre affaire où se distinguèrent le procureur bâlois Itirg Schild et le juge mulhousien Germain Sengelin, c'est le démantèlement d'une des filières de la « Pesetas Connection ». Des trafiquants bâlois qui, sous couvert de contrebande de cigarettes, se recyclaient dans la drogue et les armes. L'argent de la contrebande de cigarettes (qui n'est pas considéré comme sale en Suisse) ne pourra plus servir à Bâle de couverture légale à l'argent de la drogue et des armes.

Les enquêteurs ont découvert que, depuis plusieurs années, des cargos affrétés à Bâle acheminaient dans les eaux internationales, près des côtes du nord de l'Espagne, des cargaisons de cigarettes d'origine américaine provenant de Belgique ou d'Albanie. Dans un second temps, les revenus de ce trafic étaient transférés d'Espagne à Bâle, via Genève, par des voitures spécialement aménagées. Les pesetas ainsi convoyées étaient d'abord déposées sur un compte de l'*Union des Banques suisses* (U.B.S.) à Bâle, puis virées et changées en dollars sur un compte d'une filiale de la même banque à Zurich avant d'aboutir sur le compte d'une société domiciliée au Liechtenstein.

Selon la brigade des stupéfiants, plus de 1 million de dollars auraient été transférés chaque semaine, ce qui représenterait entre 100 et 200 millions de dollars (650 millions à 1,3 milliard de francs) blanchis au cours de ces deux dernières années. Etant donné l'ampleur de ces montants, les enquêteurs acquérèrent la certitude que derrière la contrebande de cigarettes, se dissimulait un trafic de cocaïne.

Bilan judiciaire de cette opération : un convoyeur français appréhendé, Joseph Arrieta et un douanier suisse, Gérard Chapuis, chef d'un poste de douanes des environs de Genève, informateur présumé des trafiquants. Il est vrai qu'ils étaient bien renseignés nos blanchisseurs de narco-dollars. Lors d'une perquisition au domicile de Joseph Arrieta, les enquêteurs découvrirent le numéro de téléphone secret du centre d'écoutes téléphoniques installé par la police suisse au P.T.T., à Bâle.

Le procureur bâlois, Jörg Schild, de son côté, n'hésite pas à déclarer : « Comme mon collègue Sengelin avant moi, je n'ai cessé de constater que nos adversaires, les trafiquants, avaient toujours trois pas d'avance sur nous. J'ai donc cessé d'affirmer qu'il n'y a pas de corruption en Suisse, du bas de la pyramide au sommet. En 1984, mes écoutes téléphoniques sont piratées. Qui a fourni ces copies secrètes aux trafiquants ? Il n'y a que trois possibilités : la fuite peut provenir des télécoms (qui réalisent les écoutes), de l'Office fédéral anti-stupéfiants de Berne ou de mon propre office, ici, à Bâle... En novembre 1988, je mène une action aux frontières pour arrêter le passeur des pesetas, Joseph Arrieta. Aussitôt après, un douanier de Genève téléphone à Arrieta au Pays Basque français pour lui dire de « changer de crémerie ». Le passeur annule alors sa venue en Suisse. Du coup, tous les membres du réseau ont modifié le système du blanchiment de l'argent ; ils se sont rendus en Andorre pour leurs transferts de pesetas. Le 12 juin dernier, nous avons retrouvé l'un de nos propres télégrammes dans la cuisine

du passeur Joseph Arrieta, à Urugne, au Pays-Basque français<sup>(1)</sup>.

Quelque temps après l'arrestation de Joseph Arrieta, (12 juin 1989), la police appréhende, le 27 juin 1989, Michaël Hänggi, directeur de la société bâloise *Porespa*, officiellement spécialisée dans le commerce des bijoux. Par la même occasion, une moisson de documents informatiques et comptables sont saisies au siège de *Porespa*, *Palais Holding* et *M.T.C.*, établies à Bâle.

La société *Porespa*, principale bénéficiaire, plaçait les fonds à la *Banque U.B.S.* de Zurich<sup>(2)</sup>, sur le compte de la *Société panaméenne Di Maro*, qui louait les bateaux de cigarettes. De là, l'argent était viré au Liechtenstein, à Vaduz, sur les comptes de la *Pacomex*, liée à l'un des plus grands fabricants de cigarettes du monde. Ensuite, c'est plus flou : l'argent de la drogue est lavé successivement dans les banques de Londres, Monte-Carlo, avant d'aboutir sur le tapis vert d'un des plus grands casinos du Sud-Est<sup>(3)</sup>.

Le chef présumé de ce réseau : un Havrais de 40 ans, résidant en Suisse et ami d'enfance d'un officier supérieur des services spéciaux français, s'intéressant depuis longtemps de très près à cette filière. Aujourd'hui, les investigations tournent autour de cet homme-clé. Un fait important : les deux plus grandes banques suisses se trouvèrent dans l'obligation, fait rarissime, de confier à la police helvétique l'historique des

1 — Interview donné à Yvan Stefanovitch pour *VSD* des 27 juillet–5 août 1989.

2 — *L'Union des Banques suisses* confirma que des fonds provenant de ce trafic de cigarettes avaient bel et bien transité par ses filiales de Bâle et de Zurich mais qu'elle en ignorait l'origine !

3 — Un exemple intéressant : le 31 mai 1986, Tony Torbey, P.-D.G. de la *Société Forges Thermales* (propriétaire du casino de Forges-les-Eaux) était incarcéré. Il est le fils du P.D.G. de la *Lebanse Arab Bank*. S'agissait-il de simples abus de biens sociaux comme l'inculpation le signifiait ? Rien n'est moins sûr. En effet, Torbey était en affaires dans le casino avec Pascal Campana, frère de Roger Campana, arrêté en avril 1984 pour un trafic de dix tonnes de haschisch entre le Liban et Marseille. Lors de son interpellation à la sortie d'une boîte de nuit parisienne, Campana se trouvait — certainement par hasard — en compagnie de Pierre Boutros Daher, un interdit de jeux mais néanmoins arrivé à Forges dans la valise de Torbey. De ce colossal trafic de drogue, dit « Affaire de Versailles » Daher fut soupçonné d'être l'instigateur. Mais il fut laissé en liberté. D'autre part, une fois Torbey tombé, une importante modification du conseil d'administration apparut au casino de Forges. *La Compagnie fermière des eaux*, faisait son apparition, douce appellation camouflant une famille de juifs pieds-noir, les Partouche, en la personne de Isidore Partouche, déjà propriétaire des casinos de Saint-Amand, Le Touquet et Boulogne, secondé par son neveu, Hubert Benhamou. Or ces deux derniers étaient en relations avec Pascal Campana !

Et ce n'est pas tout. Le 27 avril 1989, *Le Monde* annonçait, après l'interpellation dans les Hauts-de-Seine de deux adolescents fumeurs de haschisch, l'inculpation de Pascal Campana, considéré comme l'animateur d'un trafic de drogue et soupçonné d'être membre du « consortium du Cercle Républicain, organisation maçonnique faisant office de cercle de jeux ayant son siège avenue de l'Opéra à Paris. D'après certains renseignements, Pascal Campana aurait investi 2 millions de francs dans le consortium du Cercle. Les Services de renseignements généraux, qui ont dans leurs attributions le contrôle des établissements de jeux, se montrèrent intrigués par la présence de Campana dans les locaux du Cercle, fréquenté n'oublions pas de le mentionner par le Gotha du monde des affaires et de la politique. Ils se demandent donc si Campana ne ferait pas parti de ce qu'on appelle, dans les cercles de jeux, le consortium », c'est-à-dire un groupe de personnes, association de joueurs qui « tiennent la banque », et, surtout, si l'argent provenant des trafics de drogue de Campana n'a pas été « blanchi » de la sorte.



comptes accablants de leurs clients-trafiquants.

Quelle belle revanche pour le petit juge Germain Sengelin, systématiquement désavoué par sa hiérarchie... lui qui avait osé accuser de corruption l'un des hauts responsables de la douane française<sup>(1)</sup>.

Autre affaire extrêmement intéressante de blanchiment d'argent de la drogue, la « Pizza Connection », côté France.

Début décembre 1984, le SRPJ de Marseille apprend que Rodolfo Di Pisa, sicilien quinquagénaire possédant à Marseille la *Biscuiterie de Provence*, devait gagner New York. Le filant, il les conduisit à la cathédrale Saint-Patrick, où l'attendaient deux de ses compatriotes : Giuseppe Scarpulla, venu de Palerme et Frédéric De Vito, américain d'origine sicilienne.

Le 26 décembre, Rodolfo Di Pisa rentre en France sans sa valise. Il pense l'avoir perdue. C'est ce qu'il croit. Mais des douaniers lui avaient subtilisée. Selon le dossier, il y avait 75 000 dollars et des traces d'héroïne. Malgré cela, au printemps 1985, Rodolfo retourne aux Etats-Unis en compagnie d'un Marseillais d'origine arménienne, Michel Kasparian. Il s'agit de préparer une livraison de 14 kilos d'héroïne. Nouvel échec : un des marins-passeurs israéliens se fait arrêter en possession de 6 kilos d'héroïne<sup>(2)</sup>. Il déclara l'avoir reçu lors d'une escale à Fos-sur-Mer des mains de deux hommes, dont Michel Kasparian.

De filatures en filatures, les policiers américains découvrent l'origine des 75 000 dollars de la valise de Rodolfo. Une filiale new-yorkaise de la Barclays Bank aurait ainsi blanchi 1 800 000 dollars en trois ans pour le compte de la « Pizza connection ». Et que dire de la succursale des îles Vierges britanniques de la *Barclay's Bank* qui a aménagé une aire d'atterrissage pour hélicoptère afin que ses clients venant du continent américain ne perdent pas de temps en formalités inutiles lorsqu'ils lui apportent leur argent ?

Si nous avons vu les connections libanaises, suisses et autres, il en est une autre moins connus mais très importante : l'*Iran connection*. Dans le département de Kara-

---

1 — Fin juin 1988, deux inspecteurs de la *Police de l'air et des frontières* (PAF.) sont interpellés alors qu'ils réceptionnaient 7 kilos d'héroïne à Roissy. Il s'agit des deux inspecteurs divisionnaires René Baudin et Georges Bechouche. René Baudin, chef du service de déminage à Roissy n'est pas un inconnu et a vécu ces dernières années de façon agitée. Il avait connu les assiduités des policiers de la brigade financière et du juge Jean-Pierre Michau dans l'affaire du *Carrefour du développement*. Le 19 mai 1986, l'inspecteur s'est chargé de cueillir, en compagnie d'Edmond Raffali, responsable du cercle de jeux parisien *Concorde*, le docteur Pierre Chiarelli. Celui-ci revenait du Brésil où il avait rencontré Yves Chalier, en fuite.

Le 13 décembre 1988, sur décision de la Chambre d'accusation de Paris, ils étaient libérés suite à l'aboutissement d'une bataille juridique consécutive à une erreur de procédure, commise tant par le parquet que par le juge d'instruction de Bobigny, chargé de ce dossier, M<sup>me</sup> Christine Coste-Floret. Les deux policiers étant officiers de police judiciaire, le procureur de la République aurait dû saisir la Chambre criminelle de la Cour de cassation pour que soit désignée une juridiction d'instruction. Pourquoi tant d'erreurs ? René Baudin aurait-il trop de choses à raconter ?

2 — L'enquête a reconstitué les mécanismes d'une filière d'approvisionnement en morphine base et en « *brown sugar* » (héroïne mal raffinée). La marchandise venait de Turquie. Le laboratoire de raffinage marseillais. Le destinataire, les Etats-Unis. Chacun avait son emploi, dont une équipe de passeurs israéliens, comme dans la plupart des transports de drogue dure.



man, des terres appartenant à M. Rafsanjani (l'actuel président de la République iranienne), produisaient au début des années 1980, 150 tonnes d'opium, soit 50 % de la production totale iranienne.

Le 8 janvier 1983, la police arrêta un certain Sadegh Tabatabai, à l'aéroport de Düsseldorf, en provenance de Zurich, en possession d'un kilo et demi d'opium, délit pour lequel tout Iranien dans son pays serait exécuté et tout citoyen allemand serait condamné à une peine de deux à quinze ans de prison. Il était condamné à trois ans de prison mais relâché quelques semaines après. Et pour cause, M. Tabatabai n'est pas n'importe qui. Ancien vice-premier ministre d'Iran, il est le beau-frère de Ahmed Khomeyni, fils de feu l'imam Khomeyni. Dès l'affaire rendue publique, le ministre des Affaires étrangères, sur la base d'un télégramme du gouvernement de Téhéran du 31 janvier 1983, lui reconnaissait le statut diplomatique. Ce télégramme stipulait en particulier que M. Tabatabai était depuis le 18 décembre 1982 ambassadeur spécial chargé de missions secrètes » ! Le gouvernement était d'accord, mais non les magistrats...

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que l'affaire embarrasse beaucoup Bonn qui veut éviter toute tension avec le régime de l'Ayatollah Khomeyni. Alors qu'il était en détention préventive, le Dr Tabatabai profita d'une levée de sa détention (remis en liberté le 14 janvier après le paiement d'une caution de deux cent mille marks, il a été incarcéré trois jours plus tard) pour se rendre à la chancellerie à Bonn où le conseil de sécurité ouest-allemand s'était déjà réuni pour tenter de régler rapidement l'affaire. Le directeur ministériel (ancien ambassadeur ouest-allemand à Téhéran de mai 1977 à février 1981 et ami de Tabatabai) Gerhard Ritzel, qui contrôle alors à la chancellerie les services de renseignements ouest-allemands, avait été chargé de trouver une solution.

M. Tabatabai a beaucoup d'amis en R.F.A., entre autres, l'ex-ministre à la chancellerie du temps d'Helmut Schmidt, Hans-Jurgen Wischnewski et Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères. Membre du comité directeur de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (D.G.A.P.) — homologue allemand du C.F.R.<sup>(1)</sup> — Wischnewski était président de l'*Association allemande de coopération et de développement* (aide au Tiers monde) et chargé officiellement des contacts entre l'Allemagne de l'Ouest et celle de l'Est. Il était par ailleurs le représentant personnel du chancelier Helmut Schmidt aux conférences du groupe de *Bilderberg*. Mais ce n'est pas tout... Il mit son influence, à une autre époque, au service du F.L.N. Mieux vaut, peut-être, ne pas chercher à élucider jusqu'où allait cette coopération qui effrayait jusqu'à ses amis du S.P.D. On se rappelle que l'argent du F.L.N. transitait par l'Allemagne, et que maintes opérations illégales partirent du territoire allemand. Wischnewski garda dans son appartement de Cologne le trésor de guerre du F.L.N. : il était à la fois l'ami personnel et l'un des lieutenants de Ben Bella... Un spécialiste des coups tordus, en somme.

Quant à Genscher, les *Stuttgarter Nachrichten* écrivait que le ministre « tente de laver de tout soupçon l'homme de confiance de l'Ayatollah, pour un délit pour lequel chaque Allemand se retrouverait derrière les barreaux » et la *Frankfurter Rundschau* croit savoir que le ministre voudrait obtenir l'expulsion de M. Tabatabai pour éviter le scandale. Les raisons de cette clémence ministérielle ? M. Tabatabai aurait joué un rôle dans la libération des 52 otages américains en janvier 1981. Politique et drogue font décidément bon ménage...

1 — Lire : *La Trilatérale et les secrets du mondialisme*.

M. Tabatabai est l'un des agents traitant des groupes pro-iraniens (chiites libanais, intégristes tunisiens, algériens et marocains) qui opèrent en Europe. L'argent de la drogue permet de les financer sans impliquer directement les institutions financières de Téhéran. Cette utilisation de l'argent de la drogue a bénéficié même, en 1983, d'une *Fetwa* (déclaration d'obligation juridique) de l'imam Khomeyni en personne, dans laquelle il demandait que l'on combatte « le grand Satan (Etats-Unis) et ses alliés par tous les moyens et particulièrement en ayant recours aux stupéfiants ».

Suivant d'autres sources, Tabatabai était déjà connu comme trafiquant d'armes opérant sur le marché bulgare. « Il fournissait en effet des armes à l'Iran, armes qui avaient été confisquées au Liban par Israël et qui appartenaient aux Syriens et à l'O.L.P. », faisait remarquer Pierre Sirgue, avocat à la cour. Tabatabai avait rencontré, d'autre part, deux personnes à Genève : un certain M. Kunz, représentant personnel du banquier Calvi, président de la *Banco Ambrosiano*, « qui sera retrouvé pendu sous un pont londonien », et Stéphane Delle Chiaie, un terroriste en cheville avec la loge maçonnique italienne P2...

De tout temps, l'Iran a été un gros producteur d'opium. En 1955, il comptait 2 millions d'intoxiqués qui absorbaient un minimum de 2 tonnes d'opium par jour. À l'époque du Shah, la loi prévoyait des peines très sévères pour les trafiquants : toutes personnes trouvées en possession de plus de 2 kilos d'opium ou de 10 grammes d'héroïne étaient passibles de la peine de mort. « Même si des opposants politiques au régime du Shah sont assimilés à des trafiquants pour les besoins de la cause, on ne peut douter de la détermination des autorités iraniennes de mettre un terme aux importations illégales d'opium », écrivaient Catherine Lamour et Michel R. Lamberti, auteurs de « *Les grandes manœuvres de l'opium* », paru en 1972. Mais comme partout où la politique est synonyme de profits, il y a les cas d'exception.

Un scandale assez retentissant éclata en Suisse, en mars 1972, lorsque le prince iranien Dawalouh, accusé d'avoir introduit de l'opium sur le territoire helvétique, invoqua l'immunité diplomatique pour se soustraire à une enquête. C'est en compagnie du Shah lui-même que le prince Dawalouh reprit l'avion pour Téhéran, et c'est en qualité de membre de la suite de Sa Majesté impériale qu'il put jouir d'un privilège réservé en principe au diplomate de carrière. Les commentaires de la presse européenne sur cette affaire avaient violemment irrité le Shah, très sensible à l'image officielle de l'Iran à l'étranger. Le souverain iranien n'était pas, bien entendu, personnellement impliqué dans le trafic. Mais il semble qu'il ait été amené à tolérer des « écarts » de certains membres de son entourage dont la fidélité était nécessaire à l'équilibre des forces soutenant le régime.

Les régimes changent mais les prébendes restent les mêmes partout... Dawalouh hier sous le Shah, Tabatabai aujourd'hui sous Khomeyni !

Et derrière tout cela se profile inmanquablement l'ombre du terrorisme. Au moment où l'on jugeait Abdallah, les policiers suisses et italiens démantelaient, début 1987, un réseau de trafic de drogue. L'argent aurait permis d'organiser des attentats en Europe et les terroristes auraient récolté plus d'un milliard de francs avec cette livraison d'héroïne de cent kilos, provenant de l'« *Iran connection* ». Les liens entre les groupes terroristes et ce réseau ont été établis par les policiers italiens qui ont arrêtés au moins sept suspects entretenant des relations avec cet « *Iran connection* ». En particulier Al Assal Abdul, un officier fedayin et son amie Tatiana Ileva Velitchkova, ressortissante

roumaine. Ces deux trafiquants ont été surpris alors qu'accompagnés d'un Egyptien, ils chargeaient treize kilos d'héroïne dans une voiture blindée. Les gendarmes italiens interceptèrent également un prêtre copte, Sava Latoulyevic, de nationalité américaine, qui servait d'intermédiaire entre ce groupe et les États-Unis.

Deux des gros bonnets du trafic, un Italien, Nicola Giuletti, propriétaire d'une société d'import-export à Milan, et Mirza Ramazan, un Turc qui avait acheté la drogue en Iran, ont été arrêtés en Suisse à proximité de l'endroit où le semi-remorque bourré de drogue avait été arraisonné.

Le 26 mai 1987, c'était 11 572 kilos de drogue, essentiellement de l'héroïne qui étaient retrouvés par la police dans la cache d'explosif découverte dans la forêt de Fontainebleau, à la suite du démantèlement de deux réseaux terroristes pro-iraniens. Pour les enquêteurs, il ne fait guère de doute que cette drogue, un mélange de morphine et d'héroïne, devait servir au financement des terroristes pendant leur séjour à Paris. En effet, avec la drogue, ils faisaient la découverte de 8 790 kilos de C4, un explosif très puissant.

Toujours dans le cadre de l'affaire iranienne, nous allons de surprise en surprise. Un nom, inconnu des profanes mais qui donne bien des soucis aux services de renseignements occidentaux — section terrorisme —, Moundher al-Kassar, dit « le prince de Marbella », ville du sud de l'Espagne où il séjourne souvent, dans un palais d'une valeur estimée à plusieurs milliards de centimes. Son activité : l'import-export, avec des bureaux dans plusieurs pays du monde. Il pèse, dit-on, au moins un milliard de dollars.

Il a été identifié par les services de plusieurs pays comme étant un rouage important des structures de soutien logistique et financier à des groupes de terroristes originaires du Proche-Orient. Il dirige, en outre, un énorme trafic de drogue en Europe occidentale, et gagne beaucoup d'argent en servant d'intermédiaire lors d'énormes transactions portant sur des ventes d'armes illégales. Un journal britannique le baptisa « le banquier de l'O.L.P. ». Le quotidien *Libération* affirma qu'il avait joué un rôle dans l'arrangement financier qui aurait accompagné la libération de Philippe Rochot et de Georges Hansen, détenus en otages au Liban par des groupes pro-iraniens. Selon le quotidien britannique *L'Observer*, il aurait trempé dans le scandale de l'*Irangate*, et servi d'intermédiaire lors d'une livraison d'armes d'une valeur de dix millions de dollars aux *Contras* du Nicaragua. Al-Kassar serait enfin, et depuis longtemps, en liaison avec les services secrets polonais et bulgares.

Son quartier général fut longtemps situé à Vienne en Autriche. Mais son association, longue et ancienne, avec la société bulgare, la *Kintex* — couverture des services de Sofia pour le trafic de drogue et d'armes — lui valurent quelques ennuis. D'autant plus que, citoyen syrien, il offrit un jour soixante-dix mille dollars de pots-de-vin à un fonctionnaire de Vienne pour acheter la nationalité autrichienne. Le fonctionnaire était honnête. Al-Kassar dut s'en aller.

Le bureau de Vienne d'al-Kassar, *Alkastronic*, jouait un rôle essentiel dans les activités des frères al-Kassar. Il servait, dit-on, de couverture à une joint venture avec le gouvernement polonais, destinée à faciliter des trafics d'armes, en particulier avec l'Iran. Au cours des années 1984-1985, *Alkastronic* a ainsi vendu pour quarante-cinq millions de dollars d'armes à Téhéran, pour le compte de la Pologne et de la Bulgarie. En 1984, cette société vendit à l'armée de Khomeyni, en guerre avec l'Irak, des grenades et des lanceurs RPG7 bulgares. Pour brouiller les pistes, les cargaisons portaient

la mention « Equipements techniques et pièces détachées pour machines agricoles et sur les certificats de destination finale du matériel, figurait le nom d'un pays d'Afrique, afin de dissimuler ces opérations à l'Irak, avec lequel les al-Kassar sont également en affaires.

Même si, comme on peut le constater, les affaires sont les affaires, Moundher al-Kassar est un ami très proche d'Abou Abbas, le maître d'œuvre du détournement du paquebot italien « Achille Lauro » en octobre 1985. Les frères syriens figurent parmi les principaux fournisseurs d'armes du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (F.P.L.P.-C.G.) et du Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.).

Ghassan al-Kassar, l'aîné de la famille, fut emprisonné en France en 1976 et 1982 pour trafic d'héroïne. Munzir, quant à lui, fut condamné, par contumace, à huit ans de prison. Mais, au même titre que Sadegh Tabatabai, pour l'Allemagne, Rifaat el-Assad, pour la France, Moundher al-Kassar, bénéficie d'une tolérance inexplicable du gouvernement espagnol. Combien de temps encore tolérera-t-on, de la part de gouvernements dits « démocratiques » qu'à des fins encore dites « diplomatiques », des trafiquants de drogue et d'armes notoires se promènent et se livrent en toutes impunités sur les territoires occidentaux, semant la terreur et la mort ?

Autre rebondissement spectaculaire. Dans un télex daté du 14 décembre 1989, l'A.F.P. lançait une information qui ne fut reprise par aucun journaux. Et pour cause. Nous le reproduisons dans son intégralité, sans commentaire.

« Le R.P.R. demandera, au printemps, à l'Assemblée nationale de se prononcer sur la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Luchaire pour laquelle une ordonnance de non-lieu a été rendue par la justice, a annoncé jeudi M. Bernard Pons, Président du groupe R.P.R. à l'Assemblée.

« Le R.P.R. avait déjà déposé, le 28 juin, une proposition de résolution visant à la création d'une telle commission d'enquête dont M. Pierre Mazeaud (R.P.R. Haute-Savoie) avait été désigné rapporteur par la Commission des Lois. Jeudi matin, malgré le vote favorable du R.P.R., de l'U.D.C. et du P.C.F. (l'U.D.F., absent, avait indiqué qu'il était pour, a dit M. Pons), cette proposition a été rejetée en Commission des Lois par 20 voix (P.S.) contre 14.

« Le R.P.R. a donc décidé d'user de son « droit de tirage », procédure qui lui permet une fois par an de faire venir en discussion publique à l'Assemblée une demande de commission d'enquête parlementaire.

« “Cette affaire est extrêmement grave, il n'y aurait jamais dû y avoir d'ordonnance de non-lieu”, a déclaré M. Pons lors d'une conférence de presse. “Si le P.S. s'oppose à cette commission, c'est bien qu'il a quelque chose à cacher, car il y a des hommes chez lui qui savent parfaitement de quoi il s'agit”, a affirmé M. Mazeaud qui, pour son rapport, a mis à jour les circuits de paiement de ces ventes d'armes à l'Iran alors qu'un embargo avait été décidé par la France et huit autres pays de la C.E.E.

« “Il n'est pas possible que la vente de 500 000 à 700 000 obus ait été inconnue du Président de la République, du Premier ministre Laurent Fabius et du gouvernement, a-t-il ajouté. Le Parquet a rendu un non-lieu sur instruction du ministère de la Justice”, a-t-il affirmé.

« M. Mazeaud a de nouveau affirmé qu'il y avait deux circuits de paiement de ces



ventes : un “régulier”, qui permettait à la société Luchaire d’être payée, l’autre concernant «les commissions payées cash par l’Iran en narco-dollars, d’un montant allant jusqu’à six fois le prix de l’unité vendue. »

« Dans ce circuit, passant, comme le premier, par des sociétés civiles immobilières basées à Saint-Domingue, Antigua et Saint-Martin, “apparaissent les mêmes hommes que ceux que l’on retrouve dans l’affaire Orta ou celle du Carrefour du Développement, notamment deux personnalités du P.S. dont M. Henri Emmanuelli, qui a été directeur de la banque Rothschild et connaît admirablement ces problèmes”, a ajouté M. Mazeaud.

« Il a ajouté qu’y figuraient aussi M. Appiano, directeur de la *Consar* et de la S.E.A.R.M., deux sociétés filiales de Luchaire installées en Italie, qui “fait toujours l’objet de poursuites en Italie”, ainsi que des personnalités françaises et étrangères, dont M. Khashoggi. “Cet argent, à travers les banques, revenait en France à son destinataire, il s’agit naturellement du Parti socialiste”, a -t-il déclaré.

« M. Mazeaud a par ailleurs indiqué qu’il ne rendait pas public certains résultats de ses investigations pour sa “sécurité personnelle”. »

Comme nous l’avons, le croyons-nous, amplement démontrés, par les cheminement les plus surprenants, et à partir de capitaux aux origines politiques en principes antagonistes (Arabie Saoudite, Iran, Pakistan, Indonésie), plusieurs institutions bancaires financent les organisations terroristes et intégristes, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cela va de la *Banque Attakwa* (la foi) située aux Bahamas (dans laquelle les intégristes du parti Ennahdha tunisien possèdent un compte), jusqu’à des banques américaines comme la *Chemical Bank* ou la *Citizen Bank of Atlanta*, mises en cause à propos des activités du Cartel de Medellín par la S.E.C. !

Toujours est-il qu’en France, les « super-flics » anti-drogue sont en panne. William Assayag nous explique cela fort bien dans *Paris-Match* du 11 janvier 1990 :

« Ils sont douze. Douze “super-flics” spécialistes de la finance, de l’informatique, de la délinquance en col blanc et du trafic de drogue. Lorsque Pierre Joxe annonce, à l’Assemblée nationale, le 16 novembre 1988, la création d’un Office central chargé de démanteler les filières de l’argent de la drogue, tous se portent volontaires pour tenter cette grande aventure. Ils ne savent pas encore qu’ils vont vivre la plus étonnante... mésaventure de leur carrière.

« En septembre dernier, le ministre de l’Intérieur déclare grand bruit que son projet a pris forme et que les douze “super-flics” commencent à travailler dans des nouveaux locaux. Les trafiquants n’ont qu’à bien se tenir. En réalité, il n’en est rien.

« Depuis quatre mois, en effet, les enquêteurs qui composent l’Office central de répression contre la grande délinquance financière (O.C.R.G.D.F.) se tournent les pouces. Ils sont plus occupés à trouver des locaux où travailler décemment qu’à mettre à jour les comptes occultes des gros bonnets de la came. Quand, le 4 septembre, jour de leur affectation, ils arrivent pour prendre leurs nouvelles fonctions, rien n’est prévu pour les accueillir. On les rassure en leur disant que des nouveaux bureaux seront à leur disposition bientôt, et on les entasse dans une petite pièce du ministère de l’Intérieur, rue Cambacérès, avec, pour tout matériel, un seul téléphone. Le commissaire René Wack, la tête de cette unité d’élite, est même obligé de squatter le bureau d’un de ses collègues parti en vacances.



« Pendant un mois, ils suivent des stages pour parfaire leurs connaissances... et surtout pour patienter : informatique, finance et grand banditisme au Raid et à l'O.C.R.B. (Office Central de Répression du Banditisme). À leur retour, surprise : ils apprennent qu'ils n'obtiendront pas les locaux promis à Nanterre dans l'immeuble d'un complexe tout récent. La raison officielle ? Le promoteur aurait subitement changé d'avis.

« Cette fois, c'en est trop. Coup de colère des policiers qui remonte jusqu'aux oreilles du ministre. Pierre Joxe intervient personnellement et prie le préfet de police de Paris, Pierre Verbrugghe, de caser provisoirement les "nomades" au 122, rue du Château-des-Rentiers (XIII<sup>e</sup>), fief de la brigade financière et des cabinets de délégation judiciaire. Au début de l'année 1989, les trois premiers étages de cet immeuble ont été libérés par la *Société générale de fonderie* et, depuis, sont vides de tout locataire. Pourquoi, dès lors, ne pas en profiter, d'autant que le préfet a renoncé à son projet d'y installer la brigade des mineurs ? Mi-décembre, les "super-flics" envahissent les lieux : bureau design, téléphone pour chaque fonctionnaire, photocopieuse, fax... Au moment même où ils prennent leurs quartiers, on leur annonce que des locaux, définitifs en principe, leur seront attribués à Nanterre, près de la préfecture. Au premier semestre 1990...

« Mais il y a plus grave encore : l'Office censé lutter contre le blanchiment de l'argent de la drogue, en connaître les filières, le repérer au moment de son dépôt sur des comptes bancaires et le contrôler lorsqu'il circule, n'a pas d'existence légale. En clair, son acte de naissance n'a pas encore été publié au "*Journal Officiel*". Le décret interministériel qui doit lui donner vie a été signé par plusieurs ministres concernés, sauf par celui des Finances, ce dernier voyant d'un mauvais œil le monopole d'un service de police sur des affaires financières. Il impose une condition pour apposer son paraphe : les douaniers qui seront quasiment au chômage à l'ouverture des frontières européennes devront intégrer l'Office. Seulement voilà : les douaniers ne sont pas des Officiers de police judiciaire (O.P.J.), et la chancellerie refuse de leur octroyer cette qualité. Autant dire que le dossier est gelé pour plusieurs mois. "Une fois de plus, les effets d'annonce ne sont pas suivis de réalisation concrète, dénonce Christian Naigeon, secrétaire général adjoint du S.N.A.P.C. (Syndicat national des policiers en civil). Le mépris est manifeste à l'égard des douze policiers placés dans une situation précaire et absurde". Pour démêler-au plus vite cet imbroglio, Pierre Joxe a écrit, le 11 décembre dernier, une lettre à Michel Rocard dans laquelle il lui demande de trancher cet épineux dossier.

Mais rassurons bien vite ces douze braves policiers. Ils ne sont pas seuls dans la mélasse. Aux Etats-Unis, suite l'affaire du Cartel de Medellín, fut annoncé à grands renforts de publicité, le « Plan Bush » contre la drogue. Eh bien, l'une des faiblesses du « Plan Bush » est qu'il ne comporte ni moyens nouveaux ni réorganisation et concentration des moyens existants. La répression du trafic de stupéfiants reste confiée à une bonne douzaine de polices différentes qui tirent chacune la couverture à soi. Ce sont les inconvénients du fédéralisme.

Le F.B.I. n'a pas la possibilité légale d'intervenir que dans la mesure où un délit se situe à la fois sur le territoire d'au moins deux Etats. C'est dire qu'il n'a pas à connaître de la consommation courante de drogue, ni même de sa distribution par des dealers plus ou moins petits. Mais c'est lui qui, avec d'autres, principalement la D.E.A., doit

traquer les filières par lesquelles les stupéfiants, dès qu'ils sont sur le territoire des Etats-Unis, répandent le mal dans la population et font les affaires des grands criminels dirigeant des réseaux le plus souvent internationaux.

Or, le F.B.I., très officiellement, faisait savoir, moins d'une semaine après le discours de M. Bush, qu'il estimait à 450 le nombre des filières par lesquelles s'exerce le trafic sur le territoire des Etats-Unis et qu'en fait, il n'a les moyens de surveiller que 40 % de cette immense toile d'araignée...

En attendant, les trafiquants peuvent continuer à vendre et à blanchir leurs narco-dollars en toute tranquillité.

## LES CHANCRES DE LA DÉPÉNALISATION

---

1983 : une expérience... stupéfiante. La municipalité d'Amsterdam ainsi qu'une majorité de la Chambre des députés de La Haye se sont prononcés en faveur de la distribution gratuite d'héroïne aux milliers d'adeptes des « drogues dures » néerlandais. Les chefs de la police d'Amsterdam et de La Haye se prononcèrent en faveur de cette expérimentation, arguant que, pour 70 % environ, la petite criminalité est liée au problème de l'héroïne.

1989 : de plus en plus fort. Le quotidien *Libération* du 16 octobre nous apprenait que le ministère américain des Transports venait de demander aux Pays-Bas d'effectuer, pour son compte, une expérience concernant l'influence du cannabis sur les réflexes des automobilistes. Les volontaires, rémunérés, devront tous avoir le permis de conduire et être des fumeurs réguliers de cannabis. À quatre reprises, ils devront fumer des doses plus ou moins corsées de marijuana avant de se glisser voluptueusement derrière le volant. Il s'agit de savoir quelle quantité de drogue influe sur la conduite. Pour la justice, il est important de savoir à quoi on doit s'attendre à partir d'une certaine dose. Ainsi pourra-t-on, par exemple, instituer un seuil maximum autorisé, l'image de l'alcool. Et *Libération* d'en conclure, non sans humour : « Sans doute lira-t-on bientôt le long des autoroutes néerlandaises : "Un joint ça va, deux joints..." »

À Amsterdam, ce véritable fléau qu'est l'héroïne a transformé un quartier près de la gare centrale en une zone où les Amsterdamois ne s'aventurent plus guère. La police est totalement débordée par le problème. On en a eu la preuve quand, pendant l'été 1983, des pancartes firent leur apparition à plusieurs endroits du centre ville, informant les passants, en néerlandais, anglais, allemand et français, qu'ils entraient dans une zone où les forces de l'ordre n'étaient pas en mesure de garantir leur sécurité en raison de la présence de drogués prêts à tout pour se procurer l'argent nécessaire à l'achat de leur dose quotidienne.

La municipalité d'Amsterdam, dominée par les socialistes, a cependant donné l'assurance que l'héroïne ne sera délivrée gratuitement qu'aux quelques mille deux

cents drogués dont les noms figurent dans un dossier. Mais il s'agit de la énième tentative. Ces derniers temps, le service de santé distribuait déjà gratuitement aux plus accros du méthadone, drogue censée contribuer à la désintoxication des héroïnomanes. Les résultats furent médiocres et ce principe du désespoir contrôlé et convivial a des effets pervers : des centaines de « touristes » franchissent quotidiennement la frontière allemande pour se shooter au plat pays. Voyage sans retour la plupart du temps. « Ces gens-là sont insupportables, se plaint Paul Scholten, maire de la petite ville d'Arnhem, proche de la R.F.A. Ils se piquent devant tout le monde, en pleine rue, et laissent traîner leurs seringues sans même les mettre à la poubelle !... »

À l'*Easy Time Coffee Shop* d'Amsterdam, les choses se font sans difficultés. « C'est pour boire ou pour fumer ? demande le serveur rasta. Je vous passe la carte. » Au menu, colonne de gauche : shit afghan noir, libanais rouge, marocain, turc et népalais ; colonne de droite : herbe thaïe, jamaïcaine et, la meilleure, sinsémilla. La marchandise est offerte sur un plateau dans un petit sachet en plastique. On paie comptant et l'on fume heureux.

Il existe quelque trois cents de ces coffee-shops à Amsterdam et plusieurs dizaines dans les autres villes des Pays-Bas. Ces cafés n'ont le droit de vendre que les drogues officiellement identifiées par le gouvernement néerlandais comme « douce » — le hasch et l'herbe — dont le prix et la qualité font l'objet de fréquents contrôles. Le plus fameux de ces coffee-shops est la chaîne de bars « Bulldog », une entreprise dont le chiffre d'affaires est évalué « à des millions de florins » selon la police. Le holding possède des filiales un peu partout et emploie plus d'une centaine de personnes..

Bulldog », c'est Henk de Vries, le patron fondateur d'un commerce de drogue unique puisqu'on y « deale » de façon quasi industrielle en toute tranquillité. Sa fameuse chaîne de bars « Bulldog » abrite un supermarché pionnier du cannabis avec pignon sur canal dans les quartiers chauds d'Amsterdam. Elle vaut à Henk de Vries de détenir une des plus grosses fortunes des Pays-Bas.

En 1981, il a, pour la première fois, quelques ennuis avec la police et le fisc qui commencent à s'intéresser à son dossier. Résultat : quatre jours de détention provisoire, 6 millions de francs d'amende. Mais ce furent, jusqu'à présent et en quinze ans, les seules véritables embûches à son commerce. Peu d'ennuis, somme toute, pour un « chef d'entreprise » dont le chiffre d'affaires est évalué à quelques centaines de millions de francs. Une bagatelle pour un « propriétaire de bar » comme il se qualifie lui-même, dont l'approvisionnement constant en cannabis de toutes origines laisse supposer derrière lui une organisation énorme et les meilleurs rapports avec les plus grands trafiquants néerlandais.

Est-il intouchable ? Henk de Vries a su se bâtir une forteresse juridique imprenable. Deux des meilleurs avocats néerlandais sont chargés de protéger ses intérêts. Chacun de ses bars est constitué en société indépendante, avec un nom de propriétaire différent et une hiérarchie alambiquée. Dans une interview exclusive au journal *Le Point* du 6 février 1989, il racontait : « Je ne me mouille plus. Je ne vends ni n'achète moi-même le haschisch. Depuis 1981, un système juridique me permet de faire faire le dirty business par d'autres. » Son système : le tablerent, la location de « tables pour une somme fixe hebdomadaire à des trafiquants qui font le boulot à sa place, avec réajustement tous les trois à quatre mois selon l'importance des ventes. Qui ? « Des amis de longue date, en qui j'ai toute confiance répond-il.

Un accord a été passé en 1981 avec l'administration du fisc. Depuis, je paie régulièrement mes impôts sur le revenu et la T.V.A., même sur les activités considérées officiellement comme illégales. C'est le prix de la tranquillité des six dernières années», affirme de Vries.

Il voyage beaucoup, notamment au Canada, où il investit une partie de sa fortune dans la construction immobilière et l'importation de voitures de luxe.

Toujours est-il que lorsque, au matin du 1<sup>er</sup> janvier 1993, s'abattrent les frontières, comment sera-t-il possible de concilier le libre usage du cannabis institué aux Pays-Bas et l'interdiction qui en est faite dans les autres pays membres de la Communauté ? Car de deux choses l'une : ou les douaniers se retirent sur tous les fronts, et le fleuve «H déferlera avec ses dérivés sur l'Europe, bousculant les principes et les législations de onze nations qui ne sont pas prêtes à la libéralisation (sauf peut-être l'Espagne) ; ou les Pays-Bas reviennent en arrière, afin de s'aligner sur le plus grand nombre.

Il n'en reste pas moins que les Pays-Bas font école, et l'Espagne est aujourd'hui devenu, de l'aveu général, l'une des plaques tournantes du trafic de drogue européen.

«Plusieurs facteurs ont joué, explique Miguel Solans, délégué au programme anti-droque. Au niveau de la consommation, l'Espagne est apparue aux yeux des trafiquants comme un marché prometteur, susceptible de se développer rapidement, après la chute de la dictature et l'établissement de la démocratie et d'un régime plus permissif. (On ne lui fait pas dire ! N.D.A.). D'autre part, quant au trafic, notre pays constitue un lieu de passage privilégié entre l'Afrique du Nord, grande productrice de cannabis, et l'Europe, grande consommatrice. En outre, les trafiquants de cocaïne, installés en Amérique du Sud, pour des raisons de proximité linguistique et culturelle, ont choisi notre pays, comme centre de redistribution vers l'Europe.»

La situation est tellement grave que le juge palermitain Guisto Sciacchitano affirmait, dès 1984 que : « La Mafia siciliano-américaine a pratiquement pignon sur rue en Espagne où elle possède des chaînes hôtelières et des complexes immobiliers servant au recyclage de l'argent sale. »

L'accroissement des prix de stupéfiants «durs» montre combien la plate-forme espagnole est appréciée par les trafiquants. En mars 1988, 325 kilos de coke sont saisis ; le mois suivant c'est 562 kilos et en mai c'est une tonne de «coke», contre cent kilos d'héroïne en 1983, 67 en 1982 et., 8 en 1978 ! Dans tous les cas, la «blanche» provenait de Colombie. Or, il faut souligner qu'en 1982 Pablo Escobar Gaviria, l'un des patrons du Cartel de Medellín, est élu député suppléant pour le parti libéral à l'Assemblée nationale colombienne. À ce titre, il voyage beaucoup et on le retrouve, en 1982, à l'hôtel Palace de Madrid, fêtant le succès du P.S.O.E., en compagnie d'autres politiciens sud-américains.

Cette grave situation peut être imputée sans l'ombre d'un doute au gouvernement socialiste de Felipe Gonzales qui réforma, en 1983, le code pénal, confirmant la dépénalisation de la consommation de drogue. Et cela va très loin puisqu'en août 1989, ce sont des syndicats de la police espagnole qui réclamèrent le droit pour les forces de l'ordre de consommer de la drogue. Et qui plus est, cette revendication fut déposée par le syndicat unifié de la police, majoritaire dans la profession. Parmi eux, le secrétaire syndical préposé à l'information, José Manuel Sanchez, membre de la Ligue mondiale contre la prohibition des drogues...



Mais pour essayer de comprendre comment nous en sommes arrivés là, il nous faut faire un peu d'histoire.

Nous sommes en 1971. Keith Stroup, jeune bureaucrate qui vient de perdre son poste de fonctionnaire du Gouvernement fédéral, est introduit dans le cabinet privé du grand prêtre de *Playboy*, Hugh Hefner, à l'étage supérieur du magnifique siège de cette revue à Chicago. Plusieurs mois auparavant, à l'initiative de l'ancien procureur général et futur commanditaire de Khomeyni, Ramsey Clark, et de Ralph Nader — le croisé qui lutte contre la technologie — Stroup avait été présenté au cadre Bob Gutwillig afin de soumettre son projet de campagne nationale en faveur de la légalisation de la marijuana.

Stroup disposait de suffisamment de temps et il était soutenu politiquement par diverses personnalités. De son côté, *Playboy* avait l'argent.

En entrant dans la luxueuse pièce où se tenait Hefner, il remarqua tout particulièrement une jeune femme qui lui fut présentée comme étant la secrétaire très particulière de Hefner, Bobbie Arnstein. (Moins de trois ans après, Miss Arnstein allait être coffrée pour contrebande internationale de cocaïne. Cinq ans plus tard, elle devait mourir, censément après s'être suicidée.)

Lorsque Stroup quitta l'appartement de Hefner, il avait en poche un chèque de 25 000 dollars représentant une première mise de fonds destinée à mettre sur pied l'*Organisation Nationale pour la Réforme des Lois sur la Marijuana* (N.O.R.M.L. = National Organization for the Reform of Marijuana Laws). Au cours de la décennie suivante, Stroup devait recevoir de Hefner plus d'un million de dollars de subventions. Si l'on ajoute à ce chiffre la publicité gratuite dans *Playboy* ainsi que d'autres bénéfices marginaux non mentionnés dans les livres de comptabilité, on atteint le triple de cette somme.

Quatre ans après la première entrevue de Stroup avec Hefner, *Playboy* orchestra le stade suivant en faisant émerger publiquement un lobby de la drogue. Cette mesure fut prise par l'intermédiaire d'une chaîne de « couvertures individuelles constituées. Il fallut plusieurs mois pour débrouiller l'écheveau ainsi constitué.

Bob Gutwillig, le vice-président de *Playboy* qui, au début, à titre préventif, avait interviewé Keith Stroup, occupait en même temps, en 1975, un poste de cadre exécutif au sein de la *New American Library*, l'une des firmes les plus importantes distributrices de publications brochées dans le monde entier et filiale de la célèbre *Time Mirror Corporation*. Il s'arrangea, par l'intermédiaire de cette firme, pour affecter 75 000 dollars à un certain Tom Forcade, membre fondateur des Yippies (Youth International Party = groupe américain de jeunes vaguement organisés en 1968 et se considérant comme des activistes radicaux). Il était aussi un membre connu du groupe terroriste *Weather Underground*. Forcade utilisa cette somme, avec la bénédiction de *Playboy* pour lancer la revue *High Times* (Du bon temps), voix officieuse des vendeurs américains d'héroïne, de cocaïne et de marijuana. Afin que cette revue atteigne les établissements d'enseignement secondaire avec le maximum d'impact, les chefs de *Playboy* firent appel à un autre intermédiaire sûr et secret pour mettre sur pied une distribution dans les kiosques à l'échelle nationale.

Cette « couverture » — ou « façade » — fut Paul Krassner, lui-même fondateur des Yippies. Déjà depuis quinze ans, il contribuait à la revue *Playboy* en tant que rédacteur. Il se trouva que Krassner était, au début de l'année 1975, le rédacteur de la

revue *Hustler*, qui concurrençait *Playboy* dans le domaine des obscénités destinées aux classes aisées.

Alors que *High Times* se développait grâce au battage publicitaire de *Playboy*, son rédacteur-fondateur Tom Forcade connut un sort bien moins enviable : en 1979, on le retrouva avec une balle dans la tête. D'après certains, il s'agissait d'un suicide ; d'autres prétendirent qu'il s'était mal tiré d'affaire lors d'un certain marché de drogue. Tous estimèrent que Forcade était un gros revendeur de drogue.

L'année 1971 ne fut pas la première où *Playboy* inaugura son immixtion dans les affaires de drogue. Dès la sortie de son premier numéro, en 1953, cette publication d'un type assez spécial préconisa ouvertement l'utilisation de la drogue. C'est ainsi que l'article de Sir Arthur Conan Doyle, intitulé « *La solution à Sept pour cent* », sous forme de roman, constitua une propagande cynique en faveur de l'utilisation de la cocaïne. Le texte en question était accompagné d'une illustration en couleurs occupant une page entière du magazine et montrant Sherlock Holmes s'injectant dans le bras le contenu d'une seringue hypodermique emplie de cocaïne.

Une telle publicité éhontée en faveur d'un stupéfiant est malheureusement monnaie courante en 1981 ; en 1953, elle était révolutionnaire.

Au cours des années 50, *Playboy* corsa son ordinaire de pornographie et de science-fiction en se référant à maintes reprises à l'usage de plus en plus fréquent de drogues de « type récréatif ». En 1960, la campagne commença pour de bon. Au début de la même année, *Playboy* publia un assez long article intitulé « Le Jazz et les drogues », qui faisait ressortir le rôle de la cocaïne, de la marijuana et de l'héroïne dans l'opulente sous-culture de la musique de jazz et de rock.

En 1962, *Playboy* devait publier un reportage illustré du rédacteur Dan Wakefield dans lequel ce dernier vantait les effets de la marijuana et préconisait l'usage de cette substance. Avec cet article le « Forum » de *Playboy* fut officiellement lancé en tant que lobby avéré de la drogue aux Etats-Unis.

Son numéro de novembre 1963 était presque exclusivement consacré à toute une série d'articles qui glorifiaient l'utilisation du LSD. L'un de ces articles était dû à la plume de Sir Aldous Huxley, le futurologue britannique et cadre supérieur qui avait été détaché aux Etats-Unis l'année où *Playboy* sortit son premier numéro, en vue de superviser le fameux projet ci-dessus.

Dans ce numéro spécial sur le LSD, *Playboy* inaugura la carrière publique d'un autre universitaire de Harvard qui travaillait à ce projet, le Dr Timothy Leary. Pendant toute la décennie qui suivit, même au cours de la période prolongée où il disparut de la circulation, Leary fut l'une des vedettes reconnues de *Playboy*.

Un mois plus tard, la performance exceptionnelle de Huxley fut suivie d'une interview que cette revue eut avec Lord Bertrand Russell, le grand manitou britannique de la drogue et du sexe. Russell donna un sérieux coup de pouce à la glorification par Huxley de l'usage de la drogue en déclarant qu'à son avis, c'était là une déclaration très sensée de nature politique. Russell décerna des éloges du même genre pour des ébats sexuels d'un type spécial avec n'importe qui et pour tout ce qui provoquait une sensation voluptueuse.

De 1966 à 1967, *Playboy* publia une sorte de dialogue continu entre le gourou du LSD Timothy Leary et Masters & Johnson, l'équipe de sexologie née dans la maison

de Hugh Hefner. L'article de Leary — probablement sa contribution la plus révoltante à l'usine de propagande de *Playboy* en faveur de la drogue — était intitulé « Le LSD et le Sexe ».

Dès 1972, le Dr Pierre Bensoussan, adepte de l'antipsychiatrie et auteur du livre « Qui sont les drogués ? souhaite que certaines drogues, telles que la marijuana, le haschisch et le LSD ne soient plus hors-la-loi. Le Dr Bensoussan était un ami de Timothy Leary, ancien professeur à Harvard qui avait tenté de créer au cours des années 60 une « église psychédélique Favorable aux Black Panthers, révolutionnaire et mystique, il était le grand prêtre du LSD et trafiquant de drogue notoire.

En 1975, *Playboy* avait déjà frayé la voie à l'établissement du magazine *High Times* qui vendait dans ces années-là plus de 450 000 exemplaires chaque mois et à la mise en place de la N.O.R.M.L. — National Organisation for the Reform of Marijuana Laws — l'organisation pour la révision des lois sur la marijuana, regroupant 25 000 cotisants dont parmi eux, l'ancien ministre de la Justice, l'attorney général Ramsey Clark, progressiste notoire.

Ce fut alors que, pour ne pas être en reste, *Playboy* lança la phase suivante du doping de l'Amérique du Nord : une campagne visant à légaliser la cocaïne. Dans le numéro de janvier 1975, Richard Rhodes, le rédacteur en chef, tira les premières salves en lançant un appel direct en faveur de la cocaïne.

Joignant le geste à la parole, la *Fondation Playboy* mit sur pied un projet juridique ayant pour but de découvrir les lacunes dans la législation anti-drogue, en particulier en ce qui concernait l'héroïne. Le résultat de ces travaux aboutit à la publication, en 1979, par le National College of Criminal Defense Lawyers and Public Defenders subventionné par la *Playboy Foundation* d'un ouvrage : « *La cocaïne – Défense légale et technique lors de poursuite de ce chef* ».

Cet ouvrage n'était pas un simple exercice d'école dépourvu de caractère pratique ; il représentait la mobilisation de toute une équipe d'experts juridiques et de quelques médecins importants mêlés au colportage des drogues. Leur principal argument était que, par définition, la cocaïne n'est pas un narcotique. En effet, il ne s'agit pas d'un composé chimique à base d'opium ; en conséquence, tous les codes existants ordonnant des poursuites contre les personnes mêlées à la cocaïne en accusant cette substance d'être un stupéfiant étaient en somme entachées d'illégalité.

En dépit du caractère superficiel des arguments juridiques officiels figurant dans cet ouvrage, le groupe soutenu par Hefner était parvenu à réunir une équipe de sommités médicales et psychiatriques.

Margaret Standish, directrice de la *Fondation Playboy* durant les deux années consacrées à la recherche relative à la cocaïne, provenait elle-même de la section de sociologie de l'université de Chicago, le poste avancé le plus important de la guerre psychologique livrée à la population américaine sur les sol des Etats-Unis.

L'équipe dirigeante de *Playboy* a su s'entourer de personnages importants. Le co-directeur de la *Playboy Foundation* est un avocat de Chicago, Burton Joseph, membre de l'*Anti-Defamation League* (A.D.L.), branche des *B'nai B'rith*. Il fut l'un de ceux qui décidèrent, en septembre 1980, de décerner à Hugh Hefner le prix de l'A.D.L., le « First Admendment Freedoms Awards ».

Mais ce n'est pas tout... Un autre individu a parrainé la célébration par l'A.D.L. des vingt-cinq ans de carrière du grand-père de *Playboy* ; il s'agit d'Al Adelman, ancien vice-président de la *Playboy Corporation* ; Al Adelman qui travaillait pour différentes sociétés, s'occupait notamment de l'agence Arthur Ribicoff, une des plus importantes sociétés immobilières de Chicago, qui se révèle être également un des principaux financiers de l'A.D.L., et de la *Chartes Allen and Company*. Or, en 1978, le *New York Times Magazine* a accusé cette dernière société d'être un lien entre la « Caraïbes connection » de la drogue et des jeux. L'argent provenant des opérations de la *Charles Allen and Company* étant recyclé par une société cinématographique, la Columbia Pictures...

Il faut mentionner également un fait troublant. L'avocat du trafiquant Robert Vesco est Kenneth Bialkin, président de l'A.D.L. Le cabinet juridique auquel il appartient, *Wilkie, Farr and Gallagher*, ainsi que la banque qu'il dirige, la *Sterling National*, sont, d'après le journal *Nouvelle Solidarité* daté du 6 mai 1985 « mêlés de près aux sales affaires financières de Vesco ».

Mais il faudra attendre 1977 pour assister à un coup de tonnerre. C'est en effet cette année-là. que Jimmy Carter, président des Etats-Unis et homme de paille de la *Commission Trilatérale*, annonçait, par l'intermédiaire de son ami et conseiller spécial en matière de stupéfiant, le psychiatre Peter Boume, que l'administration américaine tolérerait dorénavant l'usage de la marijuana. Cette prise de position de la Maison-Blanche constituait une victoire pour tous ceux qui, depuis 1970, se battaient aux Etats-Unis pour la dépénalisation de la marijuana ou du haschisch.

Le président Carter fut immédiatement suivie de Rosalyn Carter, son épouse, qui n'hésita pas à se dire, publiquement, favorable à ce que la possession d'une petite quantité de marijuana ne soit plus considérée comme un crime. C'est comme cela qu'on apprit que le fils aîné du président, Jack, avait été chassé de la marine à l'âge de dix-sept ans pour avoir fumé de la marijuana et que deux autres de ses fils ne faisaient pas mystère d'en avoir fumé.

En juillet 1978, le docteur Peter Bourne devra démissionner après avoir été convaincu d'avoir prescrit de la drogue, sous un faux nom, à une amie déprimée.

La même année éclatait l'affaire Hamilton Jordan, secrétaire général de la Maison-Blanche et conseiller le plus proche du président Carter. Aux termes d'une affaire particulièrement confuse, deux des propriétaires du Club 54, la discothèque la plus célèbre de New York, MM. Steve Rubell et Ian Schrager, par ailleurs inculpés de fraude fiscale, assuraient que M. Jordan avait été aperçu, un soir de l'été 1978, prisant de la cocaïne au Club 54.

C'est comme cela que l'on apprit qu'il y avait eu plusieurs autres réceptions où Jordan et « Lady Coke » n'étaient pas les derniers invités. Une de ces réceptions a eu un témoin oculaire, Lana Jean Rawls, divorcée du chanteur de blues, Lou Rawls. Celle-ci, qui fut interrogé par le F.B.I. à Houston le 12 septembre 1979, affirma après avoir rencontré, le 21 octobre 1977, Jordan et ses amis dans un club de la métropole sud-californienne, avoir fait l'acquisition de cinq grammes de cocaïne pour 500 dollars. La drogue, selon cette jeune femme, a été utilisée cette même nuit, par Jordan et d'autres personnes.

Le groupe comprenait l'actrice Shirley McLaine, une démocrate très active, le sondeur d'opinion publique de Carter, Patrick Caddell, le trésorier, à l'époque, du Comité national démocrate, Joel McCleary et son adjoint John Golden, ainsi qu'un asso-



cié et ami de l'industriel millionnaire démocrate, Léopold Wyler. Ce dernier avait été, en 1976, un des hommes clés qui ouvrit à Carter les portes de la Maison-Blanche.

Plus près de nous, en juin 1988, c'était le fils d'un ancien candidat à la vice-présidence des Etats-Unis, M<sup>me</sup> Géraldine Ferraro, qui était arrêté pour avoir vendu de la cocaïne dans son collège. Immédiatement, une trentaine de lettres furent envoyées pour demander la clémence du jury, dont une du démocrate Walter Mondale, ancien vice-président des Etats-Unis, membre du C.F.R., du *Bilderberg* et de la *Commission Trilatérale* !

Début janvier 1990, au moment où le président Bush déclare la guerre aux trafiquants de drogue, le maire noir de Washington, Marion Barry, était arrêté en flagrant délit d'achat de cocaïne. À ce sujet, L'Hebdomadaire *Jeune Afrique* du 5 février 1990 écrivait sous la plume de Sennen Andria Mirado : « ... Nègre ou pas, ce monsieur est un criminel. Au regard des lois de son pays, au regard de ses fonctions de maire, mais aussi, sinon surtout, au regard de la dignité de la race à laquelle il appartient. (La LICRA, le MRAP et SOS-Racisme vont sûrement réagir à de tels propos ! NDA.) Il est trop facile de dire qu'il a été déstabilisé parce qu'il est noir. Trop facile de ne voir dans son inculpation qu'un acte raciste, un règlement de comptes entre politiciens. Car le fait est là : Marion Barry a été pris la main dans le sac, en train d'acheter et de consommer de la drogue. De la part du maire d'une ville que ses autorités — lui-même en premier lieu — prétendent débarrasser de la criminalité et de la drogue, c'est un crime. De la part d'un individu qui prétendait incarner la réussite des négro-américains, c'est un crime. Ce monsieur va désormais servir d'otage, de contre-modèle, de contre-symbole. Il dessert sa communauté, sa race. Nègre ou pas Nègre, Marion Barry a été pris, est inculpé. Nègre ou pas Nègre, il a acheté et consommé de la drogue. Il doit payer. Ne faisons pas de sentiment ».

Nous aimerions que nos chroniqueurs blancs (ai-je le droit de dire blanc sans être traité de raciste ?) aient le même courage et la même lucidité que ce monsieur. Car nous lui emboîtons le pas et disons que Blanc ou pas Blanc, les individus qui trempent dans ces affaires de drogue doivent payer. Ne faisons pas de sentiment.

Alors que Richard Nixon qualifiait toutes les drogues de fléau numéro un, des commissions très officielles travaillaient dans son dos, soulignant la faible dangerosité de la marijuana. Ainsi, en mars 1972, les treize membres, appointés par Nixon, de la National Commission on Marijuana and Drug Abuse, concluent dans le rapport Shafer, à l'unanimité, que la détention d'une petite quantité de marijuana pour usage personnel ne devrait plus être considérée comme un crime. En 1977, l'Association nationale pour l'éducation, l'Association américaine du barreau, le Conseil national des Eglises et l'Association médicale américaine, préconisent toutes la décriminalisation de « l'herbe ».

Aussitôt, à Paris, M<sup>me</sup> Monique Pelletier, chargée par M. Valéry Giscard d'Estaing, depuis trois mois, d'une enquête sur la drogue, affirmait qu'elle pourrait elle aussi proposer de modifier la loi française. Comme aux Etats-Unis. Elle déclarait à Europe 1 que le danger de la drogue était lié à la fréquence et elle ajoutait cette phrase (qu'elle regrettait bientôt en s'entendant à la radio) :

« Une piqûre d'héroïne par semaine, tant que cela se limite à ça, c'est probablement moins grave que quinze "joints" par jour. »

En octobre 1977, M<sup>me</sup> Monique Pelletier déclarait qu'elle était « contre toute libéralisation Quel revirement. Quant au « spécialiste » de la question, le Dr Claude



Olievenstein, directeur du centre Marmottan à Paris, il donnait lui-même cette admirable définition du haschisch dans *Le Matin* du 4 août 1977 : « En fait, le H, comme toute chose, pose l'équation de la rencontre d'un produit, d'une personnalité et d'un moment socio-culturel. » Et il continuait : « Le produit n'est pas plus dangereux, à petites doses, que l'alcool, drogue légale, et fléau national d'une toute autre envergure. » Il se prononçait enfin pour la « légalisation du haschisch », selon lui, « la moins mauvaise des solutions ».

En 1980, Jean-Pierre Chevènement était l'auteur d'un projet socialiste, adopté à la mi-janvier, sur le problème de l'aggravation de la drogue dans la jeunesse. Interviewé par *Paris-Hebdo* du 30 janvier-5 février 1980, il expliquait :

— Que pensez-vous de la campagne actuelle (menée par Christian Beullac qui nommait alors des “Monsieur Drogue” dans tous les lycées) ?

« On n'a pas le droit de traiter le problème de la jeunesse à travers la question de la drogue. C'est une façon de faire oublier le chômage, l'inégalité devant l'école et, plus généralement celle des chances dans la vie. Au surplus, quel déluge d'hypocrisie ! Combien de bons bourgeois pseudo-intellectuels qui ont, un jour, tâté de la marijuana feraient mieux de se rappeler l'Evangile « “Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre.” Le problème est fondamentalement politique... Le développement de la toxicomanie — qu'il ne faut pas exagérer d'ailleurs — est le sous-produit de cette société. »

— Vous êtes bien pour la dépénalisation, du moins quant à l'usage des drogues dites douces ?

« Le traitement pénal aujourd'hui devient prétexte à un quadrillage policier de la jeunesse. Dans l'immense majorité des cas il fait plus de mal que de bien... On étend à une catégorie de jeunes dits « prédélinquants » des techniques de contrôle déjà rodées sur les immigrés. La campagne sur la drogue devient un prétexte pour la mettre en état de suspicion généralisée et surtout pour exploiter la peur — d'ailleurs légitime — des parents et créer ainsi un « consensus majoritaire » (sic !). »

— S'il y avait un gouvernement de gauche en France, qu'est-ce que vous feriez ?

« Si tel était le cas, il y aurait tellement d'autres perspectives que le problème des drogues dites douces deviendrait la trente-sixième roue de la charrette. Dans la jeunesse, une victoire de la gauche créerait, comme en 1936, comme en 1944, une flambée d'enthousiasme. Il y aurait mille choses à faire. On n'aurait plus le temps de fumer (re-sic) »

La flambée d'enthousiasme n'a pas été celle escomptée, car on peut se demander, si cela avait été le cas, pourquoi Mitterrand s'associe, en 1989, à plusieurs chefs d'Etats afin d'endiguer les ravages produits par la drogue et en particulier sur la jeunesse.

Quant à la question : « Vous avez déjà fumé un joint ? » Jean-Pierre Chevènement répondait (sourire) : « Et vous ? »

Il devait vraisemblablement avoir en mémoire cette parole de l'Evangile : « Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre. » Sans compter sur le fait qu'il est aujourd'hui ministre des Armées ! Et que Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, vient tout juste, en septembre 1989, de se prononcer contre la dépénalisation de la drogue...

1987, nouveau rebondissement. Le 8 janvier, Georges Apap, procureur de la République à Valence, profite de l'audience de rentrée pour critiquer ouvertement la

politique suivie par le Garde des Sceaux, Albin Chalandon, dans la lutte contre la toxicomanie, et plaide pour la vente libre de la drogue.

Membre du Syndicat de la Magistrature, très proche du P.C., il fut nommé à Valence par son ami Robert Badinter en 1982. « Je suis au syndicat, assure-t-il, à titre purement professionnel. » Mais il avoue toutefois son appartenance à diverses organismes fortement marqués à gauche comme le *Collectif anti-raciste* de Valence, la *Ligue des droits de l'homme* et l'*Association pour la réinsertion des détenus*.

Estimant donc que la politique menée par le ministre de la Justice, Albin Chalandon, était totalement démodée, il commença par dire que « c'est en termes alarmistes qu'on parle du fléau de la drogue » et que bien souvent on atteignait "la démesure" ... » En fait, la drogue, avec ses chiffres en constante augmentation (+ 200 % en trois ans), ses 450 000 jeunes entrés, à cause d'elle, dans la marginalité (J.P. Chevènement devrait se relire !) et qui, de l'avis de tous les experts, sont la cause d'au moins 50 % des délits et des crimes actuellement commis, ne constitue pas, selon Georges Apap, un problème de société gravissime.

Selon Apap, l'interdiction de la drogue ne sert à rien.

Au contraire, elle a des « effets pervers » Elle favorise le trafic, explique-t-il docement, elle renchérit les produits en raison des risques encourus par les trafiquants, elle induit une délinquance spécifique (...) elle incite à l'altération des produits, les rendant plus dangereux encore. »

La fin du réquisitoire est tellement difficile à admettre dans la bouche d'un magistrat, tellement invraisemblable, qu'il mérite d'être intégralement restitué : « Il faudra bien, déclare le procureur de Valence, un jour admettre que la marée de la toxicomanie, comme celle de l'alcoolisme, s'élève inexorablement, avec ou sans prohibition, jusqu'à un étage définitif ou elle se stabilisera et qu'alors il faudra bien s'en accommoder. Ce sera la tolérance à la drogue après la tolérance à l'alcool (...). Permettez-moi de m'en tenir là, continue le magistrat, car je n'ai pas l'intention de dresser un tableau de ce que serait une société ouverte aux stupéfiants, où le trafiquant se transformerait en honnête importateur et le petit revendeur en tenancier de débit sans reproche ; où le service des fraudes s'intéresserait à la qualité des produits, où le corps médical prendrait en charge les consommateurs excessifs et où il faudrait bien que la brigade des stupéfiants se reconvertisse. »

En imaginant à voix haute une société où la drogue serait en vente libre, le procureur Apap se mettait dans une position délicate vis-à-vis de la loi. En effet, l'article L 626 de la loi du 31 décembre 1970 précise :

« Seront également punis d'un emprisonnement de deux à dix ans et d'une amende de 5 000 F à 50 000 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement : ceux qui auront facilité à autrui l'usage desdites substances ou plantes, à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen. »

Or, M. Apap n'eut rien de tout cela, si ce n'est la proposition par le Garde des Sceaux de sa mutation au tribunal de Bobigny qui fut tout simplement refusée par... François Mitterrand. La décision présidentielle était grave. Elle respirait la complaisance à l'égard de quelqu'un que l'on tient pour un ami politique... Pire, cette immixtion du chef de l'Etat dans un conflit mineur constitue une atteinte portée au pouvoir d'administration du gouvernement. Lorsque Mitterrand refuse une mutation, il dénie au

Garde des Sceaux le droit d'organiser comme bon lui semble le fonctionnement de l'appareil judiciaire... il se fait le complice de la déloyauté d'un magistrat à l'égard de son supérieur hiérarchique. En agissant comme il l'a fait, le président de la République a voulu marquer sa désapprobation à la politique de répression du trafic de drogue mené par M. Chalandon. Comment donc prendre au sérieux, en 1989, ses prises de positions en faveur d'un combat international contre les trafiquants de drogue ?

Dans une lettre envoyée au président de la République de Colombie, Virgilio Barco, le président François Mitterrand proposait à la Colombie de collaborer à la lutte contre la drogue engagée par ce pays.

« L'action courageuse et résolue que vous venez d'engager contre les trafiquants de drogue suscite admiration et espoir dans tous les pays qui ont, à un titre ou un autre, à souffrir de ce fléau », écrivait Mitterrand en septembre 1989.

La France, qui a toujours été au premier rang de la lutte contre le trafic des stupéfiants, a tenu à ce que les dirigeants des pays industrialisés réunis à Paris, en juillet dernier, aient une discussion approfondie sur ce sujet. Les conclusions du sommet de l'arche à ce propos vont directement dans le sens de la politique de votre gouvernement.

Pourtant, lorsque M. Apap envisage de transformer « le trafiquant en honnête importateur et le revendeur en tenancier de débit », on est vraiment en droit de s'inquiéter. Le laxisme organisé en matière de drogue que prône M. Apap ne paraît pas effrayer le chef de l'Etat, ni la *Drug Policy Foundation*, fondation privée américaine siégeant à Washington, récompensant ceux dont les contributions ont fait avancer les thèses des antiprohibitionnistes, qui remis le 4 novembre 1989 un prix de 10 000 dollars à l'honorable procureur. Apap. Incroyable mais vrai ! Nous suggérons donc à M. William Bennett, la « star antidroge » comme il est surnommé aux Etats-Unis, d'aller enquêter d'un peu plus près sur les individus et sur la provenance des fonds de cette « fondation »...

Le 21 janvier 1989, c'était au tour de l'organe officieux de la City de Londres, *The Economist*, dont le rédacteur en chef est Nick Hamman, d'ouvrir un éditorial prônant les thèses antiprohibitionnistes sous le titre : « Accoutumé à dire non — Minimiser le mot de la drogue veut dire apprendre à vivre avec elle, légalement. »

On ne peut être plus clair. Aussi, il faut se poser la question, quand on sait comment est contrôlée la presse : qui détermine la politique de la rédaction ? Le président. Or c'est Evelyn de Rothschild, patron de la Banque d'affaires londonienne N.M. Rothschild et qui vient d'être anobli par la reine. De plus, M. de Rothschild est un des partisans du « marché unique » européen qui ferait bien sûr disparaître tous les contrôles douaniers aux frontières.

Mais ce ne sont pas seulement les nobles britanniques qui favorisent la légalisation de la drogue. Devant l'échec flagrant des actions anti-drogues aux Etats-Unis, des maires et des sénateurs, appuyés par la revue *Foreign Policy*, proposaient, en mai 1988, de... légaliser les stupéfiants. Il faut aussi savoir qu'au sein de *Foreign Policy*, on retrouve nombres de membres de la *Commision Trilatérale*, dont Karl Kaiser, directeur de la D.G.A.P. équivalent allemand du C.F.R. de David Rockefeller — et Thierry de Montbrial, patron de l'I.F.R.I. — équivalent français de la D.G.A.P. et du C.F.R. ! De plus, *Foreign Policy* est la revue de la *Carnegie Endowment for International Peace* qui, financée par les *Fondations Rockefeller, Mellon et Agnelli*, prôna successivement une entente avec l'Est, le désarmement, le pacifisme et organisa les campagnes en faveur de l'avortement légalisé. Tout se recoupe. Aujourd'hui, ils se battent pour la légalisation de la drogue.

Et ils ne sont pas les seuls. Citons tout d'abord le *Catto Institute*, financé par la *Catto Foundation*. Or, Henry E. Catto Jr, associé de *Catto & Catto* de San Francisco depuis 1952, est un haut membre du C.F.R., de la très secrète puissance maçonnico-financière, la *Pilgrims Society* et directeur de l'*Union First National Bank* de Washington. Une autre offensive internationale de la légalisation de la drogue vient de l'*Inter-American Dialogue*. Dans un rapport d'octobre 1986, cette institution avançait qu'il fallait une « légalisation sélective des drogues. Le rapport affirmait : « L'illégalité de la drogue augmente les dommages subis par les toxicomanes et les sociétés américaines. »

« La lutte contre la cocaïne pourrait menacer les gouvernements démocratiques autant que le trafic lui-même », pouvait-on lire dans le bulletin d'*Inter-American Dialogue*, intitulé : « L'Amérique en 1989 : consensus pour l'action. »

Sont membres de l'*Inter-American Dialogue* quelques-unes des plus prestigieuses personnalités de l'Establishment américain, dont le président de la *Chase Manhattan Bank* de David Rockefeller, Sol Linowitz, ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Etats américains, Robert McNamara, ancien président de la Banque mondiale et ancien secrétaire à la Défense, Mc George Bundy, ancien président de la Fondation Ford, Elliot Richardson, ancien secrétaire d'Etat au Commerce, et Cyrus Vance, membre de la Fondation Rockefeller. Particularité : tous ces gens sont membres du C.F.R. de la *Trilatérale* et de la *Pilgrims Society*... un hasard assurément.

Sont représentés également au sein de *Inter-American Dialogue*, la *Marine Midland Bank*, et la *Chemical Bank* — cette dernière ayant déjà été condamné pour avoir blanchi des narco-dollars — ainsi que des dirigeants politiques latino-américains comme le Panaméen Ardito Barletta et le Péruvien Pedro Kuczinski. Quant à l'ancien président costa-ricain, Daniel Oduber, devenu co-président de l'*Inter-American Dialogue* l'année dernière, il a été accusé par la presse américaine, en date du 28 juillet 1989, d'avoir faciliter les activités des trafiquants.

Si l'on se demande ce qui peut bien réunir « nobles », banquiers, politiciens et économistes — l'un des plus ardents partisans de la libéralisation de la drogue n'est-il pas le prix Nobel d'économie et socialiste Milton Friedman ? — autour de la même table avec les narco-trafiquants, la réponse est bien évidemment les profits du trafic des stupéfiants.

Mais revenons en France et occupons-nous du cas Guy Sorman, l'un des principaux « Golden Boys » de la drogue. Né le 10 mars 1944 à Nérac (Lot-et-Garonne), il est le fils d'Alphonse Sorman et de M<sup>me</sup> née Frida Buch. Interviewé par le mensuel *Playboy*, en décembre 1987, il déclarait :

Mon père était un juif russe de Varsovie. Ma mère, qui est toujours vivante, est austro-hongroise... » Ayant milité pour l'indépendance de l'Algérie, il eut, de son propre aveu, deux maîtres à penser, Raymond Aron et Raymond Barre, et deux grands patrons, Marcel Bleustein-Blanchet et Jean-Jacques Servan-Schreiber. Quant à la question posée par *Playboy* : « La société multi-raciale, pluri-culturelle, vous y croyez ? » il répondait : « Multi-raciale, notre société l'est l'évidence. » Plus la France sera métissée, plus elle sera cosmopolite, et plus elle pourra jouir des bienfaits du libéralisme... Telle est la thèse que Guy Sorman soutint dans un entretien accordée à *Magazine Hebdo* du 7 septembre 1984.

De la société multi-raciale, Guy Sorman passe allègrement à la société multi-droguée... En 1985, Guy Sorman raconte ainsi son arrivée à Palerme, à bord de l'*Euge-*



nio C., lors de la croisière libérale : « À tribord, un professeur de droit dont le nom m'échappe délirait sur la délinquance basanée qui hante nos banlieues : j'ai cru, un instant, que nous étions détournés par le Front National. Dieu merci, à bâbord, un économiste libertaire plaidait la législation du haschisch<sup>(1)</sup>. »

Aujourd'hui, le nouveau gourou du *Figaro Magazine* dirigé par le F. Louis Pauwels, s'exile dans les colonnes du *Point* et du *Figaro* pour préconiser la libéralisation de la drogue : il reprend ainsi l'opinion des « Golden Boys » de New York, de Londres ou de Paris, « les Yuppies », ces jeunes gens propres et polis qui font de l'argent sur des marchés financiers de plus en plus spéculatifs.

L'origine de cette campagne est intéressante. Jusqu'ici seuls les milieux gauchistes plaidaient pour la dépénalisation de la drogue. Aujourd'hui l'offensive vient de milieux économiques bien implantés au cœur du système monétaire et financier international. Les raisons de cette évolution sont à la fois personnelles, idéologiques, politiques et financières. Jean-Yves Le Gallou a abordé cette question d'une façon tellement claire et précise, que nous nous permettons de lui emprunter son analyse que nous faisons nôtre. Voici ce qu'il en déduit :

« Les raisons de cette évolution sont à la fois personnelles, idéologiques, politiques et financières. Les raisons personnelles d'abord. Initialement, la cocaïne a été une drogue de riches ; voici comment la décrit le *Nouvel Observateur*<sup>(2)</sup> : "La cocaïne était la drogue du show-business, elle devient la drogue du business tout court. Elle est passée des studios d'enregistrement aux conseils d'administration (...). On la trouvait en boîte, on la prend à la boîte (au bureau)." »

« On comprend dans ces conditions qu'il y ait dans les milieux d'affaires, notamment publicitaires, des hommes soucieux de voir se libéraliser le commerce d'un produit qu'ils utilisent.

« Ils ont pour justifier leur démarche un support idéologique : le courant libertarien du libéralisme qui veut abolir les frontières, la morale, les Etats ; tout ce qui peut contraindre les individus. C'est la conséquence ultime de l'économisme ; quand on refuse toute autre loi que celle de l'offre et de la demande, toute autre valeur que celle de l'argent, il n'y a effectivement plus aucune raison d'interdire le commerce des stupéfiants.

« Il y a aussi à cela des raisons politiques. Le communisme s'était fixé comme objectif ultime le dépérissement de l'Etat. Il n'y est pas parvenu. Mais un certain libéralisme peut y conduire par abandon progressif de la souveraineté et de la notion d'intérêt général au profit des intérêts particuliers et du pouvoir des lobbies. Au fond, la mafia de la drogue n'est qu'un lobby parmi d'autres. *Il est d'ailleurs pour le moins troublant que la campagne pour la libéralisation de la drogue intervienne au moment où les gouvernements américains et colombiens engagent la lutte contre les narco-trafiquants.* Les parrains de la cocaïne doivent aujourd'hui trouver quelque réconfort à la lecture de la presse occidentale. Il y a enfin à cela des raisons financières. Le montant des transactions sur la drogue atteint le même montant que celles sur le pétrole. Il y a des narco-dollars comme il y a eu des pétro-dollars. Cela nourrit la spéculation sur les marchés boursiers et débouche sur des prises de participation dans des banques et dans des entreprises avec les pouvoirs qui en découlent.

1 — *Le Quotidien de Paris*, 20 novembre 1985.

2 — François Caviglioli, 17 mai 1985.



« N'en déplaise à ce que croient certains libéraux, l'argent n'est pas le seul ressort de l'activité économique, le pouvoir en est aussi un. *Par leurs placements financiers les narcotrafiquants ont ainsi conquis de l'influence dans les milieux économiques occidentaux.*

« Les milieux d'affaires seraient néanmoins bien inspirés de se garder de cela et de se démarquer des positions aventuristes de M. Guy Sorman dont ils ont assuré la notoriété.

« Si les élites "speedées" regardent avec bienveillance la libéralisation de la drogue, il n'en va pas de même de la majorité silencieuse des opinions occidentales. Les raisons de lutter contre la drogue et de refuser sa libéralisation sont nombreuses : médicales, économiques, sociologiques, morales, techniques, politiques.

« *Raisons médicales* : "le parallèle entre stupéfiants et Ubac ou alcool est faux et révoltant <sup>(1)</sup>" car alors qu'une faible minorité des consommateurs d'alcool sont placés sous sa dépendance, 95 % des usagers de la drogue deviennent, eux, dépendants. Car les drogues, "douces" ou "dures", le haschisch, la cocaïne et l'héroïne agissent sur le système nerveux central, créent un état de dépendance permanent, jouent sur le système reproductif et perturbent la transmission génétique.

« *Raisons économiques* : Il est singulier de voir des économistes proposer la libéralisation des stupéfiants pour limiter les profits qui en découlent sans voir que dans la logique libérale qui est pourtant la leur, la consommation d'un produit croît quand son prix baisse. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé pour le crak dont la chute des prix explique l'explosion de la consommation dans les ghettos noirs et hispaniques américains.

« *Raisons sociologiques* : une société ne vit pas sans interdits. Dans les années 60, la consommation de tabac chez les jeunes adolescents était combattue par les parents et les maîtres. Fumer restait un interdit. La consommation du tabac dans les lycées et les collèges a été banalisée ; alors il a fallu chercher d'autres interdits : le haschisch, "le joint" ; aujourd'hui ceux-ci ayant été à leur tour banalisés, la cocaïne et l'héroïne prennent la relève : c'est l'escalade.

« *Raisons morales* : il y a aussi des raisons morales de lutter contre la légalisation de la drogue. Les économistes libertariens ne semblent pas le comprendre puisqu'ils reconnaissent que "la drogue est dangereuse" tout en proposant "de légitimer son commerce". Or, d'un point de vue moral on ne peut légitimer le commerce d'un produit dangereux.

« *Raisons techniques* : on voit souvent avancer l'argument de l'échec des politiques répressives que les abolitionnistes appellent la "prohibition".

« Bref, il ne faudrait pas faire la guerre puisqu'on est sûr de la perdre. C'est l'argument traditionnel des capitulards qui oublient simplement une réalité. La guerre n'a jamais vraiment été menée ni contre les grands trafiquants, ni contre le petit commerce de la drogue.

« Prenons le cas de la France : la loi de 1970 — qui pénalisait la consommation de drogue — n'a jamais été vraiment appliquée et les petits dealers continuent leur activité, y compris dans l'enceinte des écoles. Pour certains, Jospin est même "le premier dealer de France <sup>(2)</sup>".

« Quant aux grands bonnets, ils sont toujours parvenus à paralyser l'appareil judiciaire et policier : quand il a été question de fermer les boîtes de nuit initiatrices à Paris... les partis de la bande des Quatre sont intervenus pour l'empêcher. À quel prix ?

1 — Gabriel Nahas, *Les Guerres de la cocaïne*, Edit. France-Empire, 1987.

2 — *L'Idiot International*, 6 septembre 1989.

« Il y a enfin des *raisons politiques* pour continuer livrer et à gagner la guerre contre la drogue, c'est que la majorité des citoyens des nations libres entendent lutter contre ce fléau et que dans un pays démocratique, c'est la voix du peuple, non celle des lobbies et des mafias, qui doit se faire entendre. »

Guy Sorman n'est malheureusement pas le seul à suggérer une telle folie puisque l'on pouvait récemment entendre au Congrès de l'*Association des Intervenants en Toxicomanie* les propos suivants tenus par un professeur de criminologie :

Les lois sur les drogues à l'heure actuelle causent plus de torts que les drogues elles-mêmes. »

Le comble est atteint avec la récente publication, aux très sérieuses éditions Dalloz, d'un *Droit de la Drogue* (*sic* !). L'auteur, un certain Francis Caballero, professeur agrégé de droit, n'y va pas de main morte, puisqu'il consacre plus de 700 pages à la défense (ou à la défonce ?) et illustration de la drogue. Tout y passe... De la condamnation de la prohibition à l'accusation d'une juridiction « raciste » l'égard des pourvoyeurs étrangers.

Des exemples de ce florilège ? Lisez plutôt. Caballero fait remarquer que la guerre antidrogue exonère les drogues licites « qui proviennent de l'hémisphère nord » alors que les « drogues illicites sont produites dans l'hémisphère sud »... Et de continuer : « Le *Droit de la Drogue* serait donc un droit nord-sud économiquement discriminatoire, voire raciste en distinguant entre les drogues des Blancs encouragées et celles des gens de couleurs combattues. »

Caballero est favorable au « commerce passif » de certaines drogues comme le cannabis, mais n'ose proposer celui des drogues dures. Une telle éventualité risque cependant de se produire puisqu'une commission du Parlement européen affirmait, il y a deux ans dans un rapport sur la drogue, « avoir entendu de solides arguments en faveur de la légalisation de la cocaïne et de l'héroïne... et estimer que la présentation de tels arguments devait être faite ».

Quand Sorman verra ses enfants réduits à l'état de zombies à cause de son libéralisme criminel, il pourra toujours pleurer sur le *Droit de la Drogue* de son complice Caballero. Mais il sera trop tard. Tout comme il sera trop tard pour la liberté. Interviewé par *Playboy*<sup>(1)</sup>, il répondait la question :

« Imaginons maintenant que nous sommes au tout début de janvier 1988, au moment où la tradition veut que l'on présente ses vœux. Quels seraient les vôtres pour le pays ? Il répondait (embarrassé) : « Diable ! Je souhaite, je ne sais pas, que Le Pen soit surpris dans une pissotière en compagnie d'un jeune Kabyle, ce qui aurait pour effet de mettre un terme définitif à sa carrière politique. »

Aussi, lorsque M. Sorman écrit, page 126 du livre *Que faire avec l'extrême droite*, publié par les éditions de la Rue de la Liberté (défense de rire) « l'interdiction du droit à la parole est une méthode que je ne rejette pas tout à fait », je me vois, suite à ses propos, d'être d'accord avec lui, mais à son égard. Fermer le ban.

Au début de l'année 1987, c'était à Michèle Barzach, ministre de la Santé, sous prétexte de lutter contre l'épidémie de Sida de rentrer dans l'arène en décidant la libéralisation des seringues. « Après la décision de vente libre, explique une pharmacienne de la rue de Charonne, les vols ont augmenté. Ils venaient en bande, et, pendant que

1 — *Playboy*, décembre 1987.

l'un achetait une seringue, les autres volaient sur les présentoirs<sup>(1)</sup>.» On trouve des seringues partout et de plus en plus : 4.360 pour une seule année. Du coup, les pharmaciens s'alarment et vont jusqu'à en refuser la vente, arguant que même si cette décision est illégale, ils ne veulent plus cautionner le laxisme du gouvernement.

Comme on peut le constater, la mesure de Michèle Barzach ne fait pas l'unanimité chez les spécialistes bien qu'elle ait dit en 1988 : « En tant que médecin, j'ai l'habitude d'écouter les malades... » Mais ce jour-là, elle ne parlait pas des drogués, mais des quatre millions de Français qui ont voté pour le Front National... Ce qui revient à dire que pour Barzach il est plus important de s'occuper des « malades » qui votent pour Jean-Marie Le Pen que des drogués ! Parait-il que cela vient du fait « que son âme a un prix que « jamais elle ne participerait à un gouvernement avec Le Pen, ni un seul membre du Front National », et *L'Express*, qui nous donne ces précisions, conclut : « On la croit. Car ce "niet" vient du fond de son âme, mi-russe, mi-juives<sup>(2)</sup>. »

N'arrêtant plus le progrès dans la déclaration mortifère, après Michel Barzach, voici Léon Schwarzenberg, alors nouveau ministre chargé de la Santé, qui envisage la distribution officielle de la drogue aux toxicomanes en manque. « J'ai effectivement proposé que l'on envisage la possibilité de distribuer éventuellement la drogue (...). Officiellement, pour que certaines personnes puissent éventuellement s'en procurer si elles étaient en manque plutôt que de céder à la délinquance. »

Rémi Fontaine qui soulevait le problème dans le quotidien *Présent* du 8 juillet 1988, ajoutait : « On admirera la thérapeutique de Gribouille. Sous prétexte de prévention, on fournit l'arme parfaite du crime... Avec la distribution des préservatifs, des seringues et maintenant de la drogue, le mot d'ordre officiel à l'adresse des « populations risque », comme on les appelle, n'est-il pas aujourd'hui Péchez, mais proprement » ?

« On déplace ainsi les problèmes sans en résoudre aucun. D'un côté, on lance une coûteuse campagne anti-drogue. De l'autre, on vulgarise l'usage de la seringue pour la campagne anti-sida. Ou bien on compte distribuer soi-même la drogue pour lutter contre les dealers. La main gauche redonne ce qu'enlève la main droite : logique du libéralisme. »

« Résultat : "Quand le mal est toléré, il pullule", disait saint Vincent de Paul. Schwarzenberg est un séropositif aggravé de cette maladie sociale qu'on appelle le sida mental. »

Interviewé par le mensuel juif *Passages*, de juin 1988, il affirmait, parlant de Le Pen : « Il faut être complètement contre. Le Pen c'est le blanchisseur ! L'obsession de la pureté ! » Être propre et pur pour Léon Schwarzenberg, c'est le mal absolu. Mieux vaut pour lui de distribuer de la « blanche » pure...

Il est toutefois curieux que tous les individus qui prônent la dépénalisation de la drogue, les seringues en vente libre ont tous un point commun, un ennemi commun : J.-M. Le Pen qui lui, bien entendu, est contre tous ces procédés. Etrange !

Etrange également la diminution des crédits affectés à la lutte contre la drogue dans le projet de budget des Communautés européennes pour 1990. En effet, les crédits inscrits au titre de la santé publique, qui s'élevaient à 1,125 millions d'écus dans le budget 1989 (un écu = 7 F), se trouvent réduits à 0,9 millions d'écus pour 1990. Quant

1 — *Le Point*, 27 novembre 1989.

2 — *L'Express*, 11~17 décembre 1987.

au crédit d'un million d'écus inscrit dans le budget 1989 pour l'information contre la drogue, il a été supprimé. Mais le plus extraordinaire, c'est la réponse de Michel Charasse, ministre du Budget et président du conseil des ministres du Budget de la C.E.E., au député européen Yvon Blot qui avait soulevé la question : « La Commission européenne n'avait proposé, en la matière "rien de sérieux" au Conseil des ministres européens... » Et ce, en pleine année de « guerre à la drogue ». Que faut-il penser en effet de ce budget lorsque l'on sait que la C.E.E. consacre sept millions d'écus à la lutte anti-apartheid et seulement UN à la lutte anti-drogue en Europe ?

« La Commission européenne n'avait proposé en la matière rien de sérieux », alors que si l'on pratiquait un test antidrogue lors de l'embauche d'un individu, la direction des Relations du travail au ministère du Travail, estime que sur 13 millions de salariés, 20 000 à 30 000 travailleurs pourraient être réduits au chômage. Bien entendu, le Comité national consultatif d'éthique et le ministère du Travail se sont prononcés contre ces tests, invoquant « la liberté individuelle »...

On devrait poser la question autrement, à savoir si les narco-trafiquants et les banques qui gagnent des millions de dollars, s'occupent des « libertés individuelles »...

Nous en sommes arrivés à un point tel du laxisme, qu'en juillet 1989, des policiers norvégiens découvrirent environ mille plants de pavots, utilisés pour fabriquer de la morphine et de l'héroïne, situés près d'un hôpital soignant des... drogués.

Et les cas ne manquent pas en ce qui concerne la dépénalisation. Le mensuel *Nouvelles radicales*, édition française de l'organe radical italien, organisait le 29 septembre 1988 à Bruxelles un colloque international en faveur de « l'antiprohibition des drogues ». Parmi les participants, l'inévitable procureur Georges Apap. En novembre 1989, c'était au tour de Dominique Jamet avec son *Club 92* d'entrer dans la danse de la dépénalisation. Dans le *Quotidien de Paris* du 29 décembre 1989, il s'en expliquait en disant : « La qualité de la drogue serait ainsi mieux contrôlée... Ceux qui meurent d'une overdose sont parfois victimes de la mauvaise qualité du produit. » Voilà un connaisseur ! Quoi de plus normal puisque Dominique Jamet a fait en effet partie, en 1987, des signataires de l'appel publié par le mensuel *Globe* « Tonton, ne nous quitte pas... » et qu'en novembre 1987, il déclarait son soutien à *S.O.S. Racisme*... dont le responsable pour le Val-d'Oise, Farid Saïdani, vient d'être inculpé (janvier 1990) dans une affaire de drogue... Tout se rejoint dans cette affaire.

Et ce n'est pas fini. L'on sait que les douanes réalisent près de 80 % des saisies de stupéfiants sur le territoire national. Dans ce contexte, les propos tenus en 1986 par le giscardien Alain Lamassourre sur l'Europe, font froid dans le dos : « Dans la nuit du 31 décembre 1992 au 1<sup>er</sup> janvier 1993, dit Lamassourre, je prendrai la tête des bataillons, pour aller casser physiquement les postes de douanes <sup>(3)</sup>... »

Ancien camarade d'école primaire d'Alain Juppé (R.P.R.) puis de Jacques et Bernard Attali au lycée d'Alger, il commença sa carrière à la Cour des comptes puis entra au cabinet de Maurice Druon, alors ministre de la Culture. On le retrouvera ensuite chez Jean-Pierre Fourcade, ministre des Finances et, de 1978 à 1981, conseiller de Giscard d'Estaing à l'Elysée. En 1984, ce dernier lui conféra la direction des *Clubs Perspectives et Réalités*. Il a, d'après *Le Figaro* du 17 juin 1987 « la tête à droite et le cœur gauche ». Pour les spécialistes de la météo on appelle cela une girouette. Mau-

3 — Cité par *Révolution* du 8 avril 1988.



rice Druon, interrogé le 5 juin 1985 à *Europe 1* comme témoin dans l'émission « Les hommes de demain », raconta que son jeune poulain lui avait avoué avoir voté François Mitterrand en 1974. Paraphrasant Victor Hugo, Lamassourre répliqua, pas gêné : « C'est vrai, mais ma raison a tué mon socialisme en duel. » En fait, quoi de plus normal puisqu'il participa à une certaine époque aux travaux du *Club Jean Moulin*, qui ne passe pas spécialement pour être de droite !

Et comme aux Etats-Unis, lorsque ce ne sont pas les hommes politiques qui sont directement touchés par les divers phénomènes attenants à la drogue, c'est leur entourage.

La Première Chambre du tribunal de Paris, présidée par Jean-Michel Guth, rendait le 10 juillet 1986 un jugement condamnant L'Hebdomadaire *Minute* à verser 25 000 francs de dommages et intérêts à Françoise Sagan, à la suite de la publication, en février 1986, dans deux numéros consécutifs, d'articles relatant l'interpellation par la police de trois revendeurs de drogue présentés comme ayant été les fournisseurs de l'écrivain.

Rebondissement : Françoise Sagan, amie intime de François Mitterrand était, le 17 mars 1988, inculpée d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Bonjours tristesse... Interrogée sur RTL dans la soirée, elle déclara : « Il m'est arrivé de prendre un peu de cocaïne, comme à pas mal de gens. Mais de là à me traîner devant les tribunaux, je trouve ça hallucinant. » Et en plus elle fait des jeux de mots ! Le 5 mars 1990, débute les débats devant la 6<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de Lyon, mais avec des absents de marque à la barre : Françoise Sagan, les journalistes François Debré et Maurice Najman, l'écrivain Philippe Cardinal et Laura Travelli-Picasso, inculpés tout comme leur amie Sagan. Le fait qu'ils aient choisi de ne pas venir s'expliquer fait dire à certains avocats qu'il y aurait plusieurs justices. À la 6<sup>e</sup> Chambre du tribunal correctionnel de Lyon, on a vu souvent de petits usagers ramasser un an de prison ferme pour beaucoup moins.

Enfin, dans cette affaire Sagan, où *Minute* avait eu raison avant tout le monde, cette dernière avait, à l'époque, bénéficié du soutien du journal *Globe*, de Georges-Marc Benamou, avec la publication du Manifeste des 32, ainsi rédigé :

« Puisque Françoise Sagan n'est accusée que d'un usage strictement personnel de stupéfiants, la violation du secret de l'instruction, la manipulation et les suites médiatiques qui lui sont données nous paraissent équivoques et scandaleuses.

« Dans ces conditions : nous sommes contre la drogue, nous sommes contre toutes les drogues. Nous sommes contre ceux qui en font commerce. Mais "coupables" d'avoir ou de pouvoir, un jour, fumer un joint, boire un verre de trop, ou toucher à la cocaïne, nous nous étonnons de ne pas avoir été inculpés avec elle... » Et signé par Barbara, Jean-Jacques Beineix, Pierre Bergé, le sponsor de *Globe* et de *S.O.S. Racisme*, Jane Birkin, Sandrine Bonnaire, Claire Bretecher, Jean-Claude Brial, Michel Ciment, Costa-Gavras, Régis Debray, Régine Deforges, Jacques Doillon, Arielle Dombasle, Marguerite Duras, Dominique Fernandez, Bernard Frank, Inès de la Fressange, Jean-Paul Gaultier, Jean-Paul Goude, l'inénarrable organisateur des festivités du 14 juillet 1989, Juliette Gréco, Jean-François Josselin, Jacques Laurent, de l'Académie française, Eli Médeiros, Olivier Orban, Gérard Oury, Michel Piccoli, France Roche, Sonia Rykiel, Jean-Paul Scarpitta, Philippe Sollers, Philippe Starck, Danielle Thompson, Nicole Wisniak.



Autre exemple : le 20 février 1988, la police espagnole arrêta au cours d'une rafle anti-drogue à la sortie d'un pub de Benidorm, station balnéaire de la Costa del Sol, Jean-Paul Etienne Pasqua, neveu du ministre de l'Intérieur français Charles Pasqua. Il portait sur son abdomen et ses jambes, accrochés avec du sparadrap, près de 2 kilos de haschisch. L'incident a donné lieu pendant le week-end à un contact téléphonique entre le ministre français et son homologue espagnol. Excipant de son illustre parenté, Jean-Paul Pasqua aurait tenté de se débarrasser des quatre policiers qui l'avaient appréhendé en leur proposant une somme de 5 000 francs. À l'époque, l'affaire devait être examinée par le tribunal d'Alicante. Depuis, plus de nouvelles.

Le 25 juillet 1986, L'Hebdomadaire *Minute* révélait une autre affaire : « Le 18 février 1986, une patrouille, remarquant un automobiliste en train d'effectuer une manœuvre pour échapper à un contrôle de police, le prend en chasse. L'ayant rattrapé à l'angle des rues Vergniault et Tolbiac, elle le découvre en possession d'un couteau à cran d'arrêt et de 20 grammes de résine de cannabis. Mais il y a plus grave dans son cas : il transporte également un peson, l'instrument de mesure de précision qui sert aux trafiquants à peser la drogue.

« En vertu de la législation en vigueur, son compte est bon ; garde à vue, mise à disposition du commissaire chef de la brigade des stupéfiants, présentation au parquet. Mais rien de tel ne se passe pour le jeune homme en question : arrêté à trois heures du matin, il sera remis en liberté à trois heures quarante. Pour une raison qui semble lumineuse : il s'appelle Michel Badinter, neveu de Robert Badinter, encore ministre de la Justice au moment des faits.

« Le neveu Badinter demeurant rue Wurtz, sans profession, a été libéré sans même qu'on lui ait pris sa photo ni ses empreintes digitales, contrairement aux instructions en cours actuellement. Et cela sur intervention de l'état-major de la police judiciaire et du substitut de service, qui a été réveillé pour l'occasion.

« La protection des pourris et des pourrisseurs étant assurée par la justice même qui devrait les poursuivre implacablement, on ne s'étonnera pas que la consommation de cocaïne fasse dans les milieux branchés des progrès effrayants. »

Et comment ne pas rappeler l'affaire Christina Von Opel, richissime héritière de la famille de constructeurs d'automobiles, condamnée à dix ans de prison en novembre 1979. La police avait trouvé dans sa villa de la Côte d'Azur une tonne et demie de haschisch. Peu de temps après l'arrivée des socialistes au pouvoir, Christina Von Opel bénéficiait d'une grâce présidentielle en tant que mère de famille. Il est vrai que toutes les mères de famille emprisonnées n'ont pas la chance de voir leur avocat devenir ministre de la Justice. Vous l'avez deviné : son avocat était M<sup>e</sup> Robert Badinter <sup>(1)</sup> ...

---

1 — En ce qui concerne Charles Pasqua, nous conseillons la lecture de *D... comme drogue*, d'Alain Jaubert, publié chez Alain Moreau en 1976. C'est stupéfiant...



## L'AFRIQUE DANS L'ŒIL DU CYCLONE

---

Le narco-business défie les frontières. Aucune contrée, aucun pays n'échappe au trafic et à l'usage de la drogue. Il ne se passe plus de semaines, en tout cas, sans que l'Afrique livre son lot de « marchandises » saisies, de trafiquants, de passeurs, de dealers et autres consommateurs arrêtés.

La consommation de stupéfiants augmente en effet de façon inquiétante en Afrique. Le cannabis reste la drogue dont l'abus est le plus important. Cultivé et consommé sur place — surtout en Afrique de l'Ouest (Nigéria, Ghana) — il est fumé ou ingéré autant en zone rurale qu'en milieu urbain et affecte toutes les branches d'âge de la population. L'héroïne encore inexistante il y a peu de temps, fait une entrée en force sur le marché, notamment en Mauritanie, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Ghana, pays qui sert de point de transit pour la drogue en provenance d'Asie et destinée à l'Europe et l'Amérique du Nord. L'apparition de la cocaïne est plus récente encore, des saisies importantes ont été effectuées en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigéria.

Le 9 septembre 1989, un Nigérian de vingt-sept ans est arrêté au Sénégal en possession de 12 kilos de chanvre indien. Deux jours plus tôt un important réseau de trafiquants de résine de cannabis entre le Maroc et l'Europe était démantelé en France. Le 13 septembre, la cour criminelle d'Athènes condamnait treize trafiquants gambiens des peines de prison allant de 10 ans à la détention perpétuelle. Ils avaient convoyé en Grèce 17 kilos d'héroïne. Le 17 septembre, la police interpellait un ressortissant sénégalais à l'aéroport de Dubaï, dans les Emirats arabes unis, en possession de 14 kilos d'héroïne. Le 26, la brigade régionale des stupéfiants de Tlemcen (Algérie) interceptait 1 500 kilos de kif en provenance du Maroc. Trois trafiquants (tous Algériens) ont été présentés au parquet. Et on pourrait continuer l'énumération. Mais pour dix trafiquants arrêtés, combien réussissent à passer à travers les mailles de la police ? En mai 1989, qu'elle n'a pas été la surprise des autorités rwandaises en découvrant en pleine forêt de Nyungwe (sud-ouest du pays), une plantation de chanvre indien de... 150 hectares. Quelque cent cinquante personnes en vivaient, parmi elles, le bourgmestre.

À Djibouti, capitale de la Somalie, le commerce du Khât, la drogue nationale (8 tonnes par jour) est contrôlée par les propriétaires de la *Société Générale d'Importation du Khât* (Sogik). Cette herbe euphorisante est importée d'Éthiopie dont elle constitue d'ailleurs la cinquième source de revenus et engloutit près de 40 % du budget des ménages de Djibouti.

Depuis quelques années le marché africain, investi par la cocaïne et l'héroïne, est devenu un tremplin pour les trafiquants de tout acabit. De retour de Katmandou (Népal), de Karachi et de Lahore (Pakistan), ils passent dorénavant par plusieurs capitales africaines : Dakar, Abidjan et surtout Lagos. Le nouvel itinéraire place l'Afrique entre l'Asie d'une part, l'Amérique du Nord et l'Europe d'autre part. Après avoir acheté de la cocaïne ou de l'héroïne au Pakistan, en Inde ou en Afghanistan, les trafiquants délaissent les vols directs vers les marchés occidentaux et multiplient les escales dans les aéroports africains, où ils bénéficient de complicités parmi le personnel de sécurité.

Selon le Bureau of International Narcotics Matters du Département d'Etat américain, « le Nigéria est devenu un important pays de trafic. L'essentiel de cette drogue est destinée aux marchés européens et nord-américains. L'héroïne et la cocaïne y sont consommées, le cannabis cultivé, les abus d'amphétamines fréquents. Deux tiers des drogues du continent transitent par ce pays D.

Aujourd'hui, plus de 2 000 citoyens nigériens sont détenus dans les prisons européennes, américaines, asiatiques et africaines pour trafic de drogue. Achetée environ 200 dollars le kilo, à New Delhi et à Karachi, la cocaïne en provenance d'Inde ou du Pakistan est revendue à New York soixante fois son prix d'achat, soit 12 000 dollars. Frauduleusement réintroduit au Nigéria, puis converti en monnaie locale au marché noir, le pactole se démultiplie. Le trafiquant se retrouve rapidement à la tête d'une fortune colossale, qui se chiffre en millions de nairas.

La situation au Nigéria est telle que, dès 1985, la Drug Enforcement Agency (D.E.A.) a ouvert un bureau à Lagos pour aider à la formation d'officiers de police spécialisés dans la détection de la drogue et la fouille des suspects. En effet, comme leurs semblables des autres continents, les trafiquants et passeurs africains débordent d'imagination. Les femmes, les bébés, les adolescents et les cercueils sont aujourd'hui mis à contribution. Premiers sollicités, les femmes dont le vagin constitue une cache presque inviolable. Egaleme nt prisées, les couches-culottes des bébés, spécialement aménagées et rembourrées de poudre blanche. Ainsi d'une ressortissante de Sierra-Leone, arrêtée début 1988 au Sénégal qui avait simplement caché 500 grammes d'héroïne dans les langes du bébé qu'elle portait sur son dos.

Novembre 1986, L'Hebdomadaire *La Gazette* paraissant Douala, se demandait si la capitale économique du Cameroun n'était pas en passe de devenir la plaque tournante du trafic de drogue en Afrique, après la Côte d'Ivoire. Cette question venait après l'arrestation de dix trafiquants d'héroïne de nationalité nigérienne à l'aéroport international de Douala en l'espace de deux mois. Tous ces trafiquants nigériens venaient de Bombay (Inde) par vol régulier d'Ethiopian Airlines. À Yaoundé, les autorités s'interrogent sur les lieux d'écoulement de cette drogue et ont pris des mesures strictes, allant de l'emprisonnement à vie, à la pendaison en public. Des mesures que l'on aimerait voir chez nous...

« En zone urbaine, rapporte la revue *Marchés Tropicaux* du 17 février 1989, le trafic local du cannabis s'est largement développés grâce aux... lépreux, principaux

revendeurs, pratiquement intouchables en raison de leur condition. Au centre de Jarmot de Yaoundé, qui traite ces malades, les médecins sont parfois obligés d'exclure des patients pour cause de trafic effréné, confie un responsable du service psychiatrie. »

La douzaine de passeurs nigériens arrêtés chaque semaine aux aéroports de New York et de Washington rend la vie difficile à leurs quelque 50 000 compatriotes résidents aux États-Unis. En septembre 1986, un sous-comité du Sénat américain organisait même une "audience" ayant pour thème le "Nigerian crime network", la pègre nigérienne. « Le trafic des drogues dures a en effet atteint des "proportions alarmantes" avec la multiplication par cinq, en un an, des quantités saisies (37 kilos contre 7) », déclarait le directeur des douanes.

À l'aéroport Charles de Gaulle, Paris, des passeurs ghanéens et nigériens sont arrêtés. Ils avaient dissimulés la marchandise dans leurs "dreadlocks" les fameuses tresses rastas. Ailleurs, à la frontière franco-espagnole, c'est un cercueil sans cadavre, mais rempli de kif qui est intercepté. Le convoyeur, un Marocain, est arrêté. Parfois, le cadavre existe bel et bien, mais il est rembourré de petits sachets de cocaïne !

Lorsque ces différents stratagèmes ne suffisent pas, les stewards, les hôtesse de l'air, voir les commandants de bord sont mis à contribution. En avril 1987, les douanes américaines découvrent 15 kilos d'héroïne dans les poches du manteau et dans le sac de voyage d'un des pilotes de la compagnie Nigeria Airways. Le capitaine John Billy Eko en avait pour 2 millions de dollars ! Et, par les temps qui courent, certains hommes politiques africains et les narcotrafiquants font également bon ménage. Avec les narco-C.F.A., on peut payer les fonctionnaires et renflouer en même temps son compte dans une banque à Zurich. Dans ces conditions, la valise diplomatique est utilisée à fond par les marabouts et autres conseillers occultes de ceux qui les gouvernent pour acheminer des biens non avouables.

Un exemple parmi d'autres, celui de Amadou Mohamed Cissé. Milliardaire analphabète, ministre-marabout, maître en sciences occultes, « ami » de Mobutu Sese Seko et de Mathieu Kérékou<sup>(1)</sup> mais aussi de Mouammar Kaddafi, habitué du palais de Yamoussoukro comme ceux des pays du golfe, Amadou Mohamed Cissé a été arrêté le 24 juillet 1989 à Paris sous l'inculpation de « faux en écriture bancaire ». Outre cette inculpation, les services secrets français possèdent un volumineux dossier sur son compte car ses relations avec la Libye intriguent les chasseurs de trafiquants d'armes et ses rapports avec certaines sociétés occidentales intéressent la brigade des stupéfiants. Tout particulièrement sur les activités d'une société d'export-import installée dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris et dont il est le P.-D.G...

Toujours est-il que l'homme qui ne manque pas d'amis y compris à Paris est une personne bien encombrante pour les services spéciaux français. Sans être Adnan Khashoggi — qu'il connaît par ailleurs fort bien — le marabout malien a les moyens de recouvrer très vite sa liberté : il peut surtout acheter sa liberté par des informations de très haute importance.

En France, les filières noires sont bien organisées. Fin 1986, après une longue et minutieuse filature, la police arrêtait à Evreux une importante filière sénégalaise. Toujours la même année, c'était au tour d'une quarantaine de dealers d'origine africaine de

1 — Président du Bénin, dont il a été jusqu'à mai 1988 le tout-puissant ministre d'Etat, chargé de la Sécurité et des Relations avec le monde islamique.



tomber dans les filets de la police marseillaise. Pour les toxicomanes un peu branchés de Toulouse, « L'Orée du Bois » était une véritable bénédiction. On était sûr, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de trouver une dose d'héroïne contre une poignée de billets ou un objet de valeur. Ce réseau de trafiquants arrivés en France du Zaïre, du Ghana, du Libéria et d'Angola, illégalement, ne pouvait se contenter des ASSEDIC ou des allocations obtenus à la faveur d'un statut de réfugié politique.

En 1989, l'antenne de Cergy de la P.J.-de Versailles donnait un coup de pied dans la filière zaïroise d'Argenteuil, en interpellant une trentaine de Zaïrois installés dans un immeuble squatté, 36, rue Henri-Barbusse à Argenteuil. La plupart des inculpés avait déposé un dossier de demande d'asile politique auprès de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (O.F.P.R.A.), certains d'entre eux en étaient même à leur deuxième démarche sous une deuxième identité !

La *Tribune Le Matin* du 21 juin 1983 rendait compte d'un procès significatif. On attendait 14 Zaïrois au tribunal correctionnel de Lausanne pour un trafic de 200 kilos de marijuana. « Huit se sont présentés, dont trois venaient directement des établissements de la plaine de l'Orbe (pénitencier vaudois) où ils sont détenus... » Mais alors que sont devenus les six prévenus manquants ? La *Nouvelle Revue de Lausanne* du 21 juin 1983 nous l'apprend : « Remarquons en passant — et surtout pas de racisme — que plusieurs des accusés de ce procès, venus chez nous pour y demander l'asile politique, sont rentrés impunément dans leur patrie pour échapper à la justice helvétique. » Donc : six faux réfugiés sur quatorze. Pour le moins !

Quant à la *Neue Zürcher Zeitung* du 1<sup>er</sup> juillet 1983, rendant compte de l'affaire en 12 lignes, elle parlait pudiquement de quatorze « étrangers ». De cette façon, les lecteurs de Suisse allemande ne sauront jamais qu'il s'agissait de ressortissant des pays d'Afrique noire. Qui craint la vérité a mauvaise conscience...

Le 13 mars 1989, c'était au tour du *Kenya Times*, organe du parti unique *Kanu* qui se livrait à une attaque en règle contre la colonie italienne de Malindi (côte de l'océan Indien), relevant notamment que le trafic de stupéfiants y était très florissant. Le journal, dans une double page centrale, sous le titre « *The Italian Connection* », s'en prenait longuement à la société italienne qui s'est emparée de la ville.

Le *Kenya Times* parle du parfum qui s'échappe des villas des particuliers, composé « du reniflement de la cocaïne, des injections d'héroïne et de l'herbe en train de brûler. Au passage, le quotidien évoque l'interpellation à l'aéroport de Malindi en janvier 1989, d'un parlementaire italien dont les poches étaient remplies d'herbe ». Selon la presse italienne, le vice-secrétaire général du Parti socialiste italien (P.S.I.), M. Claudio Martelli, a été interpellé en possession de marijuana. Le quotidien évoquait également un trafic de voitures de luxe entre l'Italie, l'Ouganda et le Kenya qui a été découvert récemment et dans lequel serait impliqué un certain Mimmo Fazzini, véritable leader de la communauté italienne.

Ce qui nous amène à dire deux mots d'un autre endroit de l'océan Indien, en l'occurrence l'île Maurice.

Devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis-de-la-Réunion, s'ouvrait le 18 février 1987 le procès de soixante-trois personnes impliquées dans un trafic de drogue entre la Réunion et l'île Maurice, située à 900 kilomètres à l'est.

À la tête du réseau, deux Mauriciens (arrêtés et écroués à la Réunion), Siddick

Omar Saïd et Louis Rodolphe, alias « Zenzen ». Ces deux ressortissants mauriciens écoulaient, la Réunion — relativement protégée de ce fléau jusqu'en 1986 — de la morphine-base ou de l'héroïne en provenance du continent indien. La suppression des visas pour les Mauriciens entrant dans l'île intervenue en 1987, a vraisemblablement ouvert les portes au trafic qui n'en était qu'à ses débuts.

Parmi les inculpés réunionnais figurent un restaurateur de Saint-Gilles et l'ancien président local de l'ordre des médecins. Si, à la Réunion, l'affaire ne suscite pas un grand intérêt au sein de la population, elle a pris des proportions d'un véritable scandale politique à l'île Maurice où cinq députés de l'alliance au pouvoir seraient impliqués directement dans un trafic beaucoup plus vaste. La suspicion plane sur le Premier ministre lui-même, M. Aneerood Jugnauth, qui a pris pour avocat devant la Commission d'enquête sur la drogue, dirigée par un magistrat, M. Maurice Rault (un proche du vice-Premier ministre, M. Gaetan Duval), l'ancien ministre des Affaires étrangères de M. Seewoosagur Ramgoolan, leader du parti travailliste, Sir Harold Water.



# PAKISTAN - AFGHANISTAN

---

Dans ce pays, drogue, armes, marchandises interdites l'importation, tout ce qui est défendu transite à dos de dromadaire, de Kaboul à Karachi. À Peshawar, située à l'entrée de la passe de Khyber, qui relie le Pakistan à l'Afghanistan, on vend des tapis et des cuivres ciselés, mais surtout de la drogue. L'opium est cultivée en abondance par les Pachtous de la région, dans les montagnes, hors d'atteinte des douaniers pakistanais, région qui jouit d'un statut officiel d'extraterritorialité du côté pakistanais et d'une autonomie de fait du côté afghan. Quant au hasch, il provient essentiellement des champs afghans. À Bara, on peut aussi se procurer de l'héroïne et de la morphine. Il suffit pour cela de se rendre à quelques pas du bazar, dans une maison privée où l'on vous montre tous les échantillons disponibles.

Mais le vrai, le grand marché de la drogue dure se trouve à Landi-Kotal, bourg poussiéreux posé au sommet de la passe de Khyber, à la frontière du Pakistan et de l'Afghanistan, c'est là que régissent impunément les seigneurs de la drogue, armés jusqu'aux dents, à l'abri de leurs forteresses, sur des milliers d'hectares de pavots et de cannabis. C'est devenu aujourd'hui le grand marché de la poudre blanche, contrôlé par la tribu des Affridis. Les principaux trafiquants du Croissant d'Or, cette région qui s'étale sur le Pakistan, l'Afghanistan et l'Iran, y ont installé leurs boutiques et leurs laboratoires. La matière première, le pavot à opium, fleurit à perte de vue au flanc des montagnes environnantes. La technique de transformation de l'opium en héroïne a été apportée ici par des chimistes chinois du *Triangle d'Or*. La production locale d'opium est estimée à 150 tonnes pour 1986, l'exportation d'héroïne pure vers l'étranger à 40 tonnes.

En contrebas, de l'autre côté de l'oasis-frontière de Torkham, dans les maquis afghans, certains chefs rebelles financent leur guerre par le trafic de drogue. Ce qui fait que la ville de Darra, située à une soixantaine de kilomètres de Peshawar, est le principal supermarché des armes. De là, dos de mule ou de dromadaire, à travers les zones tribales, des caravanes descendent vers le port de Karachi les armes fabriquées à Darra, véhiculant en même temps le hasch, l'opium et l'héroïne de Landi Kotal.

Au Pakistan, les barons de la drogue ont infiltré les plus hautes sphères de l'administration. Par exemple, en juillet 1989, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto, a fait arrêter le général Fazli Haq, ancien bras droit de Zia, gouverneur de la province du Nord, fief des tra-

fiquants, jusque-là considéré comme intouchable, et Mirza Iqbal Beg, l'un des plus grands trafiquants du pays, qui était, à ses heures, le bailleur de fonds du scoutisme pakistanais !

En mars 1989, l'ambassadeur des Etats-Unis au Pakistan, Robert B. Oakley, demandait aux représentants du gouvernement de la résistance afghane, de réduire la production d'opium dans les zones contrôlées par les rebelles. Selon les spécialistes de la lutte anti-drogue aux Etats-Unis, cette dernière est passée, en Afghanistan, de 200 tonnes avant la guerre, à 500 tonnes en 1985 et à 800 tonnes en 1988. Or, 50 % de l'héroïne consommée aux Etats-Unis et 80 % de celle qui pénètre en Europe provient de la région Afghanistan-Pakistan-Iran.

85 % de l'opium afghan pousse dans la province de Nangahar et dans la vallée du Helmand qui sont, dans leur plus grande partie, contrôlées par la Résistance. Cette production et sa transformation en héroïne contribuent à financer les combattants. Les moyens de transport qui servent convoier l'armement fourni par les Etats-Unis aux moudjahidin, servent, au retour, à transporter la drogue jusqu'au Pakistan, d'où elle est ensuite exportée. Dans les régions adossées A. la frontière soviétique — province de Badakshan — et contrôlées par le *Parti communiste*, les cultures de pavots n'ont pas cessé. Par ailleurs, il a été établi que la région de Kaboul — par où transite une grande quantité de drogues — soutient les tribus pathanes pakistanaises qui défendent le pavot contre les campagnes d'éradication menées par le gouvernement à l'instigation des Etats-Unis et des services spécialisés des Nations Unies (F.N.U.L.A.D.). La production qui avait été réduite à une cinquantaine de tonnes en 1985, s'est élevée à 200 tonnes en 1989.

Comme pour les soldats soviétiques qui se sont mis au haschisch et à l'héroïne durant leur service en Afghanistan, ce qui pose de sérieux problèmes aux autorités depuis leur retour à la vie civile, l'augmentation de la production de drogue dans la région a également des effets dans les zones urbaines. La consommation d'héroïne ne cesse d'augmenter au Pakistan et prend des proportions dramatiques. En décembre 1986, une vaste opération anti-drogue menée dans les quartiers pathans de Karachi provoqua de violentes émeutes. Après la saisie de 200 kilos d'héroïne et de 2,5 tonnes de haschisch, les Pathans pakistanais et afghans réfugiés qui constituent 35 % de la population de la ville, lancèrent des opérations punitives armées contre la majorité muhajir — musulmans d'origine indienne immigrés depuis 1947 — accusée d'avoir fourni des renseignements à la police. Les violences, durement réprimées par l'armée, firent plus de cent morts et des centaines de blessés.

L'effet boomerang en quelque sorte.



## QUAND DAMAS CONTRÔLE LA « NEIGE » AU LIBAN

---

On sait à peu près ce que coûte la guerre au Liban. Les importations d'armes estimées par des spécialistes français y seraient de l'ordre de 400 millions de dollars par an de 1978 à 1986. Même si l'on rajoute les salaires des combattants et leur entretien courant, les revenus de la drogue sont largement plus élevés que les dépenses militaires. Il reste donc des marges considérables qui vont grossir des fortunes accumulées à l'étranger.

Le Liban est le premier producteur mondial de haschisch et un producteur d'opium d'autant plus important que la récolte est destinée entièrement à être transformée en héroïne. Si la cocaïne profite à la guérilla sud-américaine, l'héroïne permet aux Libanais, chiïtes ou chrétiens, de financer la guerre qu'ils se livrent. Acheminée par centaines de kilos vers l'Europe, l'argent que cela rapporte est confié à un réseau d'intermédiaires au-dessus de tout soupçon qui le réexpédient à Beyrouth.

Le cas de Ryad Karam est un bon exemple. Agé d'une soixantaine d'années, rejeton d'une grande famille chrétienne du Liban, il ne ressemble en rien à un trafiquant. Fils d'un garde du corps du général de Gaulle, il milite dans sa jeunesse au sein du parti gaulliste, puis devient quelques années plus tard membre du deuxième bureau des Forces libanaises. Ses fonctions et ses relations en France en font tout naturellement un des négociateurs dans l'affaire libanaise. Pas vraiment n'importe qui, ce haut fonctionnaire qui clame tout haut que terrorisme et trafic de drogue n'ont rien à voir avec les armes de la cause libanaise.

Pourtant, en décembre 1987, Ryad Karam est arrêté en France alors qu'il transportait plus d'un kilo d'héroïne.

Cas sensiblement identique : celui de Mary Lakis, qui, là encore, n'est pas n'importe qui, puisque cette Libanaise a travaillé pour l'antenne des services de renseignements des Forces libanaises chrétiennes à Paris et elle appartient à un clan issu de la même ville que Samir Geagea, le chef des Forces libanaises, dont elle est très proche. Arrêté en 1988 à la suite de la saisie de plusieurs kilos d'héroïne, elle donne le nom de son grossiste, Walid Keyrallah, P.D.G. d'une société de transport, la *Middle East Express*, et proche des Forces libanaises.

Au total, l'enquête débouche sur l'arrestation de neuf personnes. Parmi elles, les passeurs présumés, Antoine et Gebrayl Rahmé, frères de Marly Lakis. Officiellement expulsés des Forces libanaises fin 1987, ils viennent eux aussi de la ville de Bécharré, au Liban Nord. Un autre membre de la famille, Joseph Rahmé, est interpellé à Levallois, dans la banlieue parisienne. Seul le dernier de la famille, Jean Rahmé, parvient à prendre la fuite. Correspondant à Beyrouth de Walid Keyrallah, il possède une agence de voyages dans le village maronite d'Améchit. Il est aussi l'un des hommes forts du service de renseignements de Geagea. Toutes les demandes de renseignements adressées par la police française au bureau libanais d'*Interpol*, contrôlé par les Syriens restent sans réponse<sup>(1)</sup>... Et pour cause. D'après certains renseignements, l'un des principaux organisateurs de trafic s'appellerait Ahmad Hassan Lakis, qui travaille directement pour les Syriens. Il posséderait ses propres laboratoires où le pavot est transformé en héroïne et le cannabis en marijuana et son propre réseau avec notamment des agents à Londres et à Miami.

De son côté, le président Hafez el-Assad, qui ne cache pas ses ambitions d'être le champion de l'« unité arabe » et de la lutte contre Israël ainsi que son rêve d'une « Grande Syrie », englobant le Liban, la Jordanie et les territoires palestiniens, arme, pour atteindre ses objectifs, directement ou indirectement des groupes terroristes en territoire syrien ou libanais. Avec la bénédiction de l'U.R.S.S.

C'est le trafic des stupéfiants qui permet à Damas de se procurer des devises fortes indispensables pour financer l'achat d'armes dont les terroristes ont besoin. Elles ont profités en premier lieu à l'E.T.A., les terroristes basques et espagnols, et au G.R.A.P.O., le Groupe Révolutionnaire Armé du Premier Octobre, sans pour cela nuire aux autres mouvements terroristes européens, comme Action Directe pour lequel Eric Moreau servait d'intermédiaire avec la Syrie !

Les trafiquants servent aussi d'informateurs. Le Liban sous occupation syrienne est donc devenu un important producteur de drogue. La culture du haschisch qui représentait naguère 10 % des récoltes dans la plaine de la Beka'a, représente aujourd'hui 85 % et fournit quelques 30 % des revenus extérieurs de l'Etat libanais. Les Syriens ont même fait venir des experts turcs pour fabriquer de l'héroïne dans la vallée de la Beka'a, sous contrôle syriens depuis 1976. C'est par hélicoptères de l'armée que la drogue est ensuite acheminée vers la Syrie et de là vers l'Europe occidentale, par mer ou par air. À Damas même, certains diplomates étrangers — notamment sud-américains — sont fortement soupçonnés d'être mêlés à ce type d'activités.

Tout ce travail se fait sous le contrôle des services de renseignements de Damas, dont les chefs sont les principaux bénéficiaires. L'un des plus importants producteurs de la Beka'a est le clan Hamiyeh. Bien qu'ils aient eu quelques ennuis — Youssef a été emprisonné en R.F.A. et Jamil aux Etats-Unis — on dit que de leurs prisons respectives les deux frères continueraient à organiser le trafic entre les deux rives de l'Atlantique. Sadoun, le troisième, qui avait eu la bonne idée d'effectuer en Irak des études théologiques qui lui donnèrent la qualité de cheikh (chef religieux), a, sitôt rentrer au pays, édicté une « fatwa (décret religieux) autorisant à cultiver le cannabis et le pavot.

Divers services syriens entrent parfois en conflit pour taxer les convois de ca-

1 — Nombre de renseignements concernant cette étude ont été empruntés à l'excellente étude réalisée par *L'Événement du jeudi* du 20-26 avril 1989, intitulé : « À qui profite l'horreur du Liban ? L'autre Mafia », que nous avons complété avec nos archives.

mions qui rejoignent Tripoli ou d'autres ports libanais. D'un côté le service de renseignements militaire au Liban, dirigé par le colonel Hassan Ali, depuis son expulsion de France en 1982. De l'autre, les Brigades de défense d'Ali Haidar, longtemps parrainées par Rifaat el-Assad.

Jusqu'en 1983, avec la division du pays en zones religieuses homogènes, tout trafic suppose un montage islamo-chrétien. Cultivée par des chiites, la drogue était acheminée par des sunnites ou des chrétiens vers les ports ou aéroports. Puis des passeurs, généralement chrétiens, transmettaient la marchandise à des filières occidentales. Depuis la culture a été étendue à toute la Beka'a, sous le contrôle de l'année syrienne, où les chrétiens représentent près du tiers de la population et possèdent encore 40 % des terres. On trouve désormais du pavot et du hasch dans plus de vingt-quatre bourgades chiites, comme Baalbek, Nabha, Bouday, Hermel, Tarayya, mais aussi dans les villages chrétiens de Chlifa, de Kaa ou de Deir-al-Ahmar.

Les localités du sud, comme Kefraya ou Mansoura, s'y sont mises également. Depuis peu, la drogue est même cultivée hors de la Beka'a dans le très chrétien Liban-Nord et le mont Liban, tenu par les Druzes, ou encore dans la zone de sécurité contrôlée par l'armée du Sud-Liban, alliée d'Israël. Qui pourrait se permettre d'ignorer l'une des dernières poules aux œufs d'or, dans un pays économiquement déstructuré, dont la monnaie s'effondre ?

Aujourd'hui, chaque communauté — elles sont dix-sept au total — fournit son contingent de cultivateurs, de commerçants et de passeurs. Si la Beka'a-Sud est exclusivement contrôlée par les Syriens, une sorte de pacte de non-agression permet aux Palestiniens, qu'ils soient arafatistes ou pro-syriens, de se répartir sans heurts leurs parts de revenus. L'argent de l'héroïne efface les plus mortelles rivalités idéologiques. De la production à la vente, chacun son style. Les arafatistes vendent le plus souvent leur marchandise en Bulgarie, où ils l'échangent contre des armes. Les chrétiens d'Hobeika s'adressent, eux, à un certain Abou Nidal — ne pas confondre avec le chef du Fatah-Conseil révolutionnaire —, un musulman chiite bien introduit parmi les grossistes. Une grande partie de cette drogue est écoulée vers la Turquie, à partir du port de Tripoli, contrôlé par les Syriens. Le reste est embarqué dans le port sunnite de Saïda ou le port chiite de Ouzaï, à Beyrouth-Sud.

Les Forces libanaises chrétiennes de Samir Geagea, qui tiennent le mont Liban, assurent pour leur part l'écoulement hors des frontières : elles disposent de relais à l'étranger, grâce aux communautés exilées en Afrique noire, en Europe, sur le continent américain ou en Australie.

La filière syrienne à l'étranger est particulièrement intéressante par les hautes personnalités mises en cause. Le 29 mai 1985, la police espagnole arrête un certain Youssouf Kassar au moment où il s'apprête à ouvrir le coffre d'une voiture. Le détail a son importance car, non seulement la voiture cache plusieurs kilos d'héroïne, mais elle appartient à Hajj Ibrahim, consul général de Syrie en Espagne. D'autres Syriens furent arrêtés dans des conditions semblables et l'enquête aboutit à l'expulsion de deux diplomates syriens. Il avait été établi que la filière syrienne en Espagne était dirigée directement par l'ambassadeur Riad Siajj, le consul général, et l'officier de sécurité de l'ambassade, Mohamed Rowalha. Dernière étape : le blanchissage de l'argent de la drogue. Les fonds étaient déposés sur deux comptes de Marseille, à la *Banco Hispano-Americano* et à la *Banco de Bilbao*, sous le nom d'un Libanais, Mohamed Khaldal.

En Italie, c'est dans un bâtiment diplomatique syrien que l'on découvrait une... raffinerie d'héroïne ! Lorsque la brigade des stupés arrête à Paris Jawad al-Husseini, un Libanais, elle ne se doute sûrement pas qu'elle va déboucher sur les Forces libanaises. Cela se passe en décembre 1987. L'enquête permet la saisie de trois kilos d'héroïne et l'interpellation des frères Ryad et Raymond Karam qui cachent mal leur surprise : non seulement Ryad a fait partie quelques mois plus tôt d'une délégation envoyée à Beyrouth par le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, dans le cadre de la libération des otages, mais il est surtout l'un des correspondants attitrés en Europe du service de renseignements des Forces libanaises chrétiennes.

Le 11 novembre 1988, les douaniers de Brest et de Saint-Malo interceptent le *Cleopatra Sky* avec à son bord 25 kilos de résine de cannabis. Mais, en réalité, l'office des douanes britanniques fait savoir que c'est 4 tonnes de haschisch que devait débarquer le *Cleopatra Sky*. Les Anglais avaient en effet arrêté le convoyeur anglais du chargement, un nommé Paul Cryne, qui leur raconta tout. Et en particulier qu'il avait ordre, en cas de problème, de jeter par-dessus bord les ballots de haschisch.

Dans ses déclarations, Cryne est formel : cette opération a été montée conjointement avec des Syriens dont il donne les noms. Et, surtout, à Tripoli, ce sont des militaires syriens en uniforme qui ont envoyé la cargaison de cannabis en camion depuis la plaine de la BekWa avant de charger les ballots sur le *Cleopatra Sky*<sup>(1)</sup>. On apprend également que cette filière Liban-Grande-Bretagne a été mise en place par un Anglais qui est en étroite collaboration avec les Syriens du Liban, Alan Brooks. Les policiers espagnols ne cachent pas aux enquêteurs français que Brooks est un gros bonnet de la drogue de la Costa del Sol. Son yacht, le *Diogène*, avait servi de lieu de réunion au sommet des chefs de la Mafia de l'Angleterre du nord-ouest et de Manchester.

Ses liens avec les Syriens : rien de plus simple. Dans le quartier de Mueva Andalucía, où habite Brooks, il compte parmi ses voisins un individu bien connu des services de polices françaises, Rifaat el-Assad, propre frère du président syrien et diplômé de l'université Patrice Lumumba de Moscou. C'est lui qui a la haute main sur tout le trafic de drogue en provenance du Moyen-Orient dont la valeur annuelle avoisine les huit milliards de francs. Les deux hommes ont donc sympathisé. De là à prouver qu'ils ont monté ensemble l'opération *Cleopatra Sky*, les Espagnols ne s'y risquent pas.

Pourtant, l'étroitesse des liens qui unissent Rifaat el-Assad et Alan Brooks, se manifestèrent dans une autre affaire, sans rapport, à première vue. Le 17 août 1988, au large d'Antibes, un jeune homme est tué et une jeune fille grièvement blessée par un hors-bord fou. Rifaat el-Assad avait été mis en cause par la presse. Jaime de Mora, le frère de la reine Fabiola de Belgique et éminence grise du lobby arabe en Espagne, vola au secours de Rifaat el-Assad en affirmant qu'il était avec lui le jour du drame. Reste que le juge d'instruction de Grasse, Marc Noguères — décédé depuis — demanda à entendre Alan Brooks dans cette affaire en sa qualité d'ami du dignitaire syrien.

Quand Hafez el-Assad prend le pouvoir, le 13 novembre 1970, il confie à son frère, Rifaat el-Assad, l'organisation des forces spéciales du régime : la Saraya al difa an al Thawra ou Brigades de défense de la révolution, ou encore Unité 569. En tout, de

1 — L'un des organisateurs de cette opération serait un Syrien du nom de Hedjazi, dont la femme libanaise serait propriétaire du *Cleopatra Sky*. De plus, parmi les marins faisant partie du voyage, plusieurs appartiennent à l'armée de réserve syrienne et que l'un d'eux, selon le témoignage de Cryne, était même officier du renseignement militaire syrien.

20 000 à 25 000 hommes, répartis en une division blindée et deux bataillons commandos que leur tenue, curieusement bariolée, fait bientôt surnommer « les Panthères roses ».

Ce sont ces brigades — d'après les services de renseignements de la D.E.A. américaine et des services israéliens qui protègent les cultures de marijuana et de pavot de la vallée libanaise de la Beka'a, depuis 1976. Au point que pour des raisons de sécurité et de rapidité, les Syriens ont parfois recours à des hélicoptères Kamov 25 pour transporter la drogue.

À la tête de ce trafic, on trouve plusieurs officiers de Rifaat et aussi quelques Libanais. Parmi eux, Tony Frangié, fils de Suleyman Frangié, le fondateur des Phalanges. Tony était l'un des intimes de Rifaat. Il sera abattu, en 1978, dans un règlement de comptes entre fractions libanaises rivales. Mais si Rifaat el-Assad alimente les caisses noires du régime, celles des services secrets et divers mouvements terroristes, il n'oublie pas ses propres intérêts. La D.E.A. évalue sa fortune personnelle à plusieurs dizaines de millions de dollars.

En France, où il possède un hôtel de maître, avenue de Lamballe, et des appartements, 38, avenue Foch, à Paris, il réside souvent dans une villa de Saint-Nom-la-Bretèche, achetée par la société libanaise Al Jinan, ou encore au haras Saint-Jacques, à Bessancourt propriété d'une autre société, du Liechtenstein, l'A.Y.M. dont le principal actionnaire est un membre influent de la famille royale d'Arabie Saoudite. Rifaat achète également quelques appartements au 100 du quai Kennedy, dans un immeuble moderne. Entre ses trois points de chute parisiens, Rifaat a assez de place pour installer ses deux épouses, les bureaux d'Al Jinan et sa radio privée R.T.M. — Radio tiers monde — la voix des Arabes depuis Paris, qui émet, par périodes et sans autorisation. Sans oublier sa suite, près de 200 personnes, dont les services spécialisés estiment le coût d'entretien à 5 millions de francs par mois, quai Kennedy, pour l'essentiel.

Dans *L'Express* du 30 avril-7 mai 1987, Claude Moniquet écrivait dans un excellent article :

« La France n'est-elle qu'un paisible asile pour le proscrit de Damas ? Peut-être. Mais des policiers le suspectent de meubler ses loisirs autrement qu'en poursuivant d'ambitieux projets politico-commerciaux ou en faisant la noce dans les boîtes de nuits libanaises, dont il sort aux petites heures, pour remonter parfois les Champs-Élysées à 100 à l'heure, en brûlant les feux rouges, toujours escorté par deux voitures de gardes du corps. En toute impunité et à la grande fureur des policiers en tenue, qui s'en plaignent à leurs syndicats. Le moindre de ses projets n'est pas la création, en France ou au Luxembourg, d'une chaîne de télévision couvrant les pays arabes. "Pour nous, il est évident qu'il a gardé la haute main sur tout une série d'affaires qu'il dirigeait déjà depuis Damas", dit un commissaire des Renseignements généraux, qui conclut : "Mais aujourd'hui, il ne travaille plus que pour son propre compte. Et il est protégé."

« "Protégé ?" ? Peut-être. Ils sont nombreux, en tout cas, à se demander pourquoi la radio de Rifaat peut émettre sans autorisation ? Pourquoi ses gardes du corps — une trentaine d'hommes — peuvent patrouiller armés autour de ses résidences ? Qui les autorise à suivre les déplacements du "chef" à Damas, on l'avait surnommé "le Pharaon" — Kalachnikov sur les genoux ?

« Des agissements, d'ailleurs, qui, après de nombreux heurts, pousseront la section "voyages officiels" de la police à refuser, il y a une dizaine de mois, de continuer



à assurer la protection rapprochée à Rifaat. Celui-ci, à présent, ne se déplace plus qu'avec ses seuls hommes. Pourquoi n'y a-t-il aucune enquête quand trois Syriens sont contrôlés à Roissy, le 12 décembre 1985, porteurs de passeports marocains de complaisance — n<sup>os</sup> 196 321, 196 322, 196 323, tous trois délivrés le 1<sup>er</sup> août 1985 ? Pourquoi n'y a-t-il aucune suite quand une fonctionnaire de l'Education nationale, détachée par son ministère auprès de l'ambassade de Syrie « en tant que préceptrice des enfants du vice-président » est prise, par la police des frontières, le 6 janvier 1986, en flagrant délit d'usurpation de fonction — un délit réprimé par les articles 258 et suivants du Code pénal — alors qu'elle tente de se faire passer pour un membre du ministère des Affaires étrangères.

« Il est vrai que nous avons fermé les yeux sur certaines activités de Rifaat el-Assad, reconnaît un spécialiste du monde arabe, au Quai d'Orsay. Nous estimions qu'il valait mieux le ménager. Il pouvait succéder à son frère. On pourrait appeler ça un investissement à long terme... »

« Haute politique ? Certes. Pierre Marion, l'ancien patron de la D.G.S.E., le reconnaît clairement, quand il déclare au *Nouvel Observateur*, le 26 septembre 1986, parlant de ses rencontres de 1982 avec Rifaat : "Il a constamment nié, avec violence, être en quoi que ce soit mêlé au terrorisme, ou lié à Abou Nidal. Au dessert, je l'ai regardé dans les yeux et je lui ai dit : « Excellence, vous allez me promettre qu'il n'y aura plus d'attentats en France. » Il me l'a promis. Et il a tenu parole." »

« Marché conclu entre les services français et Rifaat el-Assad. Celui-ci, après tout, est bien placé pour informer les responsables de la sécurité sur le terrorisme. Si bien qu'un officier connu — un paradoxe pour un homme de l'ombre ! — pour être un proche de la D.S.T., était, jusqu'à il y a peu, spécialement affecté à la liaison entre les « services » et l'entourage de Rifaat el-Assad.

« Cette "protection" occulte, et peut-être justifiée par "l'intérêt national", l'entourage de Rifaat va la transformer en véritable "condé". C'est le terme que le milieu utilise pour désigner l'accord pouvant exister entre la police et les truands qui l'informent, et qui sont, de ce fait, "autorisés" à poursuivre leurs activités. »

Il est vrai que si les Suisses, les Italiens et les Belges veulent « casser » la filière syrienne, la police française semble plus réticente. « Dans cette enquête, rien n'a marché, confie un policier allemand. Il nous est souvent arrivé de ne recevoir aucune réponse aux demandes de renseignements que nous adressions à la P.J. »

Pourtant, les écoutes téléphoniques mises en place par les polices suisse et italienne ont révélé que le « patron » de tous ces trafics n'était autre que Firaas el-Assad, dit « Modor », capitaine dans l'armée syrienne, neveu du président Hafez el-Assad et fils de Rifaat el-Assad... Et tout ce beau monde, tant Syriens que Libanais travaillent la main dans la main.

Il faut dire que les Libanais sont partout, ce qui facilite les contacts : le gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, au Brésil, est libanais d'origine. Au Zaïre, ce sont des Libanais qui s'occupent du diamant. En Côte d'Ivoire, ils règnent sur l'import-export. Certains sont ministres au Paraguay. Torbay, l'ancien président de la Colombie, était libanais. L'un des principaux conseillers d'Alan Garda, président du Pérou, s'appelle Abdelraman el-Assir. L'un des plus importants fonctionnaires du ministère de l'intérieur s'appelle Abdel Salinas. L'actuel président de la Jamaïque est d'origine libanaise... Ils sont partout.

Si une partie de la drogue contamine l'Occident, une autre contamine Israël. En mars 1987, un responsable de la police israélienne, Rafi Peled, indiquait qu'il y avait actuellement en Israël plus de 200 000 utilisateurs de drogues. « 200 000 Israéliens sont des consommateurs chroniques de haschisch, alors que 7000 se droguent à l'héroïne et 4200 autres utilisent divers stupéfiants. » Il indiquait également que quelque 400 kilos d'héroïne pure avaient été introduites en 1987 en Israël. « L'héroïne provient non plus d'Extrême Orient, mais de la Syrie du Nord et de la vallée de la Beka'a libanaise », précisait-il. Deux ans plus tard, en 1989, on estime à 1500 kilos la quantité d'héroïne arrivant en Israël.

Voilà maintenant que la Syrie, ennemi juré d'Israël, reçoit des fonds provenant des drogués israéliens. Amusant, non ? Il faut dire que l'« œcuménisme » des trafiquants transgresse allègrement les frontières. C'est ainsi que l'invasion du Liban par les troupes du général Sharon, a permis l'établissement de « relations d'affaires » entre trafiquants libanais et israéliens. À ce sujet, le journaliste écrivain Guy Sitbon, avec qui nous sommes loin d'être d'accord, étant donné son rôle dans une certaine presse pornographique, envoya une lettre courageuse au mensuel juif *Passages* dans laquelle il disait : « Il faut un certain courage — et vous l'avez eu — pour bousculer le tabou selon lequel une communauté se doit de masquer ses tares. Les Juifs nord-africains, les émigrés israéliens produisent leurs réseaux de truands, nous le savons bien, nous en côtoyons parfois. C'est une propriété des émigrations de secréter leurs délinquants organisés. Les juifs ne se singularisent pas. Votre dossier, très riche, aurait pu insister davantage sur l'engagement prononcé des réseaux israéliens dans le grand trafic de drogue. Nous devons le savoir pour le dénoncer et autant que possible en débarrasser nos communautés. Ce qui revient à les moderniser. Les délinquants, même s'ils sont très riches, sont toujours les produits les plus cons d'une communauté. »

De plus, Jean-François Deniau, vice-président de la commission des Affaires étrangères, au retour de sa mission mouvementée à Beyrouth, s'étonnait du pudique silence américain sur les champs de pavots de la Beka'a... Intérêt, intérêt, quand tu nous tiens !

Le sud de l'île de Chypre, occupé par l'armée d'Ankara, est devenue un important point de passage pour la drogue transitant de l'Asie et du Moyen-Orient vers l'Occident. Les réseaux de trafiquants libanais utilisent aussi cette partie de l'île pour conclure des marchés. Ces derniers y possèdent de nombreuses sociétés d'import-export et des banques *offshore*.

Autre pays touché par le fléau de la drogue libanaise, l'Égypte. Sa situation géographique — le canal de Suez —, ses liens privilégiés avec les États-Unis et l'Europe ainsi que la structure libérale de son économie, ont incité les trafiquants à en faire un maillon principal de leur commerce. D'autant que l'Égypte est elle-même un marché intéressant puisque la production locale ne suffit pas à répondre à la demande. Bien que les autorités du Caire se soient engagées depuis octobre 1985 dans une lutte sans merci contre les trafiquants — 17 tonnes de haschisch ont été saisies en 1987 et deux parmi les dix plus importants trafiquants arrêtés —, il y aurait actuellement plus d'un million de toxicomanes en Égypte dont 30 % seraient des lycéens et étudiants.

« Et puis, il y a la politique, écrivait *Jeune Afrique* dans son numéro du 17-24 août 1988. Il est de notoriété publique que le dernier ministre de l'Intérieur d'Anouar el-Sadate, Nabaoui Ismaïl, manipulait des drogués : il n'hésitait pas à faire libérer des

toxicomanes et des dealers pour infiltrer ensuite l'opposition. Les perquisitions parmi les opposants qui ont suivi le meurtre d'Anouar el-Sadate (6 octobre 1981) auraient permis de découvrir plusieurs caches de drogue. C'est du moins ce qu'ont déduit les observateurs... et les consommateurs de stupéfiants, en constatant une brusque et brutale augmentation des prix.

« Au début de son règne, le successeur du raïs assassiné, Hosni Moubarak, a voulu donner l'exemple en luttant contre une corruption devenue trop voyante. Des richesses s'épalaient dont l'origine demeurait mystérieuse ! La drogue ? Des noms furent jetés en pâture à l'opinion indignée. Celui du propre frère d'Anouar el-Sadate, Esmat, en faisait partie. On en parlait comme d'un grand corrompu parmi d'autres. »

*« Hier, on déterrait des racines on mâchait des feuilles pour un résultat incertain. Aujourd'hui, on fabrique des produits psychochimiques de synthèse dont on connaît la spécificité. Modifier la conscience sur commande et non plus par accident est devenu techniquement réalisable. »*

Sidney Cohen  
(« *The Beyond Within* »)

## CUBA, PLAQUE TOURNANTE DE LA DROGUE AU SERVICE DU COMMUNISME

---

*Le rôle de l'URSS et de la Bulgarie*

Tout récemment, le monde journalistique et politique a été tenu en haleine par un procès « historique » se déroulant à Cuba sur la demande expresse de Raoul et Fidel Castro : celui du général de division Arnaldo Ochoa Sanchez, jugé pour corruption et trafic de drogue.

Membre du Comité central du *Parti communiste*, député à l'Assemblée nationale, ancien commandant en chef du contingent cubain en Ethiopie pendant la guerre d'Ogaden, puis au Nicaragua et enfin, en Angola de 1987 à 1988, le général Arnaldo Ochoa, l'un des six héros de la République cubaine, méritait, selon Raoul Castro, procureur militaire particulièrement acharné, le peloton d'exécution.

Ochoa et ses coinceps du procès de La Havane — le général Patricio et le colonel Antonio de La Guardia notamment, frères jumeaux et anciens membres de la garde personnelle de Fidel Castro — ont une décennie d'Afrique derrière eux. Ils ont fait l'Erythrée et dirigés la bataille de Cuito Cuanavale. Entre-temps, ils se sont tous retrouvés au Nicaragua, où ils se livrèrent à ce que leurs juges considèrent comme la partie la plus répréhensible de leur dossier : le trafic de drogue vers les Etats-Unis en connivence avec les sinistres narco-mafiosi colombien du Cartel de Medellín.

Outre Ochoa, le tribunal a condamné à mort, d'un part, son « homme de confiance », l'ex-capitaine Jorge Martinez Valdes qui s'était rendu en Colombie rencontrer le chef du Cartel de Medellín, Pablo Escobar, et, d'autre part, l'ex-colonel Antonio de La Guardia et l'ex-commandant Amado Padron, qui, usant de leurs fonctions à la tête d'un département secret du ministère de l'Intérieur, ont permis la contrebande d'au moins six tonnes de cocaïne vers les Etats-Unis.

L'ex-lieutenant-colonel Alexis Lago Arocha et les lieutenants Eduardo Diaz Izquierdo et Antonio Sanchez Lima, subordonnés d'Antonio de La Guardia pour lesquels la peine de mort avait été requise ont été condamnés à trente ans de prison.

On été condamnés à la même peine, l'ex-général de brigade Patricio de La Guardia, frère d'Antonio, ancien chef d'état-major du ministère de l'Intérieur et chef de la mission du même ministère en Angola pendant trois ans, le capitaine Rosa Maria Abierno Gobin, la seule femme présente dans le box des accusés, et l'ex-capitaine Miguel Ruiz Poo, le plus jeune des condamnés.

L'ex-commandant Gabriel Prendes Gomez, l'ex-capitaine Leonel Estevez Soto et l'ex-lieutenant Jose-Luis Pineda Bermudez, tous du ministère de l'Intérieur, devront purger une peine de vingt-cinq ans de prison. L'ex-colonel Antonio Rodriguez Estupinian, subordonné du général Ochoa en Angola, est condamné à dix ans de prison.

Après l'exécution d'Ochoa, la purge continue. L'ancien ministre de l'Intérieur (destitué fin juin 1989), le général José Abrantes a été arrêté. Avec lui, plusieurs de ses collaborateurs : l'ancien responsable de l'immigration, le général Roberto Gonzales Caso ; l'ancien patron des douanes, le général Oscar Carrero Gomez, et le ministre des Transports, Diodes Toralba, destitué le 13 juin pour « conduite personnelle immorale, dissipée et corrompue » selon le quotidien officiel du *Parti communiste* cubain *Gramma*. Ce chef d'accusation n'est pas rare à Cuba. Y compris pour une personnalité de rang élevé. D'autant que M. Toralba est membre du comité central du P.C., l'un des vice-présidents du comité exécutif du conseil des ministres et, surtout, l'un des premiers plus anciens compagnons d'armes de Raoul Castro, ce qui, à Cuba, vaut mieux que des titres plus officiels.

Cinq autres militaires ont été rétrogradés et mis à la retraite. Selon la presse cubaine, il s'agit « d'approfondir les enquêtes en cours une allusion transparente au scandale de la drogue, d'autant que les trois hommes exécutés avec Ochoa appartenaient au ministère de l'Intérieur. Les observateurs étrangers notent au passage que la crise du ministère de l'Intérieur renforce opportunément Raoul Castro, successeur désigné de son frère Fidel à la tête du régime cubain, et il est plus que probable qu'il ait, à cette occasion, cherché à écarter définitivement le général Ochoa, candidat au dauphinat populaire et encombrant.

La dénonciation de la « filière Ochoa » ressemble fortement à une embrouille politique. Vu le grand usage que fait l'armée cubaine des fonds acquis illégalement pour financer les actions à l'étranger, il n'était pas très compliqué de discréditer Ochoa ou tout autre officier. D'autant plus que les opérations militaires d'Antonio de La Guardia au service de Medellín étaient déjà infiltrées par la D.E.A. et devaient donc être rapidement larguées par le régime. Castro a donc fait d'une pierre deux coups en sonnant l'alarme sur la filière cubaine et en y rattachant Ochoa.

De nombreux experts, dont Jaime Suchlicki, directeur de l'Institut des études interaméricaines à l'Université de Miami, pensent que les accusations contre Ochoa « ont été inventées de toutes pièces ». « Le nom d'Ochoa ne figure dans aucune de nos enquêtes », précise John Fernandes, porte-parole de la D.E.A. à Miami. Le 14 juin, Raoul Castro annonçait l'arrestation d'Ochoa, dans un long discours truffé de remarques sur le thème « les ordres, c'est les ordres ». Pas un mot sur la drogue. Les tribunaux militaires qui ont transféré Ochoa devant la cour martiale se réfèrent explicitement au fait que l'ex-commandant en chef avait désobéi aux ordres de Raoul Castro. Plus bizarrement,



Aldo Santa-maria, un des quatre fonctionnaires cubains passés en jugement aux Etats-Unis en 1982 pour trafic de drogue, était un des principaux accusateurs sur les bancs du tribunal militaire.

Non seulement Ochoa était «un homme d'esprit très populaire» (la formule figure dans l'acte d'accusation) mais dans les semaines qui ont précédé son arrestation, il avait critiqué en présence de ses collègues de l'armée et du gouvernement les décisions de Castro pendant la guerre d'Angola et son manque d'enthousiasme pour la Glasnost et la Perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev.

Betancourt, de Radio Marti, pense que la rupture entre Castro et Ochoa a été définitive après la visite à Cuba, le 11 juin, de Manuel Salis Palma, le président fantôme du Panama. Dans son discours du 14 juin, Raoul Castro précisait que son frère avait, juste après le départ de Solis Palma, présidé, quatorze heures durant, une réunion extrêmement tendue au cours de laquelle il fut décidé qu'Ochoa devait être arrêté et exclu du *Parti communiste* et de l'armée. Cette coïncidence peut signifier que «la désobéissance d'Ochoa était liée aux actions militaires en cours à Panama», explique Betancourt qui fait remarquer que la demande d'aide militaire de Panama ne pouvait être adressée qu'à Cuba ou au Nicaragua, «les seuls supporters du général Noriega dans toute l'Amérique centrale».

«Il faut en effet faire preuve de beaucoup de bonne volonté pour croire que ces trafics, menés par de hauts responsables, aient pu échapper à la vigilance permanente des plus hautes instances de l'Etat», expliquait un diplomate d'un pays à la neutralité confirmée.

Dans un discours prononcé en 1985, Castro, répondant au témoignage de l'ancien conseiller de Noriega, José Blandon, qui l'accusait d'être personnellement intervenu dans des affaires de drogue, disait : «Au cours des vingt-six dernières années, je n'ai jamais eu connaissance d'un seul cas où des responsables cubains avaient été mêlés au commerce de la drogue.»

Les révélations de Reinaldo Ruiz, arrêté en 1988, anéantirent ce système de défense. Ruiz était responsable des chargements de cocaïne, en coopération avec des militaires de La Havane. Ruiz possédait à Panama une agence de voyages. Son amie connaissait Gustavo Gavinia, le cousin de Pablo Escobar, l'un des chefs du Cartel. Mais, et surtout, Ruiz avait un cousin, Miguel Ruiz, capitaine dans l'armée cubaine et travaillant pour une section secrète du ministère de l'Intérieur, le M.C. chargé d'obtenir pour La Havane des devises fortes et des produits placés sous embargo. Le M.C. agissait par l'intermédiaire de plusieurs sociétés écrans dont la CIMEX et Interconsult. Le chef du M.C. était le colonel Tony La Guardia.

«On le surnommait «le parrain», raconte Reinaldo Ruiz<sup>(1)</sup>. C'était un homme de goût, excellent peintre, fantastique amateur d'art, dont la fidélité à Castro était totale.»

En avril 1987, le fils de Reinaldo Ruiz, pilotant un avion transportant 240 kilos de cocaïne se pose, en provenance de Colombie, sur la base militaire cubaine de Varadero. Il possédait les codes d'accès lui permettant d'entrer dans l'espace aérien cubain, et des «Mig» sont venus à sa rencontre et l'ont escorté jusqu'à l'atterrissage. Des militaires déchargèrent la cocaïne qui était acheminée jusqu'à une station de gardes-côtes

---

1 — Entretien accordé à Eric Laurent à la prison fédérale de Floride, pour *Le Figaro Magazine*, 16 septembre 1989.

voisine, où elle est chargée sur une vedette rapide immatriculée en Floride. Ruiz pose ensuite son avion près de Miami et, pour justifier son escale à Cuba, les officiels de File envoient un message aux autorités aériennes de Floride : « L'avion, assurent les Cubains, a dû se poser sur la base militaire en raison d'une panne de moteur. » Reinaldo Ruiz explique aujourd'hui :

« Nous étions protégés dès le début par les autorités de La Havane, au plus haut niveau. »

Un autre voyage a lieu le 9 mai 1988. L'avion transporte cette fois 400 kilos de cocaïne et atterrit à nouveau sur la base aérienne de Varadero, guidé par les radars militaires. Une vedette attend encore une fois, non loin, ancrée à la Marina Hemingway, et appareille aussitôt pour les côtes de Floride, escortée jusqu'à la limite des eaux territoriales par des gares-côtes cubains.

Les forces de La Havane, à tous les niveaux, avaient reçu des ordres pour collaborer avec les trafiquants. Tony La Guardia rencontrait fréquemment Castro et avait des pouvoirs étendus. Lorsque Reinaldo Ruiz est arrêté, ses révélations aux services anti-drogue semèrent la panique à Cuba. Castro commença par nier. Puis ce fut le départ de l'affaire. Ochoa. Pour Reinaldo Ruiz, l'exécution de ces hommes ne fut pas une surprise :

« Castro avait le dos au mur. Face à l'opinion américaine et internationale, il était contraint de faire quelque chose. C'est un homme intoxiqué par le pouvoir et prêt à tuer quiconque pour s'y maintenir. »

Dès 1982, on retrouvait le nom et l'inculpation de Raoul Castro dans un rapport de la *Drug Enforcement Agency* (D.E.A.). Pour son frère Fidel, la version officielle donc, tout est extrêmement simple. Ce serait le 6 mars 1989 qu'il aurait conçu ses premiers soupçons, en lisant une dépêche d'agence consacrée au procès des frères Ruiz. C'est se moquer du monde. Et nous allons le démontrer.

En deux occasions, les frères Ruiz affirmèrent avoir fait escale sur l'aéroport militaire cubain de Varadero, où des soldats auraient déchargé et entreposé à chaque fois une demi-tonne de cocaïne avant de la transborder sur des bateaux à destination de Miami, escorté par la flotte cubaine jusqu'à la limite des eaux territoriales. Les frères Ruiz affirmaient même fumer en 1987 des cigares provenant directement du tiroir de Fidel Castro. En apprenant ce détail, Castro aurait incliné à voir dans ces accusations une nouvelle opération de la propagande yankee, puisqu'à cette époque il avait déjà arrêté de fumer (*sic*!) <sup>(1)</sup>.

Castro décida cependant qu'il fallait ouvrir une enquête. Mais pourquoi justement cette fois, alors que, dès 1981, un grand jury de Miami avait déjà accusé un militaire cubain — l'amiral Santamaria — de complicité dans un trafic de marijuana, sans susciter à La Havane d'autre réaction que l'indignation révolutionnaire ?

Toujours est-il, écrit J.-P. Gené, envoyé spécial à La Havane, que les services de contre-espionnage cubains se mettent immédiatement à l'ouvrage, écoutant les transmissions radios par avion, bateau, entre la Floride et la Colombie, opérant des repères radiogoniométriques et identifiants des émetteurs changeant sans arrêt de fréquences et d'emplacement pour des messages très brefs, émis des faubourgs de La Havane, et dont le contenu ne laissait aucun doute : trafic de drogue. Le 27 avril, le haut comman-

1 — Relevé dans un excellent article de J.-P. Gené, *Libération*, 5 septembre 1989.

dant du ministère de l'Intérieur se réunit avec, sur le bureau, le rapport du contre-espionnage. Seulement voilà : Tony de La Guardia, présent, est averti des écoutes radio et se disculpe habilement lorsqu'il est interrogé. Résultat, l'enquête piétinera jusqu'à début juin.

C'est alors que naît l'affaire Ochoa... bien qu'à aucun moment son nom n'apparaît dans les affaires de drogue, et les services spécialisés américains le confirment : ils n'ont rien sur lui. En revanche, de méchantes rumeurs courent sur son compte : il est extrêmement populaire, il offre des présents à ses nombreux amis, il aurait trafiqué dans le sucre, l'ivoire, le diamant en Angola, il aurait un compte en banque en dollars à l'étranger, bref, il mène une vie privée un peu trop flamboyante aux yeux des gardiens de la morale révolutionnaire.

Ochoa a été donc « soumis à une vigilance serrée », fort délicate car il fallait en demander l'autorisation préalable au comité central — dont il était membre — et surtout ne pas éveiller ses soupçons. Raoul Castro, qui supervisait l'enquête, y a veillé, rencontrant lui-même Ochoa à deux reprises, et lui faisant part des critiques interdisant sa nomination à la tête de l'armée occidentale, mais sans obtenir la confession spontanée sur l'ensemble de ses turpitudes...

Il faudra une visite au domicile du capitaine Martinez, adjoint d'Ochoa, pour que la « vérité » éclate officiellement, grâce à « une lettre, un livre sur la mafia et une petite carte ayant à voir avec un hôtel de Medellín » trouvés chez lui. Le faux passeport accordé à Martinez pour aller en Colombie, les comptes en banque à Panama, les liens avec Pablo Escobar (l'un des chefs du Cartel de Medellín) et les contacts entre Tony de La Guardia et Ochoa, l'utilisation de l'aéroport militaire de Varadero par les avions des trafiquants, tout surgit alors au grand jour, selon un scénario qui reste flou dans la version officielle, mais qui aboutit à l'arrestation de toute la bande, aux aveux complets des inculpés, à leur procès et au grand nettoyage d'été du ministère de l'Intérieur.

Tel est donc la version officielle, résumée d'après le texte qui fait autorité : l'intervention de Fidel Castro devant le Conseil d'Etat le 9 juillet 1989 : « Bref, *compañeras* et *compañeros*, je crois que l'Histoire n'a jamais connu un procès aussi honnête. Et quand je dis l'Histoire, je parle de « Histoire en général. Quant à notre pays, je dis pareil : on n'a jamais vu un procès si limpide et avec une telle participation. » (*Sic* !)

Malheureusement, ce procès « modèle se bornant à extorquer une confession larmoyante, n'est pas parvenu dissiper une autre hypothèse sur ses raisons et sa date. En fait, Fidel et Raoul Castro auraient agi sous la menace de révélations explosives des services anti-drogues américains, prouvant de manière irréfutable l'implication d'officiels cubains dans le trafic de drogue. Selon William Von Raab, ex-patron des douanes américaines qui a quitté son poste voici quelques semaines, ses services avaient en effet monté une opération — opération Greyhound — qui leur avait permis d'infiltrer un réseau de trafiquants dirigé par le patron d'une écurie de bateaux de course en Floride. Les renseignements recueillis grâce à leurs informateurs démontraient, de façon formelle, l'implication des « troupes spéciales » cubaines, une unité d'élite dirigée durant dix-huit ans par Tony de La Guardia.

Les troupes spéciales se seraient livrées à des activités suspectes, tant sur la base militaire de Varadero que lors de l'escorte dans les eaux territoriales cubaines de bateaux chargés de drogue. Von Raab, qui a exposé cette hypothèse à une commission du Sénat, ne sait pas comment les frères Castro ont pu apprendre les résultats de cette

enquête. Il se borne à signaler la disparition, le 12 juin 1989, jour de l'arrestation de la bande à Ochoa, d'un des informateurs-clé dans l'opération Greyhound, Gustavo « Papito » Fernandez, un trafiquant devenu indicateur.

Les Américains sont toutefois au courant depuis des années du trafic de drogue via Cuba. Un, Robert Vesco, financier véreux, jadis complice de Carlos Lehder dans File de Norman Cay pour l'importation de tonnes de cocaïne colombienne, est aujourd'hui réfugié à La Havane, et Castro bien que les Etats-Unis lui demande depuis des années de l'extrader, fait la sourde oreille.

Carlos Lehder, l'un des patrons du Cartel de Medellín était l'« officier » chargé de la logistique de Robert Vesco, lorsque Vesco se réfugia à Cuba, il lia Lehder à son accord avec Castro : Lehder prenait en charge le ravitaillement en armes du groupe terroriste colombien M. 19 contrôlé par Cuba, et Vesco et les Cubains donnaient en échange un soutien logistique au trafic de drogue<sup>(1)</sup>.

Deuxièmement, les Américains sont parfaitement au courant des « bombardements » aériens de drogue : un avion venant de Colombie ou d'un autre pays producteur large des ballots de drogue soigneusement emballés, et des vedettes rapides viennent les récupérer. « En 1989, ces opérations de trafic avaient lieu environ trois fois par semaine, à proximité des eaux territoriales cubaines », selon l'amiral américain Leland. Selon la D.E.A., d'avril à juillet 1989, trente-neuf « bombardements » ont eu lieu dans les eaux territoriales cubaines. Ce qui fait que, malgré le procès Ochoa et les récentes déclarations de Fidel Castro qui affirmait que Cuba et les Etats-Unis devraient trouver « une forme de communication » dans leur lutte commune contre le trafic de drogue<sup>(2)</sup>, les Américains ont beaucoup de mal à se persuader que La Havane ignorait jusque-là ces trafics qui se passaient sur son territoire.

Sans compter avec cette fameuse affaire de 1984, dans laquelle Fidel Castro avait joué le rôle de médiateur entre les représentants du Cartel de Medellín et le général Noriega. L'histoire a été racontée de plusieurs sources différentes. Au printemps 1984, après l'assassinat du ministre colombien de la Justice Lara Bonilla, les membres du Cartel étaient allés se mettre au vert au Panama, en payant largement leur protection aux hommes de Noriega. Pablo Escobar avait même négocié, contre cinq millions de dollars, avec le bras droit du général, le lieutenant-colonel Julian Melo, l'installation d'un laboratoire de fabrication de cocaïne dans la province de Darien, proche de la frontière colombienne.

Malheureusement, alors que Noriega était en voyage en Europe, une fraction des forces armées panaméennes — qui n'avaient sans doute pas touché sa part de dollars — opérait un raid sur le labo, arrêtant vingt-cinq Colombiens et détruisant tout. Fureur de Pablo Escobar qui fait savoir, via José Bandon — alors conseiller politique très proche de Noriega et aujourd'hui exilé aux U.S.A. — qu'il entendait récupérer sa mise de cinq millions de dollars, sinon... Panique de Noriega, alors à Londres, qui craint un contrat sur sa tête et ordonne à Bandon de se rendre immédiatement à Cuba en compagnie d'un représentant d'Escobar pour demander à Fidel Castro de faire office de médiateur.

Noriega les rejoindra le 27 juin 1984 — il existerait une photo de la rencontre et, apparemment l'affaire s'est résolue. Les vingt-cinq Colombiens arrêtés à Panama

1 — Propriétaire d'une banque au Bahamas, la *Colombus Trust*, Robert Vesco offrit 200 000 dollars en 1972 au comité pour la réélection de Richard Nixon... qui les a acceptés.

2 — Discours de Fidel Castro du 9 juillet 1989.



ont été relâchés, et trois millions de dollars auraient été remboursés par Noriega. L'histoire, bien qu'extraordinaire, est loin d'être invraisemblable lorsqu'on sait les liens anciens entre Castro et la Colombie, notamment avec la guérilla du M.19. Quant à l'union entre Noriega et Castro, elle est du domaine public.

Mais, comme l'écrit très justement J.-P. Gené dans *Libération* du 6 septembre 1989, « le billet vert joue en effet un rôle important dans cette affaire (Ochoa). L'Etat de l'économie cubaine peut se résumer à quelques chiffres : une dette extérieure évaluée à dix milliards de dollars, soit quatre fois plus par tête d'habitants que le Brésil et trois fois plus que le Mexique.

Privé de l'accès au gigantesque marché capitaliste situé à moins de 150 kilomètres de ses côtes, Cuba a dû fonder, à côté de l'économie officielle entièrement nationalisée, lourde et bureaucratique — dont la Banque nationale est le pilier —, un système plus souple permettant d'échapper aux rigueurs du Plan et de l'embargo, décrété en 1962 par John Kennedy et qui se poursuit. Il faut savoir, en effet, que tout navire touchant un port cubain pour y charger ou décharger des marchandises est interdit de jeter l'ancre le long d'un quai américain. Idem pour les sociétés qui vendent officiellement des marchandises à La Havane.

Tony La Guardia, le principal organisateur du trafic de drogue qui a été exécuté le 14 juillet 1989 avec Ochoa et deux autres complices, était à la tête d'une section spéciale du ministère de l'Intérieur cachée sous le sigle M.C. qui, pour beaucoup, signifiait « Marijuana et Cocaïne ». C'était le système plus souple ! En fait un organisme de trafic officiel destiné à approvisionner le marché local en denrées capitalistes : électro-ménager, automobiles, Hi-fi, alcool, tabac et différents autres produits.

Le M.C. entretenait des relations particulières avec ces « zones libres » dispersées dans le monde et notamment celle de Panama. Au cours du procès, Ochoa a ainsi expliqué que son contact mexicain lui avait proposé d'utiliser les canaux servant pour le tabac pour le trafic de drogue. Tony La Guardia, comme le général Ochoa, s'est en outre défendu en affirmant que les deux millions de dollars « gagnés » trafiquant six tonnes de cocaïne sur deux ans et demi auraient été réinvestis dans le développement touristique par l'intermédiaire d'un « étranger » dont l'identité n'a pas été révélée.

Suite à l'affaire Ochoa, les sympathisants du régime admettent que celui-ci traverse « une passe difficile » ; mais ils admirent que, à nouveau, « Fidel » fit prévaloir la morale sur toute autre considération en n'épargnant personne dans sa « chasse aux corrompus ».

C'est vraiment se moquer du monde, car, comme nous l'avons démontré, toute cette affaire ne date pas d'aujourd'hui et Fidel Castro, le premier, ne pouvait l'ignorer, tout comme son frère.

En effet, « il est possible d'affirmer qu'il existe une stratégie soviétique — dont Cuba est l'un des axes — en matière de drogue, écrivait Brian Crozier. Celle-ci ne se limite pas à tirer profit d'un marché dont la croissance est monstrueuse. Elle représente une arme de guerre au service des objectifs politiques du Kremlin <sup>(1)</sup>. »

1 — *L'Express*, 19-25 décembre 1986. Longtemps éditorialiste à *The Economist* et à la B.B.C., Brian Crozier collabore aujourd'hui à la *National Review* de New York. Eminent spécialiste des relations internationales, il a écrit trois grandes biographies, sur de Gaulle, Franco et Tchang Kaï-chek. Mais il s'est surtout intéressé à la stratégie politico-militaire de l'URSS. En 1978, il analyse la menace soviétique et les moyens d'y faire face dans *Strategy or Survival* un ouvrage qui connu un important retentissement dans les pays anglo-saxons. Jusqu'en 1979, il dirigea



Le point important, toutefois, est l'emploi délibéré et systématique des stupéfiants pour miner les sociétés occidentales. Ce fait a été constaté conjointement par un remarquable spécialiste américain, le Dr Joseph D. Douglas<sup>(1)</sup>, et par une équipe internationale dirigée par Brian Crozier. De cette double enquête émergent quelques éléments frappants.

Dès la fin des années 1940, pendant la dernière phase de la guerre civile en Chine, Mao Tsé-toung et ses camarades décidèrent que le trafic des stupéfiants devait faire partie de leur stratégie de destruction de la bourgeoisie. Dans un premier temps, ils concentrèrent leurs objectifs sur les Etats-Unis et le Japon. Vers la fin de 1950, Mao intervint dans la guerre de Corée. Chinois et Nord-Coréens alimentèrent les troupes américaines en opium et en héroïne. Ces opérations furent décrites avec forces détails par des agents secrets du Trésor américain et par les services de renseignements militaires. Par la suite, des transfuges chinois les authentifièrent.

En mars 1971, *China News*, quotidien du soir en langue anglaise de Taïpeh, remarquait que la consommation des narcotiques parmi les jeunes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Europe, augmentait de façon inquiétante. En effet, « la Chine rouge a exporté l'an dernier pour plus de 800 millions de dollars » de drogue. « Les plantations de champs de pavots augmentent, en particulier dans la province du Yunnan. » Naturellement, Pékin interdit l'utilisation et la consommation de la drogue au peuple chinois. Pour les contrevenants, une seule punition : la peine de mort. Ce n'est donc pas par hasard que la drogue se répand de façon alarmante dans l'armée américaine du Viêt-nam. L'usage de stupéfiants divers est devenu si grand dans les rangs de l'armée qu'au cours d'une période de 79 jours, l'an dernier, 75 soldats américains sont morts à la suite d'injections répétées d'héroïne. Et *China News* d'en conclure :

« Si la consommation des stupéfiants ne peut être stoppée, elle mettra en moins de dix ans la civilisation occidentale en danger de mort. »

Nous n'avons aucune preuve de collusion entre les Chinois et les Soviétiques dans ce domaine, écrit Brian Crozier. Cependant, il est certain que les Soviétiques avec l'aide des Nord-Coréens et des Tchèques menèrent une enquête minutieuse sur la tactique et l'équipement des forces des Etats-Unis en Corée. En particulier, ils procédèrent à l'autopsie de cadavres de soldats américains pour tenter de déterminer l'effet des drogues sur les capacités de combat. Le général Jan Sejna, ancien secrétaire du Conseil de défense du *Parti communiste* tchécoslovaque, était présent à Moscou lors d'un briefing qui dura une journée entière. Les résultats de ces examens se révélèrent inattendus et étonnants : 22 % des soldats étaient morts d'un infarctus ou avaient souffert de troubles cardiaques.

Les médecins soviétiques n'en revenaient pas. Une consommation excessive de drogues, telle était la seule explication compatible avec les faits. Un chiffre surprenant

---

*l'Institute for the Study of Conflicts* de Londres, dont l'objet est l'analyse des tensions et des conflits locaux et internationaux.

1 — Le Dr Douglas, ingénieur et analyste politique, fréquente depuis de longues années les services secrets. Il se lia d'amitié avec plusieurs transfuges importants comme le Major général Jan Sejna. Aux Etats-Unis, il a eu accès aux archives du ministère des Finances du Département des Douanes et du Département d'Etat. Il a lu des milliers de pages de témoignages devant les commissions du Congrès et a longuement parlé avec des agents des services secrets soviétiques qui avaient fait défection et se sont réfugiés à l'Ouest.

ressortait aussi de cette enquête : environ 60 % des G.I. utilisaient les stupéfiants fournis par les Chinois.

Ces découvertes impressionnèrent les Soviétiques, qui lancèrent immédiatement une étude sur l'utilisation de la drogue en tant qu'arme stratégique à déployer contre les sociétés occidentales. Vaste projet auquel participèrent, dès 1956, des civils et des militaires soviétiques, tchèques et nord-coréens, avec l'approbation du Conseil de défense soviétique. En plus des services d'espionnage militaires et du K.G.B., il fut fait appel à de hauts fonctionnaires du ministère soviétique de la Santé et à des membres de l'Académie des Sciences.

Le champ d'action était considérable : santé, enseignement, économie, productivité de travail, services secrets, sécurité intérieure et défense. La conclusion fut que les pays les plus vulnérables étaient, dans l'ordre, les Etats-Unis, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Canada. Un gros rapport fut rédigé, auquel le général Sejna eut accès.

Pendant quatre ans, on étudia les moyens, les méthodes, les techniques. L'Union soviétique commença donc à disséminer les drogues en 1960. Deux ans plus tard, Krouchtchev convoque secrètement, à Moscou, de hauts dignitaires des Etats membres du Pacte de Varsovie. Le général Sejna assiste à la réunion. Khrouchtchev ébauche un programme stratégique où chacun des services secrets des pays satellites aura son rôle à jouer, sous la direction du K.G.B.

Le moment est venu, dit-il, d'exploiter systématiquement les drogues pour arriver à paralyser le monde capitaliste. Il faut aller de l'avant, précise-t-il, aussi vite que possible. Et il dresse un rapide inventaire des avantages escomptés :

- Le trafic rapportera des devises étrangères, qui serviront à financer des opérations clandestines.
- La santé et le moral des forces américaines seront atteints. Plus généralement, le « facteur humain » des défenses occidentales sera affaibli.
- Les écoles, aux Etats-Unis, constitueront une cible prioritaire, puisqu'elles sont le berceau des futurs leaders de la bourgeoisie.
- Deuxième cible essentielle : la philosophie puritaine et traditionnelle du travail (« *the work ethic* »). Objectif : miner, et si possible, détruire le goût et la fierté du travail bien fait.
- Autre avantage important que peut provoquer l'utilisation extensive des stupéfiants : la perte d'influence des Eglises et de la religion en Amérique.
- A un stade plus avancé, une société qui se sera adonnée à la drogue sera mûre pour le chaos et la désintégration.

À partir de ce moment-là, les Soviétiques vont mettre leurs pions en branle. Le premier sera la fameuse filière cubano-tchèque. En effet, le régime de Fidel Castro joua d'emblée un rôle de premier plan, sans soupçonner, d'ailleurs, initialement, que l'entreprise était complètement contrôlée par les Soviétiques. À cette époque, en effet, Castro affiche un antisoviétisme de bon aloi au sein de la « nouvelle gauche » internationale. Son adjoint, Che Guevara, est le héros de cette clientèle.

Pendant l'été de 1960, Raoul Castro, frère de Fidel, se rend à Prague pour y demander une aide militaire. Les Tchèques ont reçu des Soviétiques la consigne de fournir aux Cubains l'assistance qu'ils réclament.

En outre, leurs services d'espionnage, le S.T.B., les aideront à former des professionnels du renseignement. Un accord est signé à Prague, en présence, encore une fois, du général Sejna, alors secrétaire du Conseil de défense du parti. L'accord prévoit une considérable contrepartie de La Havane. Fidel Castro accueillera d'importants effectifs des services spéciaux tchèques.

Sejna révéla en 1968 que 50 % des officiers « tchèques » envoyés à Cuba, étaient en réalité des Soviétiques du K.G.B. qui étaient chargés d'encadrer la pénétration cubaine des réseaux de drogue latino-américains, pour pourrir la jeunesse nord-américaine et pour faire de l'argent et, avec ces profits, payer les achats de transferts illégaux de technologie et éponger le prix des pharamineuses livraisons d'armes aux guérillas.

Déjà, en 1964, les seuls services secrets de Prague payaient ainsi 50 % de leurs opérations d'espionnage, dont 22 % côté technologique. En 1966, 70 % de leurs 22 millions de dollars de frais étaient ainsi éponnés et 8 millions placés « en réserve ». Cuba assurait à Moscou que 90 % des réseaux de drogue latino-américains étaient infiltrés et utilisés à chaque décision d'opérations sur le continent.

Dans le Sud-Est asiatique, le Viêt-nam nord était, déjà depuis 1963, sur financement de l'U.R.S.S., le principal producteur de drogue pour le camp communiste. Il contrôlait, par la Thaïlande, des réseaux qui ventilaient leurs produits au Viêt-nam sud, avec l'armée américaine comme cible.

Une fois formés, les nouveaux cadres cubains se voient confier leur mission : infiltrer les Etats-Unis et toute l'Amérique latine, produire les drogues et les distribuer sur le territoire américain. Certaines filières sont déjà en place elles passent par le Canada et aussi par le Mexique. Nous y reviendrons. Il s'agit surtout d'accumuler des faits sur la corruption des policiers et des douaniers pour pouvoir les soumettre à un chantage, et, ainsi, aboutir au contrôle quasi absolu du commerce de la drogue.

En 1963, Khrouchtchev envoie le général Nikolai Savinkine, à l'époque directeur-adjoint du Département des organes administratifs du comité central, en mission dans tous les pays satellites, y compris à Cuba. Son but : coordonner et accélérer l'« opération drogue ». Cinq ans plus tard, Savinkine était promu à la direction de son département, fonction qu'il occupait encore en 1987.

Les points essentiels du plan sont :

- La sélection des banques destinées à « blanchir » les fonds.
- La recherche et le développement de nouvelles drogues, que des services médicaux militaires prennent en charge pour des raisons de sécurité.
- La création de sections spéciales supervisées, comme toujours, par les Soviétiques, dans tous les pays satellites.

L'axe de la propagande est également fixé. Les ravages de la drogue seront attribué à la corruption et à la nature même des sociétés capitalistes. De surcroît, par suite de la scission sino-soviétique, Léonid Brejnev exige que les services de propagande donnent le maximum de publicité à la dissémination de la drogue par les Chinois.

En 1965, le Premier ministre Chou En-Lai se rend en visite officielle au Caire. Il se vante auprès du colonel Nasser des succès de la Chine populaire dans l'approvisionnement des forces armées américaines en opium et en héroïne<sup>(1)</sup>.

1 — Propos recueillis par le confident de Nasser, le journaliste Mohamed Heikal, et présenté

En revanche, les exploits du bloc soviétique dans ce domaine, et surtout le rôle de l'U.R.S.S., ont très peu attiré l'attention et suscitent l'incrédulité. En particulier, les services de renseignements occidentaux semblent avoir accueilli les révélations de Sejna après son admission aux Etats-Unis avec une forte dose de scepticisme.

Ce scepticisme devient inacceptable à la lumière des révélations parallèles du transfuge bulgare Stefan Sverdlev, colonel du K.D.S., l'équivalent du K.G.B.

Sverdlev a traversé à la nage la rivière Bistrita entre la Bulgarie et la Grèce, avec sa femme, sa fille et un bébé de cinq mois. Dans sa serviette, maintenue hors de l'eau, il apporte environ 500 documents secrets du K.D.S. Ces documents sont en Grèce.

Un enquêteur du *Reader's Digest*, Nathan M. Adams<sup>(1)</sup>, l'a retrouve à Munich, où il vit dans la crainte d'une vengeance de son ancien service, qui s'est déjà manifesté à Londres et à Paris avec ses fameux parapluies empoisonnés.

Son témoignage rejoint et confirme celui de Sejna. Le plus frappant, écrit Brian Crozier, c'est que Sverdlev ignorait certainement ce qu'avait dit son confrère tchèque, car, à ma connaissance, cet aspect des révélations de Sejna est demeuré inédit jusqu'à maintenant.

Pendant huit ans, Sverdlev travaille pour les services secrets grecs. Le gouvernement d'Andreas Papandreou, par égard pour le bloc de l'Est qu'il courtise malgré son appartenance à l'O.T.A.N., l'a expulsé. Mais Athènes a conservé les documents que Sverdlev avait apporté en 1971. L'un d'eux en particulier est resté gravé dans sa mémoire : la directive M.120/00-0050 du K.D.S., qui fait état d'une réunion, en 1967, des chefs des services secrets du Pacte de Varsovie. Comme en 1962, cette réunion a lieu à Moscou. Comme en 1962, l'ordre du jour est consacré à l'exploitation de la « corruption inhérente » à la société occidentale.

En 1967, la Bulgarie entre en scène directement. À la rencontre de Moscou en succède une autre, plus spécialisée, à Sofia. Sverdlev y assiste. Il s'agit de constituer une filière bulgare, avec, dans un premier temps, un programme établi sur trois ans. La directive citée par Sverdlev en donne les précisions noir sur blanc. Elle porte la date du 16 juillet 1970.

L'action prévue est confiée à la KINTEX, organisme de l'Etat bulgare pour l'export-import, dont les 500 employés dépendent de la 1<sup>re</sup> division du K.D.S., le K.G.B. bulgare. La direction de la *Kintex* est sous le contrôle du K.D.S. (rebaptisé par la suite D.S.). Or le K.D.S. — créé de toutes pièces par le N.K.V.D. (l'ancêtre du K.G.B.) après la « libération » de la Bulgarie par l'Armée rouge — est, de tous les services clandestins du Bloc, le plus étroitement surveillé par Moscou.

En 1967, un trafic de stupéfiants — illicite mais toléré — passait par le territoire bulgare. Il s'agit, en 1970, de l'« officialiser », de faire en sorte qu'il serve les objectifs « léninistes » de la stratégie soviétique de la drogue, aide les groupements terroristes de l'extrême gauche révolutionnaire et améliore les finances de l'Etat bulgare.

Le colonel général Grégor Chopov, ministre-adjoint à l'Intérieur et chef du K.D.S., contrôle la KINTEX. Il nomme un certain D. Baranov comme agent de liaison avec les trafiquants. Un des clients préférés de Baranov n'est autre que feu Louis Denis,

---

dans son livre « *Nasser : The Cairo Documents* » 1971.

1 — Nathan M. Adams, « *Drug for Guns : the Bulgarian Connection Reader's Digest* », (Etats-Unis), novembre 1983.



l'un des personnages marquants de la French Connection, qu'un film a rendu célèbre.

Le directeur général de la KINTEX, Radoslav Todorov, est membre suppléant du Comité central du P.C. bulgare. Sous son contrôle, un officier supérieur du K.D.S., Terziev, dirige les opérations de contrebande de la KINTEX. Après la disparition de la *French Connection*, Terziev crée une nouvelle « clientèle » ; celle-ci se compose d'une vingtaine de gangsters, presque tous turcs, qui ont été autorisés à séjourner en Bulgarie. Parmi eux, Mustafa Kisacik et, surtout, Abuzer Ugurlu et Bechir Celenk, dénoncés par le terroriste Mehmet Ali Agca, l'assassin « manqué » du Pape Jean-Paul II.

Une autre société, la SOMAT, serait impliquée dans le trafic de drogue. Spécialisée dans le transport, cette société nationale des transports bulgares, est longuement citée dans plusieurs ouvrages tels que *Heroin Trial* (Les chemins de l'héroïne) ou *La terreur et le trafic d'armes*. Au numéro 10 de la rue Graftgniatev à Sofia, siège du ministère du Commerce extérieur, on trouve inscrites différentes sociétés comme la SOMAT, la KINTEX, et la S.A. Danubex dont le président, en France, n'est autre que Robert Mitterrand, le frère de François !

Les principaux revenus en devises fortes de la Bulgarie proviennent pour une large part du blanchiment de l'argent de la drogue en provenance du *Triangle d'Or* et d'Afghanistan. Les bénéfices des ventes de l'héroïne sont centralisés à Istanbul, chez des joailliers, puis dissimulés dans des voitures ou des autobus qui passent la frontière entre la Turquie et la Bulgarie. À Sofia, des officiels bulgares payent les transporteurs entre 1 et 3 dollars pour chaque millier de dollars acheminés.

L'argent est ensuite expédié à Zurich : des passeurs, souvent syriens, embarquent sur des vols de la Swissair ou de la compagnie nationale Balkan Air. Ils évitent les formalités de douanes et sont conduits jusqu'au pied de l'avion par des responsables. Arrivés à Zurich, ces passeurs remettent l'argent à un ou plusieurs intermédiaires, qui le convertissent en francs suisses, puis achètent de l'or. Vingt-quatre heures plus tard, cet or est prêt à être chargé à l'aéroport de Zurich Kloten sur des vols Balkan Air à destination de Sofia. Chaque vol transporte en moyenne entre 30 et 40 kilos d'or. Ce sont les hommes de la KINTEX qui attendent sur la piste, au pied de l'appareil, le chargement d'or. L'or est ensuite placé dans des camions pourvus de caches, qui repartent pour la Turquie. Plus de 80 tonnes d'or, selon les enquêteurs suisses, auraient été passés l'an dernier de Bulgarie en Turquie.

Juillet 1971 : un des passagers du bateau soviétique *Alexandre Poutchkine*, dénommé Bako, citoyen algérien résidant à Paris, membre du *Parti communiste* français, est arrêté à Montréal. Dans la voiture de Bako, une Fiat noire, la police canadienne trouve 186 kilos d'héroïne. Mais dans les affaires de l'Algérien, une autre surprise et de taille celle-là : des lettres de recommandations adressées à des cadres du P.C. canadien, des messages codés pour des diplomates soviétiques et le consulat général cubain à Montréal, une liste de revendeurs-trafiants et un carnet de deux mille adresses de drogués (professeurs, dirigeants de mouvements étudiants, artistes, hauts-fonctionnaires, etc.).

Informé par la Royal Mounted Police, le F.B.I. américain découvre que l'Algérien est un « courrier » du Groupe 5. Sous-section du K.G.B., le Groupe 5 a pour mission d'affaiblir la résistance morale des élites occidentales par l'intermédiaire de la drogue. Il entretient d'étroits rapports avec le « départemento cinco » de l'état-major du P.C. cubain.

À la suite de cette arrestation, le Dr Weissbach évoqua dans la *National Zeitung* des souvenirs révélateurs du combat souterrain mené par le communisme mondial :



« J'entendis parler du "Groupe 5" il y a un an pour la première fois, au cours d'un séjour à Cuba. Il est dirigé par un ministre du nom de René Rodriguez-Cruz. Vieux communistes, il fut chargé par Moscou de rencontrer Castro quand sa victoire ne fit plus de doute et de le convaincre de "communiser" ce qui n'était encore qu'une révolution « libérale ». Si l'emploi des stupéfiants est sévèrement prohibé et poursuivi à Cuba, il n'en demeure pas moins que File est, depuis 1962, l'une des plaques tournantes de l'héroïne et de l'opium. "Si nous voulons nous défendre victorieusement contre l'Amérique, nous devons porter atteinte au moral, à l'idéal et à la santé de la jeunesse américaine, la drogue est un merveilleux instrument pour y arriver", a déclaré Rodriguez-Cruz dans un rapport au comité central du *Parti communiste* cubain. »

Le Dr Weissbach s'est aussi entretenu avec le fils du ministre cubain des Affaires étrangères, Paul Roas, qui l'a présenté à un certain Ramon Guitierrez, lequel étudia pendant quatre ans à la « Freie Universität » de Berlin-Ouest. Il y fit de l'excellent travail pour la cause en s'instituant l'un des plus actifs fournisseurs de drogue parmi la jeunesse allemande des Facultés. Il distribuait le « poison » gratuitement aux étudiants démunis, ainsi transformés en un troupeau docile chargé de diffuser les idées subversives.

En septembre 1976, un an après que le Laos ait basculé sous le contrôle des Soviétiques, un accord était signé par Moscou à Vientiane, avec 32 millions de dollars de don « pour des projets agricoles spéciaux et la construction d'une usine pharmaceutique ». En 1976, le Laos produisait 125 tonnes d'opium brut. En 1982, 600 tonnes qui étaient transformés en 70 tonnes d'héroïne. 30 % destinés au sud-est-asiatique et 70 % à l'U.R.S.S. qui se chargeait de la ventilation sur l'Europe, en partie grâce aux réseaux turcs et bulgares.

Autre affaire assez étonnante. Le 7 mai 1970, Manuel Suarez, ancien chef de la police fédérale mexicaine, est arrêté à San Antonio, au Texas.

On l'accuse d'avoir tenté de faire passer en contrebande 40 kilos d'héroïne aux Etats-Unis. Simultanément, sa maîtresse, Yolande Yanez, ancienne hôtesse de l'air d'une compagnie aérienne mexicaine, est elle aussi écrouée.

La première nuit de son incarcération, Suarez tente de se suicider avec un couteau. Sa blessure n'est pas mortelle. Après avoir reçu des soins à l'hôpital, il décide de parler. Ses révélations sont tellement étonnantes que les agents américains ont du mal à le croire. Cependant, elles sont confirmées par des documents que découvrent des policiers en fouillant sa maison à Mexico.

Suarez se procurait de l'héroïne, et parfois de la morphine, à Berlin-Est. Recruté par un mystérieux Polonais du nom de Widawski, qui avait ses entrées en R.D.A., il effectue son premier voyage de contrebandier, à Berlin, en février 1968.

Suarez et Widawski se rencontrent normalement en Belgique, à Bruxelles ou à Anvers. De là, ils vont ensemble vers Berlin-Ouest, puis vers Berlin-Est. Parfois ils rejoignent la capitale de la R.D.A. par un vol direct. En vingt-sept mois, Suarez rend six fois visite aux contacts de Widawski. Indice important : jamais on ne lui réclame de visa, pas une fois on ne tamponne son passeport. Ces négligences ne peuvent s'expliquer que par des complicités en très haut lieu.

Incarcéré après jugement à la prison de Lanuta, près de Fort North, Suarez renouvelle sa tentative de suicide. Cette fois il réussit <sup>(1)</sup>.

1 — Histoire relatée par David Martin, ex-membre du Comité judiciaire du Sénat à Brian Crozier.

Cette histoire extraordinaire se voit confirmée, près de vingt ans après, à la suite de la chute d'Erich Honecker, numéro un est-allemand. En décembre 1989, le quotidien ouest-allemand, *Bild Zeitung*, s'appuyant sur des informations « de services de renseignements occidentaux », révélait que l'ancien numéro un est-allemand Erich Honecker et ses hommes de confiance, se seraient livrés à un énorme trafic de cocaïne. La drogue en provenance d'Amérique latine aurait été acheminée dans le port est-allemand de Rostock (Nord). La marchandise aurait ensuite été transportée dans des limousines officielles jusqu'à Berlin-Est, avant d'être introduite et vendue à Berlin-Ouest.

*Bild Zeitung* affirme également que le « gang Erich Honecker s'est livré au trafic d'armes et a introduit plusieurs milliards de marks en fraude à l'ouest, L'Office national de la sécurité d'Etat (ancienne STASI, la police politique), aurait même brûlé au cours des derniers événements plus de 100 000 dossiers explosifs et compromettant. Serait impliqué dans ces trafics Alexander Schalck-Golodkowski, ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Par l'entremise de sa société *Imes*, entreprise d'Etat spécialisée dans l'import-export, fi fournissait des armes à certains pays africains, proche-orientaux et sud-américains. Citons également Erich Mielke, ancien responsable de la STASI ; Horst Sindermann, ancien président de la chambre du peuple ; Willi Stoph, ancien Premier ministre et Harry Tisch, ancien responsable du F.D.G.B., le syndicat unique.

Et cela continue inexorablement. Le 2 juin 1986, la police néerlandaise saisit environ 200 kilos d'héroïne sur un bateau dans le port de Rotterdam. On ne révèle pas immédiatement l'origine de cette cargaison dont la valeur s'élève à 20 millions de dollars.

Le 18 août, la police admet enfin que la drogue vient d'Afghanistan. Le navire, de 4 600 tonnes, est soviétique et s'appelle *Kapitan Tomson*. L'héroïne est récupérée dans des emballages portant la mention « raisins secs ». Le chargement s'est effectué à Riga, en Lettonie. D'après la police, la drogue aurait été transportée par voie terrestre d'Afghanistan jusqu'à Riga. Elle a donc traversée la frontière soviétoafghane particulièrement étanche, puis le territoire soviétique. Les véhicules venant d'Afghanistan sont sévèrement contrôlés par les douaniers soviétiques. La police s'était étonnée de trouver des raisins secs d'Afghanistan, ce qui est rare, surtout en cette saison. Le coût du transport paraissait trop élevé par rapport à la valeur de la marchandise donnée dans les papiers de douane.

Toujours est-il qu'après la prise, on laisse le vaisseau reprendre son voyage. Aucune protestation n'est émise auprès des autorités soviétiques. Citant la police de Rotterdam, le ministère néerlandais de la Justice déclara que le capitaine pouvait tout à fait ignorer qu'il transportait de la drogue. Alors, complaisance de la police ?

Le 23 novembre 1989, 6 tonnes de haschisch, pour une valeur marchande de 20 millions de florins (62 millions de francs environ), sont saisies à Amsterdam. Six personnes, un Belge et cinq Néerlandais sont interpellés. Mais le plus intéressant, c'est que la drogue était arrivée dans le port de Rotterdam à bord d'un cargo soviétique en provenance de Chypre. La drogue était dissimulée dans un conteneur censé renfermer des blue-jeans destinés à une entreprise factice d'Amsterdam.

Dans cette sinistre conspiration, l'U.R.S.S. demeure impunie. En dépit d'agissements monstrueux, le silence a toujours été de rigueur, même du temps où Ronald Reagan stigmatisait « l'empire du mal ». Les sommets, la possibilité d'accords, même

illusoire, sur le contrôle des armements semblent plus importants que la vérité sur le fléau de la drogue et son exploitation à des fins stratégiques.

Mais toute médaille a son revers. En 1986, les autorités soviétiques reconnaissent que le trafic de drogue est florissant en U.R.S.S. Des pavots sont cultivés à grande échelle en Asie soviétique et à Moscou l'héroïne commence à faire des ravages.

Grande comme les quatre cinquièmes de la France, la République musulmane de l'Ouzbékistan, qui se trouve à mi-distance de l'Afghanistan et de la Chine, semble avoir les stupéfiants pour ressources naturelles. Dans la vallée de Tchouiskaya, le chanvre indien pousse à l'état sauvage. La police laboure la vallée. Elle met le feu au chanvre. Les hélicoptères bombardent à coups de produits chimiques. Mais les champs de la Tchouiskaya sont immenses et dès la saison suivante l'herbe maudite repousse.

La vanité de ces efforts est rendue plus frappante encore par le fait que l'U.R.S.S. compte bien d'autres régions productrices. En Asie centrale : le Kazakhstan, la Turkménie, le Tadjikistan. Côté européen : la Géorgie et le sud de la Russie, de Krasnodar à Stavropol, l'ancien fief de Gorbatchev. Les trafiquants peuvent même se servir dans les prairies où les Kolkhozes et les Sovkhozes cultivent l'opium et la marijuana pour les besoins de la médecine. L'effet boomerang !

L'U.R.S.S. compterait plus de 120 000 toxicomanes et les plantations illégales de chanvre et de pavot couvrent une superficie de 200 000 hectares. À titre de comparaison, on estime à 800 000 hectares les plantations de coca en Amérique du Sud.

En janvier 1982, le procureur fédéral de Miami, Wampler, dans une conférence de presse, annonce que pour la première fois dans l'histoire les autorités fédérales vont prouver, devant une cour de justice fédérale, qu'il y a des liens directs entre la D.G.I. — le service de renseignements cubain — et la drogue aux Etats-Unis <sup>(1)</sup>.

Le lendemain, rien dans le *Washington Post*, rien non plus dans le *New York Times*, rien sur les trois grandes chaînes de télévision, rien dans *Time* et *Newsweek*... Curieux !

Le mois suivant, Thomas Enders, ambassadeur des Etats-Unis à Madrid, sous-secrétaire pour l'Amérique latine, témoigne devant une commission du Sénat avec un dossier épais contenant noms, dates, endroits, détails sur l'organisation du trafic et l'importance qu'il a pris. Toujours rien dans la presse...

Le 11 novembre 1982, un grand jury américain, celui de Miami, va encore plus loin, en mettant directement en cause le chef de la marine de guerre castriste, le vice-amiral Aldo Santamaria Guadrado, membre du comité central et ami personnel de longue date de Castro, et en désignant comme responsables de cette situation le ministre de la Marine marchande et des sports de Cuba, plusieurs officiers supérieurs de La Havane, l'ex-ambassadeur en Colombie, Fernando Ravelo-Renedo, présentement haut-fonctionnaire aux Affaires étrangères <sup>(2)</sup>, René Rodriguez-Cruz, un directeur des services à la D.G.I., président du fameux I.C.A.P. (Institut cubain pour l'amitié avec les

1 — La Dirección General de Inteligencia, équivalent de la C.I.A. sur le plan numérique avec le fameux Departamento de America dirigé par le célèbre Manuel Pisaro-Losada, chargé de la subversion, de la pénétration de la drogue dans les trois Amériques du Nord, Centrale et du Sud.

2 — L'accusé Amado Padron jura, devant le Département d'Etat, que son ancien chef Ravelo avait eu des contacts avec les hommes d'Escobar, l'un des boss du Cartel de Medellín.

peuples), ainsi qu'un autre fonctionnaire du *Parti communiste*, ex-ministre, conseiller d'ambassade en Colombie, Gonzalo Bassols Suarez.

Procès, ensuite, en février 1983, à Miami, devant la Cour de justice fédérale, avec des types de la D.G.I. qui commencent à « chanter. » et qui témoignent. Toujours pratiquement rien dans la presse. Si cela avait été Pinochet, ou Marcos, ou Tchun de la Corée du Sud, qui avaient été mêlés à ces affaires de drogue, nous sommes persuadés qu'il y aurait eu, non seulement le lendemain, mais pendant des mois, des manchettes énormes dans les journaux.

Alors pourquoi ? Manipulations de la presse par le pouvoir ou certains « lobby » ?

Dans les bureaux du service des douanes de la base aérienne située au sud-ouest de Miami, l'imposant tableau qui résume les opérations coups de poings des dix-huit derniers mois est criblé de références CUBA ADIZ. Une des dernières entrées : « 13 juillet 1989. Cuba. 350 kilos. Coko. Bateau *Mohican Too*. Saisie. » Cuba Adiz, c'est pour la brigade des stupéfiants, le code de la zone d'identification de la défense aérienne qui s'étend sur une vingtaine de kilomètres au large des côtes cubaines. Les Américains n'ont pas reçus des autorités cubaines l'autorisation de pénétrer dans cette zone qui, de ce fait, est devenue le haut lieu des transferts de drogue du sud vers la Floride. Nombre des opérations coups de poings des douanes ont donc lieu sur le pourtour de l'Adiz cubaine.

Dans les dossiers de la justice américaine, un certain nombre de faits troublants. Tout d'abord l'incident naval qui se produisit fin 1982 dans le détroit de Floride. En provenance de Colombie et transportant un important chargement de cocaïne, le yacht *Maria Bonita*, battant pavillon mexicain, est repéré par des avions amphibies des très vigilants services de douanes U.S. Ordre est donné aux appareils de se poser près du navire et de le contrôler.

Comme il avait été averti du danger, le *Maria Bonita* change de cap et prend la direction des côtes cubaines. Les avions le suivent mais, soudain, deux vedettes ultra-rapides de la marine cubaine, des embarcations de fabrication soviétique, surgissent pour assurer la protection du yacht des trafiquants. Le *Maria Bonita* est ainsi convoyé vers la baie de Mariel, une des principales bases navales castristes.

D'après les autorités de Floride, ce type d'incident se multiplie.

Chaque fois que nous sommes sur le point de nous emparer d'une cargaison, les trafiquants trouvent refuge à l'intérieur des eaux territoriales cubaines. Rien qu'en juin et en juillet 1982, onze bateaux chargés de cocaïne en provenance de Bolivie, et affrétés en Colombie, ont réussi à échapper au contrôle de nos gardes-côtes et de nos avions, en se plaçant sous la protection de bâtiments de guerre castristes. Six autres navires, transportant de la marijuana venant du Mexique, ont également bénéficié de cette étrange complicité des autorités cubaines. Des vedettes rapides cubaines patrouillent en permanence dans cette zone, entre Cuba et la Floride, comme si leur mission essentielle consistait à protéger ce trafic.

La même singulière assistance semble être accordée par Cuba aux avions de la « Cocaïne connection » qui amènent la drogue de Bolivie et de Colombie jusque dans le sud des Etats-Unis, en se posant sur des terrains clandestins.

« Récemment, explique la police américaine, nous avons tendu un piège autour d'un de ces terrains, mais les trafiquants, disposant d'indicateurs aux Etats-Unis, ont été



avertis au dernier moment. L'appareil, au lieu de venir se poser près de Miami, comme prévu, a fait demi-tour pour aller atterrir sur l'aéroport cubain Ignacio Agramonte, dans la province de Camagüey. »

D'après la C.I.A., un certain nombre de « contacts » secrets auraient été passés entre Cuba, plusieurs « rois de la cocaïne » sud-américains et des mouvements révolutionnaires colombiens et péruviens. Des intermédiaires de certains généraux boliviens, patrons du trafic de drogue dans leur pays, se seraient rendus à cette fin à La Havane. Des négociations se seraient également déroulées entre officiels cubains et responsables du M. 19, le principal groupe de guérilleros de Colombie.

À la question posée aux services de la C.I.A. : « Pourquoi Castro trempe-t-il indirectement dans cette gigantesque filière sud-américaine de la drogue ? » ils répondent :

« D'abord, expliquent des experts de la C.I.A., parce que les Cubains touchent des sommes considérables pour leurs bons offices : plus de trois cents millions de dollars par an, de quoi rééquilibrer en partie leur balance de paiements. Ensuite, parce que Castro voit dans la drogue une arme contre les Etats-Unis. Tout comme il a déjà infiltré, dans le lot des réfugiés cubains, des groupes de criminels de droit commun et de terroristes chargés de semer des troubles et de provoquer des émeutes, il estime que la drogue peut achever d'affaiblir et de décomposer la société américaine.

« Mais les castristes ont une troisième raison de passer une sorte d'étrange alliance avec la Mafia sud-américaine de la drogue. Car les bateaux péruviens et colombiens qui ont amené de la cocaïne ou de l'héroïne jusqu'en Floride, repartent vers le sud, après une escale à Cuba, avec un chargement d'armes pour les maquisards. La route de la drogue pour détruire l'Occident devient également celle des armements pour provoquer des soulèvements contre les régimes conservateurs latino-américains.

« En Colombie, guérilleros et trafiquants de drogue sont même devenus associés. L'entraide se pratique sur tous les plans. Des gangsters aident des leaders terroristes arrêtés à s'évader de prison. Un des chefs du M. 19, Jaime Guillot-Lara, qui a longuement rencontré à cet effet Raoul Castro, le frère du chef des "Barbudos", à Managua, en 1981, est chargé de coiffer en Colombie aussi bien la filière de la drogue que les expéditions d'armes pour toutes les révolutions en préparation en Amérique latine. »

Après de nombreux aller et retour paisibles, les autorités de Bogota furent tout de même alertées, et elles saisirent trois navires chargés d'armes à destination des maquis du M. 19. S'ensuivit la rupture diplomatique entre Bogota et La Havane.

Le 25 février 1983, à Miami, un grand jury condamne plusieurs contrebandiers — dont la plupart sont colombiens — à des peines de prisons. Le chef de la bande, lui, est condamné par défaut. En effet, Guillot-Lara, prudent, avait pris à temps un avion pour Cuba où il rendit visite à Raoul, frère de Fidel. Raoul lui remit 500 000 dollars et les moyens de se rendre discrètement à Mexico. Là, l'attaché militaire cubain lui fournit de faux papiers et 700 000 dollars destinés à l'achat d'armes. Des fuites eurent lieu, et le gouvernement mexicain arrêta Guillot-Lara, mais refusa de l'extrader vers les Etats-Unis qui le réclamaient. Il n'eut aucun mal à se faire relâché. Depuis, il coule des jours heureux en Europe<sup>(1)</sup>.

1 — Jaime Guillot-Lara a moins de 35 ans à l'époque et est déjà multimillionnaire et gros propriétaire : il possède 2 000 chalets ou villas à Barranquilla et une belle maison à Miami. Le bruit a couru, de nos jours, qu'il serait mort.



D'après certains renseignements de source sûre provenant de Miami, et que Brian Crozier a obtenus en avril 1985, la part prise par le régime castriste dans le trafic de la drogue continue d'augmenter. Jaime Guillot-Lara a été remplacé par l'un de ses compatriotes, l'ancien député Pablo Escobar Gavirfa. Poursuivi par la justice colombienne et par celles de plusieurs autres pays, Escobar s'est réfugié à Cuba, il y a plusieurs années. Le régime assure sa sécurité et, en contrepartie, profite de ses talents de gros manipulateur. Selon plusieurs rapports, le financier américain Robert Vesco, également en fuite, serait devenu son adjoint.

Grâce à Castro, Escobar vit sur la petite île de Piedra, convertie en forteresse, au large de la côte nord de Cuba. Escobar voyage beaucoup, surtout au Nicaragua, et se déplace toujours dans des avions cubains<sup>(1)</sup>. Les drogues proviennent de Colombie et passent par Panama. Elles sont raffinées et emballées à Cuba. Le produit est ensuite acheminée vers les Etats-Unis par le Canada, le Mexique et les Bahamas.

C'est un certain Johnny Crump qui est à l'origine des révélations sur le pacte entre Cuba et la Colombie. Malgré son nom et prénom anglo-saxons, Crump est colombien. Avocat, il fait la connaissance de Guillot-Lara et se lance dans la contrebande. Il présente Guillot à l'un de ses amis, l'ambassadeur cubain à Bogota, Fernando Ravello-Renedo. La *Drug Enforcement Administration* des Etats-Unis (D.E.A.) le surveille et, un jour, l'arrête. Il décide très vite de faire du « chantage » et de se faire aider par le *Federal Witness Protection Program*.

Par l'entremise de l'ambassadeur, Guillot se rend à La Havane. Là, on le présente à René Rodriguez-Cruz, président de l'Institut cubain pour l'amitié avec les peuples (I.C.A.P.). Comme tous les organismes d'Etat, l'I.C.A.P. est contrôlé par le P.C. cubain. Rodriguez-Cruz est un ami personnel de Fidel Castro.

La visite de Guillot-Lara a lieu à la fin d'août 1979. Les négociations s'évalent sur plusieurs mois. Un accord est conclu, aux termes duquel la flottille du Colombien bénéficiera des services portuaires de Cuba. Les Colombiens verseront des sommes importantes à La Havane. Celles-ci seront alors réservées aux terroristes du mouvement M. 19 que Fidel Castro soutient en Colombie.

Les révélations de Crump sont confirmées, au début avril 1983 par un transfuge cubain, Mario Estebes Gonzales.

Selon lui, plus de 400 agents secrets de la D.G.I. se sont glissés en 1980 dans le flot des 125 000 Cubains qui se sont réfugiés en Floride. Il le sait d'autant mieux qu'il faisait partie de ces quatre cents. Il a donné les noms de trente acheteurs de drogue avec lesquels il a été en rapport pendant un an, avant d'être pris. Il a remis en personne sept millions de dollars de « commissions » à son patron de La Havane ; il a même indiqué que l'homme chargé de tous les problèmes techniques maritimes concernant les escales des bateaux de trafiquants colombiens était le vice-amiral Guadrado.

En 1988, un transfuge cubain de haut rang, le major Florentino Azpillaga, déclare au *Washington Times* que les trafiquants de drogue sont fréquemment les hôtes du gouvernement cubain à l'Hôtel Triton de La Havane. Il révèle qu'une station balnéaire de Cuba, spécialement bâtie à l'intention des narco-trafiquants colombiens, accueille ceux-ci depuis 1981. Azpillaga ajouta que le chef des services de renseignements lui a

---

1 — Frederico Vaughan, le conseiller du ministre de l'Intérieur sandiniste Tomas Borges, est un vieil ami de Pablo Escobar à qui il a conseillé d'investir dans le tourisme à Cuba.

confié que les syndicats de la drogue utilisaient une flotte de treize bateaux et de vingt et un avions qui opéraient sur le territoire cubain et dans les eaux cubaines avec la protection des forces spéciales cubaines — des troupes d'élites dirigées par le général José Abrantes, le ministre de l'Intérieur, éliminé au moment du procès Ochoa. Azpillaga jura qu'Abrantes était le bras droit de Fidel Castro pour les opérations clandestines et laissa entendre que les opérations liées à la drogue n'auraient pu avoir lieu sans l'aval de Castro.

De plus, au cours de son procès, Antonio de La Guardia affirma qu'en avril, les enquêtes du général Abelardo Colome, chef du contre-espionnage militaire, nommé récemment ministre de l'Intérieur par Castro, consistaient à vérifier que les paiements des opérations de drogue avaient bien été enregistrés. Ce qui laisse entendre non seulement que Castro était au courant, mais aussi qu'il n'avait pas encore décidé de laver le linge sale du régime.

Sans compter de la précision apportée par Ruiz qui, parlant des nombreux pots-de-vin perçus par les fonctionnaires cubains, précisait que «l'argent allait directement dans le tiroir de Fidel», et de celle d'Azpillaga, expliquant que chaque année, pour l'anniversaire du dirigeant de Cuba, ceux qui étaient impliqués dans le trafic de drogue et autres activités illégales lui offraient des cadeaux en liquide — allant parfois jusqu'à 4 millions de dollars.

Les mouvements communistes turques n'échappent pas à la règle. Septembre 1981 à Mardine, en Turquie, ville proche de la frontière syrienne, un gigantesque dépôt d'armes destinés à des terroristes communistes en guerre ouverte contre le gouvernement turc est découvert. L'enquête des autorités turques, aidées par les Narcotics américains, permet de remonter la filière. Les armes avaient été livrées par un cargo sous pavillon libérien, *La Marine*, et appartenant à Béchir Celenk, l'un des personnages clé dans l'attentat contre Jean-Paul II.

«Les armes, lira-t-on ensuite dans une très sérieuse enquête sur le sujet, avaient été fournies par Kevork Vartanian, Arménien de nationalité syrienne, trafiquant d'héroïne, qui fut payé avec de l'héroïne sortie des laboratoires de Turquie orientale et qu'il écoula sur le marché européen. C'est de cette manière qu'entre 1977 et 1980, Celenk importe pour plusieurs millions de francs d'armes, toujours à l'intention des terroristes turcs.»

Or, avant de parvenir sur de petites embarcations sur la côte turque, les cargaisons d'armes étaient d'abord acheminées en Bulgarie par les soins de la KINTEX — comme on se retrouve ! — société travaillant en étroite liaison avec la DANUBEX, présidée par Robert Mitterrand, frère de François Mitterrand. La DANUBEX, spécialisée dans l'import-export, et liée à d'autres officines suisse, hongroise et tchèque, a pour fondateur deux Bulgares rattachés au ministère de la Défense de leur pays, dont leur société, par ses filiales, s'intéresse au trafic d'armes et dont elle a un compte à la Banque soviétique en France, la *Banque commerciale d'Europe du Nord*. Mais ce qui est extrêmement intéressant, c'est qu'en consultant le *Who's Who* in France 1988, on y apprend que Robert Mitterrand fut, de 1949 à 1954, directeur associé de *Vibrachoc*, la société de Roger-Patrice Pelat, impliqué dans l'affaire *Triangle-Péchiney*, où bon nombres de banques impliquées le sont également dans le blanchiment de l'argent de la drogue. Etrange, non ?

On apprendra par la suite que Kevork Vartanian, l'Arménien fournisseur d'armes et trafiquant d'héroïne, était associé dans ses activités avec un certain Ahmed Youssef

Welbe, coordonnateur des groupes extrémistes palestiniens.

Début 1983, Welbe avait même créé à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, un réseau de soutien logistique à ses amis palestiniens et, accessoirement à son commerce de drogue, toutes activités qui l'amenaient à voyager fréquemment de Paris à Bruxelles. Jusqu'au 17 mars 1983 où, de passage à Chypre, il fut arrêté par les autorités chypriotes. Welbe s'apprêtait à expédier en direction du Danemark 1 200 kilos de haschisch.

Autre aspect. Le 15 septembre 1985, un réfugié politique turc, Bedri Colak, est arrêté en même temps que cinq de ses compatriotes au « Belfort », un hôtel de la rue du Faubourg-Saint-Denis, dans le Xe arrondissement de Paris. Colak appartenait ainsi que ses camarades à « Partizan Yolu » (La Voix des partisans), un mouvement d'extrême gauche, courroie du T.K.P.-M.L., le « *Parti communiste turc marxiste-léniniste* », une organisation très liée à Action Directe et au Sentier lumineux péruvien, qui possédait alors une antenne très active au 17, rue de l'Echiquier dans le X<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas de l'hôtel où Colak et ses amis furent arrêtés.

Le T.K.P.-M.L., interdit en Turquie, a son siège pour l'Europe à Berlin-Ouest, ce qui le met en première ligne pour prendre en main les réfugiés et de compter une communauté turque forte de plus de 300 000 membres. Le trafic de drogue a atteint à Berlin-Ouest une telle importance que les sommes brassées quotidiennement par les trafiquants s'élèvent plus de 1,5 millions de marks, soit près de 5 millions de francs par jour.

S'il est aisé, une fois la drogue parvenue à Berlin-Ouest, de l'acheminer vers le reste de l'Europe ou les Etats-Unis, il est tout aussi simple de lui faire franchir la frontière entre l'est et l'ouest. Les policiers ouest-allemands ont beau fournir aux policiers de la partie est de la ville des détails aussi précis que le nom du trafiquant, sa photo, le numéro minéralogique de sa voiture, les autorités est-allemandes refusent d'opérer quelque action que ce soit à leur encontre. Pour eux, le Mur n'existe pas. Maintenant qu'on l'ouvre...

La plupart des dealers arrêtés par la police de Berlin-Ouest sont turcs, avec une minorité de Palestiniens, de Libanais, d'Italiens. Les Allemands viennent en dernière position. Ces données s'expliquent : plus de 300 000 Turcs vivent à Berlin, dont un bon tiers d'immigrés illégaux. Ils forment une communauté compacte, hermétique, avec ses épiceries et ses écoles, ses journaux et ses groupes politiques, ses propres milieux d'affaires, et aussi sa mafia. Celle-ci avait l'habitude, depuis longtemps déjà, d'organiser depuis Istanbul le trafic de l'héroïne iranienne, kurde ou afghane, à destination de l'Europe ou des Etats-Unis. Berlin-est tout doucement devenue sa place forte avancée.

Déjà en 1981, le commissaire Ulber révélait : « Cinquante mille voitures de résidents turcs retournent chaque année en Turquie pour les vacances. Des milliers d'entre eux se rendent chaque semaine à Berlin-Est par le métro. Des quantités de petites sociétés de transports ou de déménagement entretiennent une flotte impalpable de camions qui relient sans arrêt Berlin et Istanbul. Sans parler des liaisons aériennes ou fluviales. Mais ce n'est pas là le pire. »

En effet, car le fond de l'affaire est d'ordre politique. « Lorsque nous avons demandé au commandement des forces alliées d'occupation de nous autoriser à faire des contrôles anti-drogues à Check Point Charlie, poursuit le commissaire Ulber, ou bien dans le métro, je me suis entendu répondre : "Faites des contrôles sur le Kurfürstendamm si vous voulez, mais surtout pas au nez des Soviétiques. Nous ne devons pas

leur laisser croire que nous reconnaissons de fait, la division de la ville.” »

Ainsi, les trafiquants exploitent la faiblesse du statut de Berlin. Personne n’ose prendre les mesures qui les empêcheraient d’entrer dans Berlin-Ouest. La solution serait donc de pouvoir les arrêter avant...

« Mais voilà, tonne le commissaire, chaque fois que nous leur fournissons des renseignements sur un passage précis de drogue, avec le nom du trafiquant, sa description, le numéro de sa voiture, les policiers d’Europe de l’Est ne bougent pas le petit doigt. Ils ferment les yeux, ils refusent même de répondre à nos lettres <sup>(1)</sup>. »

Ce qui confirme le trafic qui existait au plus haut niveau Berlin-Est et dont nous avons parlé plus avant...

---

1 — Interview reproduite par *Le Point* du 24 août 1981.





## L'AVANT-GARDE TAMOULE

---

En 1970, la communauté tamoule de Paris comptait... quatre membres. En janvier 1982, le ministère de l'Intérieur ne recensait encore que 2 654 Cinghalais. En 1986, la police les estime à plus de 25 000. Plus de 40 000 Tamouls vivent aussi en Allemagne fédérale, 35 000 en Grande-Bretagne, 5 000 aux Pays-Bas et plus de 2 500 en Suisse. Au Canada, ils sont déjà plus de 25 000. Combien seront-ils dans vingt ans avec l'immigration clandestine et la surnatalité ?

Cette immigration tamoule vers l'Europe, stimulée par Moscou, est encouragée par les « Tigres » (Liberation Tigers of Tamil Eelam), organisation de guérilleros communistes qui tente, avec l'appui de l'Etat indien du Tamil Nadu, d'obtenir l'indépendance du nord de Ceylan. En 1986, la police arrête Balane Murali Krichna, porteur de 300 grammes d'héroïne. Puis six autres Tamouls pour le même motif. Butin : six kilos d'héroïne. Parmi eux, les deux plus importants porteurs sont bien connus : Chandrakhumarran et Vellutylul, dirigeants à Paris du *Comité de coordination tamoul*. Au cours d'une perquisition dans un appartement de Pierrefitte, en Seine-Saint-Denis, on découvre simultanément plusieurs kilos d'héroïne mais aussi des dizaines de bulletins d'adhésions au PLOT (People's Liberation Organization), organisation révolutionnaire tamoule membre du Comité de coordination.

Pour financer ces mouvements révolutionnaires d'obédience marxiste, une seule solution : la drogue. La filière d'importation des Tamoules et de l'héroïne est simple. Les deux arrivent à partir de l'Inde ou du Sri Lanka par les vols réguliers de la compagnie est-allemande, Interflug et de la compagnie *Aeroflot* soviétique. La Compagnie aérienne soviétique est en effet la seule à proposer des allers simples Colombo-Moscou, les Tamouls n'ayant plus alors, sans aucune difficultés administratives qui semblent réservées aux seuls Occidentaux, qu'à traverser en droite ligne vers Berlin-Est, puis à franchir le mur par le métro.

En février 1984, huit Tamouls étaient arrêtés à Paris. Leur filière était encore plus simple : des cartes de vœux truquées convoaient la drogue sous le nez des postiers, de Bombay, en Inde, à Paris. Le trafic porta sur plusieurs millions de francs. Arrêté, l'un d'eux, Rajatnam, cracha le morceau lors de son procès : « Tout l'argent servait à financer le mouvement du Tigre, émigré en Inde qui combat le régime de Colombo. »

Lorsque les gendarmes de l'Essonne entreprirent de démanteler, en septembre 1985, les réseaux de dealers du département, ils aboutirent à la saisie de 20 kilos d'héroïne pure et à l'inculpation de près de 200 personnes, pour la plupart tamouls, et réfugiés politiques à 90 % ! Parmi eux, le parrain de cette « Tamoul connection », Khan Salem Tahir, demeurant dans un pavillon de Saint-Mandé.

Fin 1986, la police française met la main sur un trafiquant de drogue, Jean-Marie Bourrechache. La prise est bonne : 6 kilos de cannabis, de l'héroïne, de la cocaïne, 5 millions de francs et surtout un carnet d'adresse. Première surprise pour les enquêteurs qui découvrent une filière thaïlandaise, puis une filière colombienne. Mario Angel Gomez, un Colombien, est en possession de 40 millions de centimes, de 1,5 kilo de cocaïne pure, de plusieurs armes, d'un faux passeport vénézuélien et d'une carte d'identité espagnole. La cocaïne en provenance de Colombie arrivait en France via l'Espagne. Mais les policiers n'en sont pas encore à leur dernière découverte. Une filière sri-lankaise d'héroïne est alors mise à nu, grâce au carnet de Bourrechache.

La filière sri-lankaise est parfaitement orchestrée. Une véritable entreprise chargée d'acheminer l'héroïne d'Iran en France par l'intermédiaire de la filière tamoule. Un à un, les Sri-lankais seront interpellés. Payés comme des « employés », on retrouvera 50 millions de centimes chez l'un, 120 millions chez l'autre. Des sommes qui impressionnent les policiers qui ne tarderont pas à en savoir plus. C'est un réseau bien particulier auquel ils sont affrontés : les fonds de l'organisation permettent d'alimenter certains mouvements sri-lankais engagés dans la guérilla du pays.

« *Le camp des saints* » n'est plus une parabole. Paru en 1973, le roman de Jean Raspail était l'histoire de la conquête pacifique de l'Europe par de pauvres immigrants indiens dont la seule force est la pitié qu'ils inspirent aux élites occidentales. Dans son numéro du 3 novembre 1986, *Valeurs actuelles* écrivait : « La charité explique pourquoi radio Notre-Dame, la radio de l'épiscopat, diffuse chaque dimanche une émission en langue tamoule destinée en principe aux Tamouls de Pondichéry installés en région parisienne. Français et catholiques de longue date, ils sont pourtant moins pieux, reconnaît sœur Antoinette Forget, que les Tamouls catholiques du Sri-Lanka, au nombre d'un million dans l'île.

« Missionnaire de Marie, un ordre très proche des Franciscains, sœur Antoinette a vécu trente années au Sri-Lanka, dans les plantations. Maintenant déléguée par l'archevêché de Paris aux problèmes tamouls, elle fait partie du service interdiocésain des travailleurs immigrés (S.I.T.I.) qu'anime le père Claude Frikart. À la maison diocésaine, rue de la Ville-l'Évêque, sœur Antoinette reçoit dans un petit bureau. Souriante, elle informe les Tamouls de leurs droits et devoirs, en liaison avec le Secours catholique, l'O.F.P.R.A., la Cimade, France Terre d'Asile et Amnesty International... » Or « la missionnaire de Marie a bien connu le précédent président du Comité de coordination tamoul (fondé à Paris en 1981, étroitement lié au mouvement marxiste des Tigres), qui est incarcéré depuis cinq mois pour trafic d'héroïne

Et si l'on en croit un petit article paru dans *Rivarol* du 8 septembre 1989, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère pour protéger leur trafic. Voyez vous-même :

« Crime rituel ? Règlement de comptes ? Les enquêteurs canadiens n'en sont pas encore revenus. En plein jour, en plein cœur de Montréal, un Tamoul de 34 ans a été attaqué par dix individus de même allure, "des Hindous ou des Tamouls", déclarent les témoins. Et dans quelles conditions ! L'homme a été obligé de quitter sa voiture,

que les assaillants avaient défoncée à coups de pierres et de briques. À peine sorti de son véhicule, il est empoigné, on lui fracasse le crâne contre le pare-brise, et si violemment pour que la forme de sa tête s'imprime sur le pare-brise émiétté. Mais la victime n'est pas encore inconsciente quand ses agresseurs lui sectionnent les doigts à l'aide d'un couteau, et elle parvient à s'enfuir. Peine perdue, la voici rattrapée, dévêtue, puis consciencieusement... dépecée, en commençant par les parties génitales. Et tout le reste y passera. D'abord par l'intérieur, puis d'un grand geste libérateur qui entaillera l'agonisant de l'aine au cou, un geste si violent que les policiers retrouveront le couteau totalement tordu.

« Et, pendant ce temps, la foule dense continuait à déambuler, certains s'arrêtant pour observer le développement de l'opération. La petite bande semble jouir d'une telle impunité que certains de ses membres purent rejoindre leurs logis respectifs voisins.

« Reste à établir le motif d'une exécution aussi sauvage, qui serait d'ailleurs le fait de riverains, dont certains, selon des témoins, auraient regagné tranquillement leur logis. La police canadienne continuant de s'interroger, nous pouvons peut-être lui fournir un indice : voici quelques années, fleurirent sur de nombreux murs ou vitrines du X<sup>e</sup> arrondissement de Paris des affichettes rédigées en tamoul. Les policiers de quartier pensèrent d'abord qu'il s'agissait d'offres d'emploi (au noir, bien sûr), et firent procéder à une traduction. En fait, les affichettes contenaient le répertoire complet de toutes les tortures — y compris une mort affreuse — auxquelles s'exposaient les réfugiés tamouls s'ils s'avisait de souffler mot à quiconque des trafics de drogues dont ils pouvaient avoir connaissance, et qui étaient censés financer la cause sacrée de l'indépendance du Tamil Eelam... Comme quoi il n'y a pas qu'en Colombie que les trafiquants font régner la terreur. »



*Une vieille légende indienne dit que, avant de brûler sur le bûcher des conquistadors, le dernier Inca avait prédit que la feuille de coca vengerait son peuple martyr.*

*En empoisonnant les conquérants blancs, ne serions-nous pas arrivés à l'époque de la vengeance de l'Inca ?*

## L'EMPIRE DE MEDELLÍN ET SES BARONS

---

Les événements actuels en Colombie rappellent étrangement un épisode récent de l'histoire de ce pays. La comparaison entre la crise de 1983-1985 et celle de l'année 1989 donne la mesure de l'impuissance de l'Etat colombien vis-à-vis de ceux qui le tiennent en otage : les narco-trafiquants.

À l'automne 1983, un nouveau ministre colombien de la Justice, Rodrigo Lara Bonilla, ordonne l'arrestation de tous les caïds de la cocaïne. Avril 1984, Bonilla est assassiné. Emotion folle à Bogota, où le président Betancur déclare « une guerre sans armistice » contre les trafiquants et expédie l'un de leurs chefs, Carlos Lehder, à Miami.

L'offensive se poursuit l'année suivante. Escobar et Ochoa qui, à Medellin, ont pris les marchés de Lehder, ne sont pas capturés. Mais une douzaine de leurs petits complices se retrouvent extradés. Les parrains, eux, se sont réfugiés, temporairement à Panama. De ce havre toujours accueillant, ils écrivent au président Betancur, afin de lui demander « de considérer leur réinsertion dans la société colombienne ». Ils offrent même de se retirer à tout jamais du « business » de la poudre blanche, de rapatrier en Colombie leurs capitaux placés dans le monde entier, de payer la dette extérieure du pays (à l'époque 85 milliards de francs). À une condition unique : le traité d'extradition signé avec les Etats-Unis ne doit pas être appliqué.

C'est après cette proposition qu'intervient un épisode assez courant entre adversaires acharnés en Colombie : on négocie. Dans le dos des Américains. À Panama, entre les trafiquants et le procureur général Carlos Gimenez Gomez. Deux mois plus tard, Jorge Luis Ochoa et Pablo Escobar retrouvent leurs habitudes à Medellin.

En juillet 1985, le commissaire divisionnaire Jacques Franquet, alors chef de l'Office central de la répression du trafic de stupéfiants (O.C.R.T.I.S.) confiait à Gilles Mermoz, journaliste au *Spectacle du Monde* : « Le relais de la production de cocaïne qui se trouve en Colombie sera peut-être pris demain par le Brésil. » C'est presque fait. Les quatre dirigeants du Cartel de Medellin, du nom de la deuxième ville de Colombie, édiflée à 1 500 mètres d'altitude dans la Cordillère des Andes, ont transféré de



nombreux laboratoires clandestins au Brésil. Essentiellement dans l'Etat de Sao Paulo et dans ceux du Mato Grosso, où ils peuvent se procurer l'acétone nécessaire pour extraire de la feuille de coca, arbuste surtout cultivé en Bolivie et au Pérou, l'alcoïde qui fournit la cocaïne.

En décembre 1984, la police fédérale brésilienne découvrait, près de la Bolivie, un laboratoire produisant 50 kilos de cocaïne par jour. Cette même police mit la main, en 1987, sur 1 400 kilos de cocaïne. Entre mars 1985 et mars 1987, elle avait saisi dix-sept avions utilisés par les trafiquants colombiens du Cartel de Medellín, dont les activités au Brésil sous-entendent quelques complicités politiques de haut niveau.

Il faut dire que le trafic de drogue a transformé de nombreux « favelas » (bidonvilles) de Rio de Janeiro en véritables ghettos intouchables aux mains des caïds de la Mafia. Sao Paulo est devenu l'un des principaux centres d'exportation de stupéfiants d'Amérique latine vers l'Europe. Les autorités sont absolument impuissantes devant le trafic et le crime organisé. Les chefs du trafic de drogue sont devenus les bienfaiteurs et protecteurs des « favelados ». Sans compter sur la corruption de la police locale. Un membre du gouvernement local n'exclue pas, compte tenu de leur impuissance, la conclusion d'un accord avec les « patrons » des bidonvilles et de la drogue, susceptibles de ne pas être poursuivis en échange du retour de la paix dans les « favelas ».

Après l'arrestation au Brésil en 1984 du « tzar de la cocaïne » Tomaso Buscetta (expulsé par la suite en Italie, où ses aveux avaient provoqué le démantèlement de la Mafia), d'immenses plantations d'épau (variété de coca utilisée pour la fabrication de la cocaïne) avaient été découvertes et détruites en Amazonie. Ce qui n'a pas empêché la police fédérale de saisir plus de 672 kilos de cocaïnes et 7 tonnes de maconha (marijuana) en 1987. Les patrons locaux de la drogue ont même créés une association, la « Phalange rouge », devenu une puissante organisation de détenus au sein des prisons, au point d'organiser de véritables raids de commandos — pas toujours réussi — pour libérer tel ou tel caïd incarcéré.

En février 1984, un point rouge cramoisi apparaît sur une image prise par satellite et révèle aux spécialistes américains une concentration humaine anormale dans une province de Caqueta, au sud de la Colombie. Le mois suivant, la D.E.A. et les forces colombiennes débarquaient sur place. Stupéfaction : elles découvraient un complexe industriel géant, dix-neuf usines reliées par des routes dans un périmètre de cinquante kilomètres. Les installations ultramodernes étaient prévus pour 950 employés. Une bibliothèque, la stéréo dans les chambres... surtout une capacité de production de 400 tonnes de cocaïne par an.

Les patrons, du groupe, comme par hasard, s'étaient envolés, mystérieusement prévenus.

On estime que 25 000 hectares sont aujourd'hui cultivés en Coca en Colombie, et la production de cocaïne, selon une étude récente réalisée par l'Université de Saint-Gall, en Suisse, attendrait 200 à 250 tonnes chaque années, générant des profits évalués entre 4 et 6 milliards de dollars. De plus, les trafiquants ont créé des organisations de masse où leurs intérêts sont étroitement liés à ceux des paysans de la région. Tel est le cas de MORENA (Mouvement de restauration nationale) dont le but inavoué — mais réel — est de renforcer l'hégémonie du Cartel sur les agriculteurs du département de Magdalena.

« Une partie de l'économie locale, peut-être 50 %, même si c'est très difficile de le chiffrer avec précision, est contrôlée par les trafiquants. Depuis 1977, ils ont inves-

ti à tour de bras dans les commerces, les laveries, les entreprises de construction ; toutes les boutiques de luxe du Centro Commercial d'Oviedo, de Junin la Candelaria, de San Diego, etc., leur appartiennent en sous-main, à tel point qu'ils ont fini par faire de l'ombre à la riche bourgeoisie locale qui a constitué sa fortune depuis le début du siècle dans le textile », explique le colonel Antonio Sanchez Vargaz, patron de la Policia Metropolitana.

En un mot comme en cent, en Colombie, le Cartel constitue un Etat dans l'Etat. Outre près de deux cents laboratoires, le Cartel y possède la compagnie « *Pilotos Ejecutivos* » équipée de cinquante-cinq avions. Son laboratoire « *Tranquilandia* », construit dans la jungle et protégé par les guérilleros communistes du M.19, fut détruit le 10 mars 1984 par le colonel Jaime Ramirez, alors chef de la brigade colombienne des narcotiques. Il se composait de quatorze ateliers, d'entrepôts réfrigérés, de deux pistes d'atterrissage, et employait près de 1 000 personnes. Près de treize tonnes de cocaïne y furent saisies. Prise record mondial.

La réaction, comme nous l'avons vu, ne se fait pas attendre. Le 30 avril, Rodrigo Lara Bonilla était abattu par deux tueurs en moto alors qu'il regagnait son domicile dans la banlieue de Bogota. Le colonel Ramirez lui survivra jusqu'au 17 novembre 1986, date de son assassinat.

Traditionnellement en Colombie, une sorte de gentlemen's agreement liait les grands propriétaires terriens aux mouvements de lutte armée qui cohabitaient dans les mêmes régions. Depuis que les narco-trafiquants avaient massivement investis dans la terre, une alliance tactique permettait aux uns et aux autres de poursuivre leurs activités respectives.

C'est à Medellin que s'organisa le fameux Cartel, lors d'une réunion organisée le 2 décembre 1981 par le clan Ochoa dans sa propriété de Las Margaritas. On comptait là plus de 230 trafiquants de tous calibres. Le motif de la réunion était l'enlèvement par la guérilla du M. 19 de Martha Nieves, fille du patriarche Ochoa et sœur du chef Jorge Luis. À la fin de cette réunion naquit le MAS (*Muerto a los secuestradores*), organisation à laquelle chacun avait contribué en dollars et en pistolleros et destinée à libérer Martha de ses ravisseurs. Après quelques expéditions punitives au cours desquelles des dizaines de militants furent capturés et certains sauvagement assassinés, ce fut chose faite, et la guérilla renonça pour des années à rançonner les trafiquants avec des enlèvements. On préféra de part et d'autre conclure un pacte tacite de non-agression dans les zones d'activités communes, pacte signé à Panama par Jaime Bateman.

L'aventure narco-dollars-M. 19 commença en mai 1980. Un commando du M. 19 reçoit un million de dollars du gouvernement colombien pour la libération, à La Havane, des quatorze ambassadeurs (Etats-Unis, Vatican, Israël, Autriche, Mexique...) retenus en otages deux mois durant dans l'ambassade dominicaine à Bogota. Fidel Castro, quant à lui, invita le commando à un entraînement militaire sur son île.

Quelques mois plus tard, le militant Frederico, rançon en poche, acquiert à Hambourg un bateau, la *Karina*. Il y embarque 1 000 fusils belges quelque part en Méditerranée au large des côtes libyennes, et navigue jusqu'à Colon, port situé à l'entrée du canal de Panama. Là, la *Karina* achoppe sur une bitte d'amarrage et l'équipage découvre la nature de la cargaison.

Entre alors en scène le légendaire commandant du M. 19, Jaime Bateman. Suivent alors quelques opérations spectaculaires : vol de l'épée du « *Liberador* » Simon Bolivar,

vol de 5 000 fusils d'un dépôt de l'armée, occupation de l'ambassade dominicaine et, plus tard, prise d'otages du Palais de Justice de Bogota. Parmi les victimes, on comptera 11 des 24 juges de la Cour suprême, après la contre-attaque de l'armée, dernière instance qui doit approuver les demandes d'extraditions. Les guérilleros du M. 19, en profitèrent pour détruire tous les dossiers concernant les trafiquants. Certains argumentèrent que ces dossiers n'étaient pas importants étant donné qu'ils avaient été transmis aux autorités compétentes américaines. Mais avaient-ils été intégralement transmis ? On peut en douter quand on sait à quel point l'administration colombienne avait été infiltrées.

Bateman a des amis partout. Fidel Castro, Kadhafi, Torrijos, des commandants sandinistes, des parlementaires colombiens, des banquiers panaméens, des trafiquants et des mafieux de tout poil. Parmi eux, Jaime Guillot, copain d'enfance et « marimbero » de son état (trafiquant d'herbe). Pour Bateman — pas pour la révolution — Guillot met au service du M. 19 son infrastructure sur la côte caraïbe : pistes et embarcadères clandestins, cachettes, et toute une armée de fonctionnaires corrompus et de débardeurs discrets.

En parallèle, un commando du M. 19 récupère sur l'île de San Andres, au large du Nicaragua, l'un des navires de

Guillot, le *Tzar*, confisqué par les autorités colombiennes. Le *Tzar* transportait en permanence dans les Caraïbes, des tonnes de marijuana et d'amphétamines.

Certains groupes des FARC, organisation gauchiste, opérant dans de vastes régions productrices de coca, lèvent un impôt à la production — souvent en nature — et, selon de nombreuses sources, raffinent et exportent. Les « financiers du M. 19 » reçoivent également des aides substantielles d'amis mafieux. Or, paradoxalement, la Mafia finance des groupes paramilitaires qui, entraînés par des officiers de l'armée, ont assassinés en 1989 plus de 1 700 « opposants » généralement de gauche. « Je suis obligé de le faire pour bénéficier de la protection de l'armée, explique en privé Escobar. Mais les affaires sont les affaires. Et je n'ai rien contre la guérilla. »

La rupture est intervenu il y a moins de deux ans. La Mafia de la drogue, lassée de payer « el boleto » (l'impôt révolutionnaire), accusait les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) de s'être lancées dans le trafic de drogue. Des accusations de complicités ou même d'implications dans le trafic de drogue ont régulièrement été lancées par les autorités colombiennes contre les organisations de guérilla. Lors du procès du colonel cubain Antonio de La Guardia (dit Tony), convaincu de complicité avec le Cartel de Medellín et exécuté en juillet à Cuba, ce dernier déclarait publiquement : « L'unique trafiquant de drogue avec lequel j'ai eu des contacts, c'est Ramiro Lucio. » Ce dernier, l'époque, porte-parole de Carlos Pizarro, dirigeant du M. 19 colombien, avait présenté sa démission.

« J'étais très copain avec Tony, expliqua Ramiro Lucio. Je l'avais connu au Département du Commerce extérieur, puisque j'exporte de la peinture à Cuba, en particulier pour la société *ArcoIores*. J'y suis allé six fois cette année. Ça doit être pour ça que Tony a parlé de moi dans sa déclaration. »

Apparemment satisfait, le commandant Pizarro, patron du M. 19, qui déclare en privé que les devises de la drogue sont « une nécessité stratégique pour Cuba », refusa la démission de son porte-parole.

*Arcoles*, rebaptisé *Narcoles* par les mauvaises langues, avait été incendiée quelques semaines plus tôt. « Affaire de Mafia », murmure-t-on. Car il faut savoir que les entreprises de peintures sont devenues le meilleur paravent pour importer légalement éther et acétone, indispensables au raffinage de la cocaïne. En tout état de cause, ce n'était pas la première fois que l'on retrouvait liés à la même sauce M. 19, trafiquants, Cuba et contrebandiers divers.

Quatre Colombiens, aujourd'hui âgés de 38 à 40 ans, ont donné au Cartel la dimension d'une multinationale industrielle, dont l'antenne commerciale est à Miami.

Le premier de ces Colombiens — et nous reviendrons en détail sur le passé de ceux-ci lorsque nous en serons parler des récentes affaires colombiennes — est le « parrain Pablo Escobar qui passe pour un bienfaiteur auprès des anciens habitants des bidonvilles de Medellín, qu'il a relogés. Sa fortune est estimée à plus de 3 milliards de dollars. Selon la « *Drug Enforcement Administration* » des Etats-Unis (D.E.A.), c'est lui qui commandita, en novembre 1986, l'assassinat du colonel Ramirez.

Le deuxième homme, fils d'un ingénieur allemand, Carlos Lehder, fut arrêté le 4 février 1986 près de Medellín, avec quarante gardes du corps et devait être extradé, cinq heures plus tard, aux Etats-Unis. Pour empêcher cette extradition, le Cartel avait offert de payer la dette extérieure de la Colombie, à l'époque 14,7 milliards de dollars...

En septembre 1978, Carlos Lehder s'installait aux Bahamas, dans l'île de Norman's Cay, qu'il achetait et équipait notamment d'une piste d'envol de deux kilomètres. À une heure de vol de la Floride, cette île fut quatre ans durant le relais logistique du Cartel. Le procureur Merkle était convaincu que le Premier ministre des Bahamas, M. Lynden O. Pindling, avait été soudoyé et aurait reçu cinq millions de dollars en trois ans.

Autre « parrain » du Cartel de Medellín, Jorge Luis Ochoa, chef du clan des Ochoa, qui possède, dans le nord de la Colombie, un domaine de trois cents hectares, l'hacienda « Veracruz », et une fortune personnelle qui se monterait à 3 ou 4 milliards de dollars, ce qui le classe parmi les vingt plus riches du monde. Il fut le négociateur, en 1984, avec les chefs sandinistes du Nicaragua afin d'assurer un transit, à travers ce pays, de chargements de cocaïne destinés aux Etats-Unis. Cette filière fut rapidement délaissée au profit du Panama. Le 5 février 1988, le tribunal de Miami inculpait Luis Ochoa et Pablo Escobar, en même temps que le général Manuel Antonio Noriega qui aurait alors encaissé 4,6 millions de dollars du Cartel de Medellín. Ce qui nous amène tout naturellement à nous intéresser de très près à Panama.

---

## PANAMA - C.I.A. AND CO.

Dès 1982, la grande vie commence pour le général Noriega. Tous les trafics d'armes à destination des maquis d'Amérique centrale, transitant de Cuba vers le Venezuela pour aboutir notamment en Colombie et au Nicaragua, passent par



Noriega. Plus particulièrement le trafic d'armes avec la guérilla colombienne, le M. 19. Et comme le M. 19 contrôle une partie du trafic de drogue en Colombie, le général rentre tout naturellement en contact avec le Cartel de Medellín et blanchit cette masse de narco-dollars en utilisant les cent-vingt banques étrangères installées au Panama, laissant au passage une confortable commission au général Noriega.

C'est alors que l'on a commencé à jaser. Un médecin, ancien ministre de la Santé de Torrijos, Hugo Spadafora, accusa publiquement le chef de la Garde nationale, Noriega, de trafic de drogue. Le 15 septembre 1985, on retrouvait le corps décapité et affreusement torturé de Spadafora près de la frontière du Costa-Rica. Le crime était signé. D'autres devaient suivre. Il s'agissait toujours de personnes qui avaient dénoncé les magouilles de Noriega.

Ces énormes magouilles sont de notoriété publique, tout autant que le fait que « Cara pina » (face d'ananas, surnom donné à Noriega à cause de la peau tavelée de son visage) ait permis à Kadhafi, en échange d'un apport de fonds illimité, d'utiliser Panama comme base secrète dans les Caraïbes, sans oublier que, vendant des renseignements indifféremment à la C.I.A. — dont il fut un collaborateur actif — et au K.G.B., il entretenait des rapports aussi étroits qu'étranges avec le *Mossad*, le service de renseignements israéliens.

Washington était parfaitement au courant des agissements de Noriega, mais a fermé les yeux tant que ce dernier lui était utile. George Bush, lors du deuxième mandat de Ronald Reagan, est nommé patron de la *South Florida Anti Drug Task Force*, mais il affirme qu'il « n'était pas au courant ». Nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser. Mieux, les Américains vont jusqu'à féliciter Noriega de son effort contre la drogue ! À la mi 1988, l'ambassade panaméenne aux Etats-Unis fournit ainsi un document intitulé : « *Panama, seize ans de combat contre le trafic de drogue.* » On peut y trouver reproduites plusieurs lettres signées de John C. Lawn, le directeur de la D.E.A., dont la dernière, datée du 8 mai 1986 et adressée à Noriega lui-même, est rédigée en ces termes : « J'aimerais profiter de l'occasion pour réitérer mes profonds remerciements quant à la politique vigoureuse contre le trafic de drogue que vous avez adoptée. »

En 1985, à deux reprises, l'un des principaux acteurs de l'*Irangate*, Oliver North, aurait ainsi discuté avec Noriega, qui lui aurait permis d'entraîner des forces antisan-dinistes sur le territoire panaméen. Devant une commission dirigée par le sénateur du Massachusetts, John Kerry, Ramon Milian Rodriguez, un trafiquant du Cartel emprisonné aux Etats-Unis, soutient à la mi 1988 que Washington est au centre d'un trafic d'armes vers le Nicaragua à partir du Panama. Il leur suffisait d'utiliser une structure déjà existante : depuis 1978, le général Torrijos, le prédécesseur de Noriega, avait mis en place des canaux terriens et aériens pour alimenter militairement les troupes sandinistes alors en lutte contre Anastasio Somoza. Selon Milian Rodriguez, le propre conseiller à la sécurité du territoire du vice-président Bush, Donald Gregg, ancien membre de la C.I.A., aurait en outre vendu des armes aux *Contras* grâce à des avions panaméens et colombiens. Noriega en tire un avantage direct : une fois déchargés, les appareils reviennent bourrés de cocaïne. Bush, évidemment, nie catégoriquement, comme Donald Gregg. Nous allons donc voir ces dossiers en détail. À chacun d'en tirer ses conclusions.

En juin 1987, Ramon Milian Rodriguez, un Cubain-Américain, qui avait été chargé de ventiler trois millions de dollars, représentant une petite partie des bénéfices du Cartel de la cocaïne colombienne, sur des banques américaines et européennes, déposait devant une commission du Sénat à Washington. Le scandale éclatait, et mon-



tait au créneau, cette fois, l'ex-conseiller de Noriega, ex-consul du Panama à New York, José Blandon. Son exposé dura cinq heures, débordant largement le trafic de drogue en lui-même, pour insister sur les complicités internationales qui permettaient de « blanchir » l'argent, et à Noriega de transférer ses bénéfices jusqu'en France notamment, où il a investi dans diverses affaires et des achats immobiliers.

Suite à l'opération « Polar Cat », du nom d'une gigantesque opération anti-droque, les douanes américaines, en collaboration avec leurs homologues européens et l'appui de plusieurs services secrets occidentaux, repéraient plusieurs dizaines d'appartements, de bateaux, de voitures et d'avions appartenant à Noriega, qui multiplie les comptes bancaires secrets aux quatre coins du monde. En France, le général Noriega, que François Mitterrand estimait assez pour le faire décorer par le général Saulnier, qui était à l'époque chef de son état-major particulier, de la Légion d'honneur, le 10 février 1988, serait propriétaire d'un appartement au 153 rue de Grenelle, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Selon le Centre des impôts fonciers de Paris-Ouest, M<sup>me</sup> Noriega serait domiciliée au 145, avenue de Suffren, un logement de l'ambassade de Panama, en France.

Dans *Monde et Vie* du 26 février 1988, Danièle Martin écrit que « documents à l'appui, José Blandon a prouvé que ces transferts de fonds avaient été effectués, en particulier, par l'intermédiaire d'un très haut diplomate français. Il a mis directement en cause la C.I.A. et le département d'Etat qui, assura-t-il, étaient au fait depuis des années des liens de Noriega avec le Cartel de la drogue colombienne. Il a nommé ses complices dans les cent-vingt banques internationales. Il a prouvé ses rapports avec l'appareil secret communiste panaméen. »

« Et pour couronner le tout, il a dévoilé ses histoires de mœurs avec deux de ses compatriotes, les frères Wittgreen. Liaisons qui dépassent la simple vie privée puisqu'un des frères est un diplomate bien connu à Paris, et que l'autre, Carlos, se trouve être le conseiller juridique des deux cents firmes et sociétés soviétiques implantées dans la zone du canal. C'est Carlos qui, l'an passé, a négocié l'investissement de Noriega dans une filiale de l'*Aeroflot*. »

Il faut souligner que l'ambassadeur du Panama à Paris, Gaspard Wittgreen, posséderait deux appartements luxueux à Paris, par l'intermédiaire d'une mystérieuse société *Gaswitt Investment S.A.*, domiciliée au 228, rue de l'Université.

Londres, Luxembourg, New York, Vienne, Zurich, le général Manuel Noriega avait de l'argent dans les principales places financières de la planète. En tout, de 300 à 400 millions de francs, provenant essentiellement du blanchiment de l'argent de la drogue.

Suite à l'invasion américaine au Panama et la reddition du général, le 3 janvier 1990, les douanes françaises « découvraient » (laissez-nous rire !) l'existence de comptes ouverts, en 1985, dans une agence parisienne du *Crédit Industriel et Commercial* (C.I.C.). « Trouaille d'autant plus méritoire, écrit le *Canard Enchaîné* du 17 janvier 1990, que la dissimulation de ces avoirs avait nécessité une ingéniosité proprement « diabolique » comme l'attestent ces relevés récents :

— M. Manuel Noriega. Succ. BG  
CO C.I.C.  
88, avenue de Breteuil  
75015 Paris

— RET	FONC	NC	M <sup>me</sup> ou M <sup>lle</sup> Noriega	
	10-01-1990	Débit		Crédit
	Solde			7 950 642,45
— RET	FONC		M <sup>me</sup> Noriega	
	10-01-1990	Débit		Crédit
	Solde			878 295,85
— RET	FONC		M. Manuel Noriega Succ.	
	10-01-1990	Débit		Crédit
	Solde	0,00 DEB		Depuis 00/00/00

« Pour une raison inconnue, poursuit le *Canard Enchaîné*, le compte de Manuel Noriega avait été soldé... Les patrons du C.I.C. ont dû avoir un coup au cœur en apprenant — par la presse — qu'il s'agissait d'argent sale. Comment auraient-ils pu s'en douter ? »

Ces comptes étaient gérés par la femme de confiance des Noriega, Nilza Doris Aparicio, consul général du Panama à Marseille depuis octobre 1989, date à laquelle elle avait succédé à l'une des filles du général, Sandra de Beauchamp. C'est à partir du C.T.C. que Noriega faisait repartir de l'argent en direction notamment de la Suisse et du Luxembourg. À partir de 1987, époque où son nom a été, pour la première fois, associé au trafic de drogue, Noriega demanda à la *Bank of Credit and Commerce International* (B.C.C.I.) du Luxembourg, de fermer son compte — 18 millions de francs — pour le transférer à l'*Union de Banque Suisse* (U.B.S.) de Zurich. La B.C.C.I. était l'établissement préféré du général. Dans sa succursale de Miami, selon les révélations du Congrès américain en 1988, il possédait encore un compte de plus de 120 millions de francs.

Noriega possédait également un compte à Marseille, dans une agence de la *Banque Nationale de Paris* (B.N.P.). Il est vrai que le Panama et la cité phocéenne entretenaient, sous l'œil bienveillant du maire de Marseille, le socialiste Robert Vigouroux, d'excellentes relations d'affaires.

Interrogé par Anne Sinclair, au cours de l'émission « 7 sur 7 » (début février 1990), Robert Vigouroux affirma qu'il avait rencontré Noriega « comme tout le monde », ni plus ni moins. Vigouroux est trop modeste. Marilyn Vigouroux, tout d'abord, utilisait régulièrement à Paris la voiture privée de Gaspard Wittgreen, ambassadeur du Panama en France et neveu du général Noriega. « Curieusement, rapportait *Le Quotidien de Paris*, du 15 février 1990, cette voiture a été revendue à la *Société des eaux de Marseille*, peu avant le départ de l'ambassadeur de Panama. Faut-il voir dans cette étrange transaction l'origine menée ces jours-ci à Marseille sur les comptes de la *Société des eaux de Marseille* ?

« Il s'avère en effet que le juge parisien Patrick Fievet chargé d'enquêter sur les avoirs de la famille Noriega en France, vient de dépêcher deux inspecteurs de la brigade financière qui ont été chargés d'enquêter sur les comptes de la S.E.M. Cette société de droit privé, filiale de la *Compagnie générale des eaux*, était présente au Panama depuis 1980, où elle a effectué différentes études et travaux relatifs notamment au réseau d'adduction d'eau de Panama City. »

Robert Vigouroux rencontra Noriega, pour la première fois au Panama, en 1983. Puis les deux hommes se sont ensuite rencontrés à Marseille en février 1986, au cours

d'une visite privée de Noriega. En octobre 1986, lorsque Robert et Marylin Vigouroux se rendirent à Panama pour parrainer la reconduction du contrat de la S.E.M., ils y furent reçus comme des chefs d'Etat. Une exposition sur la mode avait été organisée par Marylin Vigouroux à l'ambassade de France et le couple séjourna sur l'île privée du général Noriega. Quelque temps après, « éclatait » le scandale Noriega-traffic de drogue. Cela n'empêcha pas Robert Vigouroux de rencontrer une nouvelle fois le général Noriega lors d'une escale à Panama en 1988. Le maire de Marseille revenait du congrès de la *Fédération mondiale des villes jumelées* (F.M.V.J.) qui s'était tenu à Lima et le protocole d'accord de jumelage entre Panama City et Marseille fut alors signé. Comme on peut le constater, Vigouroux rencontrait Noriega « comme tout le monde »...

En ce qui concerne ses relations avec l'U.R.S.S., elles sont des plus étranges. Il apparaît que Noriega avait passé en août 1987 des accords avec l'U.R.S.S. Une société aérienne de transport, la *Sky Shop Corp.*, basée à Panama, assurait le transport de camions, chars et autres engins militaires pour le compte de l'U.R.S.S. sous le couvert de l'*Aeroflot*. Une autre compagnie soviéto-panaméenne, maritime, la *General Streamship Corp.* assurait des livraisons de matériels lourds vers Cuba et le Nicaragua. Noriega touchait entre 5 et 15 % de commission sur ces transactions. Le représentant des sociétés soviétiques à Panama, Nikolai Sysber, est un colonel du K.G.B. qui a été en poste à Cuba pendant vingt ans. D'autre part, Didio Agustin Sosa Guevara, qui signa les accords avec Moscou, était le numéro 3 des services de renseignements de Noriega.

Avec la D.G.I. (les services secrets cubains), Noriega avait créé la *Recicaje S.A.*, société-écran servant à capter de la haute technologie occidentale pour La Havane via Panama. Une autre société-écran (spécialisée dans l'exportation de langoustes), *Simone*, était installée dans le port de Lacamonte. Un trafic de visas de complaisance a aussi été découvert. Enfin il faut souligner que dès la chute de Noriega, les nouvelles autorités, ne voulant pas déplaire aux Etats-Unis, nommèrent à la direction de la *Banque nationale de Panama*, Lucho Moreno, premier président d'une banque américaine à Panama, la *Chase Manhattan*, banque inquiétée dans le blanchiment des narco-dollars !

Mais il faut souligner que les affaires de drogue au Panama ne datent pas d'aujourd'hui et si les Etats-Unis crient aujourd'hui au scandale, c'est de la plus belle hypocrisie. Dans leur ouvrage « *Les grandes manœuvres de l'opium* », Catherine Lamour et Michel R. Lamberti racontent :

« Le 8 juillet 1971, le fils de l'ambassadeur du Panama à Formose, M. Rafaël Richard, âgé de 24 ans, était arrêté à l'aéroport Kennedy à New York au moment où il s'apprêtait à entrer aux Etats-Unis, porteur de 70 kilos d'héroïne. Il était détenteur d'un passeport diplomatique signé par le ministre des Affaires étrangères du Panama lui-même,

M. Juan Tack. Or, M. Rafaël Richard, n'étant pas diplomate, n'avait aucun droit, en principe, à un passeport de fonction. Son oncle, M. Guillermo Gonzalez, arrêté à New York où il devait réceptionner la valise, était l'ancien garde du corps et l'ami personnel de M. Moises Torrijos, ambassadeur du Panama en Espagne et frère du général Torrijos, « leader suprême du gouvernement panaméen <sup>(1)</sup> ». MM. Richard et Gonzalez

1 — Le général Torrijos s'est emparé du pouvoir par un coup d'Etat en 1968. En septembre 1972, un président de la République a été élu par la Chambre des représentants. Mais celle-ci a immédiatement confié tous les pouvoirs au général Torrijos, nommé « leader suprême du gouvernement pour la période 1972-1978 »..

avaient déjà, lors de précédents voyages, fait entrer près d'une demi-tonne d'héroïne aux Etats-Unis.

« Une commission d'enquête fut envoyée à Panama, le 23 février 1972, par un sous-comité du Congrès chargé des problèmes du canal. Ses membres affirmèrent que les agents du BNDD basés à Panama avaient mis en cause devant eux MM. Moises Torrijos et Juan Tack, comme étant personnellement impliqués dans le trafic <sup>(1)</sup>. En dépit de leurs démentis outragés, il est certain que les autorités panaméennes mobilisèrent toutes leurs énergies pour obtenir la libération de M. Joaquim Him, ancien chef des vols de l'aéroport de Tocumen, lorsque ce personnage fut arrêté par surprise par les Américains dans la zone du canal. M. Him était accusé d'avoir lui-même envoyé de l'héroïne à Dallas, aux Etats-Unis, pour plus d'un million de dollars.

« Mais à quoi servent de telles informations si l'on ne peut rien en faire ? Car ces révélations, rendues publiques en mars 1972 par le député John Murphy, secrétaire du sous-comité sur le canal de Panama, venaient fort mal à propos du point de vue du Département d'Etat. Elles arrivaient, en effet, au moment où les négociations américano-panaméennes sur le nouveau traité concernant la zone du canal reprenaient à Washington, après avoir piétiné pendant des mois. Si les Américains voulaient bien rendre au Panama la souveraineté sur la zone du canal, ils entendaient y conserver la responsabilité de la défense et le contrôle des opérations maritimes. Par un malheureux hasard, le ministre des Affaires étrangères Juan Tack était l'un des plus ardents défenseurs des droits panaméens, et l'un des principaux obstacles à une signature rapide du traité. Aussi le Département d'Etat refusa-t-il de commenter les accusations formulées par John Murphy et son sous-comité, les qualifiant d'« inappropriée ». Le rapport du sous-comité du Congrès sur le canal de Panama condamna sévèrement les pudeurs du Département d'Etat :

« Le Département d'Etat a toujours adopté une politique tendant à ignorer ou à nier la responsabilité de hautes personnalités appartenant à des gouvernements étrangers amis » dans l'introduction de drogue aux Etats-Unis. Mais, cette approche habituellement « modérée » des problèmes concernant les narcotiques a pris des proportions extrêmes en ce qui concerne le Panama. La question à laquelle, apparemment, on laisse au Congrès le soin de répondre, est celle-ci : les Etats-Unis doivent-ils d'abord négocier un traité impliquant un engagement de 70 ans et de 5 milliards de dollars, sans parler de leur sécurité et de celle de l'hémisphère, ou bien doivent-ils donner la priorité à une affaire de trafic de drogue à destination de l'Amérique du Nord ?

C'est là que se rejoignent les « impératifs » politiques dont l'affaire Barry Seal n'est qu'un autre exemple. Cet homme basé à Baton Rouge, en Louisiane, était un génie du pilotage aérien qui, en 1981, travaillait pour Jorge Luis Ochoa. Inculpé pour trafic de drogue en 1983, en Floride, il se rend et décide de devenir indic pour la D.E.A. afin d'échapper à 61 ans de prison qui le guettaient. Pour la première fois, les stupés ont un homme au cœur même du Cartel. Preuve de la qualité de ses contrats, il apporte une information essentielle : Pablo Escobar et Jorge Luis Ochoa avaient conclu un accord avec des officiels sandinistes pour l'utilisation d'aéroports nicaraguayens où les avions bourrés de coke en route vers les U.S.A. pourront faire escale, se ravitailler en carburant et éventuellement stocker de la marchandise.

1 — Rapport du sous-comité sur le canal de Panama. Aperçu d'ensemble sur le problème des narcotiques à Panama, 8 mars 1972.



La C.I.A., le Conseil national de sécurité, immédiatement avertis, équipèrent de deux caméras cachées le C 123 K, l'avion de Barry qui devait aller chercher le 25 juin 1984, 700 kilos de coke à l'aéroport Los Brasiles, près de Managua. De retour à la base militaire de Homestead, en Floride, Barry, outre les 700 kilos de coke rapporte des photos explosives où l'on voit Pablo Escobar et Freddy Vaughan, agent du ministère de l'Intérieur, proche du ministre Tomas Borges, en train de charger des sacs de coke dans l'avion. Des images en or pour la C.I.A. et le Conseil national de sécurité où Oliver North était averti. Pour ne pas se griller aux yeux du Cartel, Barry avait monté un scénario avec la D.E.A. qui provoquerait un accident de voiture lors de la livraison de la drogue en fourgonnette. Les livreurs et leur marchandise seraient ainsi attrapés par hasard.

La C.I.A. et Oliver North n'avaient pas les mêmes préoccupations. En possession de photos qui démontraient l'implication d'officiels nicaraguayens dans le trafic de drogue, ils ne pouvaient résister à la tentation de les utiliser politiquement dans leur guerre de propagande avec le régime sandiniste. En outre, le Congrès devait se prononcer prochainement sur un plan d'aide aux *Contras*... Et le 8 juillet, grâce à une « fuite », le *Washington Times* publiait les photos grillant ainsi définitivement Barry Seal, seul coupable possible aux yeux du Cartel. Sa tête était immédiatement mise à prix, et le 19 février 1986, il était abattu à Baton Rouge de 12 balles de MAC 10 équipé d'un silencieux.

Le cas Noriega, aujourd'hui bête noire de Washington, illustre à l'inverse le changement de priorité survenu précisément en 1986, lorsque dans des directives secrètes à l'armée U.S. pour participer à l'opération anti-drogue, *Blast Furnace*, en Bolivie, le président Reagan qualifia pour la première fois le trafic de drogue de « menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis ». À cette époque, pourtant, le général Noriega reste un allié important alors que les soupçons pèsent sur lui depuis de nombreuses années. Une enquête datée du 1<sup>er</sup> novembre 1985 et conduite par l'*U.S. Army Southern Command*, le quartier général des Forces Armées pour l'Amérique latine basé à Panama, citait déjà la participation de l'armée panaméenne dans le trafic de drogue avec l'appui des transcriptions de conversations entre des militaires et des trafiquants, et des photos de soldats déchargeant des cargaisons « stupéfiantes ».

Selon Norman Bailey, ancien économiste du *National Security Council*, le Département d'Etat était à l'époque plutôt « tiède » pour intervenir, le Pentagone ne voulait pas « couler le bateau » et la C.I.A. était franchement hostile car « Noriega était un capital important » pour elle (*New York Times* du 10 avril 1988). Lors de l'intervention à la Grenade, le général figurant alors sur les listes de paie de l'agence avait permis de s'assurer que Cuba ne réagirait pas militairement.

En décembre 1985, Edward Everett Briggs, alors ambassadeur à Panama, indigné par l'arrestation et l'éviction du président Barletta par Noriega, après avoir envoyé plusieurs télégrammes au Département d'Etat, rencontrait le vice-président Bush pour lui faire part des activités du général panaméen. Sans suite. « Il y a beaucoup de gens de par le monde qui ne passent pas le test de la salive à la perfection. Si vous me demandez si, à cette époque, nous savions qu'il trafiquait de la drogue, je vous dirais : non », répondait en mars 1988 le candidat Bush à des journalistes qui l'interrogeaient à Cincinnati (*New York Times* du 8 mai 1988). De même, il a déclaré ignorer qu'en décembre 1985, l'amiral Poindexter avait effectué un voyage à Panama pour adresser de sévères remontrances au général. George Bush, vice-président, était pourtant un des quatre



membres statutaires du Conseil national de sécurité dirigé alors par Poindexter. En français, c'est ce qui s'appelle se foutre du monde.

Car Noriega, étroitement lié à la C.I.A. depuis au moins 1972, a beaucoup aidé la Centrale des renseignements américaine dans son combat contre les Sandinistes. Il a également trempé dans l'*Irangate* et aidé deux des principaux protagonistes de l'affaire, William Casey, alors directeur de la C.I.A. et le lieutenant-colonel Oliver North. Mais le plus beau, c'est que l'actuel président des Etats-Unis, membre du C.F.R. et de la *Trilatérale* était un ami de Noriega.

Pour preuve, nous n'hésitons pas à retranscrire, dans sa presque totalité, une remarquable étude publiée dans la revue *Rolling Stone* faite par Howard Kohn et Vicki Monks, et qui donne une vue particulièrement stupéfiante de certaines connections existantes entre certains hommes politiques américains et les trafiquants de drogue... pour des besoins politiques.

Le 5 octobre 1986, un C-123K de la *Southern Air Transport* disparaît dans la jungle de l'Amérique centrale avec trois hommes à bord. Le responsable de la sécurité de la base d'Ilopango au Salvador alerte ses supérieurs. Simple mesure de routine. Mais pourquoi est-ce à Donald Gregg, conseiller à la sécurité du territoire du vice-président George Bush, qu'un certain Félix Rodriguez téléphone immédiatement alors ?

Sitôt l'information transmise au PC top secret de la Maison-Blanche, ordre est instantanément donné d'envoyer un appareil de reconnaissance de l'U.S. Air Force au-dessus de la frontière du Nicaragua. Tout ça pour un malheureux avion salvadorien ? Bizarre...

Le lendemain 6 octobre, Rodriguez apprend que l'appareil manquant n'est pas tombé tout seul. Que l'artillerie sandiniste l'aurait même beaucoup aidé. Tiens !) Que le seul rescapé, Eugène Hasenfus (drôle de nom pour un Salvadorien !) est aux mains des sandinistes. Re-coup de fil de Félix Rodriguez à ses « contacts » à la vice-présidence : on s'empresse d'arrêter les recherches. Un poil trop tard : l'enquête sur l'« accident » est lancée... Et rapidement close.

1988. *Rolling Stone* rouvre l'enquête. Leurs reporters reprennent les minutes du procès de l'*Irangate*, interviewent plus de cinquante diplomates, militaires de carrière ou agents des Services de renseignements américains, et retrouvent des protagonistes de l'affaire. Conclusion : Bush et Gregg ont été personnellement impliqués dans une vaste opération de livraison d'armes aux *contras*, dont le nom de code était *Black Eagle* et qui fut mise en place dès 1982. C'est-à-dire, deux ans avant que le lieutenant-colonel Oliver North n'organise le réseau destiné à financer l'achat d'armes pour l'opposition nicaraguayenne par la vente de missiles américains au gouvernement iranien, réseau qui fut finalement démasqué lors de l'*Irangate*...

L'opération *Black Eagle* a duré trois ans, parallèlement à celle que dirigeait North. Et le dictateur du Panama, le général Manuel Noriega, accusé de trafic de drogue par les Etats-Unis au début de cette année, y a joué un rôle essentiel, ouvrant ses aéroports aux agents américains et leur fournissant des façades commerciales. En échange, on l'a laissé bourrer de cocagne et de marijuana à destination des Etats-Unis les avions de *Black Eagle* qui rentraient vides, cela pour le compte du fameux Cartel de Medellin colombien qui, selon le bureau des narcotiques américain, contrôle plus de 80 % du marché mondial de la coke... Plusieurs personnes impliquées dans l'opération affirmant que Bush et Gregg étaient au courant mais n'ont rien fait contre.

1<sup>er</sup> décembre 1981, à la Maison-Blanche. Dans la situation room, Casey, patron de la C.I.A., dévoile son plan de guerre secrète contre les sandinistes. Il lui suffira de dix-neuf millions de dollars (fournis par la C.I.A.) pour financer une unité de cinq cents guérilleros, presque tous des opposants nicaraguayens exilés au Honduras. (Ce petit noyau de *contras* passera, en moins de quatre ans, à quinze mille hommes.)

Casey est persuadé que le Congrès fait courir des risques démesurés à ses services : depuis l'*Intelligence Oversight Act* de 1980, les opérations secrètes, jusqu'alors du seul ressort de la présidence et de la C.I.A., doivent obtenir l'aval politique des deux commissions sénatoriales. Lors de la réunion du 1<sup>er</sup> décembre 1981, les décideurs feront peu d'objections à son projet. Tous ceux qui sont présents, y compris Reagan et Bush, l'assurent de leur accord. Du coup, Casey se reprend à espérer : malgré l'opposition du Congrès, il va pouvoir déstabiliser le régime sandiniste. Mais en août 1982, les sénateurs et représentants réunis en commission se prononcent contre l'extension du conflit au Nicaragua : le premier amendement Boland (Edward Boland est représentant du Massachusetts) interdit formellement à la C.I.A. et au Pentagone de financer tout effort militaire visant à renverser le gouvernement de Managua.

En quelques jours, Casey trouve le moyen de tourner cette résolution sans violer la loi. Selon Lew Archer (officier aujourd'hui à la retraite et ex-membre de *Black Eagle*), Casey recrute quelques hommes sûrs, dont George Bush, auxquels il adjoindra, au fil des ans, des anciens de la C.I.A., des officiers de l'armée américaine, des agents de services secrets étrangers, des marchands d'armes internationaux et des mercenaires. Chacun fera son rapport Casey par l'intermédiaire d'un réseau d'opérateurs placés à des postes clés dans les services de la vice-présidence, au *Conseil national de sécurité* (N.S.C.), au ministère de l'Intérieur et à la Défense.

Au cours de l'été 1982 (toujours d'après Lew Archer) Bush, qui a reçu Casey à plusieurs reprises, accepte que les locaux de la vice-présidence servent de couverture à *Black Eagle*. Quoi d'étonnant à ce que Bush, qui se flatte de savoir s'attirer les bonnes grâces des puissants, accepte d'entrer dans la conjuration ? Casey ne manque ni de magnétisme ni d'autorité. Bush connaît bien la C.I.A., il l'a dirigée sous Gerald Ford. Avec Reagan, il sera le meilleur supporter de Casey au sein du gouvernement. Comme le dit Archer : « La C.I.A., c'est une grande famille, Casey n'avait qu'à parler pour être entendu ! »

De son passage à la tête de la C.I.A., Bush a gardé un intérêt très vif pour tout ce qui touche à la sécurité intérieure. Grâce à Reagan, il a accès à des informations top secret et participe à nombre d'entretiens et de réunions informelles. Outre les informations triées sur le volet réservées au président et au vice-président, on lui communique les renseignements « classés », puisqu'il est membre du *Conseil national de sécurité* (N.S.C.), du *Groupe d'étude pour la sécurité du territoire*, et président de la *Brigade antiterroriste* et de la *Commission des narcotiques* chargée de la surveillance des frontières. Tous ces organismes s'occupent, à des degrés divers, de la situation politique en Amérique centrale.

Aucun détail du conflit nicaraguayen n'a donc pu lui échapper. En novembre 1983, le N.S.C. demandera par écrit l'autorisation d'intensifier les livraisons d'armes aux *contras*. Le mémo, un des rares qui ait échappé au pilon d'Oliver North, précise que Bush « a été prié, à chaque fois, d'approuver l'accélération des livraisons d'armes ». Beaucoup d'autres mémos du N.S.C. portaient la mention : « pour info — le vice-président ».

Quelques hauts fonctionnaires ont émis des réserves ou pris leurs distances avec les affaires nicaraguayennes. Bush, jamais. Lorsque le Congrès débat du problème des *contras*, Bush est catégorique : « Pas question de les laisser tomber en ce moment ! » (Depuis, il fait figure de héros parmi les exilés cubains de Miami qui soutiennent les *contras*.) Le 21 décembre 1982, Reagan contresigne le premier amendement Boland qui prend force de loi. Cependant, en coulisses, Casey et Bush feront tout pour le rendre inopérant. Au dire de Lew Archer, peu avant le vote, en août 1982, Bush a accepté que Donald Gregg coordonne le projet *Black Eagle* à partir des bureaux de la vice-présidence. Et Gregg entre dans l'équipe de Bush avec le titre de conseiller en matière de sécurité intérieure. Il prend soin de démissionner officiellement de la C.I.A. afin d'effacer tout lien avec Casey.

C'est un vieux de la vieille : trente et un ans de service. Son rôle est d'assurer la liaison entre la vice-présidence et les agents de *Black Eagle* en Amérique centrale et de coordonner les détails financiers et opérationnels de l'ensemble. Il doit transmettre des rapports réguliers à Bush qui relaiera les informations à Casey. Archer affirme que « Bush et Gregg, c'était un vrai mur d'amiante. Pour accéder à Casey, il fallait avoir une sacrée puissance de feu ! »

Au fur et à mesure que se monte l'opération, Gregg reçoit des rapports sur la nature des armes fournies aux *contras* : AK-47, bazookas lance-missiles et lance-grenades, récupérés dans les arsenaux de l'O.L.P. par les troupes israéliennes lors de leur invasion du Liban en 1982. Le reste est acheté en Pologne ou en Tchécoslovaquie par l'intermédiaire de trafiquants internationaux. Les appareils de transport de *Black Eagle* (de vieux DC-6 et des C-123) opèrent à partir de deux bases : l'une au Salvador (qui approvisionne la plus forte concentration de *contras* sur le front nord, au Honduras, et dans le nord du Nicaragua) et la seconde, au Panama (qui achemine les armes sur le front sud, au Costa Rica).

C'est en 1976, au siège de la C.I.A. à Langley (Virginie), que Bush rencontre Gregg, chargé des opérations sur le terrain. En 1981 et pendant la première moitié de 1982, alors que Gregg est détaché de la C.I.A. au Conseil national de sécurité, Bush assiste à de nombreux briefings en sa compagnie. Une fois rattaché à la vice-présidence, Gregg garde tous ses contacts avec les services de renseignements. Non content de superviser les activités de *Black Eagle*, Gregg représentera Bush à plusieurs reprises lors de réunions sur des problèmes de haute sécurité. Parallèlement, il poursuit son travail au sein du N.S.C., où il retrouve Oliver North, placé là par Casey.

Gregg a un CV ultra simple : il a fait toute sa carrière à la C.I.A. En 1951, jeune licencié de philosophie du Williams College, il offre ses services à l'Agence. Jusqu'en 1975, date à laquelle il est rappelé au siège de la C.I.A., il opère, entre autres, au Japon, en Birmanie, en Corée du Sud et au Viêt-nam. Il va aujourd'hui sur ses soixante ans. Malgré sa courtoisie et sa distinction discrète, c'est dans la jungle vietnamienne qu'il a reçu son initiation : de 1970 à 1972, il a été l'homme de la C.I.A. à Saigon. Il y commandait une unité d'intervention hélicoptérée qui s'est rendue aussi célèbre par le zèle avec lequel elle menait ses interrogatoires que par la témérité de ses pilotes, qui ne faisaient pas dans la dentelle et canardaient tout, du combattant vietcong de base au simple civil. Cette unité avait pour héros un pilote d'origine cubaine, Félix Rodriguez, un trompe-la-mort qui adorait flirter avec le danger.

C'est au 'Nam qu'une amitié indéfectible se noue entre Rodriguez et Gregg. Selon Robert Earl, un ami de North, « ils étaient, comme qui dirait, frères de sang. Après

le Viêt-nam, l'amour du baroud et l'anticommunisme viscéral de Rodriguez l'ont successivement conduit en Afrique noire, au Moyen-Orient et en Amérique centrale. En 1981, dès le début du conflit nicaraguayen, il se porte volontaire : « *Je voulais aider les contras par tous les moyens !* » (Interview à *Rolling Stone*.) Mars 1983 : Rodriguez s'envole pour Washington où il rencontre Gregg. Il est recruté sur-le-champ pour le projet *Black Eagle*.

Aux yeux de Bush et de Gregg, Rodriguez était l'homme providentiel pour *Black Eagle* : expert en explosifs, tireur d'élite, as du manche à balai, il était capable de s'adapter à toutes les situations grâce à ses connaissances poussées en transmissions et en logistique. Parmi les dizaines d'agents envoyés sur le terrain, Rodriguez ne tarde pas à se distinguer : c'est lui qui aura le contact permanent avec Gregg. Il rencontrera Bush en personne au moins à trois reprises.

D'après de nombreux anciens de *Black Eagle*, le rôle de Rodriguez au sein de l'organisation était d'établir l'infrastructure logistique de l'opération pour faciliter les parachutages d'armes destinés aux bases *contras* du Honduras et du nord du Nicaragua. Il avait établi son QG à l'aéroport d'Ilopango, au Salvador, dont le responsable en titre était un bon ami à lui : le général salvadorien Juan Bustillo.

C'est en décembre 1983 que Rodriguez aurait rencontré Bustillo, à Ilopango pour mettre au point les détails de l'opération. Le fait est confirmé par deux témoins : un agent israélien (appelons-le Aaron Kozen), et l'ex-chef de la police politique panaméenne, José Blandon.

À l'intérieur du gouvernement fantôme, Rodriguez avait au moins deux casquettes : c'était l'homme clé d'un noyau d'agents secrets aguerris dépêchés sur le terrain par Gregg comme conseillers militaires auprès des *contras*. Il était en outre investi du rôle d'envoyé spécial de la vice-présidence, avec le pouvoir de négocier avec des personnages haut placés avec lesquels il n'aurait jamais pu frayer sans cela : le général Wilfredo Sanchez, chef des opérations militaires au Honduras et Oscar Humberto Mejia Victores, à l'époque chef d'Etat du Guatemala.

Selon Kozen, « Rodriguez avait l'art de vous faire sentir que le vice-président s'intéressait personnellement à l'opération et que ses décisions à lui avaient la bénédiction de Casey, ET du vice-président. Vous vous souvenez du rôle de Kissinger comme V.R.P. de Kennedy ? Eh bien, Rodriguez se comportait de la même façon en Amérique centrale.

Il ne parlait pas seulement au nom de la C.I.A. C'était aussi le porte-parole semi-officiel de la Maison-Blanche. C'était lui qui donnait les ordres parce que les gars savaient tous qu'il avait le pouvoir de déchaîner les foudres célestes sur la tête du moindre gratte-papier qui oserait lui foutre des bâtons dans les roues »

Pendant que Rodriguez peaufinait son jeu de diplomate au petit pied et de responsable logistique de *Black Eagle*, le général Noriega, chef des forces armées du Panama, s'engageait de plus en plus activement dans l'opération. C'est au printemps 1983 que, profitant d'une faille du système, il avait pris pied dans l'organisation. À l'origine, Casey avait pensé à utiliser des Israéliens pour l'achat et l'expédition des armes aux *contras*, de façon à brouiller les pistes et à égarer les soupçons des fédéraux en cas de pépin : le *Mossad* était la couverture idéale qui permettrait aux agents américains de nier toute participation à l'opération *Black Eagle*. À la fin de 1982 et au début de 1983, alors que *Black Eagle* en est encore à ses premiers balbutiements, les agents du *Mos-*



*sad* (dont Casey s'était acheté la coopération moyennant quelques photos satellite très recherchées) ont fait transiter les livraisons d'armes aux *contras* par San Antonio, au Texas. À la suite d'une « erreur », certaines caisses avaient été marquées « C.I.A. Warehouse », l'estampille maison des entrepôts de la C.I.A. !... De quoi mettre en alerte les douanes américaines et « brûler » l'itinéraire texan.

À l'origine de cette regrettable « erreur » : les agents du *Mossad*. Casey décide toutefois de fermer les yeux : leur couverture lui est encore nécessaire pour acheminer ses cargaisons. Il leur enjoint toutefois de ne plus passer par San Antonio et de transférer leur base au Panama et au Salvador. Le Salvador est à l'époque englué dans la guerre civile et le gouvernement endetté jusqu'aux yeux auprès des Etats-Unis qui l'assistent militairement. Rien de tel au Panama, où Noriega est prêt à se lier aux trafiquants d'armes.

Le *Mossad* a déjà placé un homme dans l'entourage immédiat de Noriega : Michael Harari. Début 1983, Harari est assigné à l'opération *Black Eagle* et entame immédiatement les négociations avec Noriega et avec Bandon, le chef des services secrets panaméens. Enjeu des discussions : le libre accès des aéroports du Panama pour les appareils de *Black Eagle* et l'accord de compagnies panaméennes pour dissimuler la comptabilité de l'organisation. « Harari nous a affirmé qu'Israël, Casey et Bush étaient dans le coup, déclare Bandon. Harari tenait à ce que Noriega se branche avec Bush. » Le pari était que si Noriega acceptait de coopérer, ça lui fournirait d'excellentes reconnaissances de dettes politiques, de la C.I.A. comme de la vice-présidence.

Bien évidemment, Noriega saute sur l'occasion. En un rien de temps, il sait se rendre indispensable. Fin politique, il a depuis des années réussi à s'exonérer de tout soupçon de dictature aux yeux du gouvernement américain en rendant des petits services à des personnalités de la C.I.A. et du Pentagone. Au milieu des années 70 déjà, à l'époque où il était à la tête des renseignements de la garde nationale panaméenne, il avait émarginé à la C.I.A. à titre d'informateur. Selon Bandon, en 1976, Noriega se serait servi de sa position de force pour organiser une rencontre avec George Bush à l'ambassade de la république de Panama, à Washington : n'étaient-ils pas « collègues » ? Des années plus tard, Noriega se vantera encore de ses entrevues avec Bush et Casey, preuve de la haute estime de la C.I.A. à son égard. En 1983, il a autorisé les agents de Casey à entraîner des *contras* sur le sol panaméen.

En décembre 1983, le vice-président Bush effectue un voyage officiel en Amérique centrale. Pour la deuxième fois, il rencontre Noriega. Gregg et North assistent aux entretiens. Tout en exprimant le désir de voir le chef d'Etat du Panama assouplir un peu la « démocratie » en vigueur dans son pays et mettre un frein à la corruption, le vice-président n'en réaffirme pas moins à Noriega qu'il le considérera toujours comme un allié essentiel des Etats-Unis dans cette région du monde. D'après Bandon (qui a depuis demandé l'asile politique aux Etats-Unis), quelque temps après, « Harari a assuré à Noriega que Bush lui était très reconnaissant pour son assistance ».

Noriega est le prototype du chef d'Etat d'Amérique centrale : un mélange unique, où le politique, le militaire et le criminel sont intimement liés. Dès 1977, la C.I.A. est persuadée que Noriega couvre des opérations de trafic de drogue en Amérique centrale. Au début des années 80, le doute n'est plus permis : il a autorisé le Cartel de Medellín à blanchir des milliards de dollars dans les banques panaméennes. (Au passage, Noriega aurait prélevé sa commission qui, selon Kozen, se monterait à l'heure actuelle



à quelque quatre cents millions de dollars.)

Peu après avoir accepté de faciliter la tâche de *Black Eagle*, Noriega commence à réquisitionner avions et pilotes pour introduire de la drogue dans le sud des Etats-Unis, cela selon Lew Archer, chargé de surveiller les agissements de l'homme fort de Panama. Loin d'exiger la cessation immédiate de ce trafic, les dirigeants américains auraient passé, d'après Blandon, un marché diabolique avec Noriega : 1 % des bénéfices qu'il tirait de la drogue devait financer l'achat de nouveaux stocks d'armes à destination des *contras*. Jolie cagnotte : ce petit 1 % s'élèverait à plusieurs millions de dollars.

Tout en alimentant les caisses des *contras*, Noriega se livrait à son passe-temps favori : grossir sa banque de données personnelle sur ses chers partenaires. Noriega est un collectionneur insatiable d'« informations négatives » sur ce qu'il compte d'amis ou d'ennemis. (On raconte que, Panama, les locaux du gouvernement sont truffés de caméras vidéo et de micros qui enregistrent les moindres réunions et tous les coups de fil.) Dès le début des opérations, Noriega ouvre sur Bush et son entourage un dossier où figurent des photocopies des rapports d'exercice envoyés à Gregg et des films vidéo des entrevues qui se sont déroulées dans le bureau de Noriega. Plus un rapport spécial de Blandon en personne sur les activités de *Black Eagle*.

Au début de 1988, Noriega se vante devant son ancien aide de camp, le colonel Roberto Diaz Herrera, de « tenir Bush par les couilles ». Il aurait fait cette déclaration après que la Maison-Blanche eut, tardivement, et sans succès, essayé de le renverser. Pour Kozen, « Noriega en sait assez pour couler Bush Blandon ajoute : « C'est pour ça que l'administration Reagan a tellement peur de Noriega : dans l'opération *Black Eagle*, Bush et ses hommes sont personnellement mouillés !

Bien des anciens membres de *Black Eagle* sont persuadés que Bush et Gregg n'ignoraient rien de l'utilisation que Noriega faisait des avions de l'organisation. Jorge Krupnik, un marchand d'armes argentin que Noriega avait introduit dans le circuit, aurait déclaré à Blandon que « TOUT dans l'opération se faisait avec l'accord de Bush et de Gregg Selon Blandon, qui tient ses informations d'Harari, Gregg aurait transmis à Bush de nombreux détails sur la façon dont la drogue était introduite aux Etats-Unis. Richard Brenneke, autre marchand d'armes installé dans l'Oregon, qui a servi d'intermédiaire entre *Black Eagle* et des fournisseurs tchèques, affirme avoir été écoeuré après avoir, à deux reprises, servi de copilote à bord d'appareils qui transportaient de la drogue vers les Etats-Unis. Gregg lui aurait ordonné de ne pas discuter les ordres. « En fait, tout ce trafic de drogue, c'était de la cuisine politique, dit Kozen, et c'est Bush qui avait pouvoir décisionnaire pour ces problèmes de stratégie secrète.

1984. La guerre du Nicaragua a fini par perdre tout crédit auprès du Congrès américain. En octobre, un second amendement Boland est adopté : hormis l'aide humanitaire, tout soutien aux *contras* doit cesser. Résultat : les *contras* deviennent encore plus dépendants de Casey, de Bush et de leurs agents.

Bush se lance personnellement dans la bagarre. En mars 1985, il se rend au Honduras pour dénouer une crise diplomatique. Roberto Suazo Cordova, président du Honduras, n'avait jamais vu d'un très bon œil la présence dans son pays du plus gros des forces antisandinistes. Maintenant que l'aide militaire officielle des Etats-Unis leur est retirée, il craint que pour survivre les *contras* ne mettent le pays en coupe réglée. Suazo menace de désarmer les *contras* et de les expédier dans des camps de réfugiés. Bush le fait changer d'avis en l'assurant que l'effort de guerre des *contras* continuera

à être financé par des fonds indépendants d'un vote du Congrès. « On mettra tout ce qu'on a dans la bataille !

Le second amendement Boland n'a pas tout à fait pris au dépourvu les responsables de *Black Eagle* : sentant le vent tourner, ils ont déjà constitué une caisse noire pro-contras. Oliver North, qui siège au Conseil national de sécurité, a ouvert des comptes numérotés dont l'avoir se chiffre à plus de trente millions de dollars, obtenus de divers gouvernements étrangers avec l'aide d'autres hauts fonctionnaires américains. De son propre aveu (voir ses dépositions pendant le procès de l'*Irangate*), Bush était parfaitement au courant. En mai 1984, quand l'Arabie Saoudite s'engage à verser une contribution de un million de dollars par mois, Bush en sera immédiatement informé, juste après Reagan. Selon les minutes de l'*Irangate*, le 25 juin, Bush aurait été mis au courant de la situation financière lors d'une réunion du Groupe d'étude pour la sécurité du territoire. Le 18 septembre suivant, à la demande du vice-président, Gregg prépare un rapport sur les entrées de fonds.

La caisse noire joue alors un rôle capital, à cause de l'amendement Boland bien sûr, mais aussi parce qu'on commence sérieusement à envisager d'enterrer l'opération *Black Eagle*. Israéliens et Américains en place au Honduras s'inquiètent : Noriega utilise de plus en plus souvent les avions et pilotes de *Black Eagle* pour son trafic de drogue. Bien sûr, il reste indispensable au bon fonctionnement de l'organisation, chaque vol risque pourtant de dévoiler le pot aux roses. Les accrochages se multiplient, chaque côté rendant l'autre responsable de la façon dont Noriega détourne *Black Eagle* de son but initial. Les Israéliens n'ont guère envie de se retrouver dans la peau du bouc émissaire si l'opération capote. Quant aux Américains, ils se sentent manipulés par les efforts répétés de Noriega pour les impliquer dans son trafic. Témoin Lew Archer : « Son rêve, à Noriega, c'était de mouiller l'Oncle Sam. Qu'un de nos gars accepte de faire un passage, et hop ! il nous tenait. C'est ça, Noriega : je te compromets et après, je te fais chanter ! »

C'est le trafic de drogue qui précipitera le retrait du *Mossad* à la fin de 1985. Kozen est chargé d'annoncer la décision de son pays à un groupe d'agents américains et honduriens : « Un type m'a traité de salopard, de traître juif et m'a accusé de vouloir tout saborder ! » Le ton monte. Un Américain dégaine. Kozen et deux Israéliens aussi. « On a frisé l'incident international. Heureusement, ceux qui avaient gardé la tête froide nous ont fait entendre raison ! »

Selon Blandon, pourtant, le retrait du *Mossad* n'avait que peu à voir avec Noriega ou le trafic de drogue : « C'est l'affaire Pollard qui a tout déclenché ! » Peu auparavant, Jonathan et Anne Henderson-Pollard, deux Américains qui espionnaient pour le compte d'Israël, s'étaient fait arrêter à Washington. Furieux, le *Mossad* avait répliqué en retirant ses billes de l'organisation.

Le 23 janvier 1985, Bush a une entrevue avec Oliver North. En sortant, North note dans son calepin quelques mots sibyllins : « *Central America C.A.* » (C.A. signifie *covert action* : opération secrète.) Difficile de savoir si North faisait allusion à *Black Eagle* ou à l'un des autres projets de Casey alors à l'étude. En tout cas, pour le « gouvernement fantôme », la période fin 1985 - début 1986 inaugure de grands chambardements. *Black Eagle* a du plomb dans l'aile. En conséquence, Casey charge North de mettre sur pied une opération de rechange. Nom de code : *Enterprise*. Ce nouveau projet sera financé par les bénéfices faits sur la vente de missiles TOW et de pièces détachées à l'Iran : quarante-huit millions de dollars, dont seize et demi seront détournés

au profit des *contras*. Malheureusement, les résultats d'*Enterprise* se font attendre : ce n'est qu'en avril 1985 que la première cargaison d'armes, achetée à la Chine populaire, arrive en Amérique centrale après cinq mois de mer. Casey s'impatiente. Il organise un troisième réseau de contrebande d'armes. Cette filière baptisée *Supermarket* se procure des armes de fabrication soviétique au Portugal, d'où elles sont acheminées par bateau jusqu'aux entrepôts installés au Honduras, avant d'être livrées aux *contras*. Les organisateurs de *Supermarket* ne font pas partie du « gouvernement fantôme ». Ce sont en majorité des professionnels qui, ayant entendu parler des fonds secrets destinés aux *contras*, ont décidé d'en faire tomber une partie dans leur escarcelle.

Deux d'entre eux, Ronald Martin et Mario Delamico, sont d'excellents amis de Rodriguez. Martin, négociant en armes à Miami, a été présenté à Rodriguez en 1980. Dixit Rodriguez : « Il est venu me voir chez moi. Je crois que le tas de médailles accrochées sur mes murs lui en a fichu plein la vue ! » Delamico est cubain, naturalisé américain. Le bruit court qu'il a payé de sa poche le voyage de la mère de Rodriguez au Guatemala : atteinte d'un cancer, elle désirait s'y rendre une dernière fois avant de mourir.

Rodriguez ne cache pas qu'il a donné un coup de pouce à Martin et à Delamico : « Je leur ai présenté les personnes qu'il fallait. » Un avocat de Miami qui représente les intérêts de *Supermarket*, Théodore Klein, décrit le rôle qu'a joué Rodriguez comme des relations d'affaires « assez distantes ». Il refuse d'en dire plus.

Quels qu'aient été les motifs des membres de *Supermarket*, le projet est accueilli avec joie par les *contras* et par leurs supporters cubains établis à Miami. John « Jeb » Bush, trente-cinq ans, fils du nouveau président, est un des leaders les plus en vue de cette communauté. Longtemps président de l'*Association des républicains* du comté de Dade, il s'est, à ce titre, occupé de réunir des fonds pour aider les *contras*. John Mattes, un ancien assesseur de la partie civile, raconte : « À Miami, tout le monde savait que si on voulait aider les *contras*, il fallait s'adresser à Jeb. » En 1985-1986, les douanes ouvrent une enquête sur un cas de contrebande d'armes destinées aux *contras* : le nom de Jeb Bush est cité, l'intéressé nie catégoriquement. Non-lieu.

De janvier à octobre 1985, Martin et Delamico livreront aux *contras* pour deux millions de dollars d'armes. North et Adolpho Calero, dirigeant civil des *contras*, ont jusqu'ici honoré les factures. À la fin de 1985, Calero reçoit de North la consigne de refuser toutes les cargaisons d'armes de *Supermarket*. North fait dénumérer tous ses comptes secrets : Calero n'ayant plus accès aux finances de l'organisation, lui seul aura un pouvoir décisionnaire en la matière. Entre-temps, Martin et Delamico continuent leurs achats : la bagatelle de dix-huit millions de dollars d'armes s'entassent dans des hangars au Honduras, en attente de règlement. Comme dit Rodriguez, « ils nous ont laissés en plan » !

Dans sa déposition devant la commission d'enquête de l'*Irangate*, North a assuré qu'il s'était retourné contre *Supermarket* à cause de l'origine douteuse des capitaux de départ : comment Martin et Delamico, qui n'avaient aucune fortune personnelle, avaient-ils pu réunir vingt millions de dollars ? D'après John Singlaub, un général à la retraite qui, lui aussi, levait des fonds à titre privé pour les *contras* :

Les armes, ça ne s'achète pas à crédit. Il faut mettre l'argent sur la table pour enlever le stock ! » Pour Singlaub, bien des gens à l'époque pensaient que les « contacts » de Martin dans la hiérarchie militaire du Honduras s'étaient procuré cet argent en magouillant avec Noriega. À l'appui de cette accusation, le fait que *Gretsh World*, la

façade commerciale de *Supermarket*, avait pignon sur rue à Panama. (Klein nie que ses clients aient jamais eu des liens avec Noriega.)

North était bien entendu au courant des rumeurs selon lesquelles Noriega finançait en sous-main *Supermarket*. À la date du 12 juillet 1985, on lit dans son calepin : « *Discuté de Supermarket ; (la junte du Honduras) aurait l'intention de tout rafler [...] si Supermarket fait faillite ; (l'argent frais) serait le produit de la vente de drogue.* » Pour justifier sa décision de mettre fin à l'opération *Supermarket*, North a prétendu que si certains membres du « gouvernement fantôme » étaient prêts à traiter avec Noriega, lui pas. Pourtant, selon Blandon. North savait pertinemment quel rôle Noriega avait joué au sein de *Black Eagle*. Il avait en outre personnellement rencontré Noriega lors d'une ultime tentative pour mettre sur pied de nouvelles formes de soutien aux *contras*, mais en vain.

Rodriguez, tout en prétendant ignorer que Noriega était le bailleur de fonds de *Supermarket*, se déclare plein d'amertume devant le traitement réservé à ses amis. À son avis, North s'est servi des antagonismes existants pour asseoir son autorité et s'assurer qu'*Enterprise* jouirait d'un quasimonopole sur les fonds secrets.

De 1985 à 1986, dans le « gouvernement fantôme », la lutte pour le pouvoir fait rage. À l'origine, la compétition acharnée à laquelle se livrent *Supermarket* et *Enterprise* pour s'assurer l'exclusivité des bénéfices possibles : il y a des millions de dollars à récolter pour les marchands d'armes. Mais le nœud du problème, c'est le conflit entre North et Rodriguez. Les deux hommes, grandes gueules, anciens du Viêt-nam, bardés de médailles, obsédés par le marxisme, et trop orgueilleux pour se plier aux voies officielles de la politique, se ressemblent trop. Leurs dissensions auront une conséquence inattendue : North étant le poulain de William Casey et Rodriguez passant pour être le représentant de Bush, le directeur de la C.I.A. et le vice-président vont se trouver malgré eux en désaccord sur un grand nombre de points.

En 1985, Rodriguez se fait plus rare au sein du « gouvernement fantôme ». Dès février, il reprend avec les troupes salvadoriennes ses raids en hélicoptère contre les bases sandinistes. Au cours des mois suivants, il assure plus d'une centaine de missions et manque plusieurs fois d'y laisser sa peau. Peut-être n'est-ce qu'une couverture pour sa véritable mission : soutenir les *contras*. « Felix s'était tellement fait remarquer dans toute l'Amérique centrale, qu'il avait besoin de se refaire une virginité », dit Kozen. Rodriguez a beau nier, en février 1985, une lettre du général Paul Gorman, commandant des forces d'intervention américaines en Amérique centrale, à tous les agents américains opérant dans la région, confirme le rôle de Rodriguez dans la guerre du Nicaragua et souligne que « ses liens avec la vice-présidence sont tout à fait réels » !

Nul doute que North se soit réjoui de voir Rodriguez jouer au petit soldat au Salvador, mais Casey et Bush ne tardent pas à se rendre compte que, privée de Rodriguez (dont l'ami, Bustillo, dirige toujours l'aéroport d'Ilopango), l'organisation *Enterprise* aura bien du mal à livrer les armes de contrebande aux *contras*. Dès septembre 1985, Rodriguez est réexpédié à Ilopango, mais cette fois, c'est dans le cadre de l'opération *Enterprise* et dans des conditions qu'il doit trouver saumâtres : il se retrouve sous les ordres d'Oliver North ! Parmi les rares documents retrouvés intacts pendant l'*Irangate* figure une note manuscrite de George Bush où il remercie North du « *dévouement et de l'acharnement avec lesquels il s'est occupé de l'affaire des otages iraniens et de la situation en Amérique centrale* ». Bush affirme ne pas se souvenir de la raison pour laquelle il a adressé cette note à Oliver North. La date (novembre 1985) suggère que



Bush tentait une manœuvre diplomatique pour alléger les tensions au sein du « gouvernement fantôme ». Deux mois plus tard, cependant, Bush semble douter de North : il enverra même le colonel Samuel Watson qui fait partie de son état-major, inspecter les camps de base des *contras* et les entrepôts de matériel au Honduras et recevra en main propre le rapport détaillé de Watson.

À Ilopango, Rodriguez rongone son frein : c'est désormais North qui, avec Richard Secord, général à la retraite, a l'entière responsabilité des cargaisons d'armes destinées aux *contras*. À la fin de 1985, North donne le feu vert à Secord qui veut introduire dans l'organisation *Enterprise* un autre marchand d'armes, Thomas Clines, une des bêtes noires de Rodriguez. Clines, un ancien de la C.I.A., a été en très bons termes avec Rodriguez dans les années 70, époque à laquelle il s'occupait de contrats d'armement. Mais Rodriguez le déteste cordialement depuis sa « trahison » : Clines a essayé de traiter avec le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, et ami de Castro. Interview de Rodriguez à *Rolling Stone* : « Je me suis juré de ne plus avoir de contact avec lui ! »

Dès l'arrivée de Clines au sein d'*Enterprise*, à la fin de 1985, on peut prévoir que le projet va capoter, comme *Supermarket* et *Black Eagle*. Rodriguez ne se prive pas de critiquer ouvertement Clines et d'autres agents d'*Enterprise*. De son côté, Gregg est furieux du recrutement de Clines. Il déclarera d'ailleurs au bras droit de North, le lieutenant-colonel Robert Earl : « Ce mec-là est une vraie vipère ! »

Ce que Rodriguez n'admet pas, c'est que certains marchands d'armes travaillant pour *Enterprise* s'en mettent plein les poches. (Leurs marges bénéficiaires atteignent parfois 300 %.) Il se plaint aussi d'avoir à utiliser du matériel vétuste : lorsqu'un avion d'*Enterprise* s'écrase en tuant presque tout son équipage, il en rejette la faute sur un radar de bord défaillant.

Au printemps 1986, le « gouvernement fantôme » mis sur pied quatre ans auparavant par Casey et Bush est en pleine déliquescence. Le 1<sup>er</sup> mai, Rodriguez fait irruption dans le bureau de North à Washington et le met en demeure de trouver quelqu'un d'autre pour s'occuper d'Ilopango. C'est la crise. Quelques heures plus tard, Rodriguez se trouve dans le bureau de Bush à qui il montre, ainsi qu'à Gregg, des photos prises en Amérique centrale. North, qu'on n'attendait pas, entre dans le bureau de Bush, escorté par Edwin Corr, l'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador. (Sur l'agenda officiel de la vice-présidence, l'ordre du jour de cette réunion est le « réapprovisionnement des *contras* », bien que Bush et Gregg aient nié comme de beaux diables avoir jamais abordé le problème.) Rodriguez a déclaré sous serment que ce jour-là « North est resté discrètement à l'arrière-plan. C'est l'ambassadeur Corr qui nous a salués et qui a ensuite prié le vice-président d'user de son influence pour me persuader de rester. » Rodriguez ne peut refuser, mais c'est à son corps défendant qu'il retourne à Ilopango.

North fait son possible pour l'amadouer : il va jusqu'à lui faire transmettre un organigramme bidon d'où son propre nom a été soigneusement gommé. Pourtant Rodriguez n'est pas dupe et les relations entre les deux hommes continuent à se détériorer. Juillet 1986 : Rodriguez décolle de Miami pour le Salvador aux commandes d'un avion d'*Enterprise*, mais sitôt arrivé, le réquisitionne symboliquement au nom des *contras*. À la suite de quoi, il ferme l'aéroport d'Ilopango à tous les appareils d'*Enterprise*. North n'arrête plus de se plaindre de lui auprès des hommes liges de Bush, Gregg et Watson. Exaspéré, il confie à Gregg : « Il n'y a que vous qui puissiez lui faire entendre raison ! »



Le 8 août, c'est Rodriguez qui dépose sur le bureau de Gregg une plainte en bonne et due forme. Selon lui, les agents qui travaillent pour *Enterprise* « mènent une opération foireuse, mal foutue et à hauts risques ». Quatre jours plus tard, Gregg convoque une réunion d'urgence. Craignant peut-être de perdre son calme, North s'y fait représenter. Un semblant d'unité est restauré. De nouveau, les livraisons d'armes aux *contras* seront assurées par les avions d'*Enterprise* jusqu'à ce que, le 5 octobre 1986, l'artillerie sandiniste fasse un carton sur le fameux C-123 K de la *Southern Air*, faisant exploser du même coup un dispositif de couverture qui a failli tromper son monde.

Depuis la fin de 1986 et les remous occasionnés par l'*Irangate*, George Bush et son entourage n'ont cessé de nier toute participation à ces livraisons d'armes. Bush déclare : « On répand des bruits selon lesquels j'étais chargé de superviser cette opération. C'est faux, indigne et inique. » En 1988, malgré les questions de la presse, le candidat Bush s'en est systématiquement tenu à ses déclarations initiales : la commission d'enquête de l'*Irangate* l'a lavé, lui et son équipe, de tout soupçon.

Et l'*Irangate* s'est surtout intéressé à *Enterprise*, dont North avait la responsabilité exclusive, et à ses ramifications iraniennes. Ce n'est qu'incidemment que l'existence de *Supermarket* a été abordée. Quant à *Black Eagle*, il n'en a jamais été question. Pour Bush, tout ça, c'est « de l'histoire ancienne ». Il se déclare fatigué de répéter à tire-larigot : « J'ai dit la vérité ! »

Le voilà président d'une République qui n'est pas bananière. Il se refuse à toute déclaration. *Rolling Stone* lui ayant offert un droit de réponse aux accusations portées contre lui dans cet article, il a fait savoir par son attachée de presse, Kristin Taylor, que « Monsieur Bush s'en tenait à ses déclarations antérieures ».

Mais Bush, se voulant plus royaliste que le roi, a cru bon pour sa campagne électorale de critiquer vivement Reagan à l'Académie de police de Los Angeles : « Je ne négocierai ni avec les terroristes ni avec des trafiquants de drogue, qu'ils soient aux Etats-Unis ou à l'étranger. »

L'ironie veut que le conseiller de Bush pour les affaires de sécurité nationale, Donald Gregg, ait repris le fil des négociations avec le général Noriega, après les échecs répétés de l'adjoint au secrétaire d'Etat Elliott Abrams. Gregg se serait entretenu directement avec le général Noriega au moins à trois occasions pour protéger Bush. Les allégations que Bush serait mou sur la question de la drogue à cause de ses connexions avec Noriega ne sont qu'un des aspects du problème : le vrai scandale, c'est ses liens avec les opérations armes contre drogue en Amérique centrale.

L'Hebdomadaire américain *Newsweek* accusa le cabinet de Bush d'avoir coordonné un « supermarché des armes » pour les *contras* quand ceux-ci furent frappés par les réductions des aides américaines entre 1984 et 1986. Bush répondit que l'article était ordurier. Toujours est-il que dans son édition du 28 mai 1988, *Newsweek* mentionnait le marchand d'armes et agent israélien Richard J. Brenneke qui, interviewé par la Commission des affaires étrangères du Sénat, impliqua Bush dans le « supermarché des armes ».

L'Hebdomadaire écrit : « L'ancien agent Richard J. Brenneke, un trafiquant ayant des liens avec le bloc soviétique, a déclaré devant la Commission que Gregg était en fait le contact à Washington pour l'opération de livraisons. Il a aussi affirmé que le Carテル de la cocaïne de Medellín avait financé l'opération, utilisé ses avions pour fournir des armes aux *contras* et réemployer les mêmes avions pour transporter leur chargement de drogue de Colombie aux Etats-Unis. »

« Brenneke a dit qu'il avait transporté l'un des chargements à Amarillo, au Texas, à la mi-1985 et c'est alors qu'il essaya de dire à Gregg ce qui se passait — pour s'entendre dire : « Faites le boulot qu'on vous a donné. Ne mettez pas votre nez dans les décisions prises par vos supérieurs. » Gregg a nié avoir jamais parlé avec Brenneke, le décrivant comme un opérateur qui essaya un jour de faire approuver par Bush un contrat de vente d'armes à l'Iran.»

Les informations du soir de la chaîne de télévision américaine ABC ont repris l'histoire de Brenneke à la une deux jours de suite. Les choses n'ont fait qu'empirer quand le porte-parole du président Martin Fitzwater a essayé de discréditer Brenneke. Il a affirmé que les dires de Brenneke avaient été réfutés par un tribunal de New York dans une affaire de marchands d'armes dirigée par le général israélien Bar-Am, dans laquelle Brenneke était accusé. Le procureur chargé de l'affaire a affirmé devant les caméras d'ABC que Brenneke n'était pas un accusé et que ses dires n'avaient pas été réfutés !

Même la chaîne *Public Broadcasting Service* (PBS) a présenté un documentaire d'une demi-heure, le 17 mai 1988, sur l'histoire des rapports louches entre le renseignement américain et les trafiquants de drogue, soulignant encore l'implication de Bush. La chaîne PBS en s'entretenant longuement avec le comptable du Cartel de Medellín, Ramon Milian Rodriguez, condamné à 43 ans de prison pour blanchissage d'argent de la drogue, a mis en évidence l'implication de Bush à travers un de ses anciens subordonnés de la C.I.A., Félix Rodriguez. C'est avec l'assistance du comptable du Cartel de Medellín et en coordination avec le conseiller à la sécurité nationale de Bush, Donald Gregg, que Félix Rodriguez dirigea l'approvisionnement des *contras*.

Autre fait, en février 1988, le département de la Défense annonçait l'arrestation de trois militaires américains et d'un Panaméen après la découverte de 35 kilos de cocaïne dans l'avion qui les avait ramenés de Panama à Porto-Rico. Quelques jours auparavant, un homme était arrêté près de Washington pour avoir introduit 5 kilos de cocaïne. Pour ce, il avait utilisé l'avion personnel d'un général américain ! À l'époque, les responsables du Pentagone avaient fait état de « cas isolés ». Théorie démentie aujourd'hui par une enquête de la D.E.A., sur une filière militaire. Depuis trois ans, des soldats américains basés à Panama, auraient importé plus de 450 kilos de cocaïne.

Révélée en juin 1988 par la chaîne de télévision NBC, l'enquête a été confirmée par la D.E.A. Après l'arrestation d'un certain Jackie Lee Bigelow qui portait sur lui 8,5 kilos de cocaïne, les enquêteurs déterminèrent que le trafic s'effectuait entre les bases américaines de Panama et de Georgie. La chaîne a révélé que plus de 20 soldats américains auraient été arrêtés en trois ans. La cocaïne était acheminée par des soldats ou par des civils se faisant passer pour des militaires sur des avions et par le système postal du Pentagone.

À la même époque, c'était cinq employés de la Maison-Blanche qui étaient relevés de leurs fonctions pour avoir consommé de la cocaïne. Et le 14 août 1989, c'était l'arrestation pour trafic de drogue d'un ancien haut responsable des services américains de la lutte contre les stupéfiants (D.E.A.), M. Edward O'Brien, au moment même où d'énormes moyens sont mis en place pour lutter contre ce fléau. M. O'Brien, qui avait été à la tête du bureau de la D.E.A. Springfield (Massachusetts) entre 1982 et 1988, avait, à ce titre, été félicité par le gouverneur de l'Etat, M. Michael Dukakis, pour avoir démantelé un important réseau de trafic de cocaïne dans la région. En dix-huit ans de carrière, il avait été cité à plusieurs reprises pour ses performances, notamment

dans l'enquête qu'il avait lui-même menée dans le sud de la France, à Nice particulièrement, sur la « French connection <sup>(1)</sup> ». L'agent a été arrêté par ses collègues après avoir reçu d'un informateur à Miami 28 kilos de cocaïne pour livraison à Boston.

L'homme fort du Panama a beau jeu maintenant de conseiller à ses voisins américains de remettre d'abord de l'ordre dans leur propre maison... Mais malgré la gravité et la complexité de la question, l'humour ne doit pas perdre ses droits. En fermant un laboratoire de Tijuana, en octobre 1989, qui fabriquait des stéroïdes vendus clandestinement aux adeptes américains du body-building, les autorités mexicaines eurent la surprise de découvrir que le propriétaire de l'entreprise n'était autre que le général... Noriega. Toujours est-il que, ne perdant pas le nord, le 8 février 1988, trois jours après avoir été publiquement mis en accusation par les Etats-Unis, le général Noriega donna l'ordre une banque de Londres de transférer dans une banque du Luxembourg 14 936,42 millions de dollars. Un rien.

D'ailleurs, il ne manque pas d'agents de la D.E.A. à travers le monde pour se plaindre des obstacles que le Département d'Etat ou les ambassadeurs dans le pays concerné mettent en travers des enquêtes qu'ils mènent souvent au péril de leur vie. Ainsi, le 14 août 1986, au moment même où un agent de la D.E.A. au Mexique, Victor Cortez, était enlevé et torturé par des policiers à la solde des trafiquants, le président Reagan, qui recevait son homologue mexicain Miguel de la Madrid, se déclarait « impressionné et heureux des efforts déployés par les autorités mexicaines dans la lutte contre la drogue ». Ses conseillers avaient été avertis de l'affaire mais il n'était pas question de torpiller la rencontre.

Pour Dick Gregorie, ex-assistant de l'avocat général de Floride, aujourd'hui revenu au privé, « la drogue n'est pas une priorité pour le Département d'Etat » et William Von Raab, directeur des douanes durant l'administration Reagan a dénoncé en quittant son poste en août 1989 « le manque de motivation dans la lutte anti-drogue au sein de l'administration à quelques exceptions près ».

Il faudra attendre le printemps 1986 et la publication d'une enquête détaillant les activités de Noriega en première page du *New York Times* pour que l'administration commence réagir. On connaît la suite, inculpation du général pour trafic de drogue en février 1988 par un grand jury de Miami, colère et boycott du gouvernement américain qui mobilise le monde entier contre son ancien agent, devenu le pire des voyous.

Une seule organisation ne prend pas partie à la colère internationale : le *Parti communiste français*. « Ce ne sont que des calomnies de l'impérialisme yankee », s'exclame Philippe Herzog, tête de liste aux dernières élections européennes. Pour Philippe Herzog, Noriega, victime de ragots américains, « défend l'identité de son pays et ne veut pas être sous la botte de Washington ». Le P.C. a déjà oublié que Noriega fut un fidèle de la C.I.A...

Etrange affaire que celle de la collusion Noriega, drogue, *contras* et C.I.A., qui est à rapprocher d'une autre bien moins connue mais tout aussi bizarre.

Le 27 janvier 1980, des policiers australiens repèrent une conduite intérieur Mercedes à une centaine de kilomètres de Sydney, sur un parking d'autoroute. À l'intérieur de la Mercedes, les policiers découvrent le cadavre d'un homme gisant, la tête fracassée. Si les policiers prennent l'affaire au sérieux c'est qu'ils trouvent dans les poches du cadavre une carte de visite au nom de William Colby, ancien directeur de la C.I.A. Au

1 — À l'époque, en 1970, il était le patron de la D.E.A. à Nice.

dos de cette carte, une main a noté les différentes étapes d'un voyage d'affaires que William Colby devait effectuer le mois suivant, en Asie. La présence de cette carte de visite n'a rien de fortuit : Colby se trouvait être également l'avocat de l'homme assassiné.

En feuilletant une bible trouvée à côté du cadavre, les policiers tombent à nouveau sur le nom de Colby. Il figure cette fois sur un morceau de papier d'emballage en compagnie de celui d'un éminent policier américain, Bob Wilson, représentant du *Parti républicain* au comité des forces armées du Parlement.

L'affaire se complique un peu plus quand on apprend que le cadavre a pour nom Frank Nugan, copropriétaire de la *Nugan Hand Bank*, établissement présent dans vingt-deux pays et centre d'intrigues d'une complexité rare. Qui donc, en effet, aurait pu imaginer qu'une société aussi respectée que la *Nugan Hand* organisait le trafic d'héroïne, d'armes et de blanchiment d'argent sale ?

À peine la nouvelle de la mort de Frank Nugan est-elle connue que, d'un bout à l'autre de la planète, les hommes de la *Nugan Hand* se mobilisent. Ancien chef des forces américaines de l'Asie et du Pacifique, responsable du bureau philippin de la *Nugan Hand*, affolé, le général Le Roy J. Mannor demande à son attaché de presse de censurer l'information. En vain. Apprenant la nouvelle, l'amiral P. Budy Yates, ancien chef du planning stratégique des forces américaines de l'Asie et du Pacifique et président de la *Nugan Hand Bank*, quitte toutes affaires cessantes sa villégiature de Virginie et s'envole pour Sydney. À l'aéroport, il est accueilli par le vice-président, Michael Hand, un ex-béret vert décoré comme rarement soldat le fut durant la guerre du Viêt-nam, où il s'illustra également en tant qu'officier de renseignements. Michael Hand vient lui-même de débarquer de l'avion en provenance de Londres.

Les deux hommes se rendent sans tarder au siège de la banque et entreprennent de faire disparaître les papiers les plus compromettants. Des témoins affirment que, en une nuit, l'amiral et l'ancien béret vert ont démenagé des centaines de cartons et de dossiers. Loin d'avoir été détruits, ces dossiers ont été employés à bon escient par les anciens dirigeants de la *Nugan Hand*. Peu après, la banque est mise en liquidation. Le scandale ne fait que commencer car personne n'arrive à comprendre comment tant de gradés de l'armée américaine et d'officiers de renseignements ont été amenés à travailler pour cette compagnie bancaire. Bien entendu, la C.I.A. nie farouchement toute participation à l'affaire. Pourtant, les policiers australiens veulent en avoir le cœur net et découvrent des choses surprenantes.

Ainsi, Joe Flynn, un ancien agent de la C.I.A., affirme que Michael Hand l'aurait recruté en 1973 pour poser des écoutes téléphoniques dans la chambre à coucher du Premier ministre australien, Gough Whitlam, alors que ce dernier se trouvait en vacances dans l'Etat de Queensland.

Mais indépendamment du fait même de l'espionnage qui n'est pas l'objet direct de cette étude, selon les policiers australiens, les hommes de la *Nugan Hand* participent directement au trafic international de l'héroïne, expédiée par containers depuis l'Australie jusqu'aux Etats-Unis. La chose n'est pas surprenante quand on sait que Michael Hand et Frank Nugan étaient suspectés par la police australienne, dès le début des années 1970, d'être des trafiquants de drogue.

Selon Joe Volkman, ancien agent de la brigade des stupés australienne, des pressions politiques étaient exercées par d'éminentes personnalités pour empêcher toute enquête sur les trafics de drogue de la *Nugan Hand*. De fait, l'Australie, qui est pour-



tant une des plaques tournantes de la contrebande d'héroïne dans la région, est un des rares Etats alliés des Etats-Unis à n'avoir pas d'antenne de la D.E.A., la police antidrogue américaine.

Joe Volkman affirme encore que des avions-cargos américains de type Starlifter, atterrissent régulièrement à la base secrète de la C.I.A. de Pine Gap à Alice Springs, afin de décharger, au milieu des caisses d'équipements militaires, des dizaines de kilos de substances narcotiques. La drogue proviendrait du *Triangle d'Or* asiatique : une partie serait revendue sur place et une autre continuerait vers les Etats-Unis.

Pour donner plus de poids aux accusations proférées devant une commission gouvernementale, Joe Volkman donna le nom d'un de ses informateurs, qu'il croyait l'abri aux Etats-Unis. Quelque temps plus tard, ledit informateur était assassiné. Les policiers australiens sont arrivés à prouver que la *Nugan Hand* est également impliquée dans une série d'assassinats sur commande. À la demande d'un syndicat de trafiquants d'héroïne asiatique, connu sous le nom de « Mr Asia », la *Nugan Hand* aurait ainsi fait éliminer par ses hommes trois informateurs de la police australienne.

Mais revenons en Amérique latine.

Les complicités du Cartel de Medellín en Amérique latine ne s'expliquent pas seulement par la corruption. Il faut compter aussi avec les menaces. Arrêté par surprise en novembre 1987 par la police colombienne, Luis Ochoa a failli être extradé aux Etats-Unis, comme l'avait été, sept mois auparavant Carlos Ledher. Mais ses associés en liberté ont lancé un véritable ultimatum. Sous la signature transparente des « Extraderos » (les « menacés d'extradition »), le Cartel de Medellín avertissait :

Nous voulons dire au gouvernement colombien que si Luis Ochoa est extradé aux Etats-Unis, nous déclarons une guerre totale à toute la classe politique du pays. »

Le 30 décembre suivant, Ochoa sortait de prison. Six jours plus tard, le ministre de la Justice qui l'avait fait libérer, lançait contre lui un nouveau mandat d'arrêt, mesure toute symbolique, visant à calmer Washington, dont les réactions étaient vives. Il faut savoir également que l'Espagne extrada le 14 juillet 1986, Jorge Luis Ochoa, qui avait été arrêté en novembre 1984 à Madrid, en compagnie du banquier Gilberto Rodriguez Orejuela. Sans suite !

Il faut dire que le Cartel a fait assassiner plus d'une soixantaine de juges, une trentaine de journalistes et plus de deux cents policiers. Un millier de ces 17 000 morts violentes recensées en Colombie sont dues aux affrontements entre guérilleros et forces armées. La grande majorité des crimes de sang est perpétrée par les sicarios, tueurs gage, liés aux narco-trafiquants.

Le Cartel a même le bras long. Le 13 janvier 1987, à Budapest, en pleine rue, un individu d'apparence sud-américaine blessait grièvement de quatre balles dans la tête et d'une dans la poitrine, l'ambassadeur colombien Enrique Parejo Gonzales, ex-ministre de la Justice et signataire des premiers ordres d'extraditions. Parejo avait été nommé ambassadeur de Colombie à Budapest, dans l'idée que le narco-terrorisme ne pourrait pas frapper dans un état policier du bloc de l'Est. Cette idée s'est révélée tragiquement fausse.

Le « groupe Hernan Moreno Botero » revendiqua l'attentat contre Parejo, l'ayant déjà condamné à mort. Hernan Botero était le propriétaire « respecté » d'un club de football à Medellín — financé par Pablo Escobar — d'où il fut extradé aux Etats-Unis



en 1985 sur ordre de Parejo. Botero fut inculpé à Miami pour de nombreux trafics de drogue et de blanchiment d'argent et lourdement condamné. À cette époque, Mario Valderrana — alors vice-président de Acosta à l'U.T.C., le syndicat des travailleurs colombiens, avait témoigné devant la cour de Miami, vantant les hautes vertus morales de Hernan Botero. Toujours cette fameuse et inévitable collusion politiques-narco-trafiquants !

Hernan Botero Moreno avait été accusé d'avoir blanchi 56 millions de dollars grâce à la *Landmark Bank* à Plantation, banlieue-dortoir située à l'est de Fort Lauderdale. Les agents de l'équipe de *Greenback* qui s'attaquèrent à la non-application par les banques de la loi sur le secret bancaire, exigeant l'établissement de bordereaux de transaction pour chaque dépôt ou retrait supérieur à 10 000 dollars en liquide, effectuèrent une descente dans deux établissements de Miami, la *Bank of Miami* et la *Great American Bank of Dade County*. « Isaac Katan Kassin, de Cali, homme grassouillet au crâne dégarni, fut inculpé d'avoir blanchi 60 millions de dollars par l'intermédiaire de la Great American. Il ressemblait tellement au Premier ministre israélien que les inspecteurs chargés de sa surveillance lui donnèrent le nom de code « Bégin ». Pour le procureur de Miami, c'était le plus gros financier de la drogue d'Amérique du Sud<sup>(1)</sup>. »

Suite à cette affaire, les pressions furent telles qu'en juin 1987, la Cour suprême de Bogota déclarait inconstitutionnel le traité passé en 1983 avec les Etats-Unis. Mais pour bien comprendre le phénomène colombien, il nous faut aborder le problème de l'Amérique latine dans son ensemble.

La Bolivie et le Pérou restent les plus grands producteurs de feuilles de coca et les plus importants fournisseurs de pâte-base pour le Cartel de Medellín. Un récent rapport soumis au Congrès par Sherman M. Funk, inspecteur général du Département d'Etat sur les résultats de la politique menée au Pérou et en Bolivie par les agences américaines est cet égard révélateur. De 1973 à 1989, le *Bureau of International Narcotic Matters* (I.N.M.) qui coordonne les actions à l'étranger a dépensé 47 millions de dollars au Pérou et 56 millions en Bolivie sans compter une part de 18 millions consacrés à l'assistance aux forces aériennes dans cette région.

Résultats pour l'année 1988 au Pérou, sur 110 000 hectares reconnu (on verra plus loin qu'il y a sûrement plus) de culture de coca, 5 130 auraient été détruits ; sur 86 957 tonnes de feuilles produites, 2,2 % ont été saisies ; 0,2 % ont été consommées localement et 97,6 % ont été disponibles pour la fabrication et le trafic de cocaïne. Même chose en Bolivie. Le résultat est aujourd'hui visible de Cochabamba à Guadalajara, la superficie des cultures de toutes les drogues a enregistrées ces quinze dernières années une croissance ininterrompue.

---

1 — *Les Rois de la Cocaïne, L'histoire secrète du Cartel de Medellín*, par Guy Gugliotta et Jeff Leen, Presses de la Cité.

## BOLIVIE

Un nom domine tous les autres en Bolivie. Celui de Roberto Suarez Roca, plus connu sous le nom de Roca Suarez ou encore appelé le « roi de la coke » et dont on dit qu'il détient plus de dollars que la Banque central de La Paz. Suarez passe pour avoir financé, en juillet 1980, le coup d'Etat du général Luis Garcia Meza, que l'on surnomma le « coca putsch » !

Le personnage, pourtant, est beaucoup plus qu'un grand « parrain ». N'apprenait-on pas, à La Paz, au moment même où l'armée envahissait la vallée tropicale du Chapare, paradis des petits trafiquants de cocaïne, que le chef de la brigade des stupéfiants, Rafaël Otazo, avait quelque temps auparavant, rencontré dans une hacienda discrète... Roberto Suarez. Un dialogue entre le chef de la police et le patron de la cocaïne ! Dont celui-ci est reparti libre ! Le scandale a été énorme en Bolivie.

Au cours de cette entrevue, Suarez affirma que le ministre de l'Intérieur, Mario Roucal, du gouvernement de gauche de Siles Zuazo, trempait dans le trafic de drogue et que lui, Suarez, offrait deux milliards de dollars pour payer la moitié de la dette extérieure du pays en échange d'un pacte de non-agression du pouvoir à son égard. De plus, il proposait de prêter une somme colossale en dollars, déposée dans les banques de New York, afin de financer plusieurs projets de développement ! Rien que ça.

Dans un document publié en février 1981, par la revue péruvienne *Marka*, un groupe de « jeunes officiers » opposés à la junte révélait qu'un conclave entre Garcia Meza et la mafia s'était tenu à Santa Cruz dès la fin de juillet 1980 : « Cette dernière s'est engagée à déposer dans les banques nationales les devises provenant de l'extérieur ; ce qu'elle a fait ponctuellement dans les mois suivants. »

Le fils de Frederico Nielsen Reyes, Roberto, chef des services de sécurité de Garcia Meza, accompagna l'épouse de ce dernier, Olma Cabrera, en Suisse, pour déposer dans une banque de Zurich une somme d'argent provenant du trafic de drogue, que L'Hebdomadaire *Der Spiegel* évalua à 40 millions de dollars.

Roberto Suarez a pour repaire la région du Beni, une savane de plus de 200 000 hectares située au nord-est du pays. Dans une interview il déclarait : « J'ai à ma disposition trois avions *Harrier* à décollage vertical et une flotte de douze chasseurs bombardiers équipés de missiles et de fusées, qui font du 650 kilomètres à l'heure et ont une autonomie de vol de près de six heures. Mes hommes ? Ce sont des experts libyens qui les entraînent... »

Son immense fortune ? « J'ai 10 millions de dollars et non pas 400 millions (la moitié des exportations de la Bolivie !), comme l'assurent les mauvaises langues. J'ai travaillé dur. Il y a trente-huit ans, je ne possédais qu'une vache. Aujourd'hui, j'en ai plus de trente mille. »

Il semble que l'arrestation de son fils Roberto, en Suisse, le 23 janvier 1983, ait porté un coup fatal à ce sexagénaire jusqu'alors invulnérable.

Ce jour-là, son épouse et ses deux fils, Gary et Roberto, en possession de 10 millions de dollars, étaient arrêtés par la police suisse à Locarno. Seul Roberto, en possession d'un faux passeport, fut incarcéré et extradé aux Etats-Unis le 6 août et la caution fut portée à cinq millions de dollars. Le « roi de la coca » s'adressa alors, le 1<sup>er</sup> septembre 1983, au président Ronald Reagan, lui offrant de payer la dette extérieure de la Bolivie qui s'élevait alors à 3,82 milliards de dollars en échange de la libération de son fils..., avec une fortune, selon ses dires, de... 10 millions de dollars ! Curieux. Curieux également qu'il ne paya pas la caution. Toujours est-il que le président Reagan ne répondit pas à cette offre, mais à la surprise générale, Roberto II — de son nom exact, Roberto Suarez Levy — fut absous par un grand jury de Miami et libéré, tout simplement parce qu'un jury de Miami crut plus à sa parole qu'à celle de quatre agents de la D.E.A.

Suarez fut longtemps protégé par le ministre de l'Intérieur, le général Arce Cornejo, qui était son cousin, et il semble bien que le roi bolivien de la cocaïne, empruntait d'autres voies que celle de la Colombie pour écouler ses produits. Une partie de la coca bolivienne passe par le Paraguay où elle est directement échangée contre des automobiles et des avions passés en contrebande. Mais même si Roberto Suarez n'entretenait aucun rapport avec ses homologues colombiens, il sera tentant pour le gouvernement de Bolivie de profiter de l'atmosphère ambiante pour mettre fin à l'existence périlleuse de cet Etat dans l'Etat. En 1986, les autorités de La Paz avaient lancé sans succès une attaque contre le « roi de la drogue », avec la participation de 170 rangers de l'armée américaine sous les ordres du général John Taylor, ne réussit qu'à provoquer de violentes manifestations nationalistes qui défilèrent en braillant le slogan « Bolivie libre, oui. Colonie yankee, non. »

L'un des « coups » extraordinaire mené en Bolivie fut l'affaire de l'hacienda El Potrero. Elle fut menée par le major Carlos Fernandez qui, accusé de connivence avec les trafiquants de drogue sous la présidence de Lidia Gueiler en 1979, avait été une première fois destitué, avant d'occuper la fonction de trésorier de l'Union de la gauche aux côtés du président Siles Zuazo, en exil à Hambourg.

Alain Labrousse, auteur de *Coca Coke*, qui l'a rencontré, écrit :

« L'opération avait été montée à la suite de dénonciations faisant état d'allées et venues d'une avionnette colombienne. Aux abords de la piste d'atterrissage, une pluie de balles obligeait les premiers policiers venus sur place à faire demi-tour pour aller chercher des renforts à Santa Cruz. Quand ils revinrent, ils eurent la surprise d'être accueillis par un officier du Collège d'aviation, descendu d'un appareil des forces aériennes boliviennes, qui leur ordonna de se retirer. Le colonel Fernandez ne se laissa pas impressionner et passa au peigne fin la propriété. Il finit par découvrir 300 kilos de pâte-base et des uniformes militaires qui étaient utilisés — selon les paysans de la zone — par les chauffeurs transportant les chargements de feuilles jusqu'à l'hacienda.

« Le piquant de l'affaire tient à ce que cette propriété appartenait au général Hugo Banzer, dont la dictature sur la Bolivie a duré de 1971 à 1978... Le général Banzer s'en tira en publiant un communiqué dans lequel il prétendait que sa propriété avait été utilisée par des trafiquants à son insu.. Mais cela amena les journalistes à exhumer d'autres affaires auxquelles ses proches avaient été mêlés. Sa fille et son gendre avaient reçu à Montréal, où ils résidaient, des envoyés du gouvernement boliviens chargé de coke, et peu avant de quitter le pouvoir, il avait nommé consul à Miami son cousin

Guillermo Banzer Ojopi. Or celui-ci fut dénoncé par la presse locale comme un gros bonnet de la drogue. La propre épouse du général Banzer, Yolanda Prada, eut des « problèmes » avec la police montée du Canada et les douanes espagnoles. Enfin, de nombreux personnages dénoncés par les services anti-drogue des Etats-Unis comme trafiquants — le colonel « Bubby » Salomon, Widen Razuk, Ruddy Landivar, « Pepe » Paz — ont été de proches collaborateurs de l'ex-dictateur. »

C'est en 1975, au moment où le général Banzer s'apprêtait à lancer son plan quinquennal pour faire face à la crise qui menaçait l'économie bolivienne, qu'il s'informa des perspectives offertes par la production de la coca.

« Il découvrit alors que l'armée avait déjà mis en route son propre projet : dans le département amazonien du Beni, l'hacienda Paraparan (50 000 hectares, 10 pistes d'atterrissage), administrée par la *Corporation des forces armées pour le développement national* (COFADENA), était un des principaux centres de fabrication de pâte-base. D'autre part, la plus grande partie de la production de la fabrique nationale d'acide sulfurique, également dirigée par les militaires, était destinée à l'élaboration de la drogue.

« Les conseillers du général Banzer proposèrent d'unifier et de contrôler une production jusque-là anarchique, sous la direction de l'*Association des producteurs de coton* (A.D.E.P.A.) à Santa Cruz, dont les personnages les plus en vue étaient Alfredo Gutierrez, les frères Miguel et Widen Razuk et surtout Roberto Gasser, président de la Chambre de commerce et d'industrie... Le colonel Luis Arce Gomez, nommé ministre de l'Intérieur, était « l'homme fort » du gouvernement. Le 1<sup>er</sup> mars 1981, le sénateur démocrate Denis Deconcini, membre d'une commission d'enquête américaine sur les liens du gouvernement bolivien avec la Mafia, déclarait à son propos au cours d'une émission de la N.B.C. : « Il fait partie de la plus grande chaîne de trafiquants dans le monde et à l'intérieur des Etats-Unis. »

« Si le colonel Arce Gomez a pu être ainsi démasqué, c'est, que son trafic reposait sur une compagnie d'avions-taxis montée avec le colonel Norberto Salomon, attaché militaire de Bolivie à Caracas... Le problème c'est que les avions ont parfois des accidents. Ainsi, le 3 juillet 1980, un bimoteur Piper-Azteca explosait près de la localité de Lara, à 20 kilomètres de La Paz, en projetant aux alentours une myriade, de billets verts qui s'échappèrent de valises éventrées. Les policiers locaux s'affairaient à récupérer les coupures de 20 et 50 dollars lorsqu'apparut un hélicoptère amenant Luis Arce Gomez, qui était alors chef des services secrets de l'armée : il déchira le rapport des agents et leur ordonna de garder le silence.

Une des plus grosses prises d'un trafiquant bolivien fut sans conteste celle de Roberto Gasser, en 1980. Industriel de Santa Cruz, ce fidèle de Roberto Suarez était propriétaire du complexe sucrier agro-industriel *La Belgica*, et président de la *Chambre de commerce de Santa Cruz*... qui s'empessa de verser la caution d'un million de dollars qui lui était demandée. Le juge ne le libéra qu'en possession d'une lettre garantissant qu'il ne chercherait pas à quitter le territoire des Etats-Unis. Elle portait la signature du ministre de l'Education, Ariel Coca, et celle du commandant de la garnison de Santa Cruz, le général Echeverria. Marché de dupes car Roberto Gasser s'empessa de prendre le large et aucun des gouvernements qui se succédèrent en Bolivie ne voulut — ou ne put — arrêter Roberto Gasser !

À Santa Cruz, la Mafia contrôle les banques les plus importantes, l'import-export, et même des chaînes de télévision comme *Galavision*, dont le directeur est

Sergio Caballero, le gendre de... Roberto Suarez. Enfin, une grande partie de l'argent des revenus de la drogue est déposée en Suisse, à Panama — où la *Banque de Santa Cruz* a ouvert une succursale — à Nassau ou Taiwan. Une fois « blanchies », ces sommes retournent en partie au pays. Ainsi Fredy Justiniano, ministre des Finances de Siles Zuazo, estimait que 80 % de l'économie du pays relevait d'activités illicites !

Leur puissance est telle qu'en 1986, la Mafia bolivienne amena le pays au bord de la banqueroute en retirant du circuit ses dollars afin de protester contre des mesures gouvernementales qui lui étaient contraires. En quelques jours le billet vert atteignit des cotes extravagantes. Rien d'étonnant à cela puisque les 150 réseaux de grands trafiquants contrôlent un chiffre d'affaire estimé à plus de 4 milliards de dollars par an. Six cent millions restent en Bolivie, circulent et sont « lavés » le plus légalement du monde au « bolsin » (la Bourse du billet vert) de la *Banque centrale de La Paz*, autorisée par décret depuis 1985, à ne pas s'intéresser à l'origine des dollars. Enfin, comme l'admet Carlos Dabdoub, neurochirurgien et député de Santa Cruz : « Ne nous voilons pas la face : sans les narco-dollars, l'expérience néolibérale du gouvernement n'aurait pas fonctionné !

Un rapport du ministère de l'Aéronautique vient de révéler la présence de 490 pistes d'atterrissages clandestines dans le seul département du Beni, et de Santa Cruz, régions principalement utilisées par les trafiquants de drogue. Selon ce rapport, le nombre de pilotes privés exerçant avec une licence officielle serait de 358 et le nombre de pilotes exerçant illégalement serait au moins équivalent. D'après les statistiques gouvernementales, la Bolivie produirait annuellement plus de 500 tonnes de cocaïne pure, dont 31,4 tonnes ont été saisies l'an passé.

En Bolivie, les surfaces légalement cultivées représentaient en 1979 10 000 hectares produisant 7 101 tonnes de feuilles de coca. Après le coup d'Etat du général Luis Garcia Meza en juillet 1980, inspiré et financé par la Mafia de la cocaïne, l'ensemble de la production atteignait 35 000 tonnes. En 1981, elle approchait les 80 000 tonnes et les revenus provenant des exportations de la drogue se montaient à plus de 2 milliards de dollars.

En 1984, année probable du record de la production de cocaïne en valeur, le P.I.B. officiel atteignait 3,15 milliards de dollars et le P.I.B. « coca » 3 milliards de dollars, selon une estimation confidentielle du gouvernement de La Paz. Selon ces calculs, la Bolivie aurait alors produit 400 tonnes de cocaïne H.C.L. (près de quatre fois les estimations de Washington). À 7,5 millions de dollars la tonne de cocaïne, le prix de vente interne, le P.I.B. « coca » aurait donc égalé le P.I.B. officiel...

Il faut toutefois souligner que suite à l'affaire colombienne, trois des principaux trafiquants péruviens furent arrêtés. José Ali Parada, en fuite depuis sa condamnation à dix ans de prison en 1987, a été arrêté le 31 août 1989 ; Juan Carlos Lisboa Melgar, fin novembre 1989, lors d'une rafle à Santa Cruz et l'ancien ministre de l'Intérieur Luis Arce Gomez, arrêté le 10 décembre 1989 et extradé le lendemain vers les Etats-Unis, où il avait été condamné en 1983 à quinze ans de prison pour trafic de drogue.



---

## PÉROU

Au Pérou, on estime que la récolte des feuilles de coca est passée de 20 000 tonnes en 1974 à 30 000 tonnes en 1979 et à 45 000 tonnes en 1982. Des photos prises récemment par satellite montrent que, dans la région de la Convencion près de Cusco, la coca couvre près de 40 000 hectares, alors que seuls 10 000 hectares sont officiellement reconnus par l'E.N.A.C.O., l'entreprise d'Etat.

Si aux 200 000 hectares de coca du Haut Huallaga on ajoute les 40 000 hectares disséminés dans les autres vallées, le Pérou serait entrain de produire sur 300 000 hectares une matière première qui représenterait près de 1 000 tonnes de cocaïne pure. Au vu de ces chiffres, on peut estimer que les revenus de la drogue au Pérou dépassent les 4 milliards de dollars — le montant global des exportations légales a été de 3,1 milliards de dollars en 1984. La revue péruvienne de langue anglaise, *Andean Report*, dans son numéro du 25 avril 1985, estime que sur ces sommes, 800 millions de dollars restent au Pérou. Ce chiffre résulte d'une enquête concernant les banques dont les succursales d'Amazonie drainent les narco-dollars.

Parmi elles, la *Banque de Crédit* qui est péruvienne mais qui compte parmi ses actionnaires la *Ueberseebank A.G.* de Zurich (13,6 %) et la banque *Sudameris* de Paris (4,9 %). Trois autres banques nationales, la *Banque agraire*, la *Banque internationale* et l'*Amazonico* se disputent les narcodollars au point qu'elles ont ouvert des succursales jusque dans les bourgades perdues au fond de l'Amazonie, le long du fleuve Huallaga. La *Banque de crédit* a en outre des filiales à New York, en Californie, à Nassau, aux îles Caïmans et à Panama.

Ce qui fait dire au quotidien de Lima *La Republica*, du 15 août 1982 : « La cocaïne est devenue cette année notre principal produit d'exportation.. Et le mensuel économique *Peru Report* rapporte un commentaire d'un des experts anti-drogue selon lequel le président Alan Garcia serait en train d'utiliser la coca comme un instrument de négociation dans la bataille qu'il a déclarée à ses créanciers pour imposer un nouvel ordre économique international.

Plusieurs familles paraissent se disputer le contrôle du marché. L'une d'elle bénéficiait de complicités au sein de l'*Action populaire*, le parti au pouvoir. Celui qui passe pour son chef, Luis Malpartida, a été arrêté en possession de 27 kilos de drogue en 1974. Protégé par le ministre de l'intérieur, le général Velit, il fut condamné à deux ans de « mise à l'épreuve » et relâché. Après un exil doré au Venezuela, il est rentré au Pérou en 1980 pour reprendre la direction de son fabuleux empire.

En son absence, Carlos Langberg qui contribuait au financement des campagnes électorales de l'*Alliance populaire révolutionnaire américaine* (A.P.R.A.), contra le marché. Arrêté en janvier 1980 à la suite de la saisie de 474 kilos de pâte-base, il était bientôt remis en liberté et arrêté à nouveau en février 1982. Il rejoignait en prison celui

qui alimentait depuis longtemps les caisses du parti au pouvoir, Cardenas Davila, dit « Mosca Loca » (Mouche folle), le baron de la drogue de Tingo-Maria. Il mourut assassiné par ses codétenus au cours d'une émeute dans la prison du Sexte, en mars 1984.

Le parti du président Belaunde expulsa de ses rangs le député de Tingo-Maria, Reynaldo Rivera Romero, mais un autre des protégés de « Mouche folle », le sénateur Yashimura Montenegro, n'a, lui, jamais été inquiété. Le député d'Ayacucho, José Guillermo Vargas Parodi, qui mena dans ce département la campagne électorale du président Fernando Belaunde Terry, avait été arrêté et détenu pour trafic de drogue au début de 1978. Malgré l'importance des charges, il fut libéré grâce à l'intervention du ministre de l'Intérieur, le général Ritcher Prada, qui se servit de son frère, l'évêque d'Ayacucho, comme intermédiaire. L'affaire fut classée.

On n'omettra pas de rappeler également le scandale qui secoua la fin de la présidence de Belaunde Terry avec son ultime Premier ministre, Luis Percovich qui avait de curieuses fréquentations, dont celle d'un des grands parrains péruviens de la Mafia de la drogue, Reynaldo Lopez. Ce dernier qui, non content d'avoir réussi à noyauter la P.I.P. (la police anti-drogue péruvienne), pour en prendre la direction, se permit le luxe de représenter son pays en 1983 dans un congrès international sur le trafic de drogue... Son successeur actuel au palais Pizarro, Alan Garcia, n'a guère eu plus de chance. En octobre 1988, l'A.P.R.A., son parti (adhérant à l'*Internationale socialiste*) au pouvoir dut son tour se séparer du député A. del Pomar à cause de ses relations trop voyantes avec les trafiquants de cocaïne.

Jusqu'en novembre 1985, « El Padrino » du Pérou était sans conteste possible Reynaldo Rodriguez Lopez, que les Etats-Unis accusaient d'avoir livré depuis douze ans une tonne de cocaïne par mois, via le Panama et le Mexique.

Cet expert-comptable, dont la carrière avait commencé comme passeur d'immigrants clandestins mexicains aux Etats-Unis, était propriétaire de plus de trente immeubles et entreprises, parmi lesquelles quatre sociétés immobilières, une société de production cinématographique et de vidéo, la *Talia S.A.*, un institut d'enseignement d'anglais (*English Language Service*) et, surtout, une agence de tourisme, *Saturin*, véritable quartier général de son empire.

« Jusque-là, rien que de très classique pour un parrain, écrit Alain Labrousse, dans *Coca Coke*. Ce qui l'est moins, c'est que sur l'annuaire du téléphone, son numéro personnel était accompagné d'un renvoi : « Voir ministère de l'Intérieur.. Dans les pages roses, ce même numéro figurait effectivement comme celui d'un « assesseur » de la *Direction des stupéfiants*. Il y a été placé en 1980, alors que ce service était dirigé par le général de la police Oscar Vivas.

« Les activités de Reynaldo Lopez ne peuvent avoir été ignorées des services de police :

« — Le 21 avril 1978, son épouse, Rosalia, est arrêtée en compagnie de Veronica Rivera — connue en Colombie comme « la reine de la cocaïne » —, au moment où elle achetait 20 kilos de pâte-base.

« — En avril 1980, le service de lutte contre les stupéfiants en Colombie, informe son homologue péruvien que Reynaldo Lopez est un des caïds de la drogue. Ce renseignement entraîne l'ouverture d'un dossier dont on a retrouvé un double dans les coffres de la société... *Saturin* !

« — Le 2 mars 1984, la police interpelle, dans un appartement régulièrement enregistré sous son nom, un groupe de mafiosi italiens et colombiens qui venaient de participer à de sanglants règlements de comptes à Lima, et saisit 12 kilos de cocaïne.

« Non seulement le parrain n'a jamais été inquiété pour ces affaires, mais en 1983, il a représenté le Pérou à un congrès international sur le trafic de drogue !

« La D.E.A. suivait sa trace, mais elle s'est bien gardée, quant à elle, de mettre la police péruvienne dans le coup. Reynaldo Lopez ayant dénoncé la surveillance dont il était l'objet de la part d'un locataire de l'immeuble où était située *Saturin*, un juge intervint et fit saisir chez ce dernier jumelles, magnétophone, etc. Bien qu'il se soit identifié comme un agent de la D.E.A., il fut ensuite envoyé devant les tribunaux.

« Tout s'explique lorsqu'on retrouve une cassette, filmée à l'occasion du mariage de la fille du parrain, où on le voit se congratuler avec une demi-douzaine d'officiers supérieurs de la police. On n'est pas étonné non plus d'apprendre que 58 colonels, 60 commandants, 59 majors et 800 agents ont utilisé les services de l'agence *Saturin* à l'occasion de voyages à l'étranger. Tous déclareront que c'était uniquement en raison des prix défiant toute concurrence qui leur étaient proposés. D'ailleurs, le jour de l'explosion du laboratoire de *Villa Coca*, l'épouse du chef des Services des narcotiques, le général Oscar Vivas, s'apprêtait elle-même retirer des billets lorsque les enquêteurs se sont présentés.

« Mais avant d'en venir au fonctionnement de l'organisation de Reynaldo Lopez, il convient d'introduire un autre personnage clé de cette affaire : Luis Lopez Vergara. Il fut immédiatement impliqué, car sa voiture, une BMW portant une plaque du ministère de l'Intérieur, stationnait dans la propriété du parrain au moment de « l'accident » du laboratoire. C'est encore dans les coffres de *Saturin* que fut retrouvé l'acte de vente de la voiture — 17 000 dollars alors que l'acheteur n'en gagnait officiellement que 300 par mois — passé entre Lopez Vergara et le général de la police José Jorge Zarate.

« Ce Lopez Vergara, qui avait pour tout bagage un diplôme d'instituteur, n'était autre que le bras droit du Premier ministre sortant, Luis Percovich. Originaire comme lui de la région de Chimbote, il avait occupé un emploi obscur de fonctionnaire à la chambre des députés, avant de suivre son protecteur aux ministères de la Pêche et de l'Intérieur. Lorsque Percovich occupa le poste de Premier ministre, en octobre 1984, il était toujours flanqué de l'inévitable Luis Lopez Vergara.

« Luis Percovich déclara que celui-ci n'était pas son conseiller, mais un simple assistant chargé de ses affaires personnelles. Le journal *La República* publia alors des dizaines de photos de cérémonies officielles montrant Lopez Vergara aux côtés du Premier ministre ou non loin de lui. La presse proche du gouvernement d'Alan Garcia ayant insinué que Luis Percovich pouvait être lié lui aussi au trafic, ce dernier rentra immédiatement des Etats-Unis pour se défendre : il prétendit qu'il ignorait tout des activités illicites de son subordonné.

« Luis Lopez passait depuis longtemps pour un individu sans scrupule, et on lui prête cette formule, prononcée alors qu'il était en fonction au ministère de l'Intérieur : « Les promotions jusqu'au grade de colonel ont leur prix et sont en vente ici ; au grade de général, elles tombent du ciel. » Le 26 mars 1984, Luis Lopez se présentait aux services de sécurité de l'aéroport de Lima accompagné de Reynaldo Lopez, de ses deux frères et de leur secrétaire : se prévalant de sa qualité d'assistant du ministre de l'Intérieur, il obtenait cinq laissez-passer qui permettront aux mafiosi de circuler

sans aucune entrave dans tous les secteurs de l'aéroport. Celui du parrain porte le numéro 01 001.

« Le chef des services de sécurité du président Belaunde, Rodolfo Serra Paredes, possédait le même type de laissez-passer et a été vu à plusieurs reprises dans l'enceinte de l'aéroport en compagnie de Reynaldo Lopez et de Lopez Vergara. Ils s'y retrouvèrent en particulier pour accueillir le fils du parrain bolivien, Roberto Suarez II, venu à bord de son avion personnel.

« L'enquête permit également de découvrir que 200 passeports vierges avaient disparu des services de l'Immigration, et que l'agence *Saturin* possédait un matériel sophistiqué permettant de les falsifier, d'imiter des visas de différentes nationalités, etc. Plusieurs truands capturés dans le pays ou en Colombie, parmi lesquels l'ennemi public n° 1, "Retaca", ont été trouvés en possession de certains de ces passeports "égarés".

« Voici comment fonctionnait l'organisation du parrain : il achetait la pâte base, ou la police elle-même lui en fournissait sur les stocks saisis. Ses laboratoires la transformaient ensuite en cocaïne. Ses passeurs étaient recrutés parmi les jeunes gens fréquentant son institut d'enseignement d'anglais, les truands péruviens munis de faux passeports, ou tout simplement les agents de la police.

« Les voyageurs empruntaient les vols d'*Air Panama* — dont l'agence à Lima est soupçonnée de complicité — après que les billets avaient été achetés par *Saturin*. Les protections dont jouissait Reynaldo Lopez au niveau de la direction de la police, des douanes et des services des narcotiques permettaient à ses passeurs de s'envoler en toute tranquillité : à tel point qu'aucun courrier de son organisation n'a jamais été arrêté. Ce qui fit dire au procureur : "Ce n'est plus de la corruption, c'est de la putréfaction."

« On a découvert dans une banque de Miami un compte au nom de Reynaldo Lopez et d'un de ses frères, par lequel avaient transité 12 millions de dollars depuis 1978. On s'est également aperçu que les bénéfices réalisés par Reynaldo Lopez étaient réinvestis dans l'achat de matériel électronique et vidéo, d'alcools, introduits en contrebande au Pérou avec la bénédiction du général Zarate, directeur de la police économique. Ces marchandises étaient ensuite revendues dans des grands magasins de Lima qui appartenaient au parrain ou travaillaient avec lui. L'argent ainsi "blanchi" pouvait être réinvesti dans de nouvelles affaires.

« L'explosion inopinée du laboratoire de *Villa Coca* le 24 juillet 1985 a pris de court tout ce beau monde, qui n'a même pas eu le temps de tester les intentions du nouveau régime d'Alan Garcia. 28 personnes ont été finalement inculpées, parmi lesquelles Luis Vergara, le général Zarate et le major Vargas. Le 1<sup>er</sup> novembre 1985, le parrain Reynaldo Lopez, après avoir échappé à plusieurs reprises aux détectives lancés à ses trousses, était arrêté au petit matin dans la station balnéaire d'Ancón, à 35 kilomètres au nord de la capitale.

« À la suite de cette arrestation, d'autres noms ont été prononcés, en particulier ceux de deux industriels du textile, Isaac Gorn Perelman, résidant à Miami, et Vicente Diaz Arce, qui étaient peut-être des commanditaires de Reynaldo Lopez.

« En septembre 1985, on apprenait qu'une autre enquête était ouverte... sur les policiers chargés de suivre l'affaire de *Villa Coca*, afin de savoir où étaient passés des bijoux, du matériel vidéo, des postes de télévision, etc., ayant appartenu aux Rodriguez : le gouvernement de l'A.P.R.A. aura décidément fort à faire pour moraliser sa police ! »

Pour preuve : en 1988, la police suisse découvrait un vaste trafic international de cocaïne, via le Pérou à l'Italie, via la Suisse et plus particulièrement Genève et Lugano. Suite à la mort d'un jeune Tessinois par surdose de cocaïne, la police de Lugano saisisait 32 kilos de cocaïne arrivée du Pérou via Genève dont 20 cachés dans une banque luganaise. Remontant la filière, ils mettaient la main sur des personnages au-dessus de tout soupçon, tel le Consul honoraire du Pérou, ses deux neveux dont l'un est titulaire d'une fiduciaire à Lugano, et d'une hôtesse suisse...

Autre aspect du problème, la cohabitation narco-trafiquants et guérilleros. Dans la vallée tropicale de Huallaga, les guérilleros particulièrement sanguinaires du « *Parti communiste — Sentier Lumineux — S.L.* » cohabitent harmonieusement avec les cultivateurs de coca et les trafiquants de cocaïne. Au point que les autorités légales les confondent sous le vocable de « narco-terroristes ». Au Pérou comme d'ailleurs en Colombie et en Bolivie, les guérilleros marxistes et les trafiquants de cocaïne se servent de la même argumentation auprès des cultivateurs de coca : la lutte anti-drogue est une affaire de « gringos » menée par l'impérialisme et le fascisme.

Depuis plusieurs années, la production de la plante de coca est étroitement contrôlée par la guérilla du *Sentier Lumineux* dans la vallée du Haut Huallaga, au pied de la Cordillère bleue au Pérou. Cette zone est devenue en quelques années la « première zone mondiale de production et de transformation » de la coca. La terrible guérilla maoïste, qui a assassiné des milliers de personnes depuis neuf ans, encourage les paysans et les défend contre l'armée péruvienne et les conseillers américains de la D.E.A. (*Drug Enforcement Agency*) qui cherche à éradiquer la culture de la coca.

En août 1988, le *Sentier Lumineux* s'est opposé avec succès à une vaste opération anti-drogue lancée par le gouvernement de Lima, en coupant les routes et en faisant sauter les ponts. De plus, les sendéristes traitent avec les « narcos » colombiens qui viennent recueillir la « pasta » pour l'emmener en Colombie où elle est transformée en cocaïne pure. Ils décident des prix et se servent au passage pour acheter des armes et financer leurs opérations militaires.

Dans leur livre *Le Sentier Lumineux au Pérou* (Ed. La Découverte), Hertoghe et Labrousse citent un témoignage : « Toute la société a été réorganisée (dans cette région)... Le Sentier a restructuré jusqu'à la tenure de la terre. Il impose le nombre d'hectares de coca et de cultures de subsistance que le paysan doit semer. Il fixe, tel un syndicat, le prix de vente de la feuille verte aux Colombiens. Les petits producteurs qui ont subi les violences des narcos et des policiers, se sentent protégés par les sendéristes. »

Un dirigeant du *Sentier*, le « commandant » Thomas, expliquait : « La culture de la coca répond aux besoins économiques de l'immense majorité des paysans du Haut Huallaga, qui trouve dans cette activité un moyen de subsistance. Nous ne sommes pas contre la coca car cela signifierait être contre la paysannerie. Qui transforme la coca ? Qui consomme la cocaïne ? Si nous évitons la consommation dans notre pays, pour nous, le problème de la coca est réglé. Là-bas, les impérialistes deviennent fous, mais nous n'avons pas à les aider dans leur lutte, car ils sont nos ennemis. » (*In Le Sentier Lumineux au Pérou.*)

Il y a donc, comme le disent ces auteurs, « une alliance tactique entre les trafiquants colombiens et le *Sentier Lumineux* » et tout le monde y trouve son compte. Dans L'Hebdomadaire d'extrême gauche *Politis* du 7-12 juillet 1989, Alain Hertoghe répondait à la question :



« Avec son discours marxiste-léniniste pur et dur, comment le *Sentier* en est-il arrivé à devenir une narco-guérilla ?

« Si le *Sentier* se finance en faisant payer un impôt aux “narco-bourgeois” (sous peine d’attentats), c’est essentiellement pour des raisons tactiques temporaires car il a les moyens d’éliminer les trafiquants de cette zone. » C’est son opinion.

Depuis 1987, les forces spéciales de la lutte anti-drogue de Santa Lucia, ont découvert et incendié plus de 180 laboratoires clandestins. Mais les narcos réparent les pistes en moins d’une nuit. Certaines sont en terre battue et ne dépassent pas les 600 mètres. D’autres ont une longueur de 2 000 mètres et sont goudronnées. Le *Sentier Lumineux* leur accorde une protection pendant que dure l’atterrissage, le chargement de 500 kilos de pâte-base et le départ vers la proche frontière de Leticia, où les narcos ont installés leur base logistique, en pleine forêt vierge. Chaque avionnette rapporte aux guérilleros du *Sentier Lumineux* la somme de 7 000 dollars d’impôt révolutionnaire.

La guerre sans merci que le gouvernement colombien a entamé contre les trafiquants a eu des conséquences directes sur la région de Huallaga. En effet, l’armée colombienne ayant saisi la flottille d’avions grâce à laquelle ils transportaient la coca, les réseaux sont coupés, les paysans se retrouvent avec leur récolte sur les bras, la pâte commence à pourrir et le *Sentier Lumineux* se retrouve soudain privé du nerf de sa guerre.

En fait, la grande question du Pérou est celle-ci : le Pérou est-il en mesure de vivre sans bénéficier des retombées du trafic de cocaïne ? Celui-ci rapporte actuellement plus d’un milliard de dollars par an, selon les calculs du ministre de l’Economie, Cesar Vasquez Bazan. Cette somme représente plus du tiers des devises provenant de l’exportation. Non seulement la coca fait vivre des centaines de milliers de cultivateurs des vallées tropicales — dans la vallée très fertile du Haut Huallaga, la coca mobilise directement la moitié de la population, soit près de 300 000 personnes — mais aussi des milliers de commerçants. Et l’Etat n’est pas le dernier à profiter de cette « manne économique » puisqu’il recycle une partie des narco-dollars blanchis pour pallier la pénurie de devises.

Dionisio Romero, « P.-D.G. numéro un du pays », ex-directeur du *Banco de Credito*, n’avait pas hésité à ouvrir des succursales dans les petits villages de la vallée du Haut Huallaga, creuset de la coca. Ses petits avions faisaient la navette entre la maison mère de la capitale et Tocache, Uchiza, Aucayacu. Troquant directement les intis (la monnaie locale) en billet vert. Ceux-ci étaient ensuite exportés vers les filiales installées dans les paradis financiers des îles Bahamas et Caïman. Une opération triangulaire parfaite pour échapper au contrôle des changes.

Alors que faire contre cette Mafia ?

Au mois de novembre 1987, dix-sept militaires ruisselant de galons et de décorations se réunissaient dans le grand salon de l’hôtel Provincial de Mar del Plata, le Biarritz argentin. Ils participaient à la 17<sup>e</sup> Conférence des chefs d’état-major des armées d’Amérique latine (C.E.A.), et l’ordre du jour portait sur le « narco-terrorisme ». La délégation américaine s’efforça d’entraîner les militaires de tout le continent dans la lutte contre le trafic de drogue qui alimentait, selon elle, le terrorisme international, fournissait les armées et les administrations locales et constituait « une nouvelle forme d’ingérence du communisme international ».

C'est ainsi qu'était posé, pour la première fois devant une telle assemblée, le problème de la mondialisation du trafic de la drogue, considéré comme une multinationale du crime, et un projet commun de lutte. Mais cette ardente plaidoirie se heurta à l'indifférence générale. La raison ? Elle est simple. Parmi l'auditoire se trouvaient deux officiers qui passent pour être les patrons du trafic de drogue dans leurs pays respectifs : le général Noriega du Panama et le général Andres Rodriguez du Paraguay, qui a acheté depuis une conduite en renversant, début 1989, le vieux général Stroessner. C'est vraiment se moquer du monde que d'avoir organisé une réunion avec ces deux individus.

---

## PARAGUAY

Ce qui nous amène à dire deux mots du Paraguay, pays rarement mentionné en ce qui concerne le trafic de drogue.

Nous avons vu qu'une partie de la coca bolivienne passait par le Paraguay. « La communauté internationale associe le nom de notre pays aux trafics de drogue, et à la corruption des fonctionnaires », regrettait Mgr Jorge Livieres Banks, secrétaire général de la Conférence épiscopale du Paraguay qui rappelle que, dès 1979, l'Eglise avait publié un document prônant « l'assainissement moral » de la société paraguayenne. « Le général Rodriguez a annoncé qu'il souhaitait lutter contre les trafiquants et nous ne pouvons que nous réjouir de cette volonté », poursuit-il. Mais Rodriguez n'est-il pas soupçonné d'avoir dirigé un réseau de trafiquants de drogue « Nous n'avons aucune preuve contre lui », affirme-t-on à l'ambassade des Etats-Unis d'Asuncion. « Il a bien été impliqué dans la contrebande de whisky et de cigarettes, mais ça, au Paraguay, c'est pas un problème car tout le monde trafique... »

Or, l'on sait que de 1968 à 1972, la bagatelle de 5 tonnes d'héroïne sont passées du Paraguay aux Etats-Unis. Auguste Ricord, condamné à mort en France, était arrivé après maintes péripéties au Paraguay pour se livrer à ce trafic qui procurait 10 millions de dollars pour un investissement de 600 000. De petits avions<sup>(1)</sup> acheminent la drogue à partir des estancias des hiérarques du régime.

Preuves en main que le principal dirigeant était Auguste Ricord, les Américains demandèrent, en mars 1971, l'extradition de Ricord aux Etats-Unis. En dépit de toutes les pressions américaines, Stroessner décida que Ricord serait emprisonné... mais au

---

1 — *Libération* du 23 février 1989 notait au sujet du Paraguay « L'impunité dont jouissent passeurs et trafiquants a favorisé ces derniers mois les vols de petits avions Piper ou Cessna dans le sud du Brésil. Plusieurs pilotes brésiliens sont portés disparus et leurs appareils n'ont jamais été retrouvés. Les familles craignent qu'ils aient subi le sort d'un de leur collègue, assassiné en plein vol par trois faux touristes actuellement sous les verrous à Campo Grande (Etat du Mato Grosso du Sud). « Recyclés » dans le trafic de drogue, ces avions convoient la cocaïne sur les aérodromes clandestins du Brésil et du Paraguay (3000 francs l'atterrissage sur les pistes de terre battue des hacienda du nord du pays) d'où elle sera acheminée vers l'Amérique du Nord et les pays européens.

Paraguay. Installé dans une confortable cellule, autorisé à recevoir toutes les visites, à se faire livrer ses repas par les employés de son restaurant le *Paris Nice*, Ricord a continué de diriger ses affaires, comme si de rien n'était, pendant plus d'un an. C'est seulement le 14 août 1972 que la cour d'appel d'Asuncion a rendu une sentence d'extradition, après que les Etats-Unis eurent menacé de réduire leur aide au Paraguay. Ricord a été incarcéré à New York le 3 septembre et condamné à vingt ans de prison. Libéré pour « bonne conduite », il est retourné au Paraguay en 1984 et les réseaux avaient survécu à son arrestation.

Et pour cause : selon Jack Anderson, chroniqueur du *Washington Post*, trop de hautes personnalités militaires paraguayennes sont « mouillées » jusqu'aux épaulettes dans le trafic d'héroïne pour que le général Stroessner ait les coudés franches, même s'il avait le désir d'intervenir. Dans un article qui fit sensation, Jack Anderson donnait le nom de quelques-unes de ces personnalités : le chef des services de renseignements, Pastor Coronel ; le général Andres Rodriguez, commandant une unité de 3 000 hommes équipés par les Américains, dont les troupes « montent la garde devant les entrepôts où sont gardées les marchandises de contrebande » ; le général Vicente Quiñonez, chef des Forces aériennes qui contrôle l'aéroport d'Asuncion et une douzaine d'autres tels que le ministre de l'Intérieur, son bras droit, le chef de la police nationale et d'autres encore, occupant des postes stratégiques.

Le reporter du *Reader's Digest*, Adams, donnait également le nom du général Colman. On comptait d'ailleurs parmi les drogués l'un des fils de Stroessner qui a d'ailleurs épousé la fille du général Rodriguez.

Sûr de son pouvoir et de son impunité, le général Rodriguez étale à la fois sa fortune et son pouvoir. Au cours d'un voyage en France, sa femme ayant beaucoup aimé le château de Chambord, il s'est empressé de lui faire construire, en plein Asuncion, une monstrueuse villa inspirée du château. Et il s'est amusé, une autre fois, à faire corriger des agents des narcotiques de passage au Paraguay.

À part tout cela, les Américains n'ont aucune preuve contre lui. Enfin.

Tout comme ils n'ont aucune chance de prouver que le président du Costa Rica ait partie liée à la Mafia de la drogue. Nous allons donc nous forcer à les y aider.

---

## COSTA RICA

Le Costa Rica se situe sur l'isthme d'Amérique centrale entre le Panama et le Nicaragua. Un position stratégique.

En février 1989, les costariciens sont atterrés : le président Oscar Arias, prix Nobel de la Paix 1987, a été élu grâce à l'argent de la drogue. Pour le Costa Rica — que l'on surnomme le Jardin de Paix — c'est l'horreur. Un ressortissant américain, M. Lionel Cassey, résidant au Costa Rica et réclamé par les Etats-Unis pour trafic de drogue, révélait que la « narcotic connection » avait contribué pour environ 15 000 dollars à la

dernière campagne électorale du *Parti de libération nationale* (P.L.N., sociaux-démocrates au pouvoir). Deux présidents de la République sont en cause : celui qui a reçu les fonds, M. Daniel Oduber, chef de l'Etat de 1974 à 1978 et actuellement président de l'*Internationale socialiste*, et celui qui a été élu en 1986, M. Oscar Arias, tous deux du P.L.N.

M. Oduber a reconnu les faits, ajoutant qu'il avait reçu ce « don » à titre personnel — la loi interdit en effet aux étrangers de contribuer financièrement aux partis politiques — et que le généreux donateur lui « avait demandé de ne rien dire à personne et de ne pas mentionner son nom ». Quant à M. Arias, qui aurait bénéficié indirectement de ces fonds d'origine douteuse lors du scrutin de 1986, il a avoué candidement qu'o en pleine campagne électorale on ne demandait jamais le curriculum vitae des donateurs ».

Ce qui fit écrire au commentateur de la *Nacion* : « Si nous permettons à des étrangers indésirables de faire des dons nos partis politiques en échange d'un accès direct aux centres de décision du pays, ils ne tarderont pas à être gouvernés par le Cartel de Medellín ou par celui de Cali. »

Au moment de la création de la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur les ramifications du trafic de la drogue dans le pays en 1985, personne ne pensait qu'il en sortirait de telles révélations. Il s'agissait avant tout d'enquêter sur l'arrestation d'un des plus puissants trafiquants de drogue du Mexique, M. Rafaël Caro Quintero, qui, grâce à des complicités au sein de la police locale, avait trouvé refuge au Costa Rica avant d'être finalement extradé vers son pays d'origine.

Un premier rapport publié en mai 1987 avait mis en cause M. Caro Quintero, le directeur général de la brigade des stupéfiants, le colonel Luis Barrantes, ainsi qu'une « autorité politique supérieure », dont on ne donnait pas le nom. À cette occasion, la commission donnait pour la première fois des chiffres sur le rôle du Costa Rica dans le trafic international de la drogue comme plaque tournante entre la Colombie et les Etats-Unis. On apprenait ainsi que 12 tonnes de cocaïne avaient transité clandestinement par les petits aéroports du Costa Rica en 1986, soit 50 % de plus que l'année précédente. Le document révélait également que ce pays figurait en troisième position en Amérique latine pour le « blanchissage » de l'argent de la drogue.

En mars 1987, la police judiciaire de Nice, en collaboration avec la police thaïlandaise, fait une prise de 43 kilos d'héroïne pure. Un chauffeur de taxi de Bangkok la livrait à un citoyen de Singapour, Tan Ian Arm, dit « Frank », que sept jours de garde à vue sévère (méthode thaïe) poussèrent aux confidences.

Premier de chute, le propriétaire du restaurant *Trigal's* de San José au Costa Rica, Roberto Fionna Fionna, un Italo-Argentin marié à une costaricaine et la mise en cause de plusieurs membres du gouvernement et, notamment, du président Oscar Arias. L'arrestation de Fionna Fionna allait avoir des retombées surprenantes, provoquant dans un premier temps la « démission de Ricardo Umana, un des patrons de la police judiciaire de Costa Rica et, par la suite, d'un des membres de la première commission parlementaire sur la drogue, M. Lionel Villalobos, député du parti au pouvoir et candidat à la présidence de l'Assemblée législative. Après une série de péripéties qui ont secoué les milieux politiques, M. Roberto Fionna était extradé vers la France en septembre. Le restaurateur argentin était accusé par le tribunal de Nice d'avoir participé, en 1987, à l'importation de 43 kilos d'héroïne en provenance de Thaïlande.

Mais dans le même temps, la 6<sup>e</sup> Chambre du tribunal correctionnel de Nice recevait, transmis par la 7<sup>e</sup> Division de la P.J. de Marseille, un télex provenant d'*Interpol San José*, affirmant en substance que « Fionna Fionna était acquitté de tout trafic de stupéfiants ». Interrogation lapidaire du président Jean-Pierre Ferry devant la dizaine d'avocats de la défense interloqués : « S'agit-il d'une décision que nous n'avons jamais prise, donc d'un malentendu, ou d'une décision prise ailleurs, ce qui réclame quelques éclaircissements ? » M<sup>me</sup> Lai, procureur de la République, précisait : « Le télex fait état d'une correspondance judiciaire que nous n'avons jamais eue avec le Costa Rica. Cet étrange incident pourrait avoir de graves répercussions. »

De nombreux magistrats niçois avancent l'hypothèse d'un « marché » passé entre des politiciens costariciens et Fionna Fionna, que l'on peut ainsi résumer : silence sur nous et votre prochaine extradition se passera sans douleur. L'affairiste italo-argentin qui travaillait au noir, dans la « blanche » paraît en tout cas avoir le bras bien long.

Sur la Côte d'Azur, le S.R.P.J. local interpellait peu après les réceptionnaires des 43 kilos de « chinoise », à savoir Sauveur Caronia, ex-lieutenant du caïd marseillais Gaétan Zampa (récemment décédé en prison), Jacques Clouzel, P.-D.G. d'une société commercialisant les lunettes « Michel Platini », Emile Catteau, truand lillois installé à Marseille, alliés à trois membres de la Mafia calabraise : Paolo Sergi dit « Rocco », Ignazio Sottile et Antonio Calabro, spécialiste de l'enlèvement, associé avec un « prêteur d'argent » d'un grand casino italien.

Dans son deuxième rapport publié à la fin du mois de novembre 1988, la Commission parlementaire demandait donc à M. Villalobos de démissionner de son poste de député car il aurait été — peut-être sans le savoir, reconnaissaient les auteurs — « l'instrument dont Roberto Fionna cherchait à se servir pour pénétrer le pouvoir législatif ». Comme en termes galants ces choses-là sont dites !

---

## BAHAMAS

Après le Costa Rica, l'affaire du Cartel de Medellín a fait ressurgir les Bahamas, sept cents îles disséminées sur plus de cent cinquante mille kilomètres carrés d'océan. Difficile à surveiller par la police, dès les années 1980, plus d'une douzaine de trafiquants de cocaïne avaient établi leur Q.G. dans dix-sept îles de l'archipel.

Un ancien trafiquant de drogue déclara devant le Sénat américain que les trafiquants de cocaïne colombiens contrôlaient la police et les fonctionnaires de plusieurs pays latino-américains. Arrêté en 1985, il témoigna devant la Commission judiciaire du Sénat, masquant sa réelle identité sous le pseudonyme de Max Mermelstein, dissimulé derrière un écran et sa voix transformée électroniquement. Sa tête avait été mise à prix par le puissant Cartel colombien. Selon ce trafiquant, un membre du gouvernement des Bahamas, dont l'identité n'a pas été révélée, a même proposé au Cartel de lui rendre la totalité de la cocaïne confisquée sur le territoire des Bahamas, à condition



que le produit de la vente soit ensuite partagé entre le gouvernement des Bahamas et le Cartel. « Nous étions en train de monter l'affaire lorsque j'ai été arrêté », a-t-il précisé.

La corruption est très largement étendue et « aux Bahamas, elle touche même les plus hauts dirigeants », a-t-il expliqué. Selon Mermelstein, un des chefs du Cartel colombien aurait financé personnellement la campagne électorale de Julia Turbay, qui fut président des Bahamas de 1978 à 1982. Mermelstein indiqua également qu'il avait réussi à faire entrer sur le territoire des Etats-Unis près de 55 tonnes de cocaïne.

Tout avait commencé avec la publication, en 1983, par la chaîne de télévision N.B.C., d'informations selon lesquelles des membres du gouvernement des Bahamas étaient impliqués dans un gigantesque trafic de cocaïne. Le financier américain, Robert Vesco, réputé être le grand « blanchisseur » de l'argent de la cocaïne avait vécu huit ans tranquille aux Bahamas avant d'être expulsé.

Suite à une commission d'enquête, créée en décembre 1983, en octobre 1984, cinq ministres, soit la moitié du cabinet, donnaient leur démission ou étaient limogés par M. Lynden Pindling — dont son principal collaborateur, le chef adjoint du gouvernement, Arthur Hanna. Celui-ci avait obtenu, début octobre 1984, la démission de MM. Smith et Nottage, respectivement en charge de l'Agriculture et de la Jeunesse. Ces deux derniers furent formellement accusés de liens directs avec la Mafia colombienne de la drogue.

M. Pindling, s'il nia toutes relations avec Vesco, reconnut toutefois avoir touché plus de 500 000 dollars d'un homme d'affaires, Everette Bannister, en remerciement de l'aide qu'il lui avait apportée pour monter aux Bahamas deux compagnies s'occupant de tourisme et de... transport aérien. Comme par hasard. Bien que la Commission d'enquête ait prouvé que M. Pindling avait, ces dernières années, dépensé huit fois plus que son traitement de ministre, il fut reçu, le 12 octobre 1985, à bord du *Britannia*, le yacht royal accosté à Nassau, capitale des Bahamas, par Sa Majesté la reine d'Angleterre, Elisabeth II !

Autre fait révélateur. En 1978, Carlos Lehder, l'un des tout puissant patron du Cartel de Medellín, se présente au siège de Nassau de la *Guardian Trust Company*, avec une jolie somme à la clé, afin d'acquérir l'île de *Norman's Cay*. L'argent fut déposé à la Banque *Nova Scotia de Paradise Island* et Lehder ouvrit sept comptes aux noms de diverses sociétés — l'*International Dutch Resources Ltd*, par exemple — par l'intermédiaire de la *Guardian Trust*.

Ledher avait pour avocat et conseiller Nigel Bowe, connu pour son habileté à tirer d'affaire ses clients trafiquants. Nigel Bowe était en outre un proche de Lynden Pindling. Un indicateur de la D.E.A. déclara que Bowe se rendait à Norman's Cay le 22 de chaque mois pour prendre les 88 000 dollars de pots-de-vin destinés à Pindling. Une autre source accusa Pindling de recevoir 200 000 dollars par mois de Lehder. Le Colombien donnait l'argent à Bowe, qui le remettait à son tour à Everette Bannister, *bagman* notoire très lié à Pindling, selon le témoignage du propre fils de Bannister, Gorman, qui, à la consternation de son père, était devenu toxicomane.

Bowe fut par la suite inculpé de trafic de cocaïne aux Etats-Unis, mais les tentatives pour l'extrader ont jusqu'à présent échoué.

Le 5 mars 1985, le Premier ministre de l'archipel des *Turks et Caïques* dans les Caraïbes, Norman Saunders, était arrêté à Miami en compagnie de son ministre du

Commerce, Stafford Missick, du député Aulden Smith et d'un businessman. canadien, André Fournier. Ces îles sous dépendance britannique ne sont qu'à un millier de kilomètres des côtes de Floride. L'impôt sur le revenu ou sur les capitaux y est inconnu, et le gouvernement n'exerce aucun contrôle des changes. L'archipel compte donc autant de banques et de sociétés financières que d'habitants : 8 000 !

Pour coincer le Premier ministre, les agents de la D.E.A. s'étaient fait passer pour des trafiquants et avaient proposé à Norman Saunders 50 000 dollars pour avoir l'autorisation d'utiliser l'aéroport de la capitale, Cockburn, et d'y faire le plein de carburant. Les agents des stops filmèrent clandestinement la remise de 20 000 dollars au Premier ministre, puis l'arrêtèrent.

---

## HAÏTI

De son côté, à Haïti, l'influent colonel Jean-Claude avait vendu 250 000 dollars l'autorisation d'atterrissage aux avions chargés de cocaïne pour le marché américain et très récemment, en 1987, selon certains services d'intelligence occidentaux, le secrétaire général du *Parti communiste* d'Haïti, René Théodore, a bénéficié de sommes importantes provenant de l'argent de la drogue pour financer un réseau d'« organisations populaires » dans le pays, depuis son retour d'un voyage à Cuba, début 1987.

Le trafic de stupéfiants serait à l'origine de la dernière crise haïtienne (avril 1989), le président général Avril ayant décidé, sur ordre des Etats-Unis, de sanctionner certains militaires qui s'y trouvaient impliqués. Voici pourquoi le 2 avril, la troupe dite d'élite des « Léopards », dont le chef répond au nom d'Himmler Rebu, a tenté de se débarrasser du général Avril.

---

## MEXIQUE

Au Mexique, également touché par ce fléau, les communiqués de victoire contre le trafic de drogue se succèdent à un rythme impressionnant depuis le début de l'année 1989. Pour le seul mois d'août, la presse s'est fait l'écho d'une grosse saisie d'héroïne pure (54 kilos) et de l'interception de 3,8 tonnes de marijuana dans le centre-nord du pays. Sur le front de la cocaïne, importée quant à elle de Colombie, le tout nouveau secrétariat d'Etat à la Justice, spécialisé dans la lutte contre la drogue, vient de faire connaître que 21 tonnes de poudre blanche ont été saisies en neuf mois seulement. Trente-trois tonnes l'avaient été durant le septennat précédent, sous la direction de Miguel de la Madrid. La police a, d'autre part, mis la main sur une bande dirigée par

une Mexicaine qui avait « blanchi » 10 millions de narco-dollars au profit du Cartel de Medellín.

L'action la plus spectaculaire cependant remonte au 8 avril 1989 avec l'arrestation dans la ville de Guadalajara, à cinq cents kilomètres de Mexico, de Miguel Angel Rico et de Miguel Angel Felix Gallardo, considérés comme les rois de la cocaïne dans le pays et les principaux contacts au Mexique du Cartel de Medellín. La justice a commencé à faire l'inventaire des biens saisis : une centaine d'automobiles, 90 résidences, 16 propriétés agricoles, 2 hôtels, des centres d'élevage et de commerce, la valeur globale de l'ensemble est estimée à plus d'un milliard de dollars. À cette somme il convient d'ajouter 1,2 milliard de dollars d'investissements bancaires.

Ancien policier reconverti dans les affaires, Gallardo était, selon les services de lutte anti-drogue américain (D.E.A.), le principal maillon du « tremplin », ce véritable pont aérien de bimoteurs bourrés de « blanche » qui relie la Colombie et les Etats-Unis : tout au long des quelques 3 200 kilomètres de frontière avec les Etats-Unis, des ranchs isolés, dotés de pistes d'atterrissages sommaires et aisément camouflables, sont le théâtre de dizaines de transbordements.

Malgré ce nouvel activisme du Mexique contre la drogue, celle-ci est en progrès, soit sous forme de cocaïne, soit sous celle du « bazuko » un dérivé bon marché qui fait des ravages dans la jeunesse des banlieues misérables de Mexico.

Le président Salinas donne pourtant l'impression de vouloir frapper fort. Ainsi, avec Felix Gallardo, a-t-on vu « tomber » rien de moins que le procureur adjoint du Sinaloa (dans le nord-est du pays), chargé de la lutte contre la drogue, ainsi que le chef de la police de l'Etat de Sinaloa, Arturo Moreno Mendoza, le patron de la police municipale de Culiacan, capitale du Sinaloa et l'ancien chef corrompu de la direction fédérale de Seguridad du Mexique, José Angel Zorilla. Félix Gallardo a en outre reconnu jouir de protections et même de complicités actives (approvisionnement en armes et fourniture de matériel radio de la part des polices de la route de différents Etats de la fédération).

Et il n'était pas le seul à bénéficier de hautes protections, puisque bien qu'en quelques semaines deux grands « capos » mexicains, Ernesto Fonseca et Rafaël Caro Quintero, eussent été arrêtés, Félix Gallardo coulait des jours tranquilles Guadalajara au vu et au su de toutes les autorités — ami comme il l'était de tous les gouverneurs locaux depuis des lustres.

Il faut dire que le Mexique constitue l'un des plus gros fournisseur de drogue des Etats-Unis, tant pour l'héroïne (45-55 tonnes d'opium ont été produites en 1987) que pour la marijuana (6 550 tonnes en 1987). Pour les voyageurs qui se rendent par la route, de Mexico à Morelia, capitale du Michoacan, un Etat situé au nord-ouest du Mexique et ouvert sur le Pacifique, il ne fait guère de doute que le maïs est, avec le haricot, l'aliment de base du pays. Mais le voyageur curieux peut faire d'étranges découvertes : ici, la marijuana pousse entre les rangs de maïs ; là, quelques tiges de pavots fraîchement incisées laissent perler un liquide épais. D'ailleurs le Michoacan est le plus gros producteur de marijuana du Mexique.

« Les coupables ne sont pas les paysans mais les commanditaires nord-américains s'insurge Reynaldo Medina Garcia, l'un des animateurs de la *Confédération nationale des agriculteurs* (C.N.C.) de Morelia. « Ce sont les commanditaires qui fournissent la semence puis viennent chercher la récolte. En échange de la culture d'une

petite parcelle, un paysan peut recevoir cinq fois le salaire minimum poursuit-il. Et d'interroger : « Comment des hommes et des femmes qui meurent littéralement de faim pouvaient-ils refuser ? »

Selon l'ambassadeur des Etats-Unis, John Gavin, en 1983 33 % de l'héroïne consommée dans son pays provenaient du Mexique. Ce chiffre atteignait 36 % en 1984 et 38 % au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 1985. Les camions chargés de drogues en provenance de la région de Chihuahua pénètrent aux Etats-Unis en franchissant en de nombreux endroits la frontière de 3 000 kilomètres qui les sépare du Mexique, parfois avec la complicité des policiers et des douaniers mexicains.

Les agents recruteurs des trafiquants parcourent les campagnes et offrent un salaire séduisant aux paysans qui acceptent d'abandonner leurs terres soi-disant pour cultiver des pommes et des noix dans la région de Chihuahua, au nord du pays. Le magazine espagnol *Tiempo* du 10 juin 1985 a décrit l'exploitation que subissent, dans des régions semi-désertiques, les 37 000 paysans, hommes, femmes et enfants, travaillant comme des esclaves à la culture de la marijuana sous la surveillance de gardiens armés. Un matin, le 7 novembre 1984, prévenus d'une incursion de l'Armée et de la Police, les gardiens d'un des ranchs regroupant cinq campements ont contraint les paysans à fuir, sans même régler leurs salaires. Du 7 au 11 novembre, l'armée a découvert et brûlé 8 500 tonnes de marijuana emmagasinée et déversé des herbicides sur 2 400 tonnes en plantation. On a évalué que le prix de ces drogues, vendues au marché noir aux Etats-Unis, représentait un peu plus que le montant de la dette extérieure contractée par les entreprises du secteur privé. Quelque 12 000 paysans ont été capturés par l'année et renvoyés les mains vides dans leur région d'origine. Plusieurs milliers d'autres ont fui dans le désert. Le plus consternant est que de tels faits se produisent dans un pays qui prétend être un exemple de démocratie et se permet de donner à ses voisins des leçons sur la défense des droits de l'homme. Le résultat de l'intervention militaire a, de plus, été insignifiant, puisque seule une vingtaine de petits trafiquants ont été arrêtés.

En décembre 1984, l'attention de la police est attirée sur Rafaël Caro Quintero, soupçonné d'être le propriétaire des ranchs découverts, et accusé d'avoir séquestré la fille d'un riche industriel, nièce d'un dirigeant du P.R.I. Quintero sera arrêté le 4 avril 1985 par la police costaricienne avec cinq de ses complices dans une des luxueuses villas où il séquestrait la jeune fille pour la seconde fois. Le 8 avril, la police mexicaine arrête fortuitement Ernesto Fonseca Carrillo, considéré comme le grand patron du trafic de drogue, ainsi que 23 de ses complices dans une somptueuse villa de Puerto Vallarta.

La séquestration, le 7 février 1985, d'un agent de la D.E.A. et de son pilote d'hélicoptère, dont les cadavres ont été découverts quelques jours plus tard a provoqué de vives réactions des Américains qui ont laissé entendre que la police mexicaine avait permis la fuite de Quintero. L'ambassadeur des Etats-Unis et un fonctionnaire de la D.E.A. ont dénoncé les activités des trafiquants de drogue dont 18 bandes organisées sont contrôlées par 75 chefs, qui jouissent d'une impunité intolérable.

Début novembre, 22 policiers ont été torturés et abattus lors d'un piège tendu par les trafiquants près de Veracruz.

L'explosion à Lima du laboratoire « *Villa Coca* » a permis de découvrir la ligne téléphonique privée qui reliait Ricardo Sedano Baraona, membre du Conseil commercial de l'ambassade du Mexique au Pérou, à ce laboratoire. Le matériel saisi a mis en évidence les étroites relations entre Sedano et Reynaldo Rodriguez Lopez, le « capo »

péruvien. Lopez était en contact avec deux anciens fonctionnaires de Mexico, en fuite, qui faisaient partie de la bande du général Arturo Durazo Moreno, dit le « Negro », ancien chef de la police de Mexico. Arrêté à Puerto-Rico puis transféré à Los Angeles, Durazo a été remis aux autorités mexicaines en août 1985. Lopez était également en contact avec Miguel Felix Gallardo dit « El Gato Felix », chef de la section financière et des relations internationales de la bande des « Mafiosos », et le protégé de l'ancien gouverneur de Sinaloa.

Encore ne s'agit-il là que de personnalités de seconde zone. Les enquêtes menées ont permis de remonter jusqu'aux plus hauts responsables des réseaux de trafiquants : Victoria Adato, veuve Ibarra, procureur de justice du District fédéral ; Sergio Garcia Ramirez, procureur général de justice de la République, fils de l'interprète officiel de la Présidence ; et Fernando Gutierrez Barrios, dit « El Polio », ancien sous-secrétaire du Gouvernement, chargé de la Sécurité nationale et ancien chef de la Direction fédérale de sécurité (D.F.S.).

M<sup>me</sup> Ibarra doit son ascension politique à l'ancien secrétaire du gouvernement, Mario Moya Palencia. Son cousin Manuel Ibarra Herrera, dit « El Chato », récemment écarté de la Direction de la police judiciaire fédérale de Mexico, avait élevé au grade de commandant à ce corps Armando Pavon Reyes qui avait reçu 60 millions de pesos de Quintero pour lui permettre de s'enfuir au Mexique après l'assassinat de l'agent de la D.E.A. au Mexique. Le frère de Manuel Ibarra tient une « lavadora de dinero » à Tijuana (Basse-Californie). Grâce à des entreprises fantômes, il obtient des dollars à un cours inférieur à celui du marché et les revend au cours libre par l'intermédiaire de sa propre officine de change. Le magazine *Por esto* du 4 décembre 1985, signale que tous les partis politiques, à l'exception du P.R.I., réclament la démission de la veuve Ibarra : malgré les moyens dont elle dispose, elle a été incapable de trouver la moindre piste des assassins d'un journaliste qui s'apprêtait à révéler les hautes protections dont jouissent les trafiquants.

Sergio Garcia Ramirez s'est rendu en juin dernier à Lima pour y rencontrer le Président, les ministres de la Justice et de l'Intérieur afin d'élaborer un programme commun de lutte contre la « narco-connexion » qui opère au Pérou et utilise le Mexique pour exporter la cocaïne aux Etats-Unis. Ramirez était accompagné du commandant de la section des stupéfiants de la police judiciaire fédérale de Mexico, dont la femme est sa secrétaire particulière, et des chefs de la bande infiltrée dans cette police.

Au cours des interrogatoires des deux « capos », Quintero et Fonseca, il a été prouvé qu'ils possédaient des lettres d'introduction délivrées par des agents de la D.F.S. signées de son directeur, J. A. Zorilla. Le scandale a été tel que Zorilla a été contraint de donner sa démission et de se réfugier en Espagne. Il avait été secrétaire particulier de Fernando Gutierrez Barrios quand celui-ci était sous-secrétaire du gouvernement.

Ami de Fidel Castro depuis 1956, Barrios apparaît comme le personnage de tous les réseaux de police et de sécurité mexicains. Sous la présidence d'Echeverria et de J. L. Portillo, il a gravi tous les échelons pour accéder à la tête de la D.F.S., couvrant de son autorité les affrontements entre les bandes de trafiquants protégés par le général Durazo et les bandes colombiennes rivales. Barrios protégeait les terroristes étrangers accueillis au Mexique comme touristes et les mettait à l'abri de toute poursuite lorsqu'ils commettaient des attentats avec séquestration.

Aujourd'hui, Barrios n'occupe plus qu'un poste secondaire à la tête de la Direc-



tion des routes et des ponts. Toutefois, il est le promoteur d'un groupe dit *Partido Laboral Mexicano* qui serait en relations avec le K.G.B. et la D.G.I. cubaine. Ce parti a publié un épais volume intitulé *Narcotráfico S.A.* et destiné à détourner l'attention du public des véritables réseaux de trafiquants. Lors des dernières élections, Barrios a dirigé une vaste opération de fraude électorale dans le nord du pays.

Toutes ces révélations sur la corruption qui règne au Mexique ont été apportées par un document confidentiel émanant de la D.E.A. de Colombie. En novembre, la presse mexicaine en a donné quelques extraits. La *Procuraduría General* a rejeté les accusations portées contre elle et a déclaré qu'il s'agissait d'un faux, sans plus. *El Universal* du 19 décembre a fait état d'une lettre signée du directeur de la D.E.A. de Mexico dans laquelle il dégageait la responsabilité de ses services et soupçonnait « une ou plusieurs personnes d'avoir falsifié des informations pour leur propre compte en utilisant la D.E.A. comme source ».

Tant du côté mexicain que du côté de la D.E.A., les démentis sont bien timides. Aucune réfutation précise n'a été faite des accusations portées. La D.E.A. pouvait difficilement couvrir ceux de ses agents qui auraient diffusé un tel document, soit prématurément, soit sans son accord préalable. Malgré les doutes prudemment émis sur la source des révélations, *El Norte* de Monterrey n'en a pas moins publié de larges extraits les 28, 29 et 30 décembre.

Au Mexique, la corruption n'est un mystère pour personne. Plusieurs journalistes l'ont dénoncée, mettant en cause de nombreux hauts fonctionnaires ou s'apprêtaient à le faire malgré les menaces dont ils étaient l'objet.

Les trafiquants ont de beaux jours devant eux, comme on va pouvoir le constater...

Nommé en mars 1989 à la tête des prisons de la capitale mexicaine, Alfonso Cabrera Morales ne savait pas, en acceptant cette fonction, qu'il régnait sur des établissements capables de rivaliser avec les hôtels les plus luxueux.

Tout comme l'ignoraient ses clients, d'ailleurs, à l'exception de deux d'entre eux, Rafaël Caro Quintero, alias « Don Neto », et Ernesto Fonseca Carrillo, deux éminents caïds du milieu mexicain, spécialisés dans le commerce des stupéfiants.

Arrêtés en février 1985 pour avoir torturé à mort un agent de l'Office américain des narcotiques, les deux compères n'avaient pas tardé à rendre plus agréable leur séjour temporaire derrière les barreaux. Arrosant copieusement le directeur et les gardiens de la prison que leur maigre salaire n'encourageait pas à la vertu, les deux hommes réussirent à obtenir leur transfert dans deux blocs à deux étages, initialement prévus pour accueillir 250 détenus.

Ces deux bâtiments furent aménagés comme de somptueuses villas par leurs heureux « locataires ». Ne regardant pas à la dépense, Rafaël Caro Quintero se fit installer une luxueuse cuisine, équipée de deux réfrigérateurs copieusement approvisionnés et construire une salle de bains en marbre. À côté d'un gigantesque salon et d'une non moins immense salle à manger, il se fit installer une chambre, où trônait un lit à baldaquin avec des draps en satin. Dissimulée derrière une paroi, une armoire contenait 35 chemises en soie, une vingtaine de paires de bottes texanes et un lot impressionnant de chapeaux de cow-boy qu'affectionne ce digne émule de Jessie James. Rafaël Caro Quintero ne négligeait pas sa forme. Dans un jardin planté d'arbres fruitiers, il avait fait installer des terrains de volley et de basket-ball, ainsi qu'une salle de billard adjacente.

Non moins prodigue, Ernesto Fonseca Carillo avait meublé avec le même luxe sa modeste « cellule. Une chambre ornée de céramiques chinoises succédait à un immense salon, où se trouvaient une cheminée et un aquarium abritant quelques rares spécimens de la faune aquatique tropicale. Pour se délasser, le gangster disposait d'un sauna.

De telles merveilles ne pouvaient rester inaccessibles et les deux hommes avaient pris l'habitude d'organiser de fastueuses réceptions aux sons d'un orchestre de *mariachi*, où était convié tout le gratin de la pègre locale, venu constater, à toutes fins utiles, les conditions de vie dans cette prison.

Ce paradis n'a pas survécu à l'entrée en fonctions de Alfonso Cabrera Morales. Ayant ordonné une perquisition, le nouveau directeur eut la surprise de trouver, chez ses pensionnaires, un stock impressionnant de téléviseurs, magnétoscopes, chaînes hi-fi et bonnes bouteilles, 109 000 dollars en petites coupures, ainsi que des téléphones portables qui permettaient aux deux hommes de diriger de l'enceinte de la prison les ventes de stupéfiants.

Les deux bandits ont réagi en attaquant leur « bourreau ». Selon eux, ce dernier aurait exigé un million de dollars pour fermer les yeux sur leurs privilèges, que ces belles âmes auraient refusé. Alfonso Cabrera Morales nie et, après avoir porté plainte contre ses détracteurs, il déclare que des « têtes tomberont », allusion à ses prédécesseurs.

Ernesta Fonseca Carillo et Rafaël Caro Quintero ont regagné des cellules plus modestes en attendant des jours meilleurs si l'on peut dire !

---

## GUATEMALA

Un document adressé au Quai d'Orsay, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1989, par l'ambassade de France au Guatemala, s'appuyant sur les enquêtes de la D.E.A., confirmait la part croissante tenue par le Guatemala dans le développement du narco-trafic entre les pays d'Amérique latine et les Etats-Unis.

« La détermination affirmée par le nouveau président mexicain, Salinas de Gortari, dans la lutte contre le trafic de drogue ainsi que les coups portés contre ce trafic dans certaines îles des Caraïbes par les autorités locales avec l'appui des Etats-Unis, ont conduit, dans les derniers mois, les producteurs mexicains de pavot et de marijuana à déplacer leur activité en territoire guatémaltèque et les convoyeurs colombiens à chercher dans la jungle guatémaltèque les pistes d'atterrissage capables de remplacer les voies fermées dans les îles caraïbes...

« Le Guatemala s'est ainsi converti en un producteur important d'héroïne (1 600 hectares semés en pavot pouvant produire l'équivalent de 15 milliards de dollars par an) et, dans une moindre mesure, de marijuana (38 millions de dollars). Il est, parallèlement, devenu une plaque tournante pour l'acheminement vers les Etats-Unis de la cocaïne en provenance de Colombie. Le rapport de la D.E.A. note que la position du Guatemala, à mi-chemin entre le pays producteur et le pays consommateur, en fait un

lieu idéal pour le transit aérien : l'absence de tout radar dans le pays, y compris dans la capitale, et l'existence, dans le seul département de Retalhulen (au sud-ouest du pays) de vingt-huit pistes d'atterrissage clandestines sont propices au ravitaillement de petits avions venus de Colombie. »

Le même document précise que, pour la D.E.A., rien n'autorise une mise en cause des autorités guatémaltèques dans le trafic de drogue. Ce texte rapporte cependant comment un lieutenant-colonel guatémaltèque, qui dirigeait le bureau de contrôle administratif de la présidence organisme chargé de lutter contre la corruption dans l'administration — a été invité à quitter ses fonctions, le 20 août dernier, et à « partir aux Etats-Unis pour bénéficier d'une bourse d'études » après avoir pris la défense d'un subordonné appréhendé le 1<sup>er</sup> août « alors qu'il présentait à l'enregistrement pour un vol ver Miami une valise contenant vingt-deux kilos de cocaïne. »

---

## CHILI

Au Chili, un des moyens employés par certains activistes de l'*Unité Populaire* (U.P.) pour se procurer de l'argent, fut le trafic de drogue. Sans doute, seule une petite poignée était au courant mais il est amplement prouvé que du temps du F.º Salvador Allende, le Chili devint l'un des premiers pays pour le trafic de cocaïne. La valeur de la cocaïne découverte dans le pays après le coup d'Etat militaire, équivalait à trois mois de la dette extérieure du Chili.

Il existait des laboratoires clandestins entre autres dans le nord du Chili et dans les Andes. On découvrit également que des organisations para-militaires de l'U.P. étaient en contacts étroits avec des trafiquants internationaux de drogue, afin de payer les armes cubaines, tchécoslovaques et soviétiques qu'elles faisaient rentrer au Chili. L'utilisation du trafic à des fins politiques fut dévoilé par les aveux aux Etats-Unis d'un pilote de la L.A.N. Chile, Oscar Squella Avendano., arrêté porteur de plusieurs kilos de cocaïne d'une valeur de deux millions de dollars. Or, cet Oscar Squella était un des plus actifs agents électoraux d'Allende, depuis 1958. Il fut relâché sur une caution de 50 000 dollars

Au Chili, un réseau de distributeur fut mis en place, prenant pour base des restaurants qui bénéficiaient de la protection discrète du directeur de la police, Coco Paredes<sup>(1)</sup>.

La toxicomanie se répandit dans les universités, dans les écoles, et le trafic devint si criant que l'opposition le dénonça en plein Congrès. Pour sa défense le ministre interpellé prétendit que la cocaïne découverte sur des trafiquants chiliens, arrêtés à New York et à Mexico, était en fait destinée à l'usage personnel du Président Allende et de sa famille auxquels médecins et dentistes l'avaient recommandée... Ce fut aussi la défense présentée par les fonctionnaires de l'U.P. au gouvernement mexicain, qui avait arrêté le 10 mars 1971, le frère du directeur du journal du *Parti communiste Puro*

---

1 — *The Theory and practice of communism*, 15 novembre 1973, Washington.

*Chile*, Ivan Papic Pastenes, porteur de 10 kilos de cocaïne. Mêmes explications invraisemblables fournies aux autorités argentines après l'arraisonnement, Buenos Aires, du yacht *Carmen* dont le propriétaire, Osorio, acheminait des stupéfiants vers les laboratoires clandestins de San Jose, de Maipo, d'Algarrobo et de Limache... Le président Allende et sa famille devait avoir bougrement mal aux dents !

De l'aveu même de Guy Gugliotta et Jeff Leen, journalistes au *Miami Herald* et auteur de *Kings of cocaine* (Simon and Schuster, New York), « cela commença à changer en septembre 1973, quand l'armée chilienne du général Augusto Pinochet Ugarte renversa le président élu Salvador Allende Gossens. La police du dictateur emprisonna ou déporta des dizaines de trafiquants de drogue. À la fin de la première année de pouvoir de Pinochet, soixante-treize d'entre eux étaient sous les verrous au Chili, vingt autres avaient été envoyés aux Etats-Unis et le réseau chilien de la coke était liquidé ».

Revenons maintenant à l'affaire du Cartel.

---

## COLOMBIE

Août 1989, quelques 10 à 12 000 personnes soupçonnées d'être liées au trafic de drogue, sont arrêtées en Colombie. Mais, comme d'habitude, les gros bonnets, les parrains du « narco-traffic », sont parvenus à échapper à la rafle, prévenus par des complices qu'ils entretiennent dans les hautes sphères de l'Etat colombien. Et pour être bien renseignée, la Mafia l'est. En mai 1989, à l'occasion d'un attentat contre le chef des services secrets de la présidence, le général Miguel Maza, on avait trouvé en la possession d'un ancien capitaine de l'armée passé à la Mafia, des renseignements provenant des plus hautes instances des Etats-Unis et de la D.E.A., l'agence américaine de lutte contre la drogue.

Mais, contrairement aux premières informations, ce n'est pas l'assassinat du candidat libéral à la présidence de la République, Luis Carlos Galan, le 18 août 1989, par le Cartel, qui aurait précipité les choses, mais bien ceux du juge Carlos Valencia Garcia, qui menait une instruction contre Pablo Escobar, et du colonel Waldemar Franklin Quintero, commandant de la police d'Antioquia, commis quelques heures avant.

Le très pusillanime président Virgilio Barca s'est donc décidé à agir après les meurtres de ces trois hommes qui, de par leurs fonctions dans la justice, l'armée et la politique avaient déclaré la guerre à la Mafia et avaient décidé de mettre en application le traité d'extradition des trafiquants de drogue vers les Etats-Unis, signé en 1979, mais jamais — ou presque — appliqué jusqu'ici.

Tout est ensuite allé très vite. L'armée colombienne — 20 000 soldats et officiers de police — est intervenue jusque dans les forêts del Putumayo, à la frontière de l'Equateur, où se trouvent les principales plantations de coca et les laboratoires clandestins.

Tout en reconnaissant l'importance du coup de filet, certains journalistes colombiens se montrent sceptiques : « Ce qui a été pris, c'est ce que tout le monde connaissait ! Mais la Mafia dispose certainement de propriétés et de repaires que les services secrets eux-mêmes ne soupçonnent pas ! » Tel n'est pas le moindre paradoxe, en effet,

de l'opération de nettoyage menée par l'armée : les fincas (propriétés agricoles) de Pablo Escobar, dans la région de Medellín, les villas luxueuses de Gonzalo Rodriguez Gacha — autre parrain du Cartel — dans les environs de Bogota avaient été identifiées depuis longtemps, certaines même avaient fait l'objet d'opérations de police. Pourtant, ils continuaient à jouir de leurs biens, comme si de rien n'était.

D'ailleurs, d'après les derniers renseignements, « les narcotrafiquants ont transporté en catastrophe leurs laboratoires de transformation de la drogue dans les pays voisins et notamment au Venezuela a déclaré le 3 septembre 1989 le général Miguel Gomez, le directeur national de la police colombienne.

« C'est la guerre, mais les affaires continuent », note un policier vénézuélien qui reconnaît *mezza-voce* que les narcos disposent de solides amitiés à Caracas et dans les grandes villes du Venezuela. « Je peux même affirmer, précisait récemment un député de Copei, le parti démocrate chrétien local, la deuxième plus puissante organisation politique du pays, que les barons de la drogue ont déjà pénétrés certaines couches de la politique vénézuélienne <sup>(1)</sup>. »

Les autorités judiciaires américaines ont envoyé à Caracas la liste des extraditables qui auraient trouvé refuge au Venezuela, entre autres, Cacha et les trois frères Ochoa, à l'exception de Pablo Escobar qui pourrait être encore dans son bunker colombien de Magdalena Rio. En effet, aucune opération militaire n'a été menée dans cette région : or, c'est sur ces terres fort riches que Pablo Escobar a son fief et que le Cartel dispose de milices armées les mieux entraînées. Qu'aucune perquisition, aucune saisie n'ait été faite dans cette zone, rien d'étonnant : une certaine osmose s'est opérée, ces dernières années entre les « narcos », les militaires et les grands propriétaires terriens dans leur lutte contre l'ennemi commun, la guérilla, qui vivait « sur l'habitant » en rackettant les éleveurs et les exploitants agricoles. L'un des éditorialistes d'*El Espectador*, Jorge Child, précise même :

« C'est le colonel Yanine Diaz Farouk, commandant la brigade de Bucaramanga, qui a nettoyé la région avec l'aide des « narcos et des groupes d'autodéfense montés par les propriétaires terriens. Quand la guérilla a été éliminée, les terres ont été achetées par les trafiquants... et par les officiers. »

Pour le maire de Medellín, Juan Cornez Martinez, les choses sont encore plus pourries : « Si on jetait la pierre à tous ceux qui ont négocié avec les trafiquants, le pays serait couvert de pierres. » Il a demandé au gouvernement de publier les noms de toutes les personnalités liées aux trafiquants, estimant que cela toucherait la majorité du pays. Et il a accusé le gouvernement de Virgilio Barco de jeter un voile prudent sur ces relations.

En outre, un avocat brésilien, membre du Conseil général des stupéfiants, M<sup>e</sup> Laercio Pellegrino, a révélé que huit des douzes principaux responsables colombiens du Cartel de Medellín poursuivent leurs activités au Brésil depuis un mois, ce qui révèle, selon lui, « le peu d'énergie du gouvernement brésilien » en la matière.

En dehors des prises faites par le gouvernement colombien, 817 domaines, 678 armes à feu, 80 avions, 18 hélicoptères, un nombre impressionnant de véhicules et d'immeubles, 4 tonnes de pasta et 110 kilos de cocaïne, cette rafle a permis une grosse prise, le trésorier du Cartel de Medellín, Eduardo Martinez Romero, accusé d'avoir blanchi 1,2 milliard de dollars, notamment par l'intermédiaire de bijoutiers et de la

1 — Cité par *Libération*, 4 septembre 1989.



*Banca de Occidente*, à Panama.

Autres belles prises, Freddy, le fils de Gacha, dit « Le Mexicain », et Abraham Majua Hernandez, des « testaforos » de Pablo Escobar. En espagnol, le « testaforo » est l'homme de paille, le prête-nom. À été également interpellé à Medellín, Luis Fernando Galeano Berrio, dit « El Negro », trésorier du Mexicain. Le 15 septembre 1989, le gouvernement colombien annonçait qu'il avait capturé deux trafiquants de drogue extradables : Bernardo Pelaez Roldan, décrit comme la « personne la plus importante qui ait jamais été mise en prison », et Guillermo Bueno, inculpé par les États-Unis pour avoir fait passer plus de dix tonnes de cocaïne. Le gouvernement colombien a utilisé les documents saisis lors d'un raid pour remonter jusqu'aux centres où la finance du Cartel de Medellín est tenue sur ordinateurs, en plein cœur de Bogota. La *Coordinadora Commercial Limitada* du Cartel possédait sept ordinateurs et un système de comptabilité gérant 65 entreprises créées par Gonzalo Rodriguez Gacha.

Par ailleurs, un ex-capitaine de la police, Oliverio Lesguerra. Murien, arrêté, lui, le 12 juillet 1989 avec plus de 250 000 dollars, 120 revolvers, 3 émetteurs longue distance et de nombreuses armes de guerre, s'évadait dans la nuit du 29 août du dépôt de la police à Las Cruces grâce à des complicités intérieures. Murien était impliqué dans les activités criminelles du Cartel de Cali...

Toutes ces arrestations, tout ce tapage, n'était pas pour faire plaisir aux « parrains » de la cocaïne. Dans un communiqué à la presse, le Cartel reprend à son compte les termes de « déclaration de guerre totale ». Deux jours après l'arrestation du trésorier Martinez Romero, trois pains de dynamite explosent à Medellín, détruisant les locaux du parti de Galan, du *Parti conservateur* et d'une station de radio. Les journalistes de *El Colombiano*, principal quotidien de Medellín dont le propriétaire Juan Gomez est le maire de la ville, sont assaillis de coups de téléphone menaçants : « S'ils continuent à parler des narco-trafiquants, ils seront abattus. » Le 28 août, c'était le tour de sept succursales de la *Banco Cafetero* d'être détruites et des sièges locaux de la *Banco de Colombia* et *del Estado*. Le message était clair.

Alors qui sont-ils ces gros bonnets de la drogue ? Commençons par le plus gros, par celui dont la fortune est estimée par le très sérieux magazine Forbes, à plus de trois milliards de dollars (20 milliards de francs), Pablo Escobar.

« Pablo Escobar ? Connais pas ! » écrivait Charles Vanhecke, envoyé spécial du *Monde* en Colombie. Les employés du baron de la cocaïne ont de singuliers trous de mémoire. Ils ne l'ont jamais vu et, d'ailleurs, ils ne travaillent ici que depuis peu. Ils sont des centaines disséminés dans la propriété du patron, qui s'étend à perte de vue et, quand les militaires sont arrivés pour occuper les lieux, ils leurs ont fait la même réponse : « Pablo Escobar ? Connais pas ! »

Il est vrai qu'à l'époque où il était élu député suppléant au Parlement, en 1982, et où il comptait parmi ses amis le puissant sénateur Alberto Santofimio Botero, ténor du *Parti libéral* et aujourd'hui candidat aux présidentielles de 1990, Pablo Escobar passait pour le « Père Noël » de Medellín. Quand il n'installait pas l'éclairage électrique du stade de football, il inaugurait des H.L.M. ou distribuait aux pauvres des miettes de sa fortune.

Même l'Eglise colombienne lui octroyait ses faveurs et il aimait parcourir les quartiers pauvres de Medellín accompagné de deux respectables curés. L'évêque Darion Castrillon a publiquement confessé qu'il recevait des dons de la mafia, « pour éviter que cet argent ne s'investisse dans des maisons closes, le trafic d'influence ou

d'autres délits» ! En ce temps-là, le prestigieux magazine colombien *Semana* s'interrogeait en ces termes : « Qui est Don Pablo, cet espèce de Robin des Bois de Medellín ? »

Et pourtant ! Le 18 mai 1989, Pablo Escobar était condamné par défaut à vingt ans de prison par un tribunal français, celui de Pointe-à-Pitre, suite au résultat d'une longue enquête judiciaire élaborée avec le soutien des policiers parisiens de l'O.C.R.T.I.S. et de leurs homologues colombiens.

Le 6 décembre 1987, les policiers de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (O.C.R.T.I.S.), du S.R.P.J. Antilles-Guyanne et de la *Drug Enforcement Administration* américaine, saisissent 445 kilos de cocaïne à bord d'un avion Piper Cheyenne qui vient de se poser sur un petit aéroport de Pile de Marie-Galante, dans l'archipel guadeloupéen. Tout avait commencé deux mois plus tôt, en octobre 1987. Un « correspondant » de l'O.C.R.T.I.S., employé dans un luxueux hôtel de Saint-Martin, une petite île franco-néerlandaise au cœur des Caraïbes, informe les policiers français de la présence suspecte de deux ressortissants colombiens arrivés récemment de Bogota à bord d'un avion privé. Vérification faites auprès des autorités de Bogota, l'appareil fait partie de la flottille privée de Pablo Escobar et les deux « hommes d'affaires » sont en fait des membres du Cartel.

Le premier, Juan Francisco Perez Piedrahita, dit « Hans ancien conseiller à l'ambassade de Colombie à Bonn, est réputé dans les fichiers de toutes les polices antidrogue du monde comme étant un fidèle de Pablo Escobar. Son chef, Gustavo Gonzales Flores, est connu par les services français pour être son principal expert financier et homme de confiance. Commence alors une filature de plusieurs semaines qui conduit les policiers de l'O.C.R.T.I.S. de Pointe-à-Pitre à Paris, puis de Madrid à Zurich. Ils apprennent qu'une importante somme d'argent doit être transférée en Allemagne par des membres du réseau Escobar et arrivent même à savoir que les deux « opérateurs » sont le père et le frère de Gustavo Gonzales.

C'est effectivement trois jours après cette saisie que les deux parents de Gonzales débarquent en Allemagne. Le lendemain, soit le 10 décembre, ils se présentent à la *Deutsche Bank* de Bonn pour y ventiler la somme de 1,4 million de dollars à partir de leur compte n° 0618728.

- 600 000 dollars doivent être versés à un certain Dieter Wiegand, sur le compte n° 1457858 de la *Banco Germanica de Panama*.
- 200 000 dollars sont destinés à une mystérieuse Gloria Lucie Velez sur son compte de la *B.C.C.I. Panama*.
- 600 000 dollars iront enfin à un destinataire possédant un compte à la *B.C.C.I. Luxembourg*.

La *Deutsche Bank* a-t-elle été prévenue de l'imminence d'un mouvement de fonds suspect par la police allemande, elle-même alertée par les policiers français ? Toujours est-il que la police allemande les cueillent le 14 décembre à leur hôtel, officiellement sur plainte de la *Deutsche Bank* qui a trouvé suspectes les opérations des Gonzales. Lorsque les policiers allemands les coffrent, ils demandent des éclaircissements à *Interpol* sur leurs « clients ». Ils obtiennent d'abord leurs identités complètes : Quintero Luis Gonzales (le père de Gustavo, le lieutenant d'Escobar, déjà cité), né le 24 octobre 1924, disposant du passeport n° 173985 délivré à Miami par le consulat de Colombie. Son fils, Mario Flores Gonzales (frère de Gustavo), né le 23 novembre 1959,

a en poche le passeport n° 178034, délivré au même endroit que celui de son père.

Un télex complémentaire d'*Interpol* (n° RG 2530 P 230866) datée du 15 décembre (le lendemain de l'arrestation des Gonzales) précise : « Nous vous confirmons la demande d'arrestation concernant Quintero Luis Gonzales. Une vérification a montré que le numéro de compte 0618728 est connu comme étant celui des personnes suivantes : Juan Francisco Perez Piedrahita et Quintero Luis Gonzales. Depuis l'existence de ce compte, il est établi que des paiements importants y ont été effectués. »

Juan Francisco Perez Piedrahita, c'est, on s'en souvient, un des lieutenants d'Escobar arrêté sur l'île Marie-Galante en compagnie de David Rodrigo Ortiz, instructeur de la flottille et pilote privé du patron, Pablo Escobar, lors de la saisie de 445 kilos de cocaïne. Aussi peut-on mettre sur le hasard s'il partage le même compte qu'un des Gonzales à la *Deutsche Bank* de Bonn ?

Mais il y a mieux. M. Tchalian, juge d'instruction auprès du tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre, prend une décision étonnante : il sépare les dossiers en deux parties. D'un côté l'affaire de Marie-Galante, de l'autre le cas des Gonzales arrêtés en Allemagne. Résultat : fin septembre 1989, les Gonzales étaient libérés et les deux hommes ont été vus récemment à Medellín où ils coulent des jours heureux.

Comment un juge d'instruction a-t-il pu clore — même provisoirement — le dossier du père et du fils Gonzales ? Les charges qui pesaient sur eux étaient plus que suffisantes pour les renvoyer devant un tribunal. En outre, bien des voies restaient à explorer, ne serait-ce que les prolongements de l'affaire en Allemagne. D'après ce que nous avons pu savoir, le juge Tchalian a fondé sa décision sur l'argumentation suivante : la justice allemande n'a pas pu — ou pas voulu — fournir les éléments qui auraient permis de prouver la complicité des Gonzales avec les Colombiens arrêtés à Marie-Galante. C'est se foutre du monde, car nous avons vu que les Gonzales partageaient le même compte avec Piedrahita, l'un des lieutenants de Pablo Escobar.

En admettant que le magistrat n'ait pu obtenir de la justice allemande les données suffisantes l'autorisant à fondre le dossier de Marie-Galante avec celui de Bonn, il faut alors se demander pourquoi la justice de R.F.A. n'a pas donné suite aux commissions rogatoires qui lui avaient été adressées par le juge Tchalian. Une explication pourrait être avancée. Cela aurait peut-être pu faire éclater — par leurs révélations — un énorme scandale. Car nous avons vu que *Interpol* était parfaitement au courant de l'existence du compte commun Gonzales-Piedrahita à la *Deutsche Bank*.

Aussi, on peut se demander pourquoi cette banque a trouvé suspecte cette opération et pas les précédentes... Sans compter que nombre de grands patrons de cette banque se retrouvent à la D.G.A.P., organisme travaillant la main dans la main avec la *Trilatérale* !

Autres faits étonnants : Gustavo Gonzales, le fidèle d'Escobar, possède 50 % des actions d'une société de Hambourg, spécialisée dans la fabrication et l'exportation d'emballage industriel. Ses principaux clients : des Colombiens. Le patron officiel de la firme, un Allemand, est également le représentant en R.F.A. d'une entreprise de Barcelone, elle aussi spécialisée dans l'emballage industriel. Ses principaux clients : des Colombiens.

Or, nous sommes à même de révéler que la société de Hambourg est la TEMAC — qui ne semble pas figurer dans les annuaires commerciaux allemands — dont le

P.D.G. est un certain Albert Reising, déjà connu des services de renseignements spécialisés, et représentant de la société VOLPAK de Barcelone qui, elle, figure bel et bien dans l'annuaire commercial espagnol.

Au cours de ses fréquents séjours à Hambourg, Gustavo Gonzales était souvent accompagné de Piedrahita, qu'il avait recruté alors qu'il était conseiller de l'ambassade de Colombie à Bonn. Les deux hommes ont versé en plusieurs fois 900 000 dollars à la *Banque de Commerce et de Crédit* de Francfort et à la *Deutsche Bank* de Bonn. Cette somme provenait officiellement de la vente de voitures BMW dont Gustavo Gonzales se dit le concessionnaire à Medellín. Or, d'après nos informations, cette antenne colombienne de la grande marque automobile n'a vendu que quatre BMW depuis qu'elle existe, c'est-à-dire depuis trois ou quatre ans. Et la firme BMW jure qu'elle n'a jamais eu de concessionnaire à Medellín.

À part tout cela, Pablo Escobar, connais pas... Pourtant cela faisait des années que la police connaissait le domaine baptisé «Napoles», situé à quelques cent cinquante kilomètres à l'est de Medellín, propriété du plus célèbre des narco-trafiquants.

Plus qu'une hacienda, c'est une propriété de style médiéval de 531 hectares. Le «château» lui-même n'est pas des plus luxueux. Mais il est bien desservi : une piste d'atterrissage privée longue de trois kilomètres, un hélicoptère, plusieurs garages, un hangar à bateaux — le fleuve Magdalena n'est pas loin — des dizaines de kilomètres de routes et, un peu partout, des miradors dominant des vallonnements de pâturages.

Les scellés ont été posés sur les portes des chambres. Mais le bar, avec ses juke-boxes et ses tables en bois précieux, ses fauteuils-lits installés sous des ventilateurs, montre que les membres du Cartel, quand ils se réunissaient ici, savaient se détendre. Les terrains de tennis et de volley, les écuries de chevaux de race, les arènes où don Pablo invitait ses toreros préférés à combattre les meilleurs taureaux de la région, la collection de calèches anciennes, etc.

Mais le clou du domaine, c'est le zoo. Quelques cinq cents animaux de toutes espèces. Des zèbres, des antilopes, des rhinocéros, des éléphants, des girafes, des hippopotames. Un écriteau sur la pelouse fait sursauter : «Ne me tuez pas!» Ce n'est pas un trait d'humour noir, mais un appel du maître des lieux en faveur des espèces avicoles. L'échassier dessiné sur la pancarte demande aux visiteurs un peu d'humanité. Car don Pablo, grand prince, ouvrait son zoo gratis au public quand il vivait ici.

L'amour de don Pablo pour les animaux appartient, au même titre que ses crimes, à son curriculum vitæ. Un amour sans mesure apparemment, qui l'a conduit à faire tailler dans la pierre des spécimens des espèces disparues : mamouths, dinosaures reproduits grandeur nature, peints en rouge ou en bleu et disséminés sur les pelouses dans des poses de combat. Le «Disneyland» est complété par l'exposition de quelques reliques qui montrent un sérieux esprit de corps chez ce mafioso : une voiture américaine des années 30 criblée de balles, dont la légende veut qu'elle ait appartenu à la bande d'Al Capone et, au-dessus du portail d'entrée, une avionnette installée comme un emblème dont une autre légende veut qu'elle ait servi aux premiers transports de cocaïne.

La «finca» Napoles n'a jamais été un mystère pour personne. Située sur la route de Medellín à Bogota, elle a été occupée régulièrement par Pablo Escobar du temps où il ne se cachait pas, et où il avait même pignon sur rue : député suppléant au Congrès de Bogota, jouissant donc de l'immunité parlementaire — ce qui était bien pratique



dans son métier — il était un personnage familier de la Jet society locale.

Puis, il y a cinq ans, il a commencé à se faire plus discret. Sa dernière apparition remonte, semble-t-il, au 31 décembre dernier. L'armée et la police ayant pris la fâcheuse habitude de faire des perquisitions, les employés ont été entraînés à se taire ou à répondre toujours de la même façon : « Je ne suis ici que depuis peu, je ne sais rien. »

Les militaires qui campent sur les lieux trouvent que la saisie a beaucoup trop tardé. Il y a belle lurette que Pablo Escobar a retiré de sa propriété tout ce qui pouvait le compromettre, notamment les systèmes de transmission dernier cri dont on sait que ses autres repaires sont équipés.

D'après le cadastre, il possède 96 propriétés recensées, dont un immeuble de 7 étages dans le *Poblado*, le petit Neuilly du pays. Au dernier étage, un hélicoptère intérieur surplombant la piscine du cinquième. Dans les appartements de sa femme, une collection de paires de chaussures à ravalier Imelda Marcos au rang de Cendrillon. Dans le garage, 15 voitures de collection et 20 motos flambantes neuves de son fils.

Le nombre de ses victimes est incalculable. Très jeune, alors qu'il n'était qu'un vendeur de voitures à Medellín, il éliminait froidement tous ceux qui le gênaient, si l'on en croit ses biographies. Il a acquis son premier capital en enlevant l'industriel Diego Aristizabel, en 1970. Il a ensuite dirigé une filière de voitures volées au Canada qui étaient revendues en Amérique du sud. Arrêté en 1976, pour transport de 39 livres de cocaïne, il est relâché trois mois après. Neuf juges se désistèrent les uns après les autres face à ce cas difficile. Les deux policiers qui l'appréhendèrent sont massacrés.

Mais dans son domaine de « Naples », ceux qui maltraitent les animaux ou les arbres sont systématiquement renvoyés. La Mafia protectrice de la nature et des animaux... il s'agit là d'une variante inédite de l'écologisme !

On peut se demander jusqu'où ira la « guerre » du président Virgilio Barco. Sera-t-il suivi par tous ceux dont il a besoin ? On peut en douter. Récemment, alors que la Mafia multiplie les attentats, le tribunal de l'ordre public vient de prendre une décision étonnante : il a annulé un mandat de détention lancé contre Pablo Escobar. Le quotidien *El Tiempo*, le seul à donner cette information, trouve cette décision « insolite », car les faits qui motivaient le mandat étaient abondamment prouvés. Il s'agit du massacre en mars 1988 de plusieurs dizaines de paysans de la région d'Uraba, sur la côte Atlantique.

Pablo Escobar avait prêté ses sicaires aux grands planteurs de la région pour éliminer les ouvriers agricoles suspectés de sympathiser avec la guérilla. Des soldats avaient aidé à la tâche, c'est un militaire, le général Miguel Maza, chef des services secrets, qui le révéla à l'opinion publique, confirmant ainsi une affirmation souvent faite qu'il existe une collusion entre la Mafia et certains membres des forces armées. Les faits étant prouvés et le mandat de détention ayant été lancé contre Pablo Escobar et ses complices, des pressions s'exercèrent sur le tribunal pour qu'il revienne en arrière. Un juge de Medellín, Maria Helena Diaz, qui refusa le chantage, fut assassinée en pleine rue avec ses gardes du corps.

Comment peut-on les stopper quand les plus hautes instances des Etats baissent les bras. Le 6 décembre 1985, le propre frère de Pablo Escobar, Luis Ramirez, est arrêté à Paris dans un luxueux appartement du boulevard Péreire. Il est aussitôt relâché avec... des excuses. Même l'idée de confisquer et d'utiliser la fortune des trafiquants pour les



combattre est illusoire. « En 1985, nous avons demandé à la Suisse de geler leurs avoirs dans ce pays. Cent cinquante millions de dollars — une faible partie de leur trésor que nous avons repérée — ont été bloqués. Mais la semaine dernière, un tribunal de Berne vient d'ordonner qu'on les rende à trois trafiquants. Avec de substantiels intérêts ! » expliquait un haut fonctionnaire colombien.

De plus, Pablo Escobar est bien entouré. À ses côtés, un cousin, Gustavo Gavinia, l'homme le plus secret du Cartel. Sa fiche de police est aussi pure et immaculée que la cocaïne qu'il exporte dans le monde entier. Il n'existe aucune photographie de Gavinia. Et pour cause, l'homme est un maniaque de l'espionnage. Il a monté tout un réseau d'écoutes téléphoniques et d'indicateurs dans tout le pays. C'est le chef des services secrets du Cartel.

Autre membre du Cartel, Gonzalo Rodriguez Gacha, dit « le Mexicain » Tueur de formation, il a gagné ses galons de parrain sur le terrain et sa fortune est estimée à 2 milliards de dollars selon la revue *Forbes* (13 milliards de francs). Il remplit les fonctions de « ministre de la Défense » du Cartel, et l'on pense même que c'est lui qui a ordonné l'assassinat de Luis Carlos Galan. Il commande une armée privée de mille hommes équipée de matériel dernier cri : missiles, roquettes et même d'après certains renseignements d'avions téléguidés bourrés d'explosifs, pour organiser des raids aériens. On ne prête qu'aux riches...

José Gonzalo Rodriguez Gacha est né le 18 mai 1947 à Pacho, une ville située à 80 kilomètres de Bogota. De sa jeunesse, aucune trace dans les fichiers de la police, hormis qu'il passa quelques années au Mexique, qui lui ont valu son surnom de Mexicain. Il débute sa « carrière » dans les années 70, sous les ordres du roi de l'émeraude, Gilberto Molina. Gacha sévit alors comme homme de main dans la mine de Muzo, la plus importante du pays, éliminant systématiquement tous ceux qui refusent de travailler pour son patron.

Sa réputation de tueur dépasse les frontières de la mine. Quand au début des années 80, la Mafia, contrôlant la marijuana, se reconvertit dans le trafic de cocaïne, Gacha ne peut résister à l'appel de « l'or blanc ». Commence alors sa fulgurante ascension. D'abord sous la protection de Pablo Escobar. Pendant un an, il apprend le métier dans l'ombre de son parrain. Trois ans plus tard, il se retrouve membre à part entière du Cartel de Medellín.

Nous sommes en 1984. Le business de la cocaïne est en plein essor. Seul problème pour les trafiquants, la guérilla qui contrôle les régions de culture de la coca. Celle-ci prélève un impôt révolutionnaire de 10 %. Et, bien qu'au début il s'allie avec les FARC, le plus ancien mouvement de guérilla colombienne, ils lui font vite ombrage. Gacha contacte alors des officiers israéliens pour former ses mercenaires aux techniques de la lutte anti-guérilla et nettoie les zones sensibles avec la bénédiction de l'armée colombienne. Nous reviendrons plus loin sur cet aspect assez trouble de la collusion israélites-narco-dollars.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1987, son patrimoine immobilier se décomposait de la manière suivante : deux appartements à Bogota, deux haciendas et sept appartements à Pacho, sa ville d'origine, un pied-à-terre à Medellín, un parc d'attraction dans les quartiers chics de la capitale, un appartement à Miami, ainsi que plusieurs propriétés au Mexique. Plus une flottille de petits avions et d'hélicoptères enregistrés au nom de son frère Justo.

À Bogota, les policiers qui ont perquisitionné sa dernière acquisition, une villa

de plusieurs centaines de mètres carrés, n'en sont toujours pas revenus : lac artificiel, bains romains avec robinetterie plaqué or, lampes en cristal de Bohême. Chaque feuille de son papier toilette est une reproduction de la Vénus de Botticelli.

Mais plus intéressant. Lors de leur perquisition, les policiers de la D.A.S., la police secrète colombienne, ont aussi saisi des centaines de documents, dans lesquels Rodriguez Gacha donnait des instructions sur la meilleure manière de laver l'argent de la drogue et sur la façon de l'investir en fournissant une liste d'immeubles à acquérir à Bogota et dans d'autres villes du pays. À Bogota même, il avait occupé tout un étage d'un gratte-ciel du centre pour installer une société qui gérait, avec ordinateurs et microfiches, trente-quatre entreprises des plus diverses, allant de la fabrique de lait à la promotion immobilière.

Il sait faire profiter ses amis de ses richesses. Pour fêter ses 39 ans, le 18 mai 1986, il invite les quinze plus gros trafiquants du pays dans la ville de La Dorada, à 300 kilomètres au nord de Bogota. Il réquisitionne les cent vingt chambres de l'hôtel Departemental, déploie cent cinquante gardes du corps autour et s'alloue en prime les services payants des policiers locaux. Là, sous les yeux médusés de la population, il exhibe son cadeau : un magnifique pur-sang baptisé Tupar Amaru, du nom d'un chef indien résistant à l'envahisseur espagnol. Prix d'achat du cheval : un million de dollars.

Après les guérilleros, le Mexicain s'attaque aux concurrents directs, les frères Rodriguez, maîtres du Cartel de Cali, troisième ville du pays et seconde base des trafiquants.

La famille Rodriguez est propriétaire de la plus grande chaîne de pharmacie du pays. Gacha décide de les faire toutes sauter. Depuis trois ans, plusieurs centaines d'officines ont ainsi été la cible d'attentats à la bombe. Et la « guerre des pharmacies » compte déjà plusieurs dizaines de victimes. Des clients ou des piétons pour la plupart.

Dans cette escalade de violence, l'assassinat, en février 1989, à Sasaisa, de Gilberto Molina, apparaît comme le point d'orgue. Divers clans se disputaient l'exploitation et le commerce des émeraudes et la guerre qu'ils se livraient avait déjà fait plusieurs centaines de morts. Don Molina, le roi de l'émeraude, avait décidé de diversifier ses activités et s'était tourné vers le trafic de cocaïne. Cruelle erreur. Le Mexicain a toujours eu horreur de la concurrence. Son meurtre servira donc d'exemple. Le 27 février, le roi de l'émeraude organise une fête pour son anniversaire dans sa villa « La Paz ». Douze hommes, vêtus d'uniformes de l'armée se présentent. Une fois introduits dans la propriété, ils massacrent tout le monde, gardes du corps et invités, au total dix-huit personnes, dont un gros négociant en émeraudes, Pedro Cardenas. Une saint Barthélemy colombienne qui permet au Mexicain de récupérer à son compte le trafic d'émeraudes.

Peut-être a-t-il dans la tête l'idée de « faire la pige » au Cartel de Cali dans son ensemble. En effet, Juan Ramon Matta Ballesteros, extradé en 1988 du Honduras, vient d'être reconnu coupable, à Los Angeles, d'avoir dirigé un réseau californien de distribution de drogue lié au Cartel de Cali. Les services de lutte contre les stupéfiants (D.E.A.) ont affirmé qu'il était à la tête d'un empire évalué à 2 milliards de dollars (13 milliards de francs). Encore un gêneur de moins pour le « Mexicain ».

Le Cartel de Cali — moins terroriste et plus discret —, investit surtout ses bénéfices dans le commerce. Outre une chaîne de pharmacies, il possède une chaîne de supermarchés. « Il vend les bonnes et les mauvaises drogues », dit Jorge Child, auteur de plusieurs ouvrages sur la Mafia. Deux des dirigeants du Cartel, les frères Rodriguez

Orejuela, parrainent le club de football *America*, l'un des plus connus du pays, dont le siège a été récemment perquisitionné par l'armée.

On trouve les « narcos » et leur argent dans neuf des quatorze clubs de football colombiens, ainsi que dans le cyclisme, la boxe, etc. Ils sont présent également dans les maisons de jeu, les agences de voyages, l'hôtellerie. L'île de San-Andres, dans les Caraïbes — zone franche et centre de villégiature privilégié — est considérée comme un de leurs fiefs.

En revanche, il ne semble pas avoir pénétré les secteurs agricoles traditionnels, tels que le café et l'industrie. Il y aurait même, à en croire les spécialistes, antipathie foncière entre les anciennes fortunes bâties sur le sucre et le café, le textile et la bière, et celles qui ont surgi ces vingt dernières années du trafic de cocaïne.

Entre bons et mauvais riches, on ne fraye pas facilement, bien que l'utilisation d'hommes de paille permettent, en sous-main, de nombreux mariages d'intérêts. Preuve que les apparences sont sauvegardées dans la bonne société : à Cali, l'un des chefs du Cartel, José Santacruz Londono, s'est vu refuser l'accès du club le plus chic de la ville. De dépit, il en a fait construire une réplique dans l'une de ses propriétés.

D'un autre côté, ce qui leur donnent une certaine popularité, les narco-trafi-quants savent donner aux bonnes œuvres. On dit que l'université franciscaine de Buenaventura, sur la côte Pacifique, doit ses ordinateurs et son matériel ultra-moderne aux générosités des parrains.

Toujours est-il que le vendredi 15 décembre 1989, le général Miguel Antonio Gomez Padilla, directeur de la police nationale colombienne, apprenait la mort de José Gonzalo Rodriguez Gacha, de son fils — relâché entre-temps — Freddy Gonzalo Rodriguez Celades et de leurs cinq gardes du corps, tués par l'armée. Devenant gênant, on peut se poser la question : a-t-il été vendu par ses propres amis afin de faire baisser la tension ?

Les perquisitions effectuées à l'intérieur du *Castillo Maroquin*, donnèrent aux policiers une autre idée sur certains membres du Cartel. Camillo Zapata Vasquez, le propriétaire de cette somptueuse demeure, était en fait attaché de presse » du Cartel en même temps qu'il était chargé de laver l'argent sale. Et sur le livre d'or du château, les enquêteurs ont relevés les noms de plusieurs hommes politiques de premier plan, de chefs de la police et de l'armée.

Mais le plus croustillant est ailleurs. Zapata organisait des soirées sexe, magie et coca. Les fêtes qui pouvaient durer plusieurs jours d'affilée, étaient réservées aux seuls initiés. On y buvait du vin de coca, on y pratiquait le spiritisme et les orgies !

Autre parrain qui a réussi à s'enfuir, Jorge Luis Ochoa, 39 ans, fiché par *Interpol* au grand banditisme, fils et successeur de l'imposant — 200 kilos ! — « parrain ». Don Fabio, ses deux frères, Fabio et Juan David, ses bras droits, supervisent la distribution de la drogue aux Etats-Unis. En fuite également, José Rodriguez, Evaristo Paras, Victor

Eduardo Vera, Ramon Fernando et Severo Escobar. La cavale de ce dernier s'arrêtera en novembre 1989. Le 6 décembre, en effet, le ministère public du Tessin, annonçait l'arrestation à Lugano (sud de la Suisse), de Severo Escobar IV, dit 4, « Junior », en compagnie de quatre Colombiens dans un hôtel de Lugano le 29 novembre et la saisie de trois kilos de cocaïne très pure destinée à lancer des livraisons ultérieures plus importantes en provenance de Colombie via l'Espagne. Selon la *Tribune de Genève*, il

est le fils de Severo Escobar III, arrêté à New York en 1984 et condamné l'année suivante à 30 ans de prison.

Ce qui prouve que, malgré la guerre déclarée au Cartel, le trafic continue, via la Colombie. Un fait est sûr, pas un gros bonnet n'a été arrêté parmi les milliers d'arrestations. Et pour cause.

Face à la répression qui vient de s'abattre sur le Cartel via les Etats-Unis, celui-ci lance une offensive sur l'Europe. Deux pays ont été choisis pour faciliter cette pénétration : l'Espagne et l'Italie. Nous nous occuperons ici que de l'Italie, ayant déjà étudié le problème espagnol par ailleurs.

En Italie, les parrains du Cartel négocient directement avec la Mafia. Plusieurs rencontres ont déjà eu lieu, à Panama et à Cuba, entre Pablo Escobar et des membres de la famille Ochoa d'une part, et de l'autre, les dirigeants du clan des Corleone, la plus puissante famille de la *Cosa Nostra* italienne.

Selon le juge Giovanni Falcone, le chef suprême de la Mafia, Toto Riina, est installé en Floride. Ce quinquagénaire (la seule photo existant de lui remonterait à trente ans !) coordonnerait toute cette stratégie. Plusieurs de ses lieutenants ont été localisés en Colombie, où ils séjournaient dans des propriétés appartenant aux « parrains du Cartel ».

Les termes de l'accord passé avec la Mafia sont les suivants : moyennant le paiement d'une prime de risque se montant à 5 ou 10 % de la valeur du chargement de cocaïne livré, le distributeur bénéficie d'une sorte d'assurance en cas de perte de la drogue. Si celle-ci est confisquée sans que sa responsabilité soit en cause, il n'aura pas à payer pour le chargement perdu. Facilités inhabituelles qui prouvent à quel point l'Europe est devenue vitale pour les trafiquants.

Une offensive qui rend pessimiste Domenico Sica, le haut commissaire italien chargé de la lutte anti-Mafia. Pour lui, l'Italie pourrait subir le sort de « certains pays d'Amérique latine où les pouvoirs politiques et économiques ont été ravés par des bandes mafieuses afin de pouvoir gérer tranquillement des capitaux énormes destinés à se transformer en investissements propres ».

De plus, et c'est là le plus important, l'argent de la cocaïne pèse, nous l'avons vu, de tout son poids sur la vie politique. Selon un journaliste d'El Spectador, 30 % des membres du Congrès auraient bénéficié des largesses du Cartel de Medellín. Cela ne signifie pas qu'ils soient des défenseurs directs des narco-trafiquants, « ne jouent effectivement ce rôle au Congrès que six ou sept sénateurs ou représentants <sup>(1)</sup> ». Le vaste coup de filet lancé par le gouvernement colombien en août 1989 était à peine achevé que se dessinait déjà les complications diplomatiques et politiques. Rapidement, en effet, l'on vit des représentants du gouvernement annoncer qu'il fallait discuter avec les trafiquants. Deux partis politiques, le *Parti conservateur* (droite) et l'*Union patriotique* (gauche) réclamaient, dès le lendemain de la rafle, l'organisation d'un référendum sur les thèmes tels que le trafic de drogue et l'extradition. Quand on sait que la participation habituelle aux consultations électorales en Colombie n'excède pas 20 %...

Jusqu'au romancier colombien Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature, qui est intervenu pour déclarer : « L'application du traité d'extradition est un problème de principe... Pour moi, il est clair que la Colombie ne peut renoncer à sa sou-

1 — *Le Monde*, 13 septembre 1989.

veraineté ni à l'abandonner à un Etat étranger. De là à l'envoi de troupes américaines pour combattre les narco-trafiquants, il n'y a qu'un pas et ce serait inadmissible.» Le « patriotisme » de l'auteur de *Cent ans de solitude*, ami intime de Fidel Castro et de François Mitterrand, est tout à fait caractéristique. Il n'a jamais protesté contre l'assassinat de dizaines de magistrats, de policiers, de journalistes ou de paysans dans son pays, mais l'idée de l'extradition d'un criminel international le met hors de lui.

Il est vrai que Garcia Marquez affiche volontiers ses opinions révolutionnaires et que les guérillas gauchistes qui pullulent en Colombie seront les premières à pâtir du démantèlement de l'organisation du narcotrafic.





## MOSSAD ET NARCO-TRAFIC...

---

Israël ne manque jamais de se présenter comme le fer de lance de la lutte contre le terrorisme... Et pourtant des officiers supérieurs de l'Etat hébreu s'emploie à former militairement de véritables armées privées narco-terroristes au service des barons de la drogue en Colombie. Les liens de certains milieux israéliens (souvent d'anciens militaires ou d'ex-agents des services spéciaux tels que le *Mossad*, aujourd'hui à la retraite ou versés dans les cadres de réserve) avec le monde de la drogue et ses opérations financières ne datent pas de l'éclatement de l'affaire colombienne. Certains partis religieux intégristes, par exemple, perçoivent de substantiels subsides de la Mafia israélienne. Pour les blanchir, ils ouvrent des comptes dans des banques américaines. Ils y déclarent comme *dons* les capitaux collectés. Ensuite, répercutés de banque à banque — en passant par les Caraïbes et par la Suisse en particulier —, les fonds se retrouvent sur des comptes banalisés en Israël même.

L'un des opérateurs (blanchisseur) au profit de ce circuit, est Pesach Ben-Or, livreur d'armes aux *Contras*, cité dans l'affaire de l'*Irangate* et chef des experts militaires auprès de l'armée guatémaltèque. En 1984, Ben-Or choisit — comme assistant et aussi comme représentant pour des sociétés qu'il possède en Colombie — Mike Harari, un autre Israélien. Mike Harari est un personnage connu dans le monde parfois surréaliste des affaires d'Amérique centrale, et possède de sérieuses relations. Né en 1927 à Tel Aviv, cet ancien opérateur-radio de la Haganah fut recruté par le *Shin Beth* (la branche extérieure du *Mossad*) en 1950. De cette date à 1978, il sert dans les rangs du *Mossad* et en devient même le chef pour l'Amérique latine. Certains le présentent d'ailleurs comme le « cerveau » des mercenaires de la coke, au point même que son âpreté au gain lui valut le surnom de « Monsieur 60 % » ! Pour ce commerce, il avait appelé auprès de lui plusieurs de ses anciens collègues, parmi lesquels Eliezer ben Gaitan dont l'arrestation par les Américains près de la nonciature à Panama, a fait croire à la capture de Harari.

En fait, ce dernier, se trouve depuis quelques semaines en Israël et y coule des jours heureux. Il est peu probable qu'il soit extradé vers les Etats-Unis ou le Panama dont le nouveau chef de la sécurité, le colonel Eduardo Herrera Hassan, est l'une de ses vieilles connaissances. Notamment parce qu'il fut ambassadeur de son pays à Tel Aviv et avait sous ses ordres le consul honoraire Mike Harari.

À l'époque où il était au *Mossad*, c'est lui qui supervisa l'unité spéciale chargée par Golda Meir de « liquider » les Palestiniens de *Septembre noir* responsables du massacre des sportifs israéliens aux Jeux Olympiques de Munich en 1972. Pas moins de 13 chefs de l'O.L.P. sont ainsi abattus mystérieusement. Mais cette opération sans précédent s'achève sur une énorme bavure lorsqu'un infortuné Marocain, confondu avec un des chefs de la centrale palestinienne, est assassiné à Lillehammer (Norvège).

Cette méprise tragique n'empêchera pas Mike Harari de commencer une nouvelle carrière. En poste en 1981 Panama, il y disposait, comme couverture, d'un important poste dans la société d'assurance israélienne *Harrier*. C'est un ami du général Noriega grâce auquel il acquiert le titre de consul du Panama en Israël. C'est d'ailleurs Mike Harari qui organisa le premier voyage de Noriega en Israël, en 1984. Pour le récompenser, celui qui allait devenir la bête noire de George Bush, le nomma conseiller privé. En fait, Mike Harari assurera l'organisation de la garde rapprochée de Noriega, en faisant appel aux nombreuses sociétés israéliennes de services spécialisées dans la sécurité implantées dans la région.

Haï à la fois par les milieux d'affaires, l'opposition à Noriega, et par la petite communauté juive panaméenne (qui craint d'éventuelles retombées antisémites de l'après-Noriega), Harari et sa femme n'en restent pas moins la coqueluche des milieux huppés du nord de Tel Aviv. Ils sont très liés à Sonia et Shimon Pérès, d'anciens voisins de palier, qui vinrent avec plusieurs milliers d'invités assister au mariage de leur fille Shelli « le mariage de l'année en Israël ». Plus troublant encore : M<sup>me</sup> Doris Beinisch, procureur de l'Etat d'Israël et belle-sœur de Mike Harari, est l'heureuse propriétaire d'un petit immeuble qu'elle loue à l'ambassade de Panama à Tel Aviv<sup>(1)</sup>. »

Les activités sus-mentionnées d'officiers israéliens sont mal reçues par l'opinion publique aux Etats-Unis. Dès août 1988, c'est la chaîne de télévision américaine N.B.C. qui révèle l'affaire. Des militaires israéliens — et non des moindres — entraînent et arment les barons du Cartel de Medellín. La presse israélienne reprend l'information. Le *Jerusalem Post* du 30 août 1988 parle de *Columbian Connection*. Un petit film vidéo montrait comment un « spécialiste » israélien entraînait les commandos de tueurs à la solde des trafiquants. Apparemment tourné dans une base du Cartel, le film montre un homme en treillis enseignant à une bande de « pistoleros », le b-a-ba de l'élimination physique. Détail intéressant, ce « professeur » parle hébreux et est présenté comme un ancien officier israélien.

Il est vraisemblable qu'au départ ces organisations « paramilitaires » étaient des mouvements d'autodéfense paysanne voulant lutter contre les abus et les « vacunas » (impôt révolutionnaire) de la guérilla des F.A.R.C. (Forces Révolutionnaires de Colombie, communistes), installée dans cette région depuis des années. Ces groupes se sont très vite alliés avec les trafiquants qui avaient acheté à bas prix des milliers d'hectares dans cette région. Pour assurer et protéger leurs terres, les barons de la drogue donnèrent alors aux « para-militaires » les moyens financiers, les transformant en véritables patrouilles de sécurité à leurs services.

Dans une interview à l'A.F.P., en 1989, dans la région de Puerto Boyaca, l'épicentre du Magdalena Medio qui s'est baptisé avec orgueil « la capitale antisubversive de Colombie », l'ex-capitaine Léon Tarazona, alias Ruiz Ramirez, s'était présenté comme le chef des groupes para-militaires de Colombie. Il avait décrit ce mouvement

1 — *La Croix*, 29 août 1989. Article de Joël David.

« comme une association de paysans honnêtes et courageux » opposés aux exigences de la guérilla qui, dit-il, « contrôlait toute la région du Magdalena Medio » et percevait de grosses sommes « par la demande de rançons, le chantage et l'extorsion ». Mais il niait tout lien avec les trafiquants de drogue...

Toujours est-il que ces « para-militaires » colombiens sont ainsi devenus, d'après la définition du général Miguel Maza Marquez, directeur de la D.A.S. (police secrète colombienne), « l'interprétation particulière que les trafiquants de drogue ont fait des groupes d'autodéfense paysanne ».

C'est ainsi que le Cartel suscita la création d'une Association des paysans et éleveurs du Moyen Magdalena, basée à Puerto Boyaca : la A.C.D.E.G.A.M. Cette association, véritable armée privée financée par deux parrains du Cartel — Pablo Escobar et José Gonzalo Rodríguez Gacha — entretient des liens étroits avec l'armée colombienne et avec les services secrets. Mais il faut des spécialistes pour former ces hommes. Or plusieurs sociétés israéliennes installées en Amérique centrale et surtout en Colombie sont précisément chargées de ce type de besogne. Leur raison sociale affiche le plus clairement du monde *Private Security training Firm* ou *Private Military training Firm*.

Le dirigeant de l'une de ces entreprises, le lieutenant-colonel de réserve Yaïr Klein, qui, dès 1987, avait proposé au gouvernement colombien de recourir aux services de sa société *Hod-Hahanit*. Mais avant que l'affaire ne soit conclue, Yaïr Klein rencontre un autre militaire israélien, le colonel Mario Shoshani. Les deux hommes ne se ressemblent guère.

Le premier, Yaïr Klein, est l'homme que l'on voit de dos dans le film vidéo, décrit plus haut, et présenté par *Tribune juive* du 15-21 septembre 1989 « comme support publicitaire pour ses activités en Amérique latine. Outre Yaïr Klein, la télévision israélienne identifiait les colonels Amatzia Shouali, qui était chargé de l'entraînement militaire, et Abraham Zadka, qui coopérait avec les milices dans la région de Medellín.

Après sa démobilisation (partielle car il figure encore au titre de la réserve parmi les cadres d'une unité d'élite), Yaïr Klein fonde la société *Hod Hahanit*. Natif du Kibboutz Nitzanim et installé dans le village coopératif de Hamra (vallée du Jourdan), cet homme bourru et taciturne est un redoutable professionnel. « J'ai vécu dix-huit ans avec les commandos d'élite, les paras et les unités de reconnaissance de l'armée israélienne. La guerre est mon métier et j'ai donc continué à l'exercer en entraînant avec l'assentiment des autorités de Bogota, non pas les hommes des barons de la drogue, mais les milices d'une association de fermiers en butte aux attaques des terroristes du groupe 19 dont l'objectif est de faire de la Colombie un second Cuba ou un autre Nicaragua », expliquait-il <sup>(1)</sup>.

Yaïr Klein déclara qu'il avait visité la société *Sécurité de Colombie*, dont le principal actionnaire, selon le registre de la Chambre de Commerce de Bogota, est le général Oscar Botero, ministre de la Défense. Celui-ci a-t-il loué les services de Klein ? Une chose est sûre : un député de l'*Union patriotique*, Hernan Motta, a porté une grave accusation contre le ministre de la Défense. Il affirma que le chef des instructeurs israéliens, Yaïr Klein, avait eu des contacts au cours de son séjour en Colombie avec une entreprise privée de surveillance et de sécurité dont le principal actionnaire est le général Oscar Botero.

1 — Interview accordée au journal *El Tiempo*.

D'autre part, en 1987, arrivait en Colombie le général Rafi Eitan, une des figures mythiques des renseignements israéliens qui s'entretint avec le ministre des Mines et celui de la Défense. Il les aida à liquider la guérilla dans la zone de l'oléoduc et cita en exemple les succès qu'il avait remportés dans le Magdalena. Dans le journal israélien *Maariv*, Eitan affirma qu'il assista, voici deux ans, l'actuel président Barco.

Le deuxième homme important de cette affaire, Mario Shoshani, est plus complexe. Très proche dans ses ostentations de certains hommes d'affaires arabes : on pense à Khashoggi, à Gaith Pharaon, à Akram Ojeh, le *Time* du 1<sup>er</sup> septembre 1989 n'hésitait pas à le qualifier de « flamboyant businessman ». En fait, on sait peu de chose de lui sinon, assurent certaines sources, qu'il est le point de passage obligé de tous les Israéliens qui comptent, opérant en Amérique centrale et en Amérique latine : Pesach Ben-Or, Mike Harari, Amiram Nir<sup>(1)</sup>, l'homme d'affaires juif libanais de nationalité brésilienne Edmond Safra et le général Rehovam Ze'evi, leader du parti *Moledet*, qui dirigeait en Equateur une entreprise privée de prestation de services sécuritaires, l'*Agence conseil contre le terrorisme*. Ses adversaires politiques l'accusent aujourd'hui de collusion avec la Mafia israélienne.

Plutôt que de se mettre au service du gouvernement colombien, Shoshani persuade Klein de diriger l'école de formation de la milice de l'A.C.D.E.G.A.M. Aussitôt dit, aussitôt fait...

Le camp d'entraînement est monté dans l'île de la Fantaisie au large de Puerto Boyaco. Pour ce travail de neuf semaines correspondant à trois stages Yaïr Klein perçu 800 000 dollars, versés cash aux U.S.A.

Selon un rapport confidentiel du D.A.S., cinq instructeurs venus d'Israël et 11 de Grande-Bretagne ont entraîné une centaine de personnes spécialement choisies par Gonzalo Rodriguez Gacha, entre décembre 1987 et mai 1988. Au cours de ces stages, il était prévu que les trente meilleures recrues se rendraient en Israël pour y suivre des cours de perfectionnement. Toutefois, les mercenaires avaient dû abrégé leur séjour pour se rendre au Honduras et au Costa Rica. Pour la première promotion, en mars 1988, Gacha se déplaça personnellement, en compagnie du colonel Luis Bohorquez, commandant le bataillon Burdula, dans la région du moyen Magdalena, et des chefs de l'A.C.D.E.G.A.M. Sous la direction du moniteur des cours, Alfredo Baquero, dit « Vladimir » les meilleurs éléments formèrent un groupe paramilitaire qui réalisa — d'après de bonnes sources — 38 des 82 massacres effectués en 1988.

La fonction de tueur à gages est si prisée à Medellín que des écoles ont été fondées pour dispenser une formation aux jeunes se sentant la vocation. La première d'entre elle fonctionna pendant sept ans dans une hacienda à Sabaneta, aux environs de la ville. Un Israélien, Isaac Guttman Esternberg la dirigeait. Les policiers, au courant, fermaient les yeux. Ce qui n'est pas étonnant. Les 1 200 policiers de la ville sont tout d'abord débordés... Hypocrisie ou non, l'opinion publique considère que 80 % des policiers de Medellín travaillent en sous-main pour la Mafia de la cocaïne. Guttman, en bon professionnel, n'admettait jamais de promotion supérieure à 50 « collégiens ». Mais ceux-ci, à leur sortie, fondèrent deux « amicales d'anciens élèves », les « Quesi-

1 — Représentant désigné par l'Etat israélien pour superviser l'Iran-gate, partenaire direct d'Oliver North, il eut une mort mystérieuse dans un accident d'hélicoptère à Mexico, en décembre 1988.



tos » et les « Abricots ». Deux bandes redoutables qui furent impliquées dans l'assassinat, en 1984, du ministre de la Justice, Rodrigo Lara.

Isaac Guttman fut abattu à Medellín le 9 août 1986 sur les ordres de Pablo Escobar qui, en homme d'ordre, ne laisse jamais rien traîner derrière lui.

Malgré toutes ces preuves, ni Byniamin Nethanyahon, vice-ministre des Affaires étrangères, ni Washington, ni Bogota ne demandèrent d'explication officielle à Jérusalem. Pourtant, dès que l'affaire de l'île de la Fantaisie est portée sur la scène publique, la presse israélienne demanda des comptes à son gouvernement. L'envoyé spécial du journal israélien *Yédiot Aharonot* en Colombie, révèle le 27 août 1989 qu'un rapport des services de sécurité colombiens a été transmis dès avril 1989 aux autorités israéliennes, les avertissant que des groupes de militaires israéliens s'étaient mis au service des barons de la drogue. Et le journal ajoute que le gouvernement Shamir n'a rien fait pour contrecarrer les agissements de ses ressortissants.

La gêne du gouvernement israélien, qui s'emploie bien sûr à dénier tout lien avec ces « soldats perdus d'Israël qui ne pourraient agir que pour leur propre compte est cependant accrue par la possibilité difficile à exclure, d'exportation de matériel de guerre en sus du « savoir faire Matériel qui passerait par le biais de ces sociétés de conseils, en dépit de la stricte réglementation sur le commerce des armes. Car les retombées de l'implication israélienne dans les Caraïbes sont-elles donc si bénéfiques que Tel Aviv accepte le risque d'une réputation douteuse ?

Il semble bien que oui. Le profit est double. Il est d'abord politique. En fournissant plusieurs pays d'Amérique latine en armes, provenant en particulier de sa propre industrie, et d'énormes quantités d'armes palestiniennes saisies à Beyrouth en 1982, les gouvernements ainsi ravitaillés, devenaient les obligés politiques qui, à l'O.N.U., par exemple, apportaient leurs voix à l'Etat hébreu.

Le bénéfice est aussi économique et financier. Les sociétés de services spécialisées dans l'entraînement sécuritaire et militaire fournissent, certes, des couvertures utiles à ses agents. Mais ce sont aussi d'authentiques entreprises qui proposent le savoir-faire de techniciens confirmés. Le plus légalement du monde, aussi, par le commerce des armes, elles servent l'industrie et le commerce extérieur israéliens et rapatrient dans leurs pays d'énormes capitaux.

Selon le journal *Hadashot* du 26 août 1989, parmi la vingtaine de sociétés israéliennes installées en Colombie, six seulement ont l'aval de l'administration. Il s'agit de l'LS.D.S. (renseignement et enquêtes, mise en place de systèmes électroniques de surveillance), dirigée par Léo Wagelsner ; Katlab, dirigée par Yossef Lenjosky ; une entreprise dirigée par Abraham Shafaratz, spécialisée dans le conseil sécuritaire, la planification de la sécurité des sites et bâtiments industriels, et la formation du personnel de sécurité ; la société *Chaiden*, prestataire de services en matière de sécurité, dirigée par Shlomo Koris ; la société *Atlas*, dirigée par Moshé Basr (surnommé Mokky) ; la sixième société est dirigée par une personnalité dont le nom n'est pas divulguées. La société de Yaïr Klein ne fait pas partie de la liste, comme on le voit.

Mais ce dernier a fait preuve d'une redoutable efficacité. À telle enseigne qu'au moment même où éclate l'affaire des milices du Cartel de Medellín, *Israël Aircraft Industries* vend à la Colombie 13 chasseurs *Kfir*. Le contrat est signé le 6 octobre 1988 en Israël par le ministre de la Défense, le général Rafaël Molina. Six jours plus tard, le Chili acquiert à son tour 12 *Kfir*. Un homme a puissamment aidé dans les coulisses,

à la conclusion de ces marchés : le général Rehovam Ze'evi, leader du *Moledet*. Les trois personnages clés des transactions israélo-colombienne et israélo-chilienne ont un point commun : ils ont, à un tire ou à un autre, trempés en Amérique latine dans des affaires peu transparentes.

Pour armer les miliciens du Cartel de Medellín, ce sont aussi des intermédiaires israéliens qui s'entremettent, parfois à partir des Etats-Unis. À cet égard, Miami joue un rôle de double pompe : c'est de là que partent les cargaisons d'armes destinées à l'Amérique centrale et à l'Amérique du sud : et c'est là qu'aboutissent les narco-dollars. En juillet 1989, par exemple, les douaniers de Miami arrêtent trois convoyeurs d'armes destinées aux « drugmen » de Medellín : deux Colombiens et un Israélien, David Kanduiti...

C'est quand Rafaël Molina était ministre de la Défense que des rapports sans équivoque sur le renforcement du Cartel de Medellín ont été jetés au panier par l'armée et que des officiers supérieurs colombiens sont allés bénir les promotions de miliciens de l'île de la Fantaisie. Le chef d'état-major de l'armée de l'air chilienne, le général Ramon Véga, signataire du contrat d'achat des *Kfir*, venait juste d'être impliqué dans une affaire de ventes d'armes à l'Iran (16 chasseurs F 5 de fabrication américaine destinés à Téhéran, via un consortium israélo-américain).

Depuis 1984, le *Mossad* vend des armes à la contra nicaraguayenne, par l'intermédiaire de la firme *Arms Supermarket*. Selon le magazine américain *Newsweek*, cette entreprise a été créée par le Cartel de Medellín qui négocia avec les Israéliens. *Newsweek* écrit à ce propos en mai 1988 : « Les narco-trafiquants transportent dans leurs avions les armes fournies par le *Mossad*. En échange, ces mêmes avions chargés de cocaïne ont droit à des voyages supplémentaires aux Etats-Unis. »

De plus, dans sa lettre au procureur de Bogota, un ex-agent des services secrets de la police colombienne, écrit que le chef de la sécurité de l'ambassade d'Israël, Vigan, donne des cours au bataillon Charry Solano...

Selon le journal colombien *La Républica*, l'achat d'armes a occupé le premier rang des importations colombiennes en janvier et février 1989. Par ailleurs, il signale que le principal fournisseur du pays en matériel militaire est Israël avec 35,9 millions de dollars, suivis des U.S.A. (6 millions de dollars) et de la Grande-Bretagne (357 000 dollars). Au cours des huit premiers mois de l'année, 83 % de l'armement colombien a été acheté à Israël. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'aide américaine spéciale de 65 millions de dollars au gouvernement Barco.

Yaïr Klein, quant à lui, est pris à partie par la presse américaine et israélienne. Le 8 septembre 1989, la radio israélienne l'accuse d'« exportation de Know-now sans autorisation ». D'un autre côté, selon *Tribune Juive* du 21 septembre 1989, « la police israélienne les a lavés de tout soupçon d'avoir trempé dans un trafic de drogue ou d'avoir consciemment (*sic* ! N.D.L.R.) aidé les trafiquants de Colombie ou d'ailleurs. Mais la plupart d'entre eux pourraient néanmoins être poursuivis, car sans avoir obtenu les autorisations nécessaires, ils ont exporté la denrée la plus précieuse de l'Etat d'Israël : son Know-now militaire... Le ministre de la Défense Itshak Rabin ordonna lui-même une enquête en profondeur... Comme preuve de sa bonne foi, Klein soutient qu'il a touché en tout et pour tout la somme de 40 000 dollars, ce qui couvrirait à peine ses frais de déplacement et de son équipe (c'est tout juste s'il ne raconte pas avoir fait partie d'une œuvre de charité. N.D.L.R. !)

Toujours est-il que les journaux *Yédiot Aharonot* et *Hadashot*, n'excluent pas que le lieutenant-colonel Yaïr Klein soit une véritable bombe à retardement par les accusations qu'il pourrait porter. Lors de son interview au journal *El Tiempo*, il soulignait, menaçant, qu'en enquêtant sur les activités de ses employés, la police israélienne «risque d'ouvrir une boîte de Pandore Il répète, à qui veut l'entendre qu'il n'est que l'employé de Mario Shoshani derrière lequel se camouflent des personnalités israéliennes de premiers plans. Selon des sources londoniennes généralement bien informées, l'une de ces personnalités impliquées dans l'*Israeli Connection* serait Yehoushoua Saguy, ancien responsable de la sécurité militaire et actuellement député à la Knesset du Likoud, le parti dirigé par le Premier ministre Shamir. Saguy possède lui aussi une société en Colombie, spécialisée dans le commerce des armes. En 1984, il s'est rendu en mission officielle à Bogota où il a rencontré le ministre de l'Intérieur colombien. Il aurait profité de son séjour pour monter des affaires lucratives.

«Chose curieuse, écrit Mohsen Toumi, à qui nous avons empruntés quelques passages de son excellente étude parue dans *Arabies* en janvier 1990, le lien est rarement établi par les médias entre la guerre de la drogue et l'*Irangate*. On met le *paquet* sur le côté *western* des événements, comme pour détourner l'attention de l'opinion internationale des échelons supérieurs de la filière de la drogue, qui s'établit comme suit : production — narco-dollars — commerce des armes — géopolitique — implication des mêmes Etats dans plusieurs affaires. La lecture du très officiel *Tower Commission Report* consacré à l'*Irangate* confirme pourtant la solidarité de tous les éléments de ce puzzle...

«En fait, les chemins de l'*Irangate* mènent à Bogota et à Medellín. Un grand nombre de lieux, de banques, de personnes se retrouvent dans les deux scandales. Les Israéliens apparaissent sur le devant des deux scènes...

«Dans l'*Irangate*, le recours aux bons offices de l'homme d'affaires iranien Ghorbanifar est leur idée ; ce sont eux qui désignent les banques et les sociétés financières par où transiteront les capitaux de la transaction (en particulier le *Crédit Suisse* et les bureaux de Adnan Khashoggi) ; des personnalités israéliennes (comme Amiram Nir) sont présentes le 25 mai 1986 à Téhéran à l'*Indépendance Hotel*, à la réunion au cours de laquelle sont précisés les mécanismes de livraison d'armes à la république de Khomeiny.

«Par ailleurs, c'est à Tel-Aviv, en juillet 1986, qu'est esquissé le projet Démocratie, dont l'objectif est de mettre sur pied une sorte d'ONG chargée d'apporter aide et orientation idéologique aux mouvements contre-révolutionnaires dans le monde, et d'abord en Amérique du Sud, avec les *contras* nicaraguayens. Ce sont les Israéliens qui fourniront des armes aux *contras*, notamment par l'intermédiaire de leurs sociétés installées en Amérique centrale, en Bolivie et en Colombie, contre paiements cash : ces énormes quantités d'argent liquide nécessaires au paiement des armes proviennent évidemment du trafic des stupéfiants, et des ventes d'armes iraniennes. Ainsi la boucle est bouclée...

«Dans le montage de ces opérations, les Israéliens travaillent en pool avec quelques hommes clés : Edmond Safra, le Brésilien de confession juive et d'origine libanaise susmentionné, qui est proche du parti travailliste de Shimon Pérès ; Moundher al-Kassar, un Syrien dont la compagnie *Alkstroyk* a livré en 1985, sous la protection du *National Security Council* américain, 300 tonnes de fusil-mitrailleurs, AK47 aux

*contras*... Kassar avait invité en 1984 dans sa propriété de Marbella, en Espagne, l'un des barons de Medellín, Jorge Luis Ochoa.

« Malgré la masse d'informations contenues dans le *Tower Commission Report* (550 pages en très petits caractères), il semble cependant que plusieurs pièces importantes n'y ont pas été adjointes. Et notamment les notices biographiques concernant les principaux personnages ayant joué des rôles principaux ou substantiels dans l'opération de livraison d'armes à l'Iran et aux *contras* nicaraguayens.

Il faut dire qu'il y a eu un nombre de morts suspectes dans cette affaire, défrayant la chronique... comme le rappelle Mohsen Toumi :

« En un laps de temps relativement court, plusieurs personnages ayant joué un rôle dans l'*Irangate* et dans les livraisons d'armes aux *contras* ont passé l'arme à gauche... Amiram Nir, le représentant désigné par l'Etat israélien pour superviser l'*Irangate* partenaire direct d'Oliver North, meurt dans un accident d'hélicoptère à Mexico, en décembre 1988.

« Trois responsables autrichiens sont emportés entre 1985 et 1989 par d'opportunes *crises cardiaques* : le premier est Herbert Armie, ambassadeur en Grèce, cité comme témoin dans l'affaire de l'entreprise publique *Voest Alpina*, accusée de livrer des armes à l'Iran ; le deuxième est Herbert Abvelteir, directeur général de *Voest Alpina* ; le troisième est Elvis Weissabonier, un trafiquant d'armes en relation d'affaires avec *Voest Alpina*.

« Deux citoyens de la R.F.A. vont aussi succomber à cette loi des séries : le premier est M. Haubersheel, chef du gouvernement du Schleswig-Holstein, assassiné en 1987 à l'hôtel *Beau Rivage* à Genève, juste après un séjour aux îles Canaries au cours duquel il rencontra Adnan Khashoggi. Hans Joachin Keinach, sous-ministre de l'Intérieur du même Land de Schleswig-Holstein, est, lui, emporté par une crise cardiaque quelques jours avant de comparaître comme témoin dans l'enquête sur la mort de Haubersheel.

« Plusieurs citoyens américains, mêlés de près ou de loin, à l'affaire des *contras* ont eu eux aussi le bon goût de passer de vie à trépas, depuis 1987. Citons par exemple William Casey, ancien directeur de la C.I.A. (décédé en 1987) ; Gerald Klark, directeur des renseignements militaires U.S. à Panama ; Gleen Souham, assassiné à Paris après qu'il eut réglé un envoi d'armes aux *contras* ; Barry Seal, un mercenaire lié aux *contras*, mort assassiné.

« On pourrait citer aussi, pêle-mêle, le général Gustave Lariz, du Honduras, très compromis dans l'affaire des *contras*, assassiné en mars 1989. Même le meurtre du général Audran, victime en janvier 1985, en France, d'un attentat attribué à *Action Directe*, et l'assassinat du grand homme d'Etat suédois Olof Palme, en février 1987, seraient liés à la fourniture d'armes à l'Iran. Plusieurs sources s'accordent à lier la mort d'Olof Palme à celle d'un autre Suédois, Karl Algernoon : cet amiral était chargé auprès du ministère des Affaires étrangères des dossiers d'exportation d'armes ; il fut poussé sous une rame de métro, quelques jours avant de comparaître devant la commission qui enquêtait sur la vente de canons par la firme *Bofors* à l'Iran. L'assassinat en mars 1987 du général italien Georji serait lui aussi lié à la mort d'Olof Palme, si l'on en croit *La Stampa* du 6 novembre 1988.

« Ces disparitions en série rappellent beaucoup celles qui suivirent l'assassinat du président Kennedy. Certes, les éléments manquent encore pour le relier indubitable-



ment les uns aux autres. Mais elles ont toutes un dénominateur commun : la livraison d'armes à l'Iran et son corollaire, l'aide aux *contras*. »

Dans toute cette affaire, le gouvernement israélien est bien dans l'embarras. Au point que l'envoyé spécial de *Libération* notait dans son papier du 1<sup>er</sup> septembre 1989 :

« Les conseillers militaires israéliens, fortement soupçonnés d'avoir entraînés les tristement célèbres « sicarios », les tueurs à gages des narcos, quittent discrètement le pays. Le retour précipité à Bogota, en provenance des Etats-Unis, de l'ambassadeur d'Israël en Colombie, Jideon Tadmor, devrait même en accélérer le processus. Un premier « lot » est parti de Bogota mercredi soir. Les cinq hommes ont emprunté le vol 915 de la Viasa, la compagnie aérienne vénézuélienne, à destination de Caracas. Là, ils ont prit une correspondance pour Zurich où ils sont arrivés hier dans la journée. Preuve de la précipitation de leur départ, les cinq hommes ne disposaient que de billets de première classe, sans réservation et c'est un employé de l'aéroport, manifestement au courant de leur venue, qui leur a procuré immédiatement des places pour le vol 915 pourtant complet depuis plusieurs semaines.

« L'un des Israéliens, une trentaine d'années, chauve et à la carrure imposante, vêtu d'un blouson de cuir noir serré à la ceinture, d'un jean et chaussé de botte de cow-boy, avait pris en charge toutes les formalités pour ses quatre camarades. Trois d'entre eux étaient en revanche vêtus de costumes plus classiques, marron, et auraient pu passer pour des hommes d'affaires. Ils s'exprimaient d'ailleurs très correctement en espagnol. Le dernier, le visage carré, piqué de cicatrices, aussi large que haut, une espèce de poncho jeté sur les épaules, inspirait d'entrée le respect. Son passeport israélien paraissait bien petit dans ses larges mains. Malgré leur allure — pour certains du moins — un peu « orange mécanique », ils ont passé tous les contrôles avec une facilité étonnante, les autres passagers étant soumis à d'innombrables fouilles, renforcées au demeurant depuis une dizaine de jours. »

Mais les Israéliens, comme nous l'avons vu, ne sont pas les seuls à être les « conseillers » des tueurs du Cartel de Medellín. Selon des révélations des services spéciaux colombiens, onze mercenaires britanniques, commandés par un colonel à la retraite, « Peter » dit « Le Robuste » ont entraîné des bandes armées du Cartel de la drogue dans le nord de la Colombie, en compagnie de Norvégiens et d'Allemands. Des anciens militaires de Sa Majesté auraient même préparé les meurtriers du sénateur Luis Carlos Galan.

Les milieux informés britanniques estiment à une vingtaine le nombre de mercenaires engagés aux côtés des seigneurs de la drogue. Leur identité, protégée par l'Act sur le secret d'Etat, ne peut être dévoilée au Royaume Uni. Selon le quotidien *The Independent*, tous sont d'anciens des célèbres et mystérieuses forces spéciales du royaume : S.A.S., Special Boat Service, Royal Marines. À la suite des interventions de l'opposition travailliste, le Foreign Office a reconnu l'assistance apportée par d'anciens membres de l'armée de Grande-Bretagne aux « narcos ».

Bien que leurs identités soient protégées, des noms circulent : Peter Mc Allese, Dave Tomkins, Alex Lennox, Geoffrey Adams et un certain Terry, spécialiste en explosifs, tous anciens des S.A.S.

De quoi s'interroger sur ce que le gouvernement colombien présente comme son « étonnement », concernant ces milices. Tentant une maigre défense, les autorités — qui ne pouvaient pas ne pas être au courant — par Miguel Meza Marquez, directeur



du D.A.S., interposées, déclarèrent que « les mercenaires venus en Colombie entraîner des bandes para-militaires étaient entrés tout à fait légalement dans le pays... Le problème, ajoutèrent-elles, c'est qu'après le légal est devenu illégal ». Ben voyons !

Surtout qu'afin de parfaire leur système de renseignements, les parrains de la drogue s'appellent et se renseignent du monde entier grâce à un « *numéro vert* ». C'est la guerre entre les trafiquants de drogue colombiens et l'Etat. Et, comme toutes armées, celle des narcos a mis en place un système de communication sophistiqué. Le matériel est français. C'est ce qu'affirme Marie-José Fulgeras, substitut du procureur de la République de Paris et spécialiste des affaires de drogue. « Il y a une dizaine d'années, une entreprise française installa à Medellín un central téléphonique qui est un des plus importants du monde. Ce n'est pas un hasard. »

Ce central comporte l'équivalent d'un « *numéro vert* » qui permet d'appeler gratuitement son correspondant. Les employés des seigneurs de la drogue ne s'en servent pas uniquement pour appeler leurs patrons. Ils l'utilisent aussi pour communiquer entre deux points du globe. Même si ces lieux sont deux hôtels parisiens. Explications : récemment, un dossier aux ramifications internationales arrivait sur le bureau d'un magistrat colombien. Il s'agit d'un réseau complexe entre Medellín, Madrid et Paris. Des écoutes effectuées sur plusieurs mois montrent que les trafiquants se donnent des nouvelles des livraisons en appelant le « *numéro vert* » de Medellín. Un autre central perfectionné aurait été installé à Bogota, la capitale de la Colombie.

À part tout cela, le gouvernement n'était pas au courant...

---

## LE TRIANGLE D'OR

Plus de la moitié de l'opium illicite consommé dans le monde vient du fameux « *Triangle d'Or* », également appelé « région des Trois Frontières », car là se rejoignent les frontières du Laos, de la Thaïlande et de la Birmanie. Voyons donc ces pays les uns après les autres.

---

## THAÏLANDE

Officiellement, la Thaïlande fait partie des pays qui luttent contre la drogue. Chaque année, rituellement, des tonnes d'opium sont brûlés dans la cour d'une caserne de police, à Bangkok, devant les caméras de télévision. Mais la réalité est tout autre et certains en tirent un excellent profit. Ne dit-on pas que le chef de la police thaïlandaise, Phao Sriyanonda, était l'un des principaux trafiquants du Sud-Est asiatique ?

Alfred McCoy, dans *The Politics of Heroin in South-East Asia*, n'écrivait-il pas au sujet de Phao : il devint « le plus important client de la C.I.A. en Thaïlande et le plus ardent anti-communiste. Sa tâche principale était de protéger les fournitures destinées au *Kuomintang* et de vendre leur opium. En 1955, la police nationale de Phao était devenue le plus important syndicat de trafiquants d'opium en Thaïlande et était engagée dans chaque phase du trafic des narcotiques. Le niveau de corruption était remarquable, même selon les normes thaïlandaises. La police des frontières escortait les caravanes du *Kuomintang* de la frontière birmane jusqu'aux locaux de la police de Chiang May. De là, d'autres escortes de la police acheminaient la drogue à Bangkok par train ou avion, afin d'être embarquée sur des caboteurs et escortée par la police maritime jusqu'à des rendez-vous en haute mer avec des cargos à destination de Hong Kong ou Singapour ».

En 1972, le même McCoy écrit : « Bangkok demeure une plaque tournante de l'opium asiatique, Rien n'a changé depuis les jours de gloire du général Phao : aujourd'hui, plutôt que d'être engagés directement, les officiels de haut rang du gouvernement thaïlandais se contentent d'accepter de généreuses prébendes des puissants syndicats chinois basés à Bangkok, qui ont pris sur eux de diriger le trafic. »

Dans un rapport conjoint rédigé en mai 1971 pour la Commission des Affaires étrangères du Congrès des Etats-Unis, un démocrate et un républicain écrivaient : « Du point de vue américain, la Thaïlande est aussi importante pour le contrôle du trafic illicite des stupéfiants que la Turquie.

Si tout l'opium d'Asie du Sud-Est n'est pas produit en Thaïlande, la plus grande partie est évacuée à travers ce pays<sup>(1)</sup>. »

Quelque temps plus tard, en mars 1972, c'était au tour de Lester Wolff, représentant démocrate, de lancer un pavé dans la marre en affirmant qu'il connaissait « le nom des douze chalutiers qui acheminent l'opium et l'héroïne de Bangkok à Hong Kong, et ceux des hautes personnalités qui protègent ce trafic. » Il déclarait ne pas vouloir les divulguer pour ne pas mettre le gouvernement des Etats-Unis dans l'embarras, mais se disait prêt à le faire si des dispositions énergiques n'étaient pas prises par les autorités thaïs. C'était là un sévère avertissement pour le gouvernement de Bangkok.

Aussi les Thaïs ont-ils voulu faire acte de bonne volonté, le 7 mars 1972, ils firent brûler publiquement dans le nord de la Thaïlande vingt-six tonnes d'opium valant 47,5 millions de dollars sur le marché américain. « L'opium, écrivait alors le *Bangkok World*, avait été collecté dans les tribus de la région de Chiang May et Chiang Ray, et échange contre des terres, des semences et du bétail.

En fait, écrit Catherine Lamour dans *Les grandes manœuvres de l'opium*, on ne tarda pas à savoir que cet opium avait, en réalité, été acheté au K.M.T. M. Warner, chef des services de renseignements du B.N.D.D., lui déclara à ce propos en juin 1972, à Washington :

« Les irréguliers chinois ont fait une bonne affaire en vendant vingt-six tonnes d'opium aux Thaïs. En effet, le rapide rapatriement aux Etats-Unis des troupes américaines combattant au Viet-nam du Sud a fait brutalement baisser le prix de l'héroïne en Asie du Sud-Est. Nous estimons que le K.M.T. a d'énormes stocks d'opium en ré-

1 — *The World Heroin Problem. Report of special study mission*, by Morgan M. Murphy and Robert H. Steele, US Government printing office, 1971, Washington.

serve dans la région de Tachilek, en Birmanie, pouvant aller jusqu'à 1 000 tonnes. Il est bien évident que le gouvernement thaï n'achètera jamais une telle quantité. Mais la manifestation du 7 mars lui a permis de faire plaisir à bon compte aux Américains.»

Sur ce, elle ajoutait :

« Ce n'est pas que le gouvernement thaï soit impuissant à agir contre les nationalistes chinois, s'il désirait réellement mettre un terme au trafic des stupéfiants en Thaïlande. Mais trop d'intérêts sont en jeu. Seule la force pourrait convaincre le K.M.T. de renoncer à l'opium, qui lui procure des ressources considérables. Or les Thaïs ne peuvent à la fois réprimer le K.M.T. et s'en servir pour combattre les guérillas. Ils sont d'autant moins enclins à prendre une telle mesure que le trafic des stupéfiants ne bénéficie pas seulement aux officiers chinois. Un certain nombre de personnalités thaïs sont elles-mêmes impliquées dans cette activité lucrative, comme c'est également le cas au Laos et au Viêt-nam. Un rapport secret préparé par la C.I.A., le département d'Etat et le département de la Défense, en février 1972, indiquait : "Le problème le plus grave et qui, malheureusement, apparaît sans solution à terme prévisible, est celui de la corruption qui gagne au sein des gouvernements d'Asie du Sud-Est, particulièrement au Viêt-nam et en Thaïlande, et de l'indifférence dont ils font preuve à l'égard du trafic de drogue." Reprenant ces arguments dans leur rapport au Congrès, MM. Murphy et Steele ajoutaient : "Des personnalités gouvernementales et militaires sont *mouillées* à tous les niveaux." Alors qu'une émission télévisée américaine mettait en cause le général Praphas, ministre de l'Intérieur, un journaliste thaï, M. Prasong Charasdamrong, pouvait écrire sans être démenti, en mars 1972, dans le *Bangkok World* : "Le point faible du plan de lutte lancé en Thaïlande contre les stupéfiants, ce sont les officiers de police eux-mêmes. Il n'y a pas, dans ce pays, de policiers suffisamment honnêtes ou consciencieux pour refuser un backchich ou un pot-de-vin. Les agents du Bureau des narcotiques thaï sont généralement mieux payés par les trafiquants, pour garder le silence, qu'ils ne le sont par le gouvernement pour capturer les trafiquants."

« C'est donc tout le système qui participe au trafic de l'opium. »

Il faut dire qu'en ce qui concerne Khun Sa, le parrain de la drogue en Birmanie, les Thaïlandais ne le traitent pas mal. C'est en tout cas l'avis du colonel « Bo » Gritz, ex-Béret vert qui rendit visite à Khun Sa et fit ensuite des révélations gênantes devant une commission du Congrès américain. « Le trafic de drogue avec Khun Sa ne pourrait pas exister sans des complicités en Thaïlande, et en haut lieu », affirma-t-il. En passant, il impliqua des personnalités qui étaient en poste à l'ambassade américaine à Bangkok, des membres de la C.I.A., et un haut fonctionnaire américain. L'ambassade du Royaume de Siam à Washington et celle des Etats-Unis à Bangkok nièrent tout en bloc — diplomatie oblige — mais une gêne subsiste. Comment des centaines de tonnes d'héroïne peuvent-elles traverser la Thaïlande, pratiquement sans laisser de trace ?

---

LAOS

Dans leur ouvrage *Les grandes manœuvres de l'opium*, Catherine Lamour et Michel R. Lamberti, écrivaient en 1972 : « On ne sait pas vraiment combien le Laos produit d'opium aujourd'hui, de même qu'on ignore le nombre exact des Méos, des Yaos et des membres des autres tribus qui se livrent à la culture du pavot. Selon David Feigold, auteur américain, d'une étude sur le sujet<sup>(1)</sup>, le Laos fournissait avant la Deuxième Guerre mondiale 40 à 100 tonnes d'opium par an. La majeure partie était achetée par la Régie française de l'opium, le reste « s'évadait. Ce chiffre serait passé vers 1950 à 65 tonnes par an. En 1964, les Nations unies donnaient une estimation de la production laotienne de 80 à 150 tonnes. Différentes informations, d'origine locale ou émanant de techniciens étrangers, français ou américains, ont confirmé cet ordre de grandeur, pour les années antérieures à 1965. Ces mêmes sources s'accordent à dire que, par la suite la production laotienne serait descendue à 30 tonnes. Selon le représentant à Vientiane de l'Agence internationale de Développement (U.S.A.I.D.), M. Mann, qui cite une enquête effectuée par la C.I.A. (avec laquelle l'U.S.A.I.D. entretient, on le sait, des liens fort étroits), le chiffre de 15 à 17 tonnes serait aujourd'hui plus vraisemblable.

« Si l'on veut comprendre pourquoi la production d'opium laotienne a fondu de plus de 80 % en cinq ans, c'est avant tout sur le sort des cultivateurs de pavot, pendant le développement de la guerre secrète au Laos, qu'il faut se pencher. Lorsque les Américains commencent à bombarder le Viêt-nam du Nord, en 1965, il y a déjà un an qu'ils pilonnent systématiquement, au Laos, les zones où peuvent se cacher des forces du Pathet Laos. Ces opérations restent inavouées, sinon secrètes : aux termes des Accords de Genève de 1962, le petit royaume laotien est un pays neutre, où ne peuvent intervenir aucune armée étrangère. Officiellement, il n'y a pas de guerre au Laos. »

À ce moment-là, les principaux « parrains » de la Mafia laotienne, sont M. Touby Li Fong, chef d'une tribu de cultivateurs de pavot et ancien employé de la Régie française de l'opium, de 1939 à 1945, et le fameux général Vang Pao, chef de l'armée mercenaire méo. Il règne alors en maître sur la base de Long Tieng, dans la plaine des Jarres, d'où la C.I.A. dirige la guerre « secrète » du Laos. Tous deux minimisent l'importance de la culture du pavot au Laos, car, plusieurs reprises, on les a accusés de se livrer au trafic et d'en être les premiers bénéficiaires. Ils sont, en outre, liés par une solidarité de clan à laquelle s'ajoutent des liens familiaux, puisque May Ko, fille de Touby Li Fong, a épousé François, fils aîné de Vang Pao.

D'après des renseignements provenant de la Défense nationale, en 1983, le général Vang Pao contrôlait toujours une partie de son armée, dissoute en 1975, depuis les Etats-Unis où il s'est réfugié.

---

1 — *Opium and Politics in Laos, in Laos war and Revolution* (Harper and Row, New York, 1970).

La guerre offrit des débouchés à ce trafic, en particulier sur les G.I's du Viêt-nam et le rapatriement de ces derniers n'a pas suffi à résoudre le problème. Des réseaux et des complicités s'étaient constitués, avec des prolongements au Sud Viêt-nam où les plus hautes autorités de l'Etat furent mises en cause comme le lieutenant général Dzu, commandant la région centrale des hauts plateaux, l'ancien vice-président Nguyen Cao Ky, et, même, le président Thieu. Un journaliste américain de la chaîne de télévision N.B.C. affirmait dans une émission diffusée en juillet 1971 que le Président Thieu trafiquait l'opium pour financer sa campagne avant sa réélection d'octobre 1971. Il désignait également le lieutenant général Dang Van Luang, l'un des plus proches conseillers de Thieu, comme le plus gros trafiquant du Viêt-nam.

Au firmament du trafic de l'opium, Ouane Rattikoune, général en chef de l'armée laotienne de janvier 1965 juillet 1971, le général Khamu, chef des services secrets laotiens et du *Groupe spécial d'Investigations des narcotiques*, créé en mars 1972, n'a pas craint de dénoncer les activités du général Rattikoune. Au cours d'une interview qu'il a accordé à Catherine Lamour, en avril 1972, il déclarait :

« Le général Ouane Rattikoune est le grand chef du trafic de l'opium et de ses dérivés au Laos. Nombre de hauts fonctionnaires civils et militaires au Laos, en Thaïlande et au Viêt-nam ont bâti de grosses fortunes en acceptant de fermer les yeux sur ce genre d'activités. Le général Ouane Rattikoune ne se contente pas, lui, de recevoir des enveloppes pour protéger le trafic. Il l'organise. Il contrôle un réseau international, avec des contrats à Bangkok, Saigon et Hong Kong, et utilise la fameuse raffinerie de Ban Houai Sai où l'on fabriquait 100 kilos d'héroïne par mois.

À cette époque, le Laos est une monarchie constitutionnelle. En réalité, c'est plutôt une sorte de confédération de puissances locales où il règne une corruption sans précédent.

Le 2 décembre 1975, la monarchie était abolie au Laos et le pays s'engageait dans la voie socialiste et, bien qu'ayant expulsé les troupes et les experts chinois de son territoire en 1979, se rangeait totalement du côté vietnamien et soviétique. Pour un si petit pays, l'ambassade d'U.R.S.S. ne comptait pas moins, en 1985, 27 diplomates, 100 conseillers civils et 500 conseillers militaires. De son côté, le Viêt-nam avait 6 000 techniciens dont 1 000 travaillaient directement en liaison avec les ministères. Et tout ce petit monde a repris à son compte le lucratif trafic d'opium... Les régimes changent mais l'argent de la drogue reste.

---

## LA BIRMANIE

« L'Union Birmane est composée de plusieurs Etats. Les Birmans, d'origine mongole, ne représentent que 50 O/© de la population du pays. Mais depuis la guerre civile qui suivit l'indépendance (1948), ils ont monopolisé le pouvoir central presque sans interruption. Les Kachins, les Shans, les Karens, les Mons, n'ont jamais accepté cet état de fait et sont, depuis cette date, en constante rébellion. Ils n'ont pourtant jamais



su réaliser l'unité qui leur aurait sans doute permis de renverser le gouvernement de Rangoon. Après avoir âprement lutté pour assurer leur mainmise sur la partie utile » du pays, la vallée de l'Irrawaddy, où vivent les 4/5<sup>e</sup> de la population, les Birmans se sont plus ou moins résignés à ne pouvoir contrôler 60 % du territoire de l'Union birmane.

« Ce sont, précisément, certaines de ces régions qui font de la Birmanie le plus gros producteur d'opium illicite du monde... la Birmanie déverse chaque année sur le marché clandestin des stupéfiants un flot de 400 à 700 tonnes d'opium, selon les estimations les plus optimistes. Les principales zones de culture du pavot se trouvent le long de la frontière chinoise, dans les Etats Shans et Kachins. » C'est en ces termes qu'abordaient le problème birman, Catherine Lamour et Michel R. Lamberti dans leur ouvrage *Les grandes manœuvres de l'opium*.

Dans ce pays, les seigneurs de l'opium contrôlent un bon tiers du territoire. Le roi incontesté de l'opium est, sans conteste Khun Sa. Il règne sur une armée de 4 000 à 5 000 hommes (certains avancent même le chiffre de 16 000 !) et sa tête est mise à prix par la D.E.A. américaine. Mais dans les montagnes de l'est de la Birmanie, Khun Sa nargue depuis des années les services de l'armée thaïlandaise chargés de la lutte contre la drogue. Traqué par les Thaïlandais en 1982, il se paie le luxe de dynamiter une caserne de Chiang-Mai, la deuxième ville du pays.

En 1985, le bruit commença à circuler que Khun Sa était malade, victime du diabète et on annonçait rapidement sa mort, bien que cette rumeur fut niée par ses lieutenants. Toujours prudent, un officier thaïlandais des narcotiques a cru toutefois bon de déclarer Je croirai Khun mort le jour où je verrai son cadavre. » Et il avait bien raison.

En effet, sa biographie comporte bien des zones obscures. On sait qu'il est né en Birmanie en 1933 d'un fonctionnaire chinois et d'une dignitaire shan. Il se proclame haut et fort qu'il est le grand défenseur de la patrie shan opprimée ; l'opium ne serait que le nerf de cette rébellion qui lui coûte 500 000 dollars par mois. Mais personne n'est dupe. Khun Sa est plus un « parrain » qu'un rebelle, un marchand d'opium qui manipule les pauvres recrues shans pour assurer sa fortune et celles de quelques puissants financiers vivant discrètement parmi les gratte-ciel de Hong Kong. Pour lui, la politique s'arrête là où commencent ses champs de pavots...

Khun Sa a probablement fait ses premières armes dans les rangs de la 93<sup>e</sup> division du Kuomintang (K.M.T.), qui, lors de la victoire des communistes en 1949, vint échouer en Birmanie. Mais rapidement, il se heurte de plus en plus aux intérêts similaires du K.M.T. En 1967 éclate la « guerre de l'opium » qui fera des centaines de victimes. Deux ans plus tard, Khun Sa est arrêté par les Birmans. En son absence, ses affaires et son armée sont prises en charge par son numéro deux, un ancien général du K.M.T., Chang Tze Chuang. En 1969, l'A.S.U. (Armée unifiée anticommuniste) que Khun Sa a créé de toute pièce, enlève des médecins soviétiques. Le gouvernement birman se trouve très embarrassé. Ils sont bientôt relâchés — en même temps que Khun Sa, bien que le gouvernement démente toute relation entre les deux affaires !

Khun Sa que l'on croyait mort, donnait en 1987 une interview à des journalistes, leur confirmant la hausse générale de la production. Il parla de 500 tonnes d'opium produites directement sous son contrôle. Le reste, il le concède au *Parti communiste birman* et aux Chinois nationalistes. Ces derniers, les restes des armées du Kuomintang repliés sur la Birmanie en 1949, se sont, depuis longtemps, recyclés — désormais sous le nom de *Chinese Independant Force* — dans le trafic de drogue. Khun Sa

se vanta de posséder vingt raffineries mobiles. Dans des laboratoires clandestins, les soldats de cette rébellion fantôme transforment ensuite la pâte en héroïne, direction Bangkok, puis, par le réseau des fourmis et des sans-grade de la « dope », les marchés européens et américains.

Khun Sa est un homme très riche assurant une excellente éducation à ses huit enfants (plusieurs fréquenteront les universités américaines) possédant une luxueuse villa à Bangkok, un commerce de jade à Chiang-Mai et surtout quelques bonnes relations dans le monde politique thaïlandais.

Mais d'après la police, Khun Sa bluffe et serait en perte de vitesse. Les géants du *Triangle d'Or* seraient les communistes birmans, le P.C.B. Ce dernier qui ne reçoit pratiquement plus d'aide de la Chine, s'est, avec succès, lancé dans les affaires. Il contrôlerait désormais plus de 50 % de la production d'opium dans la partie birmane du *Triangle*. Le parti assure souvent lui-même la transformation en morphine. Il prend ensuite en charge la protection des caravanes de mules qui acheminent le produit semi-fini vers la frontière thaïlandaise. Le P.C.B. a conclu des alliances avec des groupes aussi différents que les nationalistes chinois ou l'armée de l'indépendance kachin qui assure notamment le transport de l'anhydride acétique à partir de la frontière indienne.

La drogue suit des filières traditionnelles. Arrivée en fraude en Thaïlande, elle embarque vers la Malaisie, l'Europe ou les Etats-Unis. Les « parrains » vivent à Hong Kong ou Macao, aux Etats-Unis, en Espagne ou en France.

## HONG KONG, PLAQUE TOURNANTE DU MONDE ASIATIQUE

---

Aujourd'hui, de 60 à 70 % de l'héroïne consommée en France provient des pays du *Triangle d'Or*. Une partie de la Mafia de Hong Kong joue le rôle de commanditaire dans ce trafic. Hong Kong est l'endroit le plus attrayant en Asie pour placer son argent. Les devises entrent et sortent librement. On peut approvisionner son compte de millions de dollars sans avoir à fournir de justification. Il n'y a aucune vérification, aucun contrôle. Ces facilités ont permis de faire de Hong Kong — troisième place financière mondiale — la « plaque tournante » du trafic des stupéfiants en Asie.

La plupart des gros réseaux, liés aux sociétés secrètes de Hong Kong, auraient été, d'après certains, démantelés vers la fin des années 1970 — nous en doutons — et le trafic, en dehors de la consommation locale, ne passerait plus par la colonie. On assiste donc à des opérations commerciales de type triangulaire. L'opium est produit et transformé en héroïne ou en morphine, sur place : l'affaire est financée et organisée de Hong Kong par des commanditaires qui ne touchent le produit ni de près ni de loin et se dissimulent derrière des intermédiaires. La drogue est transportée par des « passeurs », seuls ou en groupes, qui ne connaissent que celui qui leur a remis la poudre blanche, qui sont surveillés par des inconnus, et qui remettront leur valise à d'autres inconnus. L'extrême compartimentation des opérations rend leurs organisateurs insaisissables, d'autant qu'ils disposent d'hommes de main qui font régner un ordre implacable.

Les principaux trafiquants appartiennent à la communauté Teochiew, originaire de la région de Swatow, au nord de la province de Canton. Parlant un dialecte que les autres Chinois comprennent difficilement, très refermés sur leur communauté et leur famille, ils ont, depuis le siècle dernier, pris en mains le trafic de l'opium puis de l'héroïne à Hong Kong où ils sont nombreux. L'origine de ces réseaux explique l'importance des contacts en Thaïlande et l'utilisation fréquente de « passeurs » sino-thaïs ou sino-khmers, qui sont eux aussi teochiew, tout comme nombre de Malaisiens et Singa-

pouriens d'ethnie chinoise. Ces Sino-Khmers sont souvent des réfugiés, la plupart du temps entrés illégalement en France depuis 1975.

Peter Driscoll, inspecteur de la *Royal Hong Kong Police Force*, qui travaille aussi pour *Interpol*, « estime qu'il y a aujourd'hui à Hong Kong entre 70 000 et 120 000 membres des *Triades* sur une population de 6 millions d'habitants, c'est énorme », répartis entre trente-trois triades différentes, avec chacune ses ramifications. Outre leur forte implantation à Hong Kong et à Taiwan, les *triades* ont essaimé partout où les *huachiao* (les Chinois d'Outre-mer) ont bâti une importante communauté. Les *Chinatowns* de New York, San Francisco, Toronto, Amsterdam, Londres et Paris, ont toutes leurs sociétés secrètes.

La part du trafic d'héroïne contrôlée par les Chinois n'a cessé de progresser. En 1982, selon la D.E.A., 93 % de l'héroïne vendue à New York venait du *Croissant d'Or* (Turquie, Iran, Afghanistan, Pakistan). En 1988, la part de la « blanche chinoise » provenant du *Triangle d'Or* (Thaïlande, Birmanie, Laos) dépassait 40 %. La plus puissante des triades, la *Sap Sie Kee*, plus connue sous le nom de 14K, compte quelques 24 000 membres. Elle est, bien entendu, fortement implantée à Hong Kong, mais est également très active à Amsterdam, et en Belgique, où elle contrôle une bonne partie du trafic de l'héroïne en provenance du *Triangle d'Or*. Mais là, comme ailleurs, cela ne va pas sans rivalités et certains chefs de triade ont fait les frais des luttes de pouvoir. Chung Mon, parrain de la *Chinatown* d'Amsterdam et important dirigeant de la 14K, a été abattu en mars 1975, tout comme son successeur, Can Yuen Muk. Commanditaires du meurtre : les membres de la triade *Ah Kong* (« la Compagnie » en chinois), implantée à Singapour, qui avait décidé de contrôler directement la distribution d'héroïne à Amsterdam sans passer par la 14K.

En raison de la rétrocession, en 1997, de la colonie britannique de Hong Kong, à la Chine, la police de Hong Kong a prévenu les autorités australiennes qu'elle craignait un exode massif des *triades*, les célèbres sociétés secrètes chinoises. Lors d'un séminaire sur la corruption policière à Sydney, un officier de police de Hong Kong, John Sheppard, déclara que les *triades chinoises* chercheraient certainement à s'implanter dans d'autres pays, particulièrement en Australie. Le commissaire ne pense pas que cet exode soit imminent ou disproportionné par rapport au nombre d'émigrants chinois.

Ce n'est toutefois pas l'avis de Carmel Chow, détaché de la *Commission indépendante contre la corruption à Hong Kong* (I.C.A.C.) auprès de l'*Autorité nationale contre le crime* (N.C.A.) en Australie. Lors de ce même séminaire, M. Chow déclara qu'il y avait déjà au moins deux mille membres des triades opérant en Australie, soit près de 1 % de la communauté chinoise locale. Ces gangsters, selon M. Chow, sont responsables de 90 % du trafic d'héroïne qui atteint 250 millions de dollars en Australie chaque année, Sydney étant la plaque tournante du trafic d'héroïne.

Selon d'autres sources officielles australiennes, ce trafic rapporterait près d'un milliard de dollars, dont les deux tiers seraient empochés par les triades, celles-ci dirigeant également les réseaux de prostitution, de racket et de paris illégaux. Selon M. Chow, les triades ont recours à des réseaux de revendeurs vietnamiens déjà établis en Australie. De plus, les principales difficultés rencontrées par la police australienne sont la barrière linguistique et l'aspect européen des policiers, lequel les rend repérables.

Enfin, il faut signaler que l'« *Ice* » (la glace), cette drogue dure qui sème la panique chez les officiels de la lutte anti-drogue aux Etats-Unis, arrive d'Asie, distribuée par des

gangs de Hong Kong, de Séoul et de Manille, via Hawaï et la côte pacifique. C'est un produit 100 % synthétique, difficile à détecter et qui est redoutable. Impossible, en effet, de distinguer, deux jours durant, un drogué à l'*Ice* d'un schizophrène au paroxysme de sa névrose. À Honolulu, plus de 700 clients réguliers de cette drogue méritent déjà l'enfermement en asile spécialisé. Bilan de l'année 1989 : 32 morts et 400 arrestations liés à l'*Ice*. Deux fois les dégâts du *crack* et de la cocaïne dans cette belle île. Le fléau était inconnu à Hawaï voici deux ans. Les trafiquants et revendeurs sont généralement des bandes de jeunes Philippins armés, qui ont achetés leur matière première à Hong Kong.

Policiers et magistrats spécialisés conviennent qu'à la tête du trafic de l'héroïne en France, il y a une majorité de Chinois originaires de Hong Kong, Bangkok, Singapour et Cholon. Entre les mois de décembre 1981 et décembre 1983, dix réseaux chinois ont été démantelés, 260 trafiquants asiatiques ont été appréhendés et 207 kilos d'héroïne saisis. Un exemple. En février 1984, pour la première fois dans l'histoire de la répression anti-drogue, la structure commerciale d'un trafic d'héroïne-base était mise à nu : une saisie de 56 kilos dans une affaire intéressant deux continents et mettant en jeu cinq sociétés internationales d'import-export asiatiques.

L'affaire commença fin janvier 1984. Ce jour-là, la police d'Anvers saisit 56 kilos d'héroïne dans un appartement appartenant à un certain Santi Hiransaroj, un Sino-vietnamien. Dans les jours qui suivent, et pour la même affaire, la police arrête à Paris Peter Sin Chor Ng, jeune milliardaire chinois, né à Hong Kong, de nationalité britannique, alors président-directeur général du luxueux restaurant *Chinatown*, le restaurant qui remplaça le non moins fameux *La Reine Pédauque*, rue de la Pépinière à Paris. Cet habitué de la jet-society et Rolls-Royce est mis en cause par d'autres interpellés comme un des « patrons ». Également propriétaire d'établissements à Londres et à Hong Kong, le patron du *Chinatown* est-il un *Hakka* ? Cette minorité chinoise est connue pour la part qu'elle prend dans le grand banditisme organisé.

Les *Hakkas* s'infiltrèrent dans les classiques sociétés secrètes chinoises et leurs associations charitables. Ils quadrillent ainsi la communauté chinoise de Hong Kong. Ils ont colonisé la communauté chinoise et indonésienne d'Amsterdam ainsi que plusieurs quartiers chinois des grandes cités américaines. Sous le couvert de sociétés secrètes appelées « Triades », les *Hakkas* passent pour contrôler les jeux et le rackett parmi les cent mille Chinois implantés en France. Plus du tiers d'entre eux vivent à Paris, la plus chinoises des villes européennes.

La drogue se trouvait dans deux cents boîtes de Rambutan, un fruit très populaire en Asie, et destinée à la *Food Stuff France*, firme qui n'a rien d'un fantôme ; elle réalise quotidiennement diverses importations de produits asiatiques destinés au marché français. Pour la livraison de rambutan qui va « couvrir » celle d'héroïne, *Food Stuff France* se fournit chez la firme d'import-export installée à Bangkok (Thaïlande), *Boon Manyee*, spécialisée dans l'importation de machines à fabriquer les nouilles. Cette société, elle, n'a pas d'autre activité que ce trafic de drogue. Son dirigeant, Ah Po, qui est accusé par d'autres d'être un des responsables du trafic, purge à Bangkok une peine de trente-sept ans de prison pour trafic de drogue. L'entreprise *Boon Manyee* appartenait au riche Peter Sin Chor Ng, patron du *Chinatown* et son chauffeur, Ngoin Phong Tan, un Cambodgien, est également inculpé dans ce trafic de drogue.

Entre *Boon Manyee*, l'exportateur thaï, et *Food Stuff France*, le client français, interviennent successivement, comme dans n'importe quelle transaction commerciale,



trois intermédiaires. La société *Food Stuff Trading International*, installée à Singapour, ayant pour patron Santi Hiransaroj — chez qui on a trouvé les 56 kilos d'héroïne — qui avait confié à son demi-frère, Kim Quach, la gérance de *Food Stuff France*. Santi, par sa mère, est le demi-frère des Quach. C'est chez Tan Quach, l'un des inculpés, qu'il vivait quand il venait à Paris et c'est dans son appartement d'Anvers que la police l'a surpris en train de déballer les sachets d'héroïne. Deux autres Thaïs avaient été déjà condamné en Belgique, à dix ans d'emprisonnement : Took Suetang et Santi Hiransaroj. Le premier reconnut qu'il assurait le contact avec les acheteurs d'héroïne depuis des années ; le second, Took, avoua revendre de l'héroïne en Europe depuis 1980 : trois voyages, l'importation de 35 kilos d'héroïne en 1980 dans les machines à fabriquer les nouilles, livrées Boon Manyee, l'entreprise du riche Peter Sin Chor Ng, installée à Colombes.

Les autres sociétés relais étaient l'*Asia Import-Export*, dont le siège est à Herzogenrath (Allemagne), dirigée par un Vietnamien devenu apatride, Van Tran Truong, habitant en Allemagne et sa femme à Paris. Il bénéficia d'un non-lieu dans ce procès de Belgique, comme dans un autre procès-incident en Allemagne. Et par la société *Sun Wah* à Anvers, troisième et dernière société impliquée dans ce trafic. Or toute l'affaire avait débuté par une lettre anonyme parvenue aux enquêteurs, le 5 mai 1983, selon laquelle « *Sun Wah* », une société du port d'Anvers, ferait du trafic d'héroïne.

Comme on peut le constater, rien n'est simple au royaume des « Triades ». Et elle n'est pas la seule. Le 21 février 1989, les autorités américaines saisissaient dans le quartier du Queen's à New York, près de 400 kilos d'héroïne, d'une valeur d'un milliard de dollars et suffisante pour approvisionner 100 000 drogués pendant un an. Au total, 31 personnes provenant de New York, Los Angeles, Detroit, San Francisco, Hong Kong, Singapour, Toronto, Calgary et Van-couvert sont arrêtées. Une véritable toile d'araignée dont le chef du réseau, Fok Leung Woo, un résident de longue date du quartier chinois « *Chinatown* » de Manhattan à New York, est ancien président du *Chinatown Democratic Club* !

Cette découverte, faite au terme d'une filature de dix-huit mois, aura une nouvelle fois apporté la preuve à la police et à la justice américaine que les syndicats du crime asiatique ont massivement pris le relais des organisations traditionnelles. Le procureur précisa que les autorités américaines avaient identifié il y a 18 mois le principal réseau chinois opérant à New York et y avaient infiltré un agent de la sûreté américaine (F.B.I.). Ainsi, l'acheminement des 400 kilos d'héroïne a pu être suivi depuis le *Triangle d'Or* aux confins de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande aux Etats-Unis via Hong Kong, où neuf personnes furent arrêtées dans le cadre de cette affaire. Chris Cantley, précisa que les neuf personnes interpellées, dont une femme, appartenaient à trois syndicats du crime différents, exportant de l'héroïne vers les Etats-Unis, mais liés entre eux de manière occasionnelle.

## CORÉE

---

Si certains font du trafic de drogue en Corée du Sud, en commerce avec les Japonais implantés chez eux, il en est de même pour la Corée du Nord. Il est toutefois extrêmement difficile d'avoir des renseignements précis. Toutefois, en 1976, une série d'histoires défiant la chronique, se firent jour.

M. Kim Hong Chul était depuis trois ans ambassadeur de Corée du Nord à Copenhague. Le 14 octobre, M. Kim était expulsé avec ses trois collaborateurs. L'ambassadeur avait été pris la main dans le sac, comme un vulgaire trafiquant : une camionnette de l'ambassade, transportant 147 kilos de haschisch, avait été saisie par la police.

Deux jours plus tard, le gouvernement norvégien expulsait les quatre membres de la mission nord-coréenne à Oslo, accusés, eux aussi, de « marché noir diplomatique ». Le 20 octobre, c'était au tour du gouvernement finlandais de déclarer *persona non grata* les quatre diplomates nord-coréens en poste à Helsinki. En Suède, après les révélations de la police impliquant l'ambassade de Corée du Nord, l'ambassadeur et ses adjoints ont discrètement fait leurs bagages, sans attendre d'être expulsés officiellement.

L'affaire avait débuté au printemps 1976, lorsque les services secrets danois trouvèrent étranges les bonnes relations de ces diplomates avec quelques gros bonnets du milieu danois. Sollicités, leurs collègues d'Oslo, de Stockholm et d'Helsinki faisaient peu à peu les mêmes observations et signalaient même les étranges navettes d'une camionnette protégée par le sigle CD qui se rendait périodiquement en Pologne. Au mois d'août, un diplomate nord-coréen qui se rendait à Marseille avait fait l'objet d'une filature. N'avait-on pas arrêté au Caire, au mois de mai, deux de ses collègues transportant 400 kilos de haschisch ?

Bref, le filet se resserrait autour des hommes de Pyongyang, qui n'en continuaient pas moins leur commerce, comme s'il faisait partie intégrante de leur métier de diplomate.

Ce gang, en tout cas, n'agissait pas pour son propre compte. Ces opérations illícites avaient été commandées par le gouvernement communiste de Kim Il Sung, afin de se procurer des devises fortes et aussi financer la publicité dans les pays cités... La fin justifiant les moyens.



## JAPON

---

Les « *Yakuza* », nom des truands nippons, forment un monde qui s'apparente par sa structure à celui de la Mafia italienne. Selon la police, il existait dans les années 1980 quelques deux mille six cent cinquante organisations de gangsters connues, regroupant cent vingt mille membres et sans doute plus de trois cent mille personnes plus ou moins affiliées aux différents groupes. Ils sont installés dans toutes les grandes villes de l'archipel, mais plus particulièrement dans les régions de Tokyo et d'Osaka, où la police estime qu'ils gèrent vingt-six mille établissements : restaurants, bars, entreprises de construction, de transports, bureaux de prêteurs, etc. Le tout représentant un chiffre d'affaires de plus de 25 milliards de francs. Ces organisations ont toutes pratiquement pignon sur rue. Officiellement ce sont des associations amicales d'entraides contre lesquelles la police ne peut pas grand-chose.

De nos jours, selon la *National Police Agency* (N.P.A.), la marge annuelle de leurs affaires s'élèverait à 1,3 trilliard de yens — 52 milliards de francs. Trois groupes dominant cette pègre. Dans la région de Tokyo (Kanto), l'*Inagawa-Kai* et le *Sumiyoshi-rengo-Kai* contrôlent respectivement 6 000 et 8 000 hommes. Du côté de Kobe-Osaka (Kansai), le *Yamaguchi-gumi* en a 20 000 au garde-à-vous. Ce dernier est sans conteste le plus important syndicat du crime, regroupant plus de quatre cent soixante-cinq organisations. Incontestablement, l'un des grands « parrains » nippon, chef du *Yamaguchi-gumi*, fut Kazuo Taoka, qui en devint le chef en 1946, à l'âge de trente-trois ans. À cette époque, ce n'était qu'une petite bande de *Yakuza* (truands) comme beaucoup d'autres. Surnommé « l'Ours » pour sa brutalité, Kazuo Taoka va en faire une véritable multinationale, avec des centaines de bureaux équipés d'ordinateurs gérant son empire.

L'organisation du *Yamaguchigumi* consiste en une succession de pyramides qui forment des unités indépendantes. Détruire une unité laisse l'ensemble intact. Chacune ne compte qu'une vingtaine de membres, leur chef étant lui-même un membre de l'organisation supérieure et ainsi de suite jusqu'au sommet de la pyramide.

Depuis plusieurs années, l'activité illégale la plus lucrative des « mafieux » nippons, à commencer par le *Yamaguchigumi* — bien que Taoka soit membre de l'*Association pour la lutte contre la drogue* — est le trafic des narcotiques. Dans les années 1975, il y avait peu de L.S.D. ou de marijuana et encore moins de drogues « dures »

comme l'héroïne au Japon. En revanche, il s'était développé un marché colossal des drogues dites « douces » à base d'amphétamines. Mais la difficulté que rencontrent les policiers dans leur lutte contre le trafic de drogue tient au fait que les truands nippons développent leurs activités à l'étranger. Les amphétamines sont, en majorité, fabriquées à Taiwan et en Corée du Sud, dans des laboratoires qui appartiennent à des Japonais.

Pour l'héroïne, les *Yakuza* participent au trafic en provenance de Hong Kong vers les Etats-Unis : la drogue ne suit pas la route directe depuis le *Triangle d'Or*, à la frontière de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, mais transite après la colonie britannique par Kobé, où, sans toucher terre, elle passe sur d'autres navires vers Hawaï. Selon la police américaine, cette île est devenue un repaire pour la pègre nipponne. Le quartier des plaisirs de Waikiki, à Honolulu, regorge d'établissements japonais — bars, salons de massages — qui ne sont en réalité que des couvertures pour des activités plus lucratives : la drogue et le trafic d'armes. En revanche, les « mafieux » japonais sont peu implantés à Hong Kong ou à Singapour, où les « Triades » (sociétés secrètes chinoises) ne les laissent pas pénétrer.

Le « parrain » Kazuo Taoka, décéda en 1981 des suites d'une longue maladie cardiaque. Lui succéda Masahisa Takenaka, assassiné le 27 janvier 1985 à Osaka. Les luttes de pouvoir sont chaudes au sein du *Yamaguchi-gumi*.

L'actuel « parrain » est un homme de 48 ans, Yoshinori Watanabe, élu à la tête du *Yamaguchi-gumi* le 27 avril 1989.

Mais, de plus en plus, le refuge des « *Yakuzas* » est la Bourse de Tokyo. Ils s'attaquent, avec leurs immenses fortunes, que seulement aux sociétés cotées en Bourse. À la seule différence du boursicotier normal, ils avancent masqués, et, une fois implantés, jouent sur la terreur qu'ils inspirent pour réclamer à leurs victimes un « petit sacrifice » afin de la laisser tranquille. Les statistiques officielles ont recensé 123 cas de 1987 à 1989. « Ce virage des *Yakuzas* était prévisible, explique l'un des officiels de l'Agence nationale de police. Ils ont des liquidités à recycler et à faire fructifier. » Si bon nombre succombent devant des menaces de mort ou de chantage au kidnapping, il arrive que certaines victimes se rebiffent.

L'un des « étoiles noires » de la Bourse de Tokyo, Yasuji Ikeda, est tombé — en cavale dit-on actuellement — pour avoir voulu faire main basse sur un petit équipementier automobile. C'est alors que son nom est réapparu au milieu du grand déballage né du scandale *Recruit*. Pour monter ses coups, Ikeda mêlait l'argent sale du *Yamaguchi-gumi* et les appuis politiques. Selon le *Mainichi Shimbun* son intrusion victorieuse de 1987 sur la firme *Tokai*, spécialiste du bâtiment, a été orchestrée en sous-main par *Aoki Corp*. Or, il se trouve qu'Aoki, autre entrepreneur du bâtiment, appartient au portefeuille de Takeshita. Le Premier ministre japonais est l'un de ses actionnaires et *Aoki* est soupçonné de lui servir de paravent pour financer ses campagnes électorales. Ce genre de connivence avec les politiciens est monnaie courante au Japon.

En octobre 1989, c'était la présidente du P.S. nippon, M<sup>me</sup> Takako Doi, qui venait de remporter un succès aux dernières sénatoriales, de faire la « une » des journaux pour avoir touché de l'argent des propriétaires des Pachinkos. Le Pachinko, tenu par les Yakuzas, est le billard électrique local. Pour obtenir la complicité des politiciens, les « Pachinkos » membres de la Mafia coréo-japonaise auraient arrosé tous les partis, mais le P.S. aurait été particulièrement soigné. Ainsi, l'intègre M<sup>me</sup> Doi aurait-elle



bénéficié de multiples dons déguisés, des sommes de 600 000 francs étant directement versées à des députés socialistes !

Plus grave : ces fonds proviendraient de Pyong-Yang, le quart des 15 000 salles de Pachinko étant contrôlé par la *Chosensoren*, l'association des résidents coréens au Japon qui travaille en étroite liaison avec le régime de Kim-Il-Sung. Or, comme par hasard, le P.S.J. est le seul parti japonais à entretenir de bonnes relations avec la Corée du Nord.

Après l'enterrement de Taoka, suivi par mille trois cents gangsters et autant d'hommes d'affaires et de stars du showbiz, les *Yakusas* parachevèrent son œuvre. À Bangkok, à Hong Kong, ils prennent contact avec les triades chinoises — jusque-là assez impénétrables — et se lancent dans l'exportation d'héroïne vers les Etats-Unis, à l'échelle industrielle. Des *Yamaguchi-gumi* sont arrêtés en 1985 à Honolulu. avec 35 kilos de « pure » dans leurs bagages. Sur le continent américain, la police repère des *Yakusas* à New York, à Los Angeles, mais aussi en Virginie, à Las Vegas, à Seattle... Ils contrôlent des casinos, gèrent le tourisme nippon et rackettent les sociétés japonaises implantées aux Etats-Unis. À leur tour, les présidents de la *Chase Manhattan Bank* et de la *General Motors* reçoivent la visite des *sokaiya*, spécialistes du chantage auprès des grandes compagnies. On recense environ 6 000 *sokaiya*, tous liés de très près aux *Yakuzas*.

Le 26 juin de chaque année, les mille soixante-sept sociétés cotées à la bourse de Tokyo qui tiennent leur assemblée générale d'actionnaires vivent dans la frayeur. Possesseurs de quelques actions, les *sokaiya* viendront-ils poser des dizaines de questions sur le train de vie des dirigeants ou déclencher une bagarre dans la salle ? Une assemblée réussie s'opère en effet dans l'harmonie d'un vote à l'unanimité obtenu en moins de vingt minutes. Pour ne pas être condamné à se défendre devant les petits porteurs et les journalistes pendant quatorze heures, comme la firme Sony en 1985, il faut payer.

Les firmes organisent donc des réceptions destinées offrir de somptueux cadeaux aux *sokaiya*, commandent des publicités à des tarifs exorbitants dans leurs feuilles de chou, rénumèrent grassement des *sokaiya-consultants*, tel le célèbre *Shimazaki Economic Research Institute*, qui reçoit des contributions de soixante-trois banques différentes... En tout, une dépense de plus de 500 millions de dollars par an, dont 70 % finissent dans les mains des syndicats du crime japonais.

En Europe, c'est pareil. Seiji Hamamoto, un *sokaiya* célèbre, ouvre une branche londonienne dès 1981. Un de ses concurrents, Doyukaï, achète des actions de la *Compagnie française des pétroles* et de *Paribas*. Les *Yakusas* importent également du porno scandinave, des voitures et des amphétamines d'Allemagne et des armes d'Italie. Sans compter de l'installation, grâce à l'existence d'une communauté japonaise de 250 000 personnes à Sao Paulo, d'une tête de pont sud-américaine chargée d'importer de la cocaïne et des jeunes filles brésiliennes au Japon. Au point que l'exposition universelle de Tsukuba, en 1984, eut pour principal maître-d'œuvre le *Yamaguchi-gumi* qui s'en était arrogé la gestion foncière et commerciale.

Mais la supériorité de l'entreprise des *Yakusas* réside dans le fait qu'ils contrôlent le phénomène politique. Dans quel autre pays développé verrait-on aujourd'hui un ancien Premier ministre payer la caution d'un assassin officiant pour le *Yamaguchi-gumi* ? Un ministre du Travail (Ohno, membre du cabinet Yasuhiro Nakasone) remercie

un membre du même syndicat qui l'avait invité au mariage de son fils, de l'avoir « aidé à gagner les élections et à promouvoir ses affaires » ? Un ministre de la Justice (Hatano, membre du cabinet Nakasone) accusé d'avoir été rétribué comme consultant par des associations contrôlant le jeu ? Ce dernier ne déclarait-il pas pour sa défense : « Exiger une moralité de la part d'un politicien, c'est demander du poisson chez un marchand de légumes » ?

Contre ces agissements, la police fait son maximum. Mais l'arme absolue — frapper au portefeuille elle ne l'a pas. Elle se heurte au secret bancaire. Si la police interroge une banque, celle-ci n'est pas tenue de répondre. Mieux : si elle raconte un bobard et qu'il est, par la suite, prouvé qu'il s'agissait d'un bobard, ce n'est pas un outrage. Aucune législation. Aucune collaboration. Un exemple : le cas Noriega. Les Etats-Unis ont demandé au gouvernement japonais de geler ses comptes. Ses comptes ? Quels comptes ? Sur quelle banque ? La justice ne peut rien geler : seules les banques savent où sont les dollars, et elles n'ont aucun compte à rendre.

D'autant que le fisc peut aller se rhabiller, pour décapiter le cerveau. Yoshinori Watanabe, le boss du *Yamaguchi-gumi* est « chômeur ». Hori Masao et Kakuji Inagawa, les parrains du *Sumiyoshi-rengo-Kai* et de l'*Inagawa-Kai* sont « âgés et sans emploi ». Ils vivent de la charité des autres.

Aussi, ils en profitent et, d'après certains renseignements, la contagion aurait gagné le marché de l'art. Selon les experts, la récente flambée des prix, la ruée des acheteurs japonais mystérieux et les possibilités de paiement en espèces constituent des indices de blanchiment d'argent criminel. Les Christie's et autres Sotheby's s'en inquiètent. « Nous avons quelques pistes, mais pas de preuves formelles », précise le commissaire Mireille Ballestrazzi, chargée de la répression des fraudes et vols d'objets d'art à la police judiciaire.

Rappelons-lui qu'en 1987, on a retrouvé cinq Corot dérobés en France chez un *Yakuza*. En septembre 1989, Yasumichi Morishita faisait l'acquisition de 7,3 % du capital de Christie's. Or, Morishita est un usurier notoire, ayant un casier judiciaire chargé. Quatre inculpations. Trois non-lieux. Un an de prison, en 1985, pour usage de faux et sa résidence a été l'objet d'une récente fusillade. Depuis, de Londres à New York, il achète les impressionnistes comme on achète des cigarettes... L'homme qui s'est offert « *Les Noces de Pierrettes* », Tomonori Tsurumaki, a, lui aussi, un casier de la plus belle eau. En février 1986, il était interpellé — avec trois *Yakuzas* affiliés à l'*Inagawa-Kai* pour les motifs suivants : fausses traites, chantage, menaces...

# INDEX

---

## *A*

ABBAS, Abou, 61  
ABDERLAZIZI, Prince Ben-Saoud, 21  
ABDUL, Al Assai, 59  
ABEDI, Agha Hassan, 21 à 24  
ABOU-JAOUDÉ, Ricardo Félix, 41  
ABOUSLEIMAN, Joseph, 41  
ABRAMS, Elliot, 148  
ABRANTES, José, 102, 119  
ABVELTEIR, Herbert, 196  
ADATO, Victoria (Veuve Ibarra), 142  
ADELMAN, Al, 71  
ADHAM, Kamai, 21  
AGNELLI, Giovanni, 48, 75  
AKIM, Albert, 47  
ALAYLI, Walid Abdul-Rhaman, 36  
ALCAINO, Roberto Baez, 19  
ALGERNOON, Karl, 196  
ALI AGCA, Mehmet, 112  
ALI, Hassan, 95  
ALI, José Parada, 157  
ALLENDE, Salvador, 175, 176  
ANDROWITZ, Yuri, 26  
ANGHESSA, Aldo, 49  
APAP, Georges, 73 à 75, 81  
APARICIO, Nilza Doris, 134  
APPIANO, M., 62  
ARCHER, Lew, 139, 140, 143, 144  
ARGUDO, Ricardo, 19  
ARIAS, Oscar, 165, 166  
ARMIE, Herbert, 196

ARNSTEIN, Bobbie, 68  
ARON, Raymond, 76  
ARRIETA, Joseph, 55, 56  
ARMITAGE, Richard, 47  
ASSAD, Firaas El, 98  
ASSAD, Hafez El, 94  
ASSAD, Rifaat El, 61, 95 à 97  
ASSIR, Abdelraman El, 98  
ATTALI, Bernard, 81  
ATTALI, Jacques, 81  
AUDRAN, Général, 196  
AVRIL, Général, 169  
AWAN, Amjad, 18 à 20, 22  
AZPILLAGA, Florentino, 118, 119

## *B*

BADINTER, Michel, 74, 83  
BADINTER, Robert, 83  
BAILEY, Norman, 137  
BAKO, 112  
BANNISTER, Everette, 168  
BANZER, Guillermo Ojopi, 156  
BANZER, Hugo, 155  
BAQUERO, Alfredo, 192  
BAR-AM, Général, 149  
BARANOV, D., 111  
BARBARA, 82  
BARBEY (Barbé), 54  
BARCO, Virgilio, 75, 177, 182, 192, 194  
BARLETTA, Ardito, 76, 137  
BARRANTES, Colonel Luis, 166

BARRE, Raymond, 76  
BARRIOS, Fernando Gutierrez, 172  
BARRY, Marion, 72  
BARZACH, Michèle, 79, 80  
BASR, Moshé “Mokky”, 193  
BASSOLS, Gonzalo Suarez, 116  
BATEMAN, Jaime, 129, 130  
BAUDIN, René, 57  
BAUMGART, 23  
BEAUCHAMP, Sandra de, 134  
BECHOUCHE, Georges, 57  
BEG, Mirza Iqbal, 92  
BEINEIX, Jean-Jacques, 82  
BELAUNDE, Fernando Terry, 159 à 161  
BENAMOU, Georges-Marc, 82  
BEN BELLA, 58  
BENHAMOU, Hubert, 56  
BENNET, William, 75  
BEN-OR, Pesach, 189, 192  
BENSOUSSAN, Pierre, 70  
BÉRÉGOVOY, Pierre, 30, 38  
BERGÉ, Pierre, 82  
BERMUDEZ, José-Luis Pineda, 102  
BERNASCONI, Paolo, 46, 52  
BETANCUR, 127  
BEULLAC, Christian, 73  
BHUTTO, Ali, 24, 91  
BHUTTO, Benazir  
BIALKIN, Kenneth, 71  
BICKART, Jean-René, 32  
BIERI, Adrian, 46, 52  
BIERI, Walter, 52  
BIGELOW, Jackie Lee, 149  
BILGRANI, Akbar Ali, 18, 19  
BIRKIN, Jane, 82  
BLANDON, José, 103, 106, 133, 141 à 144, 146  
BLEUSTEIN-BLANCHET, Marcel, 76  
BLOT, Yvon, 81  
BOHORQUEZ, Luis, 192  
BOLAND, Edward, 139, 140, 143, 144  
BONNAIRE, Sandrine, 82  
BONO, Giuseppe, 26  
BORGES, Tomas, 118, 137  
BORLETTI, Ferdinando, 48, 49  
BOTERO, Hernan Moreno, 152, 153  
BOTERO, Oscar, 191  
BOUBLIL, Alain, 38

BOURNE, Peter, 71  
BOURRECHACHE, Jean-Marie, 124  
BOWE, Nigel, 168  
BREJNEV, Leonid, 110  
BRENNEKE, Richard J., 143, 148  
BRÉTECHER, Claire, 82  
BRIALY, Jean-Claude, 82  
BRIGGS, Edward Everett, 137  
BROOKS, Alan, 96  
BRUNET, Jean-Pierre, 39  
BRUTSCHI, Jean-Jacques, 31  
BUENO, Guillermo, 178  
BUNDY, McGeorge, 76  
BUSCETTA, Tomaso, 128  
BUSH, George, 29, 63, 64, 72, 132, 137 à 150  
BUSTILLO, Juan, 141, 146

## C

CABALLERO, Sergio, 157  
CABALLERO, Francis, 9, 79  
CABRERA, Alfonso Morales, 173, 174  
CABRERA, Olma, 154  
CADDELL, Patrick, 71  
CAHN, Guy, 31  
CAKIR, Mehmet, 45, 52  
CALABRO, Antonio, 167  
CALERO, Adolpho, 145  
CALVI, 59  
CAMPANA, Pascal et Roger, 56  
CARDINAL, Philippe, 82  
CARO, Rafaël Quintero, 166, 170, 171, 173, 174  
CARONIA, Sauveur, 1267  
CARTER, Jimmy, 17, 21, 22, 71, 72  
CASEY, William, 142 à 147, 196  
CASO, Roberto Gonzales, 102  
CASSEY, Lionel, 165  
CASTRILLON, Darion, 178  
CASTRO, Fidel, 101 à 107, 109 à 111, 115,  
117 à 119, 130, 147, 172,  
187  
CASTRO, Raoul, 101 à 109, 117, 119  
CATTEAU, Emile, 167  
CATTO, Henry E. Jr., 76  
CELENK, Béchir, 45, 51, 112, 119  
CHALANDON, Albin, 74, 75  
CHALIER, Yves, 57

CHANDRAKHUMARRANN, 123  
 CHAPUIS, Gérard, 55  
 CHARASSE, Michel, 81  
 CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre, 73, 74  
 CHIARELLI, Pierre, 57  
 CHIAVI, Gloor, 54  
 CHINOY, Nazir, 20, 25  
 CHIRAC, Jacques, 29  
 CHOPOV, Grégor, 111  
 CHOR Ng, Peter Sin, 207, 208  
 CHOU En-Lai, 110  
 CHUANG, Chang Tze, 203  
 CHUL, Kim Hong, 209  
 CIMENT, Michel, 82  
 CISSÉ, Amadou Mohamed, 87  
 CLARK, Ramsey, 68, 70  
 CLIFFORD, Clark, 22  
 CLINES, Thomas, 147  
 CLOUZEL, Jacques, 167  
 COCA, Ariel, 156  
 COLAK, Bedri, 120  
 COLBY, William, 150, 151  
 COLMAN, Général, 165  
 COLOME, Abelardo, 119  
 CONAN DOYLE, Sir Arthur, 69  
 CORLEONE, 186  
 CORONEL, Pastor, 165  
 CORR, Edwin, 147  
 CORTEZ, Victor, 150  
 CORTI, Adriano, 35  
 COSTA-GAVRAS, 82  
 COSTE-FLORET, Christine, 57  
 CRAXI, Bettino, 32, 44  
 CROZIER, Brian, 107, 108, 111, 113, 118  
 CRUMP, Johnny, 118  
 CRYNE, Paul, 96  
 CUELLAR, Hector, 33

## D

DABDOUB, Carlos, 157  
 DAHER, Pierre Boutros, 56  
 DAVILA, Cardenas, 159  
 DAWALOUH, Prince, 59  
 DEANE, M., 24  
 DEBRAY, Régis, 82  
 DEBRÉ, François, 82

DECONCINI, Denis, 156  
 DEFORGES, Régine, 82  
 DELAMICO, Mario, 145  
 DELLE CHIAIE, Stéphane, 59  
 DENIAU, Jean-François, 99  
 DENIS, Louis, 111  
 De VITO, Frédéric, 57  
 DIAZ, Vicente Arce, 161  
 DIAZ, Yanine Farouk, 177  
 Di PISA, Rodolfo, 57  
 DOI, Takako, 212  
 DOILLON, Jacques, 82  
 DOMBASLE, Arielle, 82  
 DOUGLAS, Joseph D., 108  
 DOYUKAÏ, 213  
 DRISCOLL, Peter, 206  
 DRUON, Maurice, 81, 82  
 DUKAKIS, Michael, 149  
 DURAS, Marguerite, 82  
 DURAZO, Arturo Moreno, 172  
 DUVAL, Gaetan, 89  
 DZU, Gandral, 202

## E

EARL, Robert, 140, 147  
 ECHEVERRIA, Général, 156, 172  
 EITAN, Rafi, 192  
 ELISABETH II, 168  
 EMMANUELLI, Henri, 62  
 ENDERS, Thomas, 115  
 ERICKSON, Kathleen C., 19  
 ESCOBAR, Pablo Gaviria, 67, 101, 103, 105,  
 106, 115, 118, 118, 127,  
 130, 131, 136, 137, 152,  
 176 à 183, 186, 191, 193  
 ESTEBES, Mario Gonzales, 118  
 ESTERNBERG, Isaac Guttman, 192  
 ESTUPINIAN, Antonio Rodriguez, 102

## F

FABIUS, Laurent, 61  
 FABRI, Philippe, 31  
 FAZZINI, Mimmo, 88  
 FERNANDEZ, Carlos, 155  
 FERNANDEZ, Dominique, 82



FERNANDEZ, Gustavo "Papito", 106  
 FERRARO, Géraldine, 72  
 FIONNA, Roberto Fionna, 166, 167  
 FIORINI, Florio, 30, 32  
 FITZWATER, Martin, 29, 149  
 FLACHSMANN, Urs, 54  
 FLYNN, Joe, 151  
 FONG, Touby Li, 201  
 FONSECA, Ernesto Carillo, 170 à 174  
 FORCADE, Tom, 68, 69  
 FORGET, Antoinette, 124  
 FOURCADE, Jean-Pierre, 81  
 FOURNIER, André, 169  
 FRANGIÉ, Tony, 97  
 FRANK, Bernard, 82  
 FRANK, Michel, 51  
 FRANKLIN, Waldemar Quintero, 176  
 FRATONI, Jean-Dominique, 50  
 FREHNER, Walter, 47  
 FRESSANGE, Inès de la, 82  
 FRIEDMAN, Milton, 76  
 FRIKART, Claude, 124  
 FROMM, Arie, 39

## G

GACHA, Gonzalo Rodriguez, 171 178, 183  
 à 185, 191  
 GAITAN, Eliezer Ben, 189  
 GALAN, Luis Carlos, 176, 178, 183, 197  
 GALEANO, Luis Fernando Berrio, 178  
 GALLARDO, Miguel Angel Felix, 170, 172  
 GARCIA, Alan, 21, 158 à 161  
 GARCIA, Luis Meza, 154, 157  
 GARCIA Marquez, Gabriel, 186, 187  
 GASSER, Roberto, 156  
 GAUHAR, Althaj, 24  
 GAULTIER, Jean-Paul, 82  
 GAVI, James, 22  
 GAVINIA, Gustavo, 103, 183  
 GEAGEA, Samir, 93 à 95  
 GEMAYEL, Amine, 42  
 GENSCHER, Hans-Dietrich, 58  
 GEORJI, Général, 196  
 GERBER, Rudolf, 43, 46  
 GHANEM, Charbel, 41

GHITHIS, Beno, 26  
 GHORBANIFAR, 195  
 GIOVANNONE, Colonel, 21  
 GISCARD D'ESTAING, Valéry, 72, 81  
 GIUFFRIDA, Gaetano, 53  
 GIULETTI, Nicola, 35, 36, 60  
 GIULIANI, Rudolph, 29  
 GOBIN, Rosa Maria Abierno, 102  
 GOLDEN, John, 71  
 GOMEZ, Alain, 41  
 GOMEZ, Arce Luis, 102  
 GOMEZ, Gabriel Prendes, 177  
 GOMEZ, Juan Martinez, 178  
 GOMEZ, Oscar Carrero, 102, 127  
 GONZALES, Felipe, 67  
 GONZALES, Gustavo Flores, 179 à 181  
 GONZALES, Quintero Luis, 180  
 GONZALEZ, Guillermo, 135  
 GORMAN, Paul, 146, 168  
 GORN, Isaac Perelman, 161  
 GOUDE, Jean-Paul, 82  
 GOYENETSCHÉ, Martin, 54  
 GRÉCO, Juliette, 82  
 GREGG, Donald, 132, 138, 140 à 144, 147 à 148  
 GREGORIE, Dick, 150  
 GRITZ, James "Bo", 47, 200  
 GRUMAN, Patrick, 39  
 GUADRADO, Aldo Santamaria, 115, 118  
 GUEILER, Lidia, 155  
 GUEUL, Yasar, 51  
 GUEVARA, Agustin Sosa, 135  
 GUILLOT-LARA, Jaime, 117, 118, 130  
 GUINAND, André, 45  
 GUITIERREZ, Ramon, 113  
 GUTH, Jean-Michel, 82  
 GUTIERREZ, Alfredo, 156  
 GUTWILLIG, Bob, 68

## H

HADDAD, William, 41  
 HAIDAR, Ali, 95  
 HALATSAS, Dimitri, 23  
 HAMAMOTO, Seiji, 213  
 HAMMAN, Nick, 75  
 HAMIYEH, Youssef, Jamil et Sadoun, 94

HAND, Michael, 151  
 HÄNGGI, Michaël, 56  
 HANNA, Arthur, 168  
 HAQ, Fazli, 91  
 HARARI, Michael "Mike", 142, 143, 189, 190, 192  
 HASENFUS, Eugène, 138  
 HASSAN, Sibte, 18  
 HATANO, 214  
 HAUBERSHEEL, M., 196  
 HEDJAZI, 96  
 HEFNER, Hugh, 68, 70  
 HENDIN, Gary, 26  
 HERRERA, Eduardo Hassan, 189  
 HERRERA, Roberto Diaz, 143  
 HERZOG, Philippe, 150  
 HILLBERY, John, 25  
 HIM, Joaquim, 136  
 HOLMES, Sherlock, 69  
 HONECKER, Erich, 114  
 HOWARD, Ian, 18, 20, 138  
 HUSSEIN, Syed Aftab, 18, 19  
 HUSSEINI, Jawad Al, 96  
 HUXLEY, Aldous, 69

## I

IBARRA, Manuel Herrera, 172  
 IKEDA, Yasuji, 212  
 IKLÉ, Fred C., 47  
 INAGAWA, Kakuji, 214  
 ISMAÏL, Nabaoui, 99  
 ISTEEL, Yves-André, 38, 39  
 IZQUIERDO, Eduardo Diaz, 102

## J

JAMET, Dominique, 81  
 JEKER, Robert, 47  
 JORDAN, Hamilton, 71  
 JOSEPH, Burton, 70  
 JOSSELINE, Jean-François, 82  
 JOSSUA, Joseph, 61  
 JOXE, Pierre, 41, 62, 63, 73  
 JUGNAUTH, Aneerood, 89  
 JUPPÉ, Alain, 81

## K

KADHAFI, 130, 132, 147  
 KAIROUZ, Joe, 42, 43  
 KAISER, Karl, 75  
 KAMBANIS, Stamatis, 23  
 KANDUITI, David, 194  
 KARAHAN, Muhsin, 50  
 KARAM, Ryad et Raymond, 93, 96  
 KASPARIAN, Michel, 57  
 KASSAR, Ghassan Al, 61  
 KASSAR, Moundher Al, 41, 60, 61, 195, 196  
 KASSAR, Youssouf, 95  
 KASSIN, Isaac Katan, 153  
 KASTL, Georg, 50, 53, 54  
 KEINACH, Hans Joachin, 196  
 KENDALL, 13  
 KERRY, John, 22, 27, 132  
 KEYRALLAH, Walid, 93, 94  
 KHALDAL, Mohamed, 95  
 KHAMU, Général, 202  
 KHASHOGGI, Adnan, 20, 21, 255, 42, 62, 87, 192, 195, 196  
 KHOMEYNI, Ahmed, 58  
 KHOMEYNI, Imam, 58 à 60, 68  
 KHOURY, Chaker, 41  
 KISACIK, Mustafa, 112  
 KISSINGER, Henry, 22, 28, 141  
 KISTLER, Eric, 33  
 KLARK, Gerald, 196  
 KLEIN, Théodore, 145, 146  
 KLEIN, Yaïr, 191, 192, 194  
 KOPP, Elisabeth, 35, 43, 46, 47  
 KOPP, Hans, 35, 38, 43, 46  
 KORIS, Shlomo, 193  
 KOSKOTAS, Yorgos, 22, 23  
 KOTT, Irving, 39  
 KOUTSOGIORGAS, Agamemnon, 23  
 KRASSNER, Paul, 68  
 KROHN, 32  
 KROUCHTCHEV, 109  
 KRUPNIK, Jorge, 143  
 KUCZINSKI, Pedro, 76  
 KUDLOW, Lawrence, 29  
 KUNZ, M., 59  
 KY, Nguyen Cao, 202  
 KYRIAKARAKOS, Dimitri, 23

**L**

LA GUARDIA, Antonio de, "Tony", 101, 102,  
104, 105, 107, 119, 130  
LA GUARDIA, Patricio de, 102  
LAKIS, Ahmad Hassan, 94  
LAKIS, Mary, 93, 94  
LAMASSOURRE, Alain, 81, 82  
LANCE, Bert, 21, 22  
LANDIVAR, Ruddy, 156  
LANGBERG, Carlos, 158  
LAOUI, Selim, 42, 43  
LARA, Rodrigo Bonilla, 127, 129, 193  
LARIZ, Gustave, 196  
LAURENT, Jacques, 82  
LAURENT, Patrick, 54  
LEARY, Timothy, 69, 70  
LEBÈGUE, Daniel, 33  
LEHDER, Carlos, 106, 127, 131, 168  
LENJOSKY, Yossef, 193  
LE PEN, Jean-Marie,  
LESGUERRA, Oliverio Murien, 178  
LIMA, Antonio Sanchez, 102  
LINOWITZ, Sol, 76  
Little, Arthur D., 22  
LIVIERES, Mgr Jorge Banks, 164  
LONDONO, José Santacruz, 185  
LOPEZ, Reynaldo Rodriguez, 159, 161, 171  
LOUVARIS, George, 23  
LOWE, Mark, 40  
LUCIO, Ramiro, 130

**M**

MCCLEARY, Joel, 71  
MCLAINE, Shirley, 71  
MCNAMARA, Robert, 76  
MADRID, Miguel de la, 150, 169  
MAGHARIAN, Jeanet Barghev, 35 à 38, 42, 43  
MAHFOUZ, Salem Ahmed Ben, 21  
MAJUA, Abraham Hernandez, 178  
MALPARTIDA, Luis, 158  
MANNOR, Le Roy J., 151  
MAO, Tsé-Toung, 108  
MARCOS, Ferdinand, 20, 21, 116  
MARION, Pierre, 98  
MARSAN, Pierre-Alain, 39

MARTELLI, Claudio, 88  
MARTIN, Ronald, 145  
MARTINEZ, Eduardo Romero, 177, 178  
MARTINEZ, Jorge Valdes, 101  
MARTY, Dick, 36  
MASAO, Hori, 214  
MATTA, Juan Ramon Ballesteros, 184  
MATTES, John, 145  
MAZA, Miguel Marquez, 176, 182, 191  
MAZEAUD, Pierre, 61, 62  
MÉDEIROS, Eli, 82  
MEJIA, Oscar Humberto Victores, 141  
MELGAR, Juan Carlos Lisboa, 157  
MELO, Julian, 106  
MENDOZA, Arturo Moreno, 170  
MERHEJ, Michel, 21  
MIELKE, Erich, 114  
MILIAN, Ramon Rodriguez, 132, 149  
MILKEN, Michaël, 39  
MIRZA, Haci, 35, 36  
MISSICK, Stafford, 169  
MITTERRAND, François, 38, 39, 41, 73 à  
75, 82, 119, 133, 187  
MITTERRAND, Gilbert, 39  
MITTERRAND, Robert, 112, 119  
MOLINA, Gilberto, 183, 184  
MOLINA, Rafaël, 193, 194  
MON, Chung, 206  
MONDALE, Walter, 72  
MONTBRIAL, Thierry de, 75  
MONTENEGRO, Yashimura, 159  
MORA, Gabriel Jayme, 19, 20  
MORA, Jaime de, 96  
MOREAU, Eric, 94  
MORENO, Lucho, 135  
MORISHITA, Yasumichi, 214  
MOTTA, Hernan, 191  
MOUBARAK, Hosni, 100  
MOYA, Mario Palencia, 172  
MUK, Can Yuen, 206  
MUSELLA, Robert L., 18 à 20  
MUSULLULU, Yasar Avni, 45, 46

**N**

NADER, Ralph, 68  
NAJMAN, Maurice, 82

NAKASONE, Yasuhiro, 213, 214  
 NASSER, 110, 111  
 NAVILLE, Jean, 31  
 NAYANE, Zayed Ben Sultan An, 21  
 NETHANYAHON, Byniamin, 193  
 NIDAL, Abou, 95, 98  
 NIR, Amiram, 192, 195, 196  
 NIXON, Richard, 72, 106  
 NORIEGA, Manuel Antonio, 19, 20, 22,  
 33, 103, 106, 107, 131 à  
 138, 141 à 148, 150, 164,  
 190, 214  
 NORTH, Oliver, 132, 137 à 148, 192, 196  
 NOTTAGE, 168  
 NUGAN, Frank, 151

## O

OAKLEY, Robert B., 92  
 O'BRIEN, Edward, 149  
 OCHOA, Arnaldo Sanchez, 101 à 107, 119  
 OCHOA, Jorge Luis, 27, 127, 129, 131, 136,  
 152, 185, 196  
 ODUBER, Daniel, 76, 166  
 OEZEROL, Erol, 49 à 51  
 OHNO, 213  
 OJJEH, Akram, 192  
 OLAYAN, Suliman, 21, 27  
 OLIEVENSTEIN, Claude, 73  
 OPEL, Christina von, 83  
 ORBAN, Olivier, 82  
 OREJUELA, Gilberto Rodriguez, 152  
 OTAZO, Rafaël, 154  
 OURY, Gérard, 82

## P

PADILLA, Miguel Antonio Gomez, 185  
 PADRON, Amado, 101, 115  
 PALERMO, Carlo, 21, 52  
 PALME, Olof, 196  
 PAO, Vang, 221  
 PAPADOPOULOS, Ioannis, 23  
 PAPANDREOU, Andreas, 111  
 PAPIC, Ivan Pastenes, 176  
 PAREDES, Coco, 16, 175  
 PAREJO, Enrique Gonzales, 152, 153

PARLAK, Irfan, 45  
 PARRETTI, Giancarlo, 31 à 33  
 PARTOUCHE, Isidore, 56  
 PASQUA, Charles, 83, 96  
 PASQUA, Jean-Paul Etienne, 83  
 PATRICIO, Général, 101, 102  
 PAUL, Jean-Claude, 169  
 PAUNOV, Stoyan, 38  
 PAUWELS, Louis, 77  
 PAVON, Armando Reyes, 172  
 PÉBEREAU, Georges, 39  
 PELAEZ, Bernardo Roldan, 178  
 PELAT, Roger-Patrice, 38 à 40, 119  
 PELLETIER, Monique, 72  
 PERCOVICH, Luis, 159, 160  
 PÉRÈS, Shimon, 190, 195  
 PETRAGLIA, Gaetano, 35, 36  
 PHAO, Sriyanonda, 198, 199  
 PHARAON, Gaith, 21, 22 192  
 PHELAN, Arnold, 26  
 PICCIOTTO, Salvatore, 30, 31  
 PICCOLI, Michel, 82  
 PIEDRAHITA, Juan Francisco Perez, 179  
 à 181  
 PIERCO, Isabelle, 40  
 PINDLING, Lynden, 131, 168  
 PISARO-LOSADA, Manuel, 115  
 PIZZARO, Carlos, 130  
 POILLOT, Jean-René, 30, 31  
 POINDEXTER, Amiral, 137, 138  
 POLLARD, Jonathan et Anne, 144  
 POMAR, A. Del, 159  
 PONS, Bernard, 61  
 POO, Miguel Ruiz, 162  
 PRADA, Ritcher, 156, 159  
 PRAPHAS, Général, 200

## Q

QUILÈS, Paul, 30, 31, 33  
 QUINONEZ, Vicente, 165

## R

RAAB, William Von, 18, 20, 105, 150  
 RAFFALI, Edmond, 57  
 RAFSANJANI, 58

- RAHMÉ, Antoine, Gebrayl, Joseph et Jean, 94  
 RAMAZAN, Mirza, 60  
 RAMGOOLAN, Seewoosagur, 89  
 RAMIREZ, Colonel Jaime, 129, 131  
 RAMIREZ, Sergio Garcia, 172  
 RATTIKOUNE, Ouane, 202  
 RAULT, Maurice, 89  
 RAVELO-RENEDO, Fernando, 115, 118  
 RAWLS, Lana Jean, 71  
 RAZUK, Widen et Miguel, 156  
 REAGAN, Ronald, 47, 114, 132, 137, 139, 140, 143, 146, 148, 150, 155  
 REBU, Himmler, 169  
 REISING, Albert, 181  
 RHODES, Richard, 70  
 RIBOUD, Jean, 38  
 RICHARD, Rafaël, 135  
 RICHARDSON, Elliot, 76  
 RICO, Miguel Angel, 170  
 RICORD, Auguste, 164, 165  
 RIJNA, Toto, 186  
 RITZEL, Gerhard, 58  
 RIVERA, Reynaldo Romero, 159  
 RIVERA, Veronica, 159  
 ROAS, Paul, 113  
 ROBBINS, Wayne, 29  
 ROCARD, Michel, 63  
 ROCHE, France, 82  
 ROCKEFELLER, David, 33, 47, 48, 75, 76  
 RODRIGO, David Ortiz, 180  
 RODRIGUEZ, Andres, 164, 165  
 RODRIGUEZ, Félix, Lt., 138, 140, 141, 145 à 149  
 RODRIGUEZ-Cruz, Rend, 113, 115, 118  
 ROMERO, Dionisio, 163  
 ROTHSCHILD, 39, 62, 75  
 ROTHSCHILD, Evelyn de, 75  
 ROUCAL, Mario; 154  
 ROWALHA, Mohamed, 95  
 RUBELL, Steve, 71  
 RUIZ, Miguel, 103  
 RUIZ, Reinaldo, 103, 104, 119  
 RUSSELL, Lord Bertrand, 69  
 RYKIEL, Sonia, 82
- S**  
 SA, Khun, 200, 203, 204  
 SADATE, Anouar El, 99, 100  
 SADOWSKI, Maxime, 43  
 SAFRA, Edmond, 37, 192, 195  
 SAGAN, Françoise, 82  
 SAGUY, Yehoushoua, 195  
 SAÏDANI, Farid, 81  
 SALINAS, Abdel, 98  
 SALINAS, de Gortari, 170, 174  
 SALOMON, Colonel "Bubby" Noberto, 156  
 SANCHEZ, José Manuel, 67  
 SANCHEZ, Winredo, 141  
 SANTAMARIA, Aldo, 104, 115  
 SANTOFIMIO, Alberto Botero, 178  
 SAULNIER, Général, 133  
 SAUNDERS, Norman, 168, 169  
 SAVINKINE, Nikolai, 110  
 SCARPITTA, Jean-Paul, 82  
 SCARPULLA, Giuseppe, 57  
 SCHALCK-GOLODKOWSKI, Alexander, 114  
 SCHILD, Jörg, 49 à 52, 55  
 SCHMID, Christian, 46, 50  
 SCHMIDT, Helmut, 58  
 SCHOOP, Katharina, 47  
 SCHRAGER, Ian, 71  
 SCHWARZENBERG, Léon, 80  
 SCHWOB, Renate, 47  
 SEAL, Barry, 28, 136, 137, 196  
 SECORD, Richard, 47, 147  
 SEDANO, Ricardo Baraona, 171  
 SEJNA, Jan, 108 à 111  
 SÉNÉCLAUZE, 32  
 SENGELIN, Germain, 50, 53, 55, 57  
 SERGI, Paolo "Rocco", 167  
 SERRA, Rodolfo Paredes, 161  
 SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, 76  
 SHAFARATZ, Abraham, 193  
 SHAH, Le, 59  
 SHAKARCHI, Mohamed et Marwan, 35 à 38, 43, 46, 47  
 SHAMIR, 193, 195  
 SHAMMAH, Albert, 44, 45  
 SHARON, Ariel, 47, 99  
 SHOSHANI, Mario, 191, 192, 195  
 SHOUALI, Amatzia, 191



SIAJJ, Riad, 95  
 SIMONIAN, Hovik, 46, 49, 51, 52  
 SINDERMAN, Horst, 114  
 SINGLAUB, John, 145  
 SITBON, Guy, 99  
 SMITH, Aulden, 168, 169  
 SOLANS, Miguel, 67  
 SOLIS, Manuel Palma, 103  
 SOLLERS, Philippe, 82  
 SOMOZA, Anastasio, 132  
 SORMAN, Guy, 9, 76, 78, 79  
 SOTO, Leonel Estevez, 102  
 SOTTILE, Ignazio, 167  
 SOUHAM, Gleen, 196  
 SOYDAN, Rami et Zekir, 35, 45  
 SPADAFORA, Hugo, 132  
 SPADARO, Tommaso, 53  
 SPENCER, James, Marquis de Blandford, 21  
 SQUELLA, Oscar Avendano, 175  
 STARCK, Philippe, 82  
 STAMBOULI, Elliot, Joe et Robert, 43  
 STANDISH, Margaret, 70  
 STEFFEN, Otto, 50  
 STOPH, Willi, 114  
 STROUP, Keith, 68  
 STUART, Symington W., 22  
 SUAREZ, Manuel, 113  
 SUAREZ, Roberto Roca, 154 à 157, 161  
 SUAZO, Roberto Cordova, 143  
 SUCHLICKI, Jaime, 102  
 SUNG, Kim Il, 209, 213  
 SVERDLEV, Stefan, 111  
 SYSBER, Nikolaï, 135

## *T*

TABATABAI, Sadegh, 58, 59, 61  
 TACK, Juan, 135, 136  
 TAHIR, Khan Salem, 124  
 TAKENAKA, Masahisa, 212  
 TAKESHITA, 212  
 TAMANI, Vittorio, 50  
 TAMRAZ, Roger, 39 à 42  
 TAOKA, Kazuo, 211 à 213  
 TARAZONA, Léon, 170  
 TAYLOR, John, 155  
 TCHALIAN, M., 180

TERZIEV, 112  
 THÉODORE, René, 169  
 THÉRET, Max, 30, 31, 38 à 40  
 THIEU, 202  
 THOMPSON, Danielle, 82  
 TISCH, Harry, 114  
 TOCHKOV, Ivanoff, 38  
 TODOROV, Radoslav, 112  
 TORALBA, Diodes, 102  
 TORBAY, 98  
 TORBEY, Tony, 56  
 TORRE, Della, 26  
 TORRIJOS, Général, 130, 132, 135  
 TORRIJOS, Moises, 135, 136  
 TRABOULSI, Samir, 38, 40, 41  
 TRAVELLI-PICASSO, Laura, 82  
 TSURUMAKI, Tomonori, 214  
 TURBAY, Julio, 168

## *U*

UGURLU, Abuzer, 112  
 UMANA, Ricardo, 166  
 USTEGELEN, Nuri, 50, 51

## *V*

VALDERRANA, Mario, 153  
 VALENCIA, Carlos Garcia, 176  
 VANCE, Cyrus, 76  
 VARGAS, José Guillermo Parodi, 159, 161  
 VARTANIAN, Kevork, 119  
 VAUGHAN, Frederico (Freddy), 118, 137  
 VÉGA, Ramon, 194  
 VELEZ, Gloria Lucie, 179  
 VELIT, Général, 158  
 VELITCHKOVA, Tatiana Ileva, 59  
 VELLUTYLUL, 123  
 VERGARA, Luis Lopez, 160, 161  
 VESCO, Robert, 71, 106, 118, 168  
 VIGAN, 194  
 VIGOUROUX, Robert et Marylin, 134, 135  
 VILLALOBOS, Lionel, 166, 167  
 VISSINGEN, Fentener Van, 32  
 VIVAS, Oscar, 159, 160  
 VOLKMAN, Joe, 151, 152  
 VRIES, Henk de, 66

W

WACK, René, 62  
 WAGELSER, Léo, 193  
 WAKEFIELD, Dan, 69  
 WALSH, Lawrence, 27  
 WARIDEL, Paul, 46  
 WARNER, Marvin, 28, 199  
 WATANABE, Yoshinori, 212, 214  
 WATER, Harold Sir, 89  
 WATSON, Samuel, 147  
 WEBSTER, William, 27  
 WEISSABONIER, Elvis, 196  
 WEITNAUER, Adolphe, 54  
 WELBE, Ahmed Youssef, 119, 120  
 WELD, William, 27, 28  
 WESTMAN, Adolphe, 54  
 WHITLAM, Gough, 151  
 WIDAWSKI, 113  
 WILLIAMS, Edward Bennett, 28  
 WILSON, Bob, 151  
 WISCHNEWSKI, Hans-Jurgen, 58  
 WISNIAK, Nicole, 82

WITTGREEN, Carlos et Gaspard, 133, 134  
 WITTINGTON, Bill et Don, 39  
 WOLFF, Lester, 199  
 WOO, Fok Leung, 208  
 WYLER, Léopold, 77

Y

YAMANI, Zaki, 37  
 YANEZ, Yolande, 113  
 YATES, P. Budy, 151

Z

ZADKA, Abraham, 191  
 ZAMPA, Gaétan, 167  
 ZAPATA, Camillo Vasquez, 185  
 ZARATE, José Jorge, 160, 161  
 ZAVALA, Ricardo, 40  
 ZE'EV, Rehovam, 192, 194  
 ZORILLA, José Angel, 170, 172  
 ZUAZO, Siles, 154, 155, 157  
 ZUCKER, William, 47

# TABLE DES MATIÈRES

---

Préface de Henry Coston .....	9
Le capitalisme de la drogue... de banques à banques .....	13
Les chancres de la dépénalisation .....	65
L'Afrique dans l'œil du cyclone .....	85
Pakistan – Afghanistan .....	91
Quand Damas contrôle la « neige » au Liban .....	93
Cuba, plaque tournante de la drogue au service du communisme – <i>Le rôle de l'U.R.S.S. et de la Bulgarie</i> .....	101
L'avant-garde Tamoule .....	123
L'empire de Medellín et ses Barons .....	127
Panama - C.I.A. and Co. ....	131
Bolivie .....	154
Pérou .....	158
Paraguay .....	164
Costa Rica .....	165
Bahamas .....	167
Haïti .....	169
Mexique .....	169
Guatemala .....	174
Chili .....	175
Colombie .....	176
Mossad et narco-trafic .....	189
Le Triangle d'Or .....	198
Thaïlande .....	198
Laos .....	201
Birmanie .....	202
Hong Kong, plaque tournante du monde asiatique .....	205
Corée .....	209
Japon .....	211
Index .....	215

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE S.E.G.  
33, RUE BÉRANGER  
CHATILLON-SOUS-BAGNEUX

Numéro d'impression : 4684  
Dépôt légal : mai 1990





En 1990, les profits estimés de la drogue à travers le monde auront dépassés les 300 milliards de dollars — le budget de la France n'étant que de 150 milliards de dollars ! Ce montant faramineux explique la puissance des grands patrons de la drogue, qui ne sont pas toujours ceux que la presse aux ordres, montent en épingle. Le pouvoir financier de la drogue est devenu, dans bien des pays, un Etat dans l'Etat. De ce fait, bien des partis politiques, à leur insu ou non, profitèrent ou profitent de cette manne tombée du ciel. Mais non sans retombées politiques...

L'argent de la drogue ne se coule plus dans les interstices du système, il l'a inondé. Comme l'écrivait si bien Jean-Michel Helvig dans *Libération* du 28 août 1989 : « À l'instar des pétrodollars, les narcodollars pèsent sur les marchés financiers, et aucune frontière n'a pu leur résister. Nulle banque — si nationalisée soit-elle — n'est assurée qu'elle ne détient aucun argent sale. »

Des manipulations d'argent sale, nous vous en offrons une floppée à travers le monde, passant de la « Pizza Connection » à la « Pesetas Connection », sans oublier la « Libanese Connection » et surtout la « Swiss Connection ». Des dizaines et des dizaines de banques et d'individus sont mouillés dans cette affaire.

Le Chase Manhattan, la Bank of America, l'Irving Trust, la Great American Bank, etc., autant d'institutions financières mises en cause dans le recyclage des fonds des trafiquants. Est-ce un hasard si nombre de dirigeants de ces banques se trouvent être dans le même temps, parmi les membres les plus importants du C.F.R. et de la Trilatérale ?

Certaines pointes de cet iceberg servent à l'espionnage et au financement de certaines opérations. C.I.A., K.G.B., Mossad, D.G.S.E., rivalisent de zèle dans le maniement de l'épouvante, en passant de la guerre civile, au trafic d'armes et au terrorisme. De la Colombie au Pérou, de Cuba à l'U.R.S.S. en faisant un détour par la Bulgarie, et, de là, atterrissant dans nos pays occidentaux : la France, l'Allemagne, la Hollande, les pays scandinaves... aucun pays n'est épargné dans ce trafic de l'horreur et de la manipulation. But avoué de ces gens qui travaillent au service de certaines internationales : affaiblir la résistance morale et physique des élites occidentales par l'intermédiaire de la drogue.

Vous trouverez dans cette étude, des noms, des faits, des chiffres à faire frémir, tant l'étendu de ce fléau se mêle à la vie de tous les jours, à votre vie.

Ce dossier n'est pas à proprement parler... stupéfiant. Il est explosif.